



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

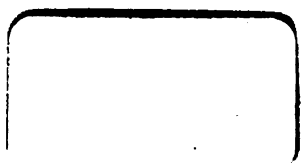
À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

RESEARCH LIBRARIES



33 07592820 4





BIBLIOTHEQUE

DE

L'HOMME PUBLIC;

OU

ANALYSE RAISONNÉE

DES PRINCIPAUX OUVRAGES

FRANÇOIS ET ÉTRANGERS,

*Sur la Politique en général, la Législation,
les Finances, la Police, l'Agriculture et le
Commerce en particulier, et sur le Droit
naturel et public.*

PAR M. CONDORCET, Secrétaire perpétuel
de l'Académie des Sciences, l'un des Quar-
rante de l'Académie Française, et autres
Gens de Lettres.

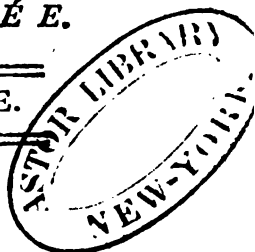
SECONDE ANNÉE.

TOME SEPTIÈME.

A PARIS,

Chez BUISSON, Libraire, rue Haute-
Feuille, N°. 20.

1791.



Quelque foible influence que puisse avoir ma voix
dans les affaires publiques, le droit d'y voter suffit pour
m'imposer le devoir de m'en instruire.

J. J. Rousseau , Contrat social.

BIBLIOTHEQUE

DE

L'HOMME PUBLIC.

*Les Éléments du Citoyen, par Thomas
Hobbes.*

THOMAS HOBBS naquit à Malmesbury le 5 avril 1588, et mourut en Angleterre chez le comte de Devonshire, le 4 décembre 1679. Il fut d'abord gouverneur de ce comte, avec lequel il voyagea dans différens pays de l'Europe. Il s'étoit appliqué particulièrement à l'étude de la langue grecque. Frappé des inconvéniens et des troubles des gouvernemens populaires, il traduisit Thucydide en anglois, pour faire connoître à ses compatriotes tous les désordres qu'ils avoient à craindre de la démocratie, pour laquelle il les trouvoit trop enclins. Il quitta l'Angleterre pour se retirer en France pendant la guerre civile dont l'issue fut la malheureuse condamnation de Charles I^{er}.

Ce fut là qu'il composa le fameux traité *de Cive ou du Citoyen*, ouvrage dans lequel il ne paroît pas avoir conçu aucune idée d'un gouvernement mixte, tel qu'il

4 ÉLÉMENTS DU CITOYEN,

fut depuis établi en Angleterre. Dans cet ouvrage, Hobbes semble avoir fait une apologie exclusive de la monarchie absolue ; et parce que l'anarchie l'avoit trop frappé, il lui opposa le despotisme, comme si on ne pouvoit combattre un excès que par un autre, et qu'il n'y eût pas un juste milieu où doit se trouver le point de vérité également éloigné des deux extrêmes.

Hobbes est un exemple très-frappant qui prouve combien la sensibilité d'un homme peut affecter ses principes. Il retourna en Angleterre, et y acquit l'estime de Charles II, qui lui donna une pension. Hobbes signala sa vie littéraire par plusieurs autres ouvrages, dont quelques-uns lui attirèrent des persécutions, et qui, remarquables dans le temps, sont devenus de peu d'importance aujourd'hui par la progression réelle des lumières.

Nous nous bornerons ici à dire un mot de l'ouvrage dont nous exposons l'extrait. La première partie est au-dessus de tous les éloges. L'auteur y a surpassé tous ceux qui avoient traité avant lui le même sujet. Il prend l'homme dans l'état de nature, et démontre parfaitement la nécessité où il est, pour son avantage, de passer dans l'état social. Après avoir médité cet ouvrage, on ne conçoit plus comment notre célèbre J. J. Rousseau, qui paroît l'avoir beaucoup étudié, a pu composer le *traité de l'inégalité des conditions*. On ne peut expliquer cette opposition que par l'empire de nos affections sur nos principes. Malgré toute l'éloquence du citoyen de Geneve, on sera forcé d'être de l'avis de l'auteur anglois sur ce point. Il eût été à désirer que celui-ci n'eût pas en quelque sorte dérogé dans le reste de son ouvrage : mais, supérieur dans les parties ratio-

P A R H O B B E S.

nelles, il fut foible en connoissances expérimentales, que son siecle ne pouvoit lui offrir encore ; et si, pour éviter l'anarchie, il ne trouva de ressource que dans le despotisme, c'est qu'il ne connoissoit pas bien les constitutions mixtes, dont sa patrie donna le premier modele.

HOBBES a divisé son ouvrage en trois parties, la *liberté*, l'*empire*, la *religion*.

Dans la premiere, il examine l'homme dans l'état naturel, et trouvant dans l'exercice de la liberté la plus absolue, des causes de violence et de guerre continuelles entre les individus, il démontre que cet état malheureux les a forcés à chercher un état plus tranquille.

Dans la seconde partie, il fait voir que les loix naturelles, sans coërcition quelconque, étant insuffisantes pour la sûreté des individus, la souveraineté, c'est-à-dire, une volonté publique réprimante et absolue, est devenue nécessaire au bonheur des hommes. Il définit les trois principaux genres de constitutions politiques auxquels toutes les autres especes se rapportent plus ou moins.

Dans la troisieme partie, il démontre que les principes qu'il a établis sont conformes

ELÉMENTS DU CITOYEN,
aux obligations que la religion naturelle
impose, et aux commandemens que la reli-
gion révélée a prescrits.

PREMIERE PARTIE.

La société ne s'est pas formée parmi les hommes par un simple motif de bienveillance de chacun des contractans envers les autres. Chaque individu se préférant à autrui, seroit bien plus porté à lui commander pour son propre intérêt qu'à se réunir avec lui. Aujourd'hui même, que les associations humaines sont établies sur toute la surface du globe, et qu'on en éprouve tant d'avantages, on est forcé de reconnoître par-tout des germes de division plus ou moins développés, des causes plus ou moins actives de dissociation.

Pour trouver donc la vraie cause de l'association des hommes, il me semble qu'il faut considérer attentivement l'état qui l'a précédée. Cet état est l'état naturel : fictif ou non, il a précédé, du moins dans l'ordre de nos idées, l'état social.

La nature, en créant les hommes, n'a affecté pour aucun la portion du terrain qui étoit nécessaire pour fournir à sa subsis-

tance. La terre est un domaine qu'elle a donné à tous en commun : encore a-t-il fallu que le genre humain en disputât la jouissance aux animaux. Tant que les hommes ont été en petit nombre, la chasse, la pêche, les productions spontanées ont pu suffire à leurs besoins. Tout étoit à tous ; mais ces ressources sont devenues insuffisantes à leur multiplication. La nécessité de vivre a introduit la guerre : les objets des besoins, des appétits, ont été opiniâtrement disputés ; dans une continuelle activité des facultés de la force et de la ruse, les hommes se sont unis et détruits réciproquement. Cette guerre interminable a fait sentir à chacun, à chaque instant de son existence, le danger imminent de sa destruction ; mais la nature ayant mis dans tous les cœurs l'horreur de la destruction, chaque individu a dû soupirer après un état dans lequel il pût trouver sa sûreté.

Cet état est l'association de plusieurs pour se défendre et se soutenir. Chacun de ceux qui la composent a un intérêt égal à y rester attaché. Cette association se sera agrandie par le consentement ou par la force : par ce dernier moyen, lorsqu'on oblige les vaincus à s'incorporer dans l'as-

8 ÉLÉMENTS DU CITOYEN;
sociation; ce qu'on a droit de faire, puisque
la sûreté des membres qui la composent
augmente en raison du nombre des associés.

Ce sont donc la crainte et le besoin ré-
ciproque de protection qui ont fondé la
société.

*Des loix naturelles à l'égard des conven-
tions.*

La loi naturelle n'est pas le consentement
des hommes; puisque ceux-ci la violent plus
souvent qu'ils ne l'observent; puisqu'ils
blâment dans autrui ce qu'ils approuvent en
eux; qu'ils louent avec affectation ce qu'ils
méprisent dans le secret de leur conscience;
qu'ils acceptent souvent leurs opinions plu-
tôt par oui-dire qu'ils ne les forment par eux-
mêmes; et qu'enfin c'est moins la raison qui
les gouverne que les passions qui les abu-
sent.

La loi naturelle, pour la définir, est donc
ce que la raison nous dicte, comme devant
être observé ou évité pour nous conserver
le plus long-temps qu'il est possible.

La première et la plus fondamentale de
ces loix, est qu'il faut chercher autant qu'il
est possible la paix pour obtenir sa conser-

vation ; et que , dans le cas où elle est attaquée , il faut se procurer tous les secours possibles pour la résistance.

Une autre loi dérivée de la première , c'est que tous ne doivent plus conserver de droit à tout. En effet , si un membre de l'association vouloit user de ce droit , il n'y auroit pas de raison pour que chacun n'en usât pas également. Il résulteroit que l'un seroit obligé de défendre ce que l'autre voudroit envahir ; la guerre renaîtroit avec tous ses désordres. Il convient donc que chacun fasse une renonciation réciproque à ce droit.

Céder de son droit , c'est y renoncer purement et simplement , ou en transporter l'exercice à un autre.

On y renonce , en déclarant qu'on ne veut plus jouir du droit de faire telle chose qu'on avoit droit de faire auparavant.

On transporte son droit à un autre , en s'obligeant envers lui de ne plus opposer à telle action de sa part une résistance qu'on pouvoit lui opposer auparavant.

Point de transport sans le concours de deux volontés ; celle de celui qui transporte et celle de celui qui accepte.

L'acte par lequel deux ou plusieurs per-

10 ÉLÉMENTS DU CITOYEN,

sonnes se transportent mutuellement leurs droits s'appelle *contrat*. Cet acte est consommé lorsque les deux contractans entrent en jouissance. Il s'appelle *pacte*, lorsque l'un des contractans ou tous les deux s'obligent pour l'avenir.

On conçoit assez que ces pactes n'ont aucune solidité dans l'état de nature, puisqu'il n'y existe pas de force coërcitive. C'est dans l'état de société qu'ils peuvent être exécutoires.

Les actes ne sont pas obligatoires, quand leur exécution est impossible.

On n'est dégagé d'un pacte que par son exécution, ou quand celui envers lequel on est obligé consent à sa résiliation.

Le serment est une promesse par laquelle on se soumet à toutes les punitions divines, dans le cas où l'on tromperoit, ou l'on voudroit tromper.

Le serment n'ajoute pas au fond aucune obligation nouvelle. Son effet est seulement de pouvoir augmenter la confiance de celui qui le reçoit.

Il convient à la tranquillité publique et à la sûreté des conventions que celles-ci soient ponctuellement exécutées envers tou-

tes les personnes vis-à-vis desquelles on s'est obligé.

La justice consiste à remplir ses obligations, comme l'injustice consiste à ne pas les remplir.

On distingue ordinairement la justice en *commutative* et *distributive*. La première s'observe dans une proportion arithmétique, comme dans toute permutation, achat, vente ou tout autre acte par lequel des valeurs équivalentes sont échangées entre elles.

La justice distributive est celle qui s'observe dans une proportion géométrique, c'est-à-dire, dans les cas où l'on accorde plus ou moins, selon la qualité ou le mérite des personnes.

L'équité est un devoir qui consiste à rendre à autrui un droit égal à celui que nous reconnoîtrions nous être dû à nous-mêmes, si nous étions à sa place.

Il suit de ces principes, que chacun doit user en commun des choses qui ne se peuvent partager, comme l'air, l'eau, etc., et peut en user avec profusion, si elles sont très-abondantes; mais qu'on en doit restreindre proportionnellement l'usage, lors-

12 ÉLÉMENTS DU CITOYEN,

qu'elles ne sont pas très-abondantes, comme l'eau, dans un pays qui en auroit très-peu.

Lorsqu'une chose n'est pas de nature à être partagée ni possédée en commun, elle doit appartenir au premier occupant. Le sort pourra aussi en déterminer le possesseur.

De ces principes naturels, il dérive une infinité de conséquences secondaires. Quoique tous les hommes n'aient pas une égale perspicacité pour les découvrir et les reconnaître, tous néanmoins, quand ils sont de sang-froid, sont capables de cette fiction de l'esprit par laquelle on se met à la place d'autrui, et peuvent obéir à cette fameuse maxime : *ne faites pas à autrui ce que vous ne voudriez pas qui vous fût fait.*

Dans cette hypothèse, où tous les hommes désobéiroient aux loix naturelles, un seul homme qui y resteroit constamment fidele agiroit contre sa raison ; car il seroit sacrifié, et il n'opéreroit que son malheur particulier sans avoir fait le bonheur public. Cependant il n'en seroit pas moins obligé de desirer l'exécution de loix utiles à lui comme à ses semblables. Cet argument, si on vent se donner la peine de l'approfondir,

doit démontrer complètement la nécessité des loix, et la légitimité d'une force coërcitive.

La loi naturelle est la même chose que la loi morale. Mais les hommes donnant le nom de bien et de mal à ce qui leur convient et à ce qui leur déplaît, leur appréciation, variable selon la mobilité de leurs affections et de leurs dispositions, engendre des désordres et des contradictions entre les loix et les actions.

Cet état est devenu intolérable ; le besoin d'en sortir a fait naître la morale ou la science de fixer les idées du bien et du mal, et de déterminer les limites du permis et du défendu.

S E C O N D E P A R T I E.

De l'autorité.

Les actions de l'homme ont pour cause sa volonté : celle-ci est déterminée par la crainte ou l'espérance ; par l'affection ou l'aversion. Ces motifs ont tant de supériorité sur la loi, que celle-ci est toujours sacrifiée au plus léger intérêt. Ainsi la connoissance des loix naturelles ne suffit pas pour leur exécution.

14 ÉLÉMENTS DU CITOYEN.

L'exécution de ces loix est nécessaire à la paix publique ; et pour l'obtenir , il n'est pas de moyen plus efficace que l'union d'un certain nombre d'hommes qui conspirent vers un même but.

Quel que soit le nombre d'hommes qui se sont réunis pour se défendre , leur but ne sera jamais rempli , s'ils ne sont pas d'accord sur les moyens. Si chacun veut faire prévaloir son avis particulier , il y aura anarchie. Il faut donc une force coercitive qui les oblige tous à concourir par les mêmes moyens à un but commun.

L'union est la soumission de toutes les volontés particulières à une volonté commune ; et cette volonté commune est celle de la pluralité des membres qui composent l'association. Cette union s'appelle *cité* ou *société civile*. Il peut y avoir dans la cité , et par sa permission , des associations partielles pour un but particulier , comme , par exemple , dans nos temps modernes une réunion de personnes pour telle entreprise. Elle ne forme pas cité , parce qu'elle est soumise d'ailleurs à toutes les loix de la généralité.

La personne ou le corps auquel tous les particuliers ont soumis leurs volontés s'ap-

pelle *souverain*. Chaque individu obligé d'obéir au souverain s'appelle *sujet*.

Quoique chacun des membres de la cité doive attendre sa sûreté de la protection commune, il conserve le droit de se défendre par tous les moyens qui dépendent de lui dans tous les cas où il est attaqué hors de la portée de la force publique.

Les conventions des hommes ne se suffisent pas pour être observées; il a été nécessaire d'inventer des peines et une force coercitive pour nécessiter à leur observation.

Le souverain a donc le droit absolu de punir.

La sûreté intérieure de la cité est insuffisante à sa conservation; elle a encore à se préserver de l'agression injuste de ses ennemis extérieurs. Elle a donc dû donner au souverain le droit absolu d'armer et d'employer la force commune pour la défense commune, et celui de traiter avec l'ennemi. C'est ce qui constitue le droit de paix et de guerre.

Les hommes, d'accord entr'eux par leurs opinions, leurs passions, leurs intérêts, vivroient dans un désordre continu, si des loix ne régloient leurs droits et leurs

36 ÉLÉMENTS DU CITOYEN,
prétentions réciproques. Le souverain a donc
le droit d'être législateur absolu.

Il faut à la cité des mandataires particuliers d'exécution. Le souverain a donc le droit de les élire.

Comme les actions naissent de la volonté, et que la volonté a sa source dans l'opinion; comme aussi il peut s'établir des opinions nuisibles à la tranquillité publique et contradictoires à l'exécution des loix, il convient que le souverain devienne le juge de toutes les opinions qui tendent à se former dans la cité.

Il suit de tout ce qui a été exposé ci-dessus, que le souverain (1) est irrépréhensible dans ses actions; tous les individus qui doivent lui obéir ne peuvent lui demander compte de ses mesures.

La souveraineté est donc absolue. Cette vérité a été reconnue de tous les temps par ceux qui ont excité des séditions ou suscité des guerres civiles. Leurs motifs n'étoient pas d'anéantir la souveraineté, mais bien d'en transporter l'exercice à ceux aux-

(1) Par ce mot *souverain*, on doit entendre la volonté générale.

quels il leur convenoit mieux qu'elle appartint.

L'obligation d'obéir à la souveraineté ne vient pas précisément d'un contrat , mais d'une nécessité d'obéissance , sans laquelle la société seroit dissoute , et les individus se verroient plongés dans le désordre naturel.

Tout étant à tous dans l'état de nature , et dans cet état personne ne pouvant prétendre que telle chose soit sienne , de manière qu'aucun autre ne puisse y prétendre , il s'ensuit que la propriété ne commence qu'avec la cité.

Le vol , l'homicide , l'adultère sont déterminés dans leur nature par les loix civiles. En effet , le vol n'est pas l'enlèvement de ce qu'un autre possède , mais de ce qui appartient à un autre. De même l'occision de tout homme n'est pas un assassinat , mais bien l'occision de celui que la loi a défendu de tuer. Tout concubinage n'est pas adultère , mais celui-là seulement que les loix civiles ont déterminé dans tel cas.

18 ÉLÉMENTS DU CITOYEN,

De la démocratie, de l'aristocratie et de la monarchie.

ON vient de traiter d'une manière abstraite de l'institution de la cité : il faut actuellement traiter de ses différentes formes. La différence des cités tient à la différence des personnes qui exercent la souveraineté (1).

La démocratie est la cité où tous les citoyens ont droit de suffrage.

L'aristocratie est celle où quelques-uns seulement ont ce droit.

La monarchie est celle où un seul homme le possède.

Les anciens connoissoient encore l'anarchie, l'oligarchie, la tyrannie. Mais ces dénominations étoient, pour quelques auteurs, synonymes des précédentes, et pres-

(1) Cette matière est très-intéressante, et mérite une attention toute particulière : c'est celle qui a toujours divisé les hommes en politique. En effet, ils sont toujours convenus que l'état de société étoit préférable à l'état de nature ; qu'une association étoit une souveraineté absolue ; mais ils n'ont pas toujours été d'accord sur les formes de cette souveraineté.

que tous ne les employoient que pour en désigner l'abus.

Il y a des hommes qui cherchent la liberté dans une constitution mixte. Hobbes pense qu'elle donne, dans certains cas, la plus grande sujétion, et dans d'autres la plus grande anarchie. D'ailleurs il y voit une division de pouvoir toujours fatale à la société (1).

Il est essentiel à la démocratie qu'il y ait de fréquentes assemblées du peuple, et que celui-ci sache quand et en quels lieux il s'assemblera.

La démocratie se forme, non par la convention des individus avec le peuple, puis-

(1) Cette division de pouvoir, qu'on croit funeste à la société, est précisément ce qui assure davantage sa tranquillité, sa liberté et sa stabilité. Lorsque tous les pouvoirs sont très-exactement circonscrits, il arrive que ceux qui les exercent ne peuvent plus dépasser les limites qui leur sont assignées. Il ne peut y avoir alors d'usurpation pour personne ni sur personne. Chaque mouvement particulier constamment retenu dans sa sphere concourt sans confusion avec tous les autres au mouvement général. Ainsi, dans une montre, tous les différens rouages qui la composent, et qui ont leurs effets particuliers, concourent par leurs combinaisons au résultat unique qui fut le but de celui qui l'a fabriquée.

20 ÉLÉMENTS DU CITOYEN,

que le peuple n'existe qu'après la convention, mais par le pacte des individus avec les individus.

L'aristocratie, c'est-à-dire la souveraineté de quelques individus, dérive de la démocratie qui lui a remis ses pouvoirs. Par-là on doit comprendre que des hommes recommandables ont été choisis par le peuple, qui leur a transmis sa souveraineté, et cette souveraineté doit être aussi absolue dans leurs mains qu'elle le seroit dans celles du peuple qui l'a cédée.

La monarchie dérive aussi de la puissance du peuple, parce que celui-ci s'est dessaisi de ses droits pour les transmettre à cet homme recommandable qu'il a choisi. La souveraineté qui est ainsi dévolue au monarque doit être absolue (1) comme toute autre souveraineté.

(1) Toute souveraineté doit être absolue, c'est-à-dire, qu'on doit s'y soumettre sans restriction; s'il en pouvoit être autrement, chacun admettroit les restrictions que lui dicteroient son intérêt ou son caprice. Les loix seroient violées continuellement. Cest alors que la société seroit dissoute, et que les hommes rentreroient dans l'anarchie et les désordres qui ont précisément nécessité l'homme à préférer l'état social.

Le peuple qui établit un monarque peut lui confier la souveraineté pour un temps. Il doit dans ce cas déterminer les époques et les lieux où il pourra s'assembler.

Telles sont les différentes manières dont les citoyens se sont soumis à la souveraineté. Maintenant, comment cessent-ils d'y être assujétis ?

Cela arrive, 1°. par l'abdication de la souveraineté de la part de celui qui la possédoit. Chacun rentre alors dans la condition naturelle de pouvoir par lui-même à sa conservation ; mais il lui importe de rétablir aussi-tôt la souveraineté.

2°. Par la conquête qui détruit dans la cité conquise la souveraineté qui y existoit auparavant.

3°. Lorsqu'il n'existe pas d'héritier du pouvoir. (Ce qui doit s'entendre d'une monarchie.) En effet, peut-on être tenu à l'obéissance, quand on ne sait pas à qui l'on doit obéir ?

4°. Par l'expatriation, où l'on cesse d'être sujet du pays que l'on a abandonné.

Hobbes consacre un chapitre entier à traiter de l'esclavage. Nous avons cru faire plaisir à nos lecteurs en leur épargnant une

22 ÉLÉMENTS DU CITOYEN;
discussion devenue au moins inutile au-
jourd'hui.

*Du droit des peres et meres sur leurs
enfants.*

L'AUTORITÉ sur un enfant appartient naturellement à celui qui l'a eu le premier en sa puissance. Or, il est clair que celui qui vient de naître se trouve d'abord dans la puissance de la mere plutôt que dans celle de toute autre; de sorte qu'il lui est possible à son gré de l'élever ou de l'abandonner.

Si la mere élève son enfant, c'est sans doute avec l'intention de sa part, et sous la condition naturelle, qu'il ne deviendra jamais son ennemi, et qu'il lui sera toujours soumis; car la raison ne comprendra jamais qu'on ait donné l'existence à quelqu'un, et qu'on la lui ait conservée pour s'en faire un ennemi; et dans l'état de nature, qui est un état de guerre, tout homme est ennemi de celui auquel il n'obéit ni ne commande (1).

(1) Cet état de guerre, qui constitue l'état naturel, a nécessité l'état social. Lorsque celui-ci est bien institué, l'homme soumis à la loi seule peut vivre en paix

Ceux qui, pour donner au pere, de préférence à la mere, l'autorité sur l'enfant, allèguent la supériorité du sexe, ne disent absolument rien. En effet, dans l'état de nature, la mere n'est pas douteuse, quand le pere est toujours incertain : le droit de celle-ci est donc le seul incontestable.

La mere perd de son droit sur son enfant lorsqu'elle l'expose. Celui qui l'auroit recueilli et élevé se trouve en ce cas subrogé à tous les droits de la mere ; car si celle-ci a donné la vie, elle l'a ôté en quelque sorte en risquant de la faire perdre par l'exposition.

Dans l'état de nature, où l'homme et la femme s'unissent momentanément et sans dépendance l'un de l'autre, les enfans sont à la mere. Dans l'état de société, au contraire, ils sont au pere, quand il y a eu entre l'homme et la femme un contrat de cohabitation, contrat qui s'appelle *mariage*. La raison en est que, la société ayant été formée par les hommes, c'est à eux que la puissance domestique a été dévolue. D'ailleurs la charge de *protecteur* appartient à l'homme comme au plus puissant, et cette

avec son semblable, sans être obligé de lui commander ou de lui obéir.

24 ÉLÉMENTS DU CITOYEN;
qualité doit naturellement lui donner l'autorité.

Les enfans ne doivent pas moins être soumis à ceux qui leur ont donné l'être, qui les élèvent et les nourrissent, que les sujets doivent être surbordonnés à la souveraineté sous laquelle ils vivent. Ils sont affranchis de cette sujétion par l'émancipation, comme les sujets cessent d'appartenir à la souveraineté par l'expatriation ou le bannissement.

Quoique, par l'acte d'émancipation, le pere ait renoncé à tout pouvoir sur ses enfans, et les ait placés dans une condition égale à la sienne, il ne faut pas penser cependant que ceux-ci soient exempts et quittes de tout à son égard. Ils lui doivent, à cause de ses soins pour eux, de leur conservation dont il est l'auteur, un juste retour de reconnoissance naturelle qui les oblige au respect et à tous les services qu'ils peuvent lui rendre (1).

(1) La nature, qui a mis dans le cœur des peres l'affection pour leurs enfans comme une garantie des soins qu'ils doivent à leur foiblesse, a mis aussi dans le cœur des enfans les sentimens de respect et de reconnoissance comme une autre garantie des soins qu'ils

Il ne suffit pas d'avoir expliqué l'origine du droit de la souveraineté ; il faut encore développer par quel droit cette souveraineté se maintient. Ce droit s'appelle *droit de succession* dans la monarchie. Dans la démocratie , où la souveraineté réside dans le peuple, il n'y a pas de succession tant que

devront à leur tour à la vieillesse de leurs anciens protecteurs ; mais la nature (et l'expérience ne le prouve que trop) n'a pas toujours été obéie. Il y a eu des peres dénaturés , et encore plus de fils ingrats. Le mépris , l'abandon deviennent , hélas ! trop souvent , de la part de ceux-ci , la récompense des soins qu'on eut pour eux. Cette observation si vraie peut mener à une réflexion utile dans les circonstances où l'on recherche si la loi laissera aux peres la faculté de tester. Si on les en prive totalement , et si les enfans doivent devenir héritiers nécessaires , préparons-nous dès-lors à l'insubordination de la part de ceux-ci , à leur ingratitude. Les peres seront négligés , délaissés , méprisés peut-être , quand on n'aura plus rien à craindre ni à espérer d'eux. La vieillesse , concentrée en elle-même , flétrie , aura perdu les douces illusions qui consoloient ses derniers momens , et qui naissoient pour elle des témoignages d'intérêt qu'on cessera de lui manifester. Alors seront rompus tous les liens qui unissoient les hommes et les âges ; alors s'établiront entr'eux ces divisions qui annoncent la dissolution des mœurs , et préparent par celles-ci la destruction des empires.

26 ÉLÉMENTS DU CITOYEN,

le peuple existe. Dans l'aristocratie, où lorsqu'un membre du souverain est mort il est incontinent remplacé par un autre, il ne peut y avoir non plus de succession, à moins qu'on ne suppose que tous les membres du souverain meurent à-la-fois; ce qui est impossible. Reste donc la monarchie absolue, dans laquelle le droit de succession peut avoir lieu.

Un monarque absolu, institué tel par le peuple, peut donc se nommer un successeur par son testament; car le peuple s'étant dessaisi de la souveraineté en sa faveur, le testateur est aux droits du peuple, et le légataire doit jouir de la souveraineté, comme si le peuple la lui avoit conférée. Le monarque absolu peut, par la même raison, vendre, céder de son vivant sa couronne (1).

Si le monarque absolu meurt sans testament ou sans avoir déclaré de son vivant son successeur, il est censé n'avoir pas

(1) En admettant le principe, la conséquence est juste; mais il ne devrait jamais y avoir de monarques absolus. De tels monarques sont des despotes qui peuvent bien exister de fait, mais qui ne doivent jamais exister de droit.

voulu l'anarchie , cet état de guerre et de désordre , cet état qui amene la perte des citoyens. Il est supposé , au contraire , avoir voulu que ses sujets restassent sous le regne monarchique , puisqu'il n'a jamais manifesté une volonté contraire , et qu'il est resté monarque jusqu'à sa mort.

Or , comme il est naturel de préférer ses enfans à tous les autres hommes , on suppose , quand il n'a pas donné de preuves du contraire , que sa volonté a dû être que son successeur fût pris parini ses enfans. Lorsqu'une suite de successeurs a régné de cette maniere , le silence du monarque est réputé un acquiescement à cet usage.

Les mâles sont préférés aux femelles , parce que ce sexe suppose plus de tête , plus de courage. Lorsqu'un monarque a plusieurs enfans , et que le successeur n'a pas été déterminé par la loi , la prédilection d'un pere peut amener des préférences qui ne seroient pas approuvées par la nation gouvernée. D'ailleurs , le monarque lui-même peut n'avoir pas désigné celui qui doit le remplacer. Alors chacun de ses enfans se fait , par des moyens d'espérance et de séduction , des partis qui divisent l'état et amenant la guerre civile. Pour évi-

28 ÉLÉMENTS DU CITOYEN,

ter ces inconvéniens , il a été établi , dans cette constitution , et lorsque l'empire est indivisible , des usages qui reglent les droits à la succession ; et les aînés sont appelés à l'exclusion de leurs cadets , par la raison que l'âge et l'expérience ont augmenté dans les premiers la prudence et fortifié la raison.

Lorsque le monarque n'a pas d'héritiers directs , l'aîné de ses collatéraux lui succede (1).

La succession de mâle en mâle se perpétue ainsi par droit de primogéniture , à cause des motifs de préférence que les peres portent à leurs enfans sur tout le reste de leurs parens.

(1) Ce successeur n'est pas toujours le plus capable ; mais il importe avant tout, pour la tranquillité publique, que le choix soit déterminé et à l'abri de toute contestation. Toute loi qui pourroit pour l'avenir à tous les cas éventuels doit être formelle , précise ; elle ne peut , sans se détruire elle-même , se prêter à toutes les considérations personnelles qui dépendroient alors des évaluations arbitraires, des fantaisies de tous ceux qui ont le plus d'influence dans l'état.

Comparaison des constitutions démocratique , aristocratique , monarchique. Examen de leurs avantages et de leurs inconvéniens.

IL convient avant tout de comparer l'état naturel des hommes avec un état social quelconque.

Un philosophe moderne très-célèbre , et dont les circonstances actuelles ont encore augmenté la réputation , nous a voulu démontrer la supériorité de l'état de nature sur celui de société. Ce philosophe , sans convaincre personne , a cependant beaucoup ébloui ses lecteurs par les prestiges de sa vigoureuse éloquence. Il démontre fort bien tous les maux de l'état social. Mais qu'il s'en faut qu'il soit parvenu à dépriser cet état dans l'esprit de tous ceux qui sont capables de quelque réflexion ! Il existe sans doute bien des maux dans l'état de société ; mais , quoi qu'on ait pu dire , ces maux naissent de nos vices : et ces vices , nous les avons dans l'état naturel , avec cette différence qu'ils ne pouvoient être réprimés alors ni par les sentimens de la pudeur , ni par les idées de bienséance ,

30 ÉLÉMENTS DU CITOYEN;
encore moins par le frein d'aucune loi pénale. Qu'a-t-il donc prouvé, cet éloquent déclamateur ? rien autre chose , ce me semble , si ce n'est que les combinaisons sociales , très-imparfaites encore , n'ont pu jusqu'ici porter l'homme à la perfection. Il n'a prouvé à personne que l'homme , dans l'état de nature , étoit meilleur et seroit plus heureux que dans l'état social.

Examinons un moment ces deux états.

Dans l'état de nature l'individu jouit , à la vérité , de sa liberté dans toute son étendue ; mais cette liberté lui est en même-temps très-funeste. En effet , s'il peut faire tout ce qu'il veut selon son caprice ; si rien ne peut mettre obstacle à son action ; si sa volonté seule est sa loi , tout autre individu jouira des mêmes privilèges ; tout autre individu pourra entreprendre à son gré contre lui , et lui causer du préjudice. L'oppresseur aujourd'hui sera demain opprimé à son tour , les hommes seront dans un état de guerre perpétuel , et le malheur de leur situation les fera soupirer pour un état plus supportable et plus tranquille.

Dans la société , au contraire , chaque individu fait pour son bonheur le sacrifice de sa plus grande liberté. Tous abandon-

ment réciproquement cette partie de leur liberté qui nuirait aux autres. Les loix s'établissent , et l'homme , en acquérant la paix , est déjà plus assuré de la conservation de son existence.

Dans l'état naturel, tous ont droit à tout ; de sorte que personne ne jouit réellement de rien , et doit craindre à chaque instant de se voir enlever par la force ou par la ruse ce à quoi il avoit le plus de droit par son travail , ses fatigues , ses espérances. Dans la cité , au contraire , chacun jouit avec sûreté de tout ce qu'il a pu s'approprier par son industrie. Dans l'état naturel , l'individu plus foible a de plus grands dangers à craindre de la part de tous les autres , et il n'a de protection à attendre que de lui seul. Mais dans l'état social , la protection de tous les membres lui est acquise contre les plus légères agressions. Dans l'un , toutes les passions agissent sans contrainte et regnent sans modération : la guerre , la crainte , la misère , l'ignorance , la solitude , la barbarie , la férocité , voilà les désavantages qui en résultent. Dans l'autre , on retrouve la paix , l'union , la raison , les sciences , les arts , la bienveillance , etc. Ces avantages sont , à la vérité , plus ou moins

32 ÉLÉMENTS DU CITOYEN,
considérables , selon que la société est mieux ou moins bien ordonnée; mais il est toujours certain qu'ils ne peuvent exister pour l'homme que dans l'état social seulement. Enfin , une observation décisive qui démontre l'excellence de ce dernier état , c'est qu'il est le plus favorable à la population. C'est une preuve de fait, que les pays policés sont beaucoup plus peuplés que ceux qui ne le sont pas. Si l'existence est pour l'homme un bienfait , n'est-il pas démontré que l'état de société est préférable à l'état de nature , par cela seul qu'il facilite beaucoup plus la multiplication des individus ?

D'après ces développemens , il n'est personne , sans doute, qui ne sente l'excellence de l'état de société sur l'état de nature. Mais quel est , dans la cité , le gouvernement le plus parfait , c'est-à-dire , celui où il se rencontre plus d'avantages avec le moins d'inconvéniens ?

Entre toutes les constitutions possibles de la cité , la monarchie , dit Hobbes , est la constitution préférable. L'univers est une monarchie gouvernée par un seul Dieu (1).

(1) Si Hobbes entend ici la monarchie despotique ;

La monarchie , continue notre auteur , est la constitution primitive et naturelle , puisqu'elle dérive de l'autorité paternelle , établie par Dieu même au moment de la création , et que toutes les autres constitutions données sont les produits des combinaisons de l'art (1).

Il y a des hommes qui haïssent la monarchie , uniquement parce que c'est le

il se trompe sans doute , et rien n'est moins fondé que l'analogie qu'il veut établir entre le gouvernement d'un seul Dieu sur l'univers et celui d'un seul homme sur la cité. Dieu est parfait , et n'est point susceptible d'erreur ; l'homme a des vices et des passions qui l'égarent , et sa raison n'est pas infallible. Dieu opère sur des êtres qui ne peuvent lui résister , et l'homme despotique commande à d'autres hommes ses semblables , qui , le plus souvent , sont très-disposés à la désobéissance.

(1) Il est faux que la monarchie despotique soit la constitution la plus naturelle , parce qu'elle dérive de l'autorité paternelle. Dans l'état de nature , c'est la femme qui conserveroit sur son enfant l'autorité que lui donneroient la supériorité de ses forces et les besoins de celui-ci ; et cette autorité cesseroit aussitôt que l'enfant pourroit s'y soustraire.

On a vu , au milieu de nations policées , quelques associations de familles dont les pères ont été les chefs. La reconnaissance et le respect avoient fondé ce gouvernement ; mais ce gouvernement n'a jamais pu se

34 ÉLÉMENTS DU CITOYEN,
gouvernement d'un seul. Ils trouvent injuste qu'un seul homme commande aux autres. Cette répugnance vient de leur jalousie. Ils trouveroient , par les mêmes motifs , injuste le gouvernement de plusieurs , à moins qu'ils n'espérassent être du nombre des gouvernans ; mais il est évident , et l'on a démontré plus haut , que l'état d'égalité est un état de trouble et de guerre. Il ne faut donc pas regarder comme injustice la supériorité accordée à quelqu'un , quand elle a été jugée nécessaire par tous ceux qui l'ont accordée (1).

Il faut donc examiner quel gouvernement a le plus ou le moins d'inconvéniens , ou de celui d'un seul ou de celui de plusieurs.

soutenir long-temps , et la multiplication des individus a toujours été un obstacle invincible à sa perpétuité.

Il n'y a pas de doute que les différens gouvernemens parmi les hommes ne soient des combinaisons de l'art. Mais la société humaine est aussi un ouvrage de l'art. Dira-t-on pour cela que l'état social est plus désavantageux que l'état naturel ?

(1) Les hommes sont égaux en droit , mais ils ne peuvent l'être en fait. Il est impossible , et il n'est jamais arrivé que tous les membres de la cité aient été à-la-fois et en même-temps gouvernans et gouvernés.

Un inconvénient qui appartient à toutes les constitutions , c'est l'abus des contributions publiques , et leur emploi pour toute autre chose que pour les nécessités de l'état. Cet abus , ce désordre est toujours moindre dans une monarchie que dans une démocratie ; car le monarque n'a et ne peut avoir qu'un nombre toujours borné de favoris. Dans une démocratie , au contraire , tous ceux qui ont du pouvoir , tous les démagogues qui changent souvent , ont la fortune à faire à leurs familles , à leurs amis , à leurs partisans , à eux-mêmes. Le monarque peut gratifier ceux auxquels il veut du bien , en leur conférant les emplois établis de la guerre , de la paix , de l'administration , de la judicature , etc. ; et ces grâces ne sont qu'une préférence qui n'augmente en rien la dépense publique. Dans la démocratie , au contraire , où tous peuvent prétendre à ces mêmes emplois , le peuple y nomme ses favoris ; il en coûte plus à la chose publique pour assouvir la cupidité d'un plus grand nombre. Le monarque peut faire de mauvais choix de personnes pour les places : communément il n'est pas dans son inten-

36 ÉLÉMENTS DU CITOYEN,

tion , et il n'est jamais de son intérêt d'en faire de tels. Mais dans la démocratie , les démagogues qui ont de l'influence ont presque toujours le besoin de faire élire des sujets incapables ; car l'incapacité de semblables mandataires du peuple les soumet à leur protection , et les empêche de se dérober à leur autorité (1).

(1) On ne peut nier qu'il n'y ait beaucoup de vérité dans ce qui vient d'être dit ci-dessus ; mais on ne peut s'empêcher d'y faire remarquer aussi beaucoup d'erreurs. Quelques observations semblent ici nécessaires pour apprécier le vrai.

Nous conviendrons d'abord qu'il y a des abus dans la démocratie comme dans la monarchie ; mais ils nous paroissent bien plus considérables dans la monarchie despotique que dans tout autre gouvernement.

On dit que le nombre des favoris d'un despote est toujours borné aux connoissances qu'il peut avoir. Mais n'y a-t-il que des favoris de gratifiés dans ce gouvernement ? Ne faut-il pas compter aussi la foule des amis de ceux qui ont la faveur , la foule de tous les ambitieux et intrigans qui veulent faire leur fortune par la protection , et qui la paient ? Est-il bien vrai , d'ailleurs , que ceux auxquels le despote confère des emplois ne coûtent rien à l'état ? Ne sait-on pas de reste qu'ils connoissent la ressource de créer , de multiplier les emplois fautiles pour multiplier les graces que l'on peut vendre ? Tel , pour dix mille francs une fois donnés à ceux ou à

Toutes les constitutions offrent un autre inconvénient ; c'est , pour chaque citoyen , la crainte perpétuelle de la mort : crainte qui doit l'affecter lorsqu'il pense que le souverain peut , à sa fantaisie , faire mourir

celles qui ont la feuille des profusions , coûte très-inutilement à l'état une somme semblable et annuelle pour une place qu'on a créée en sa faveur , exprès afin qu'il l'achète.

L'histoire nous présente par-tout d'effrayans exemples des déprédations monarchiques. Dans ces sortes de gouvernemens on se livre à ces déprédations avec d'autant plus d'excès , que l'administration y étant toujours un mystère pour les peuples , on se flatte qu'elles leur seront bien aisément cachées. Mais l'impudeur avec laquelle on les commet avertit bientôt , et les impôts , dont il devient nécessaire enfin d'accabler les sujets , leur démontrent sans réplique le criminel usage qu'on a fait jusqu'alors de leurs pénibles sacrifices.

Dans une constitution mixte , telle que celle que la France vient de se donner , ces inconvéniens déplorables ne sont nullement à redouter. Là le corps législatif calcule les besoins réels ; il leur accorde les ressources qu'il détermine avec sobriété , et il n'ordonne les sacrifices qu'après en avoir fait connoître à tous les citoyens l'indispensable nécessité. Il suit avec toute la vigilance de l'intérêt personnel l'emploi des deniers publics. Malheur à ceux qui oseroient se permettre la plus légère dilapidation ! ils ne pourroient espérer au-

38 ÉLÉMENTS DU CITOYEN,

celui qui lui déplaît ou dont il voudroit se venger. Mais cet inconvénient est bien plus à craindre sous une démocratie que sous un monarque. Celui-ci ne peut avoir de passion et de haine que contre ceux qui l'approchent, qu'il connoît et qui l'ont offensé; et c'est toujours un petit nombre de personnes qui peuvent être susceptibles de telles appréhensions. D'ailleurs, on est presque sûr d'éviter ce malheureux sort par la circonspection; et en se dérochant pour quelque temps aux yeux de ceux que l'on croiroit avoir pu offenser. Mais dans une domination populaire, il y a autant de tyrans que d'orateurs influans sur la multitude. Sous un gouvernement monarchique, une puissance, une autorité personnelle reconnoît des bornes qui la contiennent, se croit nécessaire à bien des ménagemens, par cela seul qu'elle est personnelle. La force de la multitude, au contraire, n'a point de me-

une indulgence de la part de ceux qui les observent. Quand un système de finances est simplifié, quand il est bien établi, il est connu de tout le monde. Il est bien difficile alors, pour ne pas dire impossible, de tromper l'œil public toujours ouvert sur ce qui l'intéresse.

sûre ; la prévention une fois amentée , l'homme le plus honnête , celui qui a le mieux mérité de ses concitoyens , est sacrifié à la fureur populaire sur les moindres soupçons , sur les délations sans cesse répétées et jamais approfondies de la malignité et de la calomnie. Quelle foule d'injustices en ce genre nous présenteroit l'histoire des gouvernemens populaires ? Témoins , les de With , chez les Hollandois ; les Socrate , les Aristide , les Thémistocles ; et une infinité d'autres chez les anciens.

On préfère la démocratie à la monarchie , parce qu'on dit qu'il y a plus de liberté dans la première de ces constitutions. Si par ce mot on entend l'exemption de soumission aux loix , il n'est et il ne peut y avoir en ce sens de liberté nulle part (1).

(1) La liberté n'est pas la faculté de faire tout ce qui nous convient , mais bien de faire tout ce que la loi ne nous défend pas. Comme nos actions dans la société ont presque toujours des relations nécessaires aux intérêts des autres , il s'ensuivroit qu'en obéissant à tous nos penchans , en satisfaisant toutes nos fantaisies , nous pourrions nuire à autrui , lequel de son côté auroit , dans cette hypothèse , le même droit que nous , et pourroit nous nuire à son tour. Un pareil droit seroit un droit de licence ; c'est celui dont on jouit dans l'état

40 ÉLÉMENTS DU CITOYEN;

Si on pressoit les personnes qui réclament avec tant de bruit la liberté, on verroit que bien souvent elles se font illusion à elles-mêmes, faute de réflexion de leur part. On reconnoîtroit bientôt que sous le nom de liberté elles réclament la puissance (1):

de nature; et c'est précisément pour faire cesser un droit aussi désastreux que l'homme est censé avoir préféré l'état de société. Dans ce dernier état, on est libre tous les fois qu'on n'obéit qu'à la volonté générale qui est la loi; et qu'on n'est jamais forcé d'obéir à aucune volonté particulière qui n'est qu'une tyrannie. Ainsi un Spartiate obéissant aux loix les plus austères; est plus libre que le sujet d'un despoté, qui, vivant sous le régime le plus absolu, n'est assujéti qu'accidentellement à quelques caprices rares de l'imbécille sultan qui lui commande. Supposons que, dans un état où la loi seule gouverne, il y ait plus de prohibitions ou d'injonctions faites au citoyen; ce que celui-ci paroît perdre dans ce cas, il le regagne par les restrictions auxquelles tous les autres citoyens sont obligés à son égard et à son profit. Tout est ordonné pour le plus grand bien; les privations sont ainsi compensées par des avantages. La liberté n'a donc pas d'autre sens dans l'état social que l'obéissance à la loi et l'indépendance de toute personne et de toute volonté particulière.

(1) Rien de plus commun que ces sortes d'illusions que les hommes se font à eux-mêmes sur leurs motifs;

Dans toutes les constitutions , la liberté est égale dans le sens absolu de ce mot , ou plutôt elle ne peut exister nulle part dans ce même sens ; car par-tout il faut toujours finir par obéir. La différence con-

sur leurs systèmes. Tous les hommes sont mus par leur sensibilité naturelle ; ils aiment mieux sentir que penser. Rien de plus ordinaire chez eux que de se donner le change sur leurs passions ; et parce qu'on veut s'honorer à ses yeux , on prend facilement ses vices pour des vertus. On appelle franchise , l'étiourderie ; la fausseté , la supercherie sont de la prudence ; la prodigalité , c'est générosité ; l'avarice , on la croit de l'économie , etc. etc. Est-il étonnant après cela que l'ambitieux qui desire la puissance se croie privé de la liberté , parce qu'il dépend des loix auxquelles il voudroit commander ? La liberté qu'il desire n'est le plus souvent que l'indépendance pour lui et la dépendance pour tous les autres.

Au reste , nous le répéterons encore ici , et nous ne cesserons de le répéter , parce que cette notion est de la première importance : la véritable liberté est la dépendance de tous les citoyens sans exception envers la loi. Un seul individu qui n'y seroit pas soumis seroit par cela même l'opresseur de tous les autres qui cesseroient aussi-tôt d'être libres.

Tout homme qui veut une autre liberté doit fuir la société de ses semblables , et se retirer dans les bois ; ce n'est que là qu'il pourra trouver ce qu'il desire.

42 ÉLÉMENTS DU CITOYEN,
siste seulement (et l'on trouvera cette différence essentielle sans doute) en ce qu'ici on n'obéit qu'à la volonté générale, à laquelle chacun a concouru par son suffrage, et que là on est obligé d'obéir à des volontés particulières, sans avoir pu y faire concourir aucun autre suffrage. L'intérêt des gouvernans se trouvant souvent en opposition avec celui des gouvernés, il s'ensuit que ceux-ci sont souvent sacrifiés.

La liberté individuelle n'est pas plus grande dans la constitution populaire que dans la constitution monarchique. Mais dans la première l'individu a plus de droits politiques. Il est plus réellement membre du souverain ; 1°. il a plus de part à la formation des loix auxquelles il doit obéir ; 2°. il concourt par son suffrage à l'élection des magistrats (1).

(1) Dans une démocratie parfaite, l'individu a plus de part sans doute au gouvernement que dans toute autre constitution ; mais cette démocratie parfaite est-elle praticable dans toutes les sociétés ? Il faut oser dire la vérité aux hommes. Dans un grand état, et dans nos temps modernes, où il y a nécessairement beaucoup d'administration, la démocratie, dans son idée rigoureuse,

Il y a des gens qui préfèrent l'état populaire à la monarchie , parce que chacun peut y montrer son éloquence et faire briller ses talens dans les délibérations sur les affaires publiques. L'amour-propre de tous ceux qui présument d'eux-mêmes est très-flatté de cette prérogative. Mais cette prérogative , dont on est si jaloux , est-elle donc un avantage qui n'ait pas ses inconvéniens dont il est plus que compensé ? N'est-on pas exposé à voir préférer au sien l'avis de ceux qu'on méprise , à être témoins du peu de cas que l'on fait de notre prudence ? La contradiction amène les altercations ; celles - ci les haines , les factions. Les affaires particulières sont négligées pour d'oiseuses assemblées. On ne voit pas comment on feroit plus d'injustice aux hommes en leur interdisant toutes dis-

seroit la plus dangereuse des constitutions. On ne tarderoit pas à y éprouver les plus grands troubles , et l'état tomberoit bientôt en dissolution. C'est pourquoi nous avons sagement évité la démocratie en France , et nous avons établi un gouvernement mixte qui a beaucoup plus d'avantages et beaucoup moins d'inconvéniens. Ces idées seront plus approfondies dans la suite de cet ouvrage.

44 ' ÉLÉMENTS DU CITOYEN ,
cussions publiques , quoiqu'elles plaisent
beaucoup à ceux qui espèrent s'y distinguer ,
qu'on n'en feroit à un homme très-fort en
l'empêchant de se battre , quoiqu'il fût très-
flatté d'y remporter la victoire (1).

(1) Ceux en qui l'esprit d'observation est familier , et qui ont contracté l'heureuse habitude de la réflexion sur toutes les observations qu'ils peuvent faire , auront remarqué sans doute les véritables motifs qui excitent ordinairement les personnes les plus ardentes à parler dans les délibérations publiques. Pour un orateur patriote inspiré par un zèle sincère pour la cause de son pays , combien n'en est-il pas qui ne parlent que pour se faire admirer ; pour capter lâchement la bienveillance générale , en flattant la prévention populaire au lieu de l'éclairer ; et cela , dans la coupable intention de mériter les suffrages du peuple aux élections qui dépendent de lui ? Qu'on ne s'y trompe pas ; les ambitieux sont dans tous les gouvernemens. Dans les monarchies , on les rencontre dans les palais des princes ; souples , rampans , ils flattent les vices du maître , des favoris , des ministres. Dans les gouvernemens populaires , on les voit à la tribune , démagogues emportés , tenir sans cesse le public en haleine par les véhémentes apostrophes de leur hypocrite éloquence , tantôt dénonçant , tantôt faisant calomnier par des écrivains apostés les citoyens les plus vertueux , les plus sages qui leur font ombre. Ce sont-là les moyens que leur ambition répète toujours avec un égal succès ; ils obtiennent tout

Une vérité d'expérience , et qui a été souvent remarquée , c'est qu'on délibère beaucoup plus mal dans les assemblées qui sont très-nombreuses que dans celles qui le sont moins , et il y a bien des raisons pour que cela soit ainsi.

1°. Pour délibérer utilement sur la chose publique , il faut posséder une foule de connoissances tant sur les affaires intérieures que sur celles de l'extérieur : connoissances positives sur lesquelles le talent peut bien s'exercer d'une manière distinguée , mais que ce talent lui seul ne donne pas. Elles ne peuvent appartenir qu'à ceux qui les ont spécialement étudiées , et je demande actuellement quel sage résultat on peut espérer d'obtenir d'une multitude qui délibère sur des choses qu'elle ne connoît pas (1) ?

du peuple dont ils sont devenus les favoris , et dont ils n'ont acquis la confiance qu'après l'avoir fait perdre à ceux qui la méritoient le plus.

Voulez-vous connoître un véritable patriote ? Cherchez le parmi ceux qui ont le courage de contrarier les préventions populaires , et qui , dans leurs sages discours , aiment mieux le bonheur que la faveur de leurs concitoyens.

(1) Les circonstances où se trouve la France aujourd'hui.

46 ÉLÉMENTS DU CITOYEN,

2°. Dans une multitude délibérante les orateurs deviennent nécessaires, Eux seuls

d'hui peuvent nous fournir une preuve de ce qui vient d'être avancé. Les fugitifs ennemis de notre révolution ne cessent de faire des efforts infructueux jusqu'à présent pour animer les puissances étrangères contre leur patrie. Ces ex-citoyens, qui ont toujours cherché à exciter de continuelles alarmes par leurs continuelles impostures, font aujourd'hui répandre le bruit d'une prochaine agression de la part de plusieurs puissances combinées. Cette agression est-elle possible ? est-elle probable ? est-elle douteuse ? Dans le cas où elle seroit inévitable, est-elle prochaine ? quelles puissances auroient le plus d'intérêt à la tenter ? quelles autres auroient celui de s'y opposer ? quels moyens nos ennemis pourroient employer contre nous ? quels seroient les nôtres pour nous défendre ? etc. etc. etc. Ces questions, et une foule d'autres qu'on omet ici, devroient être préalablement décidées, avant que de déterminer le parti et les mesures qu'il conviendrait de prendre, Or, supposons que cette discussion soit portée au conseil démocratique de la multitude ; je demanderai si, dans ce grand nombre de conseillers, ils s'en trouvera beaucoup qui connoîtront tous les rapports géographiques, historiques, politiques qu'il faut posséder pour former une décision raisonnable. La présomption ou la terreur partageront le conseil selon les caractères du grand nombre d'individus qui le composeront, Si la présomption domine, on augmentera réellement le danger par trop de négligence dans les précautions nécessaires ; si la

peuvent y faire cesser le tumulte : on consent volontiers à se taire pour écouter celui qui s'est toujours fait entendre avec plaisir. L'éloquence y devient un besoin. Or , le but de l'éloquence n'est pas tant la démonstration de la vérité que la persuasion de telle ou telle opinion particulière qu'on veut faire accepter (1).

l'erreur l'emporte, comme l'effet naturel de cette disposition d'esprit est de troubler la raison , il arrivera presque nécessairement qu'entre toutes les mesures à prendre on choisira peut-être les plus violentes , mais à coup sûr les plus mauvaises. L'histoire ancienne fourmille d'exemples de ces vérités. En effet , quand les passions par leur bruit ont détruit le calme dont la raison a besoin pour se faire entendre , leur anarchique empire n'est plus gouverné que par le vertige et conseillé par l'erreur. Les peuples réputés les plus libres n'ont pas douté de ces principes ; ils ont créé dans des temps difficiles des dictateurs , des stadhouders ; ils avoient senti l'incapacité naturelle de la multitude pour certaines fonctions d'administration.

Nous ne parlons pas ici du danger de la publicité des délibérations en de semblables circonstances. C'est comme si un général rendoit publiques, la veille d'une bataille, les dispositions qu'il auroit faites pour le lendemain,

(1) Le genre discussif est rarement convenable dans les délibérations de la multitude. Ce genre exige beau-

48 ÉLÉMENTS DU CITOYEN,

Une raison encore pour laquelle les assemblées nombreuses conviennent moins aux délibérations , c'est qu'elles sont très-

coup de sang-froid et de patience de la part des auditeurs. La plupart de ceux-ci , déjà prévenus par des opinions formées sans une connoissance complète , répugnent à tout ce qui les contrarie ; et aux premiers énoncés qui les choquent , on les entend interrompre avec emportement ; leurs clameurs redoublées s'opposent invinciblement à la déduction suivie des idées qui auroient pu établir la démonstration. Un orateur plus adroit , plus complaisant , et par cela même plus accoutumé à plaire , demande la parole : le calme renaît aussitôt pour l'entendre. Ne craignez pas que celui-là soit interrompu ; son but est de capter la bienveillance générale : il ne heurtera pas les préventions qu'il trouvera établies ; il emploiera l'art perfide de les justifier , et il sera applaudi. C'est par ce dangereux moyen qu'il saura bien obtenir les applaudissemens de ses concitoyens , et se ménager leur recommandation pour le moment des élections. L'exemple de tous les peuples dont la constitution a admis les délibérations publiques démontre que les orateurs ont souvent trompé le peuple : ils ont fait auprès de lui ce que les courtisans ont fait de tout temps dans le gouvernement d'un seul ; les uns comme les autres flattent le pouvoir à leur manière pour se le rendre favorable.

L'occasion se présente naturellement ici de décrier un moyen dangereux qu'emploient trop souvent avec succès des démagogues de très-mauvaise foi. Ils dé-
propres

propres à engendrer des factions ; et le conflit de celles-ci amène presque toujours ou le despotisme ou la guerre civile. Quand

noncent. Ce moyen manque rarement son effet dans certaines circonstances données. Le peuple est-il ému par les inquiétudes que lui inspirent les ennemis d'une constitution qu'il aime ? est-il allarmé par des trames qu'il soupçonne, par des complots dont il ne peut douter, quoiqu'il ne les connoisse pas dans leur texture ni dans toute leur étendue ? alors ces démagogues, pour persuader qu'ils ont l'œil toujours ouvert sur la chose publique, et qu'ils sont zélateurs infatigables de la patrie, se livrent aux dénonciations les plus hasardées ; ils accusent sans mesure et sans cesse. Les actions les plus innocentes sont malignement interprétées. La défiance publique est excitée de toutes les manières. Les magistrats sont les hommes publics calomniés continuellement et pour ce qu'ils font et pour ce qu'ils ne font pas. On conçoit de reste ce que ceux-ci éprouvent d'embarras dans des circonstances aussi pénibles. On doit concevoir aussi combien leur conduite doit se ressentir de leur perpétuité. C'est alors que la malignité voit faciliter ses moyens d'abuser l'ignorance. Alors les loix les plus salutaires, les loix les plus nécessaires au bon ordre, à la tranquillité publique, ne peuvent recevoir leur exécution. L'autorité de la loi paroîtroit aux gens abusés le rétablissement du despotisme. On va presque jusqu'à réclamer l'indépendance naturelle qui ne peut exister que dans l'état de nature ; l'anarchie se perpétue, et avec elle tous les désordres qui peuvent dégoûter du

50 ÉLÉMENTS DU CITOYEN;

nous voyons dans ces assemblées des orateurs rivaux faire assaut entr'eux d'amour-propre et de talens, nous devons présumer que celui qui succombera deviendra jaloux de son adversaire; qu'il haïra ceux qui, selon lui, n'auront pas rendu la justice due à son mérite. Son dépit sera épousé par toutes les personnes qui, ayant partagé son opinion, se croiront outragées avec lui dans le mépris de cette même opinion. De - là la naissance d'une faction qui fera tous ses

6

nouvel état. On attribue les malheurs publics aux conceptions mêmes qui eussent opéré la prospérité générale, si elles n'eussent pas été si cruellement contrariées. O mes concitoyens ! ô mes freres ! méfiez - vous des exagérateurs. Ne croyez jamais que le véritable patriotisme ait de l'affectation ; pensez que celui qui dénonce sans cesse ne croit pas à toutes ses dénonciations ; pensez qu'il ne veut que se rendre recommandable à vos yeux ; qu'il veut se faire remarquer avantagusement de ceux qui sont les maîtres des élections. Voulez-vous connoître des patriotes sincères ? remarquez tous ceux qui , pour le véritable intérêt du peuple , ont le courage de lui déplaire , et ne craignent jamais d'encourir pour son bien jusqu'à son indignation ; tels ont été les Aristides , les Socrates , et tant d'autres dont l'h'stoire des républiques anciennes a consacré jusqu'à nous la mémoire.

efforts pour déjouer le parti contraire , pour empêcher le succès des opinions qui ont prévalu , et prouver ainsi par les faits qu'un avis qui n'a pas été le leur n'a été qu'une erreur funeste.

Il arrive aussi quelquefois qu'un avis n'a prévalu que par une très-petite majorité. Le parti qui a succombé se juge peu inférieur à l'autre : il ne renonce pas à obtenir l'avantage dans une autre circonstance. Les chefs de ce parti en réunissent secrètement tous les membres ; on avise dans ces conseils particuliers aux moyens de reprendre la supériorité qu'on a perdue ; on arrête d'arriver de bonne heure et en plus grand nombre possible à l'assemblée générale ; on convient de celui qui ouvrira la discussion , de ceux qui le soutiendront ensuite. En un mot , on concerté toutes les dispositions les mieux étudiées pour anéantir les résolutions dont on est l'ennemi. Quand les forces des différens partis sont à-peu-près égales , il résulte de leur opiniâtreté des rixes tumultueuses qui dégèrent quelquefois en guerres civiles (1).

(1) On parle ici des assemblées générales du peuple

52 ÉLÉMENTS DU CITOYEN;

Dans les constitutions démocratiques, les loix sont donc sujettes à une instabilité perpétuelle. Leur vicissitude ne vient pas de l'exigence des cas, mais de l'action et réaction continuelles des partis, des factions. Les loix y sont comme les flots de la mer qui roulent en tous les sens, et obéissent à l'impulsion de tous les vents.

Un inconvénient qu'on peut reprocher encore aux délibérations publiques, c'est qu'il existe des cas où les conseils ne sauroient être trop secrets. Par exemple, la société prévoit l'attaque d'une société étrangère; si elle délibère publiquement sur les mesures qu'elle prendra pour repousser l'agression, ses ennemis connoîtront bientôt ses moyens aussi bien qu'elle-même; ils pourrout se régler sur cette connoissance: la chance tournera nécessairement en faveur de ceux-ci; et ceux-là seront presque infailliblement punis de n'avoir pas su admettre la loi de la discrétion là où elle étoit indispensable (1).

qui ont lieu dans les constitutions démocratiques, mais non pas des assemblées représentatives propres aux gouvernemens mixtes.

(1) Dans les républiques démocratiques, le peuple,

La monarchie est préférable à la démocratie, en ce que celle-ci soumet aux délibérations populaires un plus grand nombre

toujours agité par des factions , presque toujours trompé par elles , n'est plus capable que d'une défiance irréfléchie. Tout lui devient suspect. Il veut juger de tout par lui-même , au lieu de s'en rapporter à des magistrats nommés par lui , responsables à lui , dépendans de lui , et plus capables que lui de gérer certaines parties dont il pourroit leur confier l'administration sous de judicieuses limitations. Qu'arrive-t-il lorsque sa défiance le porte à vouloir agir en toute occasion par lui-même ? Il se remet , sans le savoir , sous l'influence de nouveaux démagogues qui le tromperont comme ceux qui les ont précédés , et qui ont déjà été décriés avec justice dans l'opinion publique. Ces démagogues ne pourront même gueres agir autrement ; car dans la disposition d'esprit où est le peuple , celui-ci tient pour très-suspects , et calomnie les honnêtes gens qui contrarient ses préventions : il résiste avec opiniâtreté aux mesures les plus sages proposées à l'emportement le plus aveugle.

Dans ces circonstances où la défiance du peuple est la plus grande , un ennemi étranger menace la république. Le peuple , sur sa conservation , ne voudra s'en rapporter qu'à lui-même ; il délibérera publiquement sur ce sujet , le plus important de tous pour lui ; et par cette trop indiscrete publicité il s'exposera à tous les maux qui doivent en être la suite.

54 ÉLÉMENTS DU CITOYEN,

d'objets de la première importance. La preuve de cette assertion est dans les inconvéniens multipliés démontrés inhérens à ces sortes de délibérations.

On reproche aux monarchies l'inconvénient des minorités, et on s'inquiète sur le sort d'un royaume dont le roi est enfant. Cela ne prouve rien contre la monarchie, et on ne doit pas en inférer que l'état populaire lui soit préférable. S'il est vrai que les temps de minorité aient été quelquefois des temps de troubles, ce malheur n'est pas essentiel à ces temps de minorité; et il n'est jamais arrivé que lorsque des ambitieux et des intriguans, s'étant immiscés en trop grand nombre dans les affaires publiques, ont trop affoibli l'autorité en voulant se la partager, et en contrariant sans cesse celle qu'ils ne possédoient pas. Ce conflit continu de plusieurs ambitions assimile en quelque sorte, dans ces circonstances, l'état monarchique à la démocratie. Alors se reproduisent, mais avec moins d'excès, les désordres qui sont les fruits naturels du gouvernement populaire (1).

(1) Hobbes prouve fort bien que les minorités ne

Une preuve que la monarchie la plus absolue est le meilleur de tous les gouvernemens possibles, c'est que, dans ce gouvernement aussi bien que dans les aristocraties

sont pas la cause immédiate des troubles qu'on leur reproche quelquefois ; mais il ne prouve pas qu'elles n'en soient au moins des causes occasionnelles , et que les ambitieux , qu'on accuse avec justice de tous les malheurs publics , ne soient plus tentés alors que dans tout autre temps. C'est dans ce sens très-véritable qu'on a toujours redouté les minorités , comme des époques très-dangereuses et très-critiques. Il est bon de remarquer ici que l'assemblée nationale , par les loix qu'elle vient de porter sur la régence , écarte pour nous le seul danger qu'on pouvoit craindre. Le régent , déterminé par la loi et connu d'avance , s'empare de la régence , au moment qu'elle est ouverte , avec autant de tranquillité que le fils aîné du monarque succède à son pere. Ci-devant , au contraire , les rois déterminoient la régence par leurs testamens ; et quelle que fût la bonté de leur choix pour la personne du régent , et la sagesse de leurs mesures pour assurer la tranquillité de la régence , ils laissoient malgré eux des semences de division et de guerre civile. On en étoit réduit , pour le bien de la paix , à savoir gré au régent d'anéantir toutes les restrictions mises à son autorité. On applaudissoit à cette usurpation , parce qu'on la sentoit utile. Aujourd'hui , le régent constitutionnellement établi , il devient impossible que des factions se forment pour en faire un autre. Il exerce une régence paisible ; et , sous une

et les démocraties, on a toujours été nécessairement obligé de déférer à un seul homme le commandement le plus absolu des armées. Examinons actuellement les différentes sociétés humaines dans leurs relations réciproques; nous trouverons qu'elles sont restées entr'elles dans l'état de nature; et cet état, ainsi qu'il a été dit plus haut, est un état de guerre d'autant plus durable qu'il n'existe pas de pouvoir supérieur à celui des sociétés pour les accorder ou pour les réprimer. (Nous devons ici considérer la paix qui regne quelquefois parmi elles comme des trêves momentanées.) D'après ces notions, on ne peut s'empêcher de se représenter les nations comme des camps retranchés, toujours en défiance et en mesure de résistance les uns contre les autres. Or, s'il est vrai qu'un général doive être absolu dans son armée, par la même raison un roi doit l'être dans la nation à laquelle il commande (1).

constitution libre, son caractère personnel, quel qu'il soit, ne peut avoir d'influence sensible. On ne s'apercevra presque pas que le pouvoir exécutif ait changé de main.

(1) Un général est absolu dans son armée, parce qu'il faut une discipline exacte et très-soutenue pour

Puisque dans l'état social l'homme doit, pour sa conservation, nécessairement obéir à un homme ou à un corps quelconque, il lui importe absolument de n'être soumis

contenir dans l'obéissance et dans la règle une multitude d'hommes armés. D'ailleurs, l'autorité du général n'est pas un despotisme, comme on le dit ordinairement; elle est réglée par les loix et ordonnances militaires, auxquelles il doit se conformer le premier. Un général assez fou pour mettre son caprice à la place des règles en seroit bientôt puni très-sévèrement.

Sans doute, un général qui commande une armée en campagne contre les ennemis de l'état doit être obéi absolument dans tous les mouvemens qu'il ordonne. Le salut de la chose publique l'exige impérieusement. Toutes les manœuvres qu'il commande sont les parties liées d'un plan qu'il a formé, d'un plan qu'il ne peut communiquer aux subalternes sans un danger imminent d'en donner la connoissance aux ennemis de l'état; mais il y a loin de cette situation où se trouve le chef de l'armée à celle où se trouve ordinairement le chef de l'état que nous appelons *roi*. Celui-ci gouverne dans une véritable monarchie par des loix émanées de la volonté générale; et s'il est absolu, c'est en ce sens qu'il fait exécuter cette volonté générale, et non pas sa volonté particulière. Le chef de l'armée, au contraire, qui prend conseil des circonstances, a une volonté qui lui est plus propre; et on doit obéir sans résistance à sous les ordres qu'il donne, parce qu'ils sont censés

58 ÉLÉMENTS DU CITOYEN,
qu'à celui qui a le plus grand intérêt à le
conserver. Or, cet intérêt ne peut exister
que pour le monarque héréditaire, qui re-
garde chacun de ses sujets comme une par-
tie de son héritage, qu'il doit craindre de
diminuer. L'expérience confirme parfaite-
ment ce principe. En effet, on voit dans les
monarchies très-peu d'exemples de sujets
qui ont perdu la vie ou les biens par l'injus-
tice du gouvernement. Presque toujours
c'est le délit du coupable qui a provoqué sa
perte (1).

calculés pour le plus grand avantage de la patrie qui
lui a confié sa défense.

Cette différence essentielle de situation entre le chef
de l'état et le chef de l'armée détruit la parité que
Hobbes veut établir entre ces deux grands fonction-
naires publics.

(1) L'expérience que l'auteur invoque à l'appui de
son assertion est précisément ce qui la dément. Il suf-
fit d'ouvrir les fastes de toutes les monarchies connues,
pour y voir bien clairement, à la manière dont les mo-
narques ont traité leurs sujets, que ceux-ci n'ont jamais
été pour les premiers un héritage bien ménagé, mais
que l'héritage précieux est pour eux le droit de com-
mander et le plaisir d'être obéi. Ménageoit-il bien le
sang de ses sujets, et croyoit-il leur conservation bien

Hobbes consacre ici un chapitre tout entier à prouver , par des passages de l'écriture sainte , la vérité des principes qu'il avance. Nous ne le suivrons pas dans ce chapitre ; parceque, 1^o. les citations isolées de ce qui les précède et de ce qui les suit sont des énonciations dont on ignore toujours le vrai sens, et qui ne sont rien moins que probantes

précieuse pour lui, ce despote qui, pour les prétendus ouvrages d'une médaille et d'une gazette , déployoit toute la force de son empire , et vouloit faire , pour une cour galante et corrompue , une partie de plaisir de la destruction d'une république que sa position géographique devoit rendre son alliée , mais qui fut pendant toute la durée de son regne sa plus implacable ennemie ? Ménageoit-il davantage les sueurs de ses sujets , lorsque, pour satisfaire la gloriole de passer pour le plus magnifique et d'être appelé le plus grand , il prodiguoit en bâtimens , et pour le plaisir de forcer la nature , des sommes énormes qu'il auroit plus utilement employées du moins à soutenir les guerres multipliées qu'il avoit provoquées si indiscretement ?

Nous ne taririons pas , si nous entreprenions de citer tous les désordres qu'on peut reprocher aux monarchies , lorsqu'elles n'ont reçu pour frein que ce motif si fausement rebattu : *les monarques ont le plus grand intérêt à la conservation et au bien-être de leurs sujets , puisque ceux-ci sont devenus leur héritage.*

60 ÉLÉMENTS DU CITOYEN;

pour aucun parti ; 2°. c'est que les citations produites par l'auteur ne prouvent que l'obéissance due à la souveraineté légitime, mais n'établissent point du tout qu'on soit obligé d'obéir à un monarque qui se seroit rendu le maître de la loi, et qui par cela même auroit été changé en despote. Tout ce que l'on peut inférer des passages cités, c'est que l'obéissance individuelle est due à tout régime actuellement établi sur un acquiescement général.

Des causes de dissolution des sociétés.

Nous avons parlé ci-dessus des motifs et des moyens d'association parmi les hommes; il convient de dire un mot des causes de dissolution de ces mêmes sociétés.

Il peut s'établir dans l'esprit des hommes des opinions spécieuses et qui paroissent même fondées sur la justice, mais qui deviendroient très-dangereuses pour la conservation de la société, si elles pouvoient être généralement répandues; celle-ci, par exemple : *que la connoissance du bien et du mal appartient à chaque individu* ; cela est vrai dans l'état de nature, où chacun se

trouve dans les rapports d'une égalité naturelle; mais cela est faux dans l'état social, où l'individu est soumis au souverain, où il abdique sa volonté particulière devant la volonté générale, et où enfin le bien et le mal sont ce que la loi a permis ou défendu. Si, dans cet ordre de choses, chaque individu vouloit opposer au jugement et aux ordres de la loi son jugement particulier, il n'en résulteroit que des oppositions continuelles et bientôt enfin la dissolution de la société.

Une autre cause de dissolution des sociétés, c'est lorsque la souveraineté se divise; par exemple, lorsqu'il s'établit une puissance spirituelle indépendante de la puissance civile et souvent en contradiction avec elle; lorsque la religion défend des choses que les loix civiles devroient permettre; lorsqu'elle permet ou ordonne des choses que les loix civiles devroient défendre. Alors, dans ce conflit d'autorités rivales, l'homme ne sait pas à laquelle il doit se soumettre; il arrive qu'il se fait une conscience à lui, et qu'il s'autorise par celle-ci à désobéir à celle-là d'après les sollicitations de ses intérêts(1).

(1) Cette grande maxime ancienne trop souvent re-

Le refus de payer les impôts nécessaires est encore une cause de la dissolution des em-

battue : *il vaut mieux obéir à Dieu qu'aux hommes*, a fait le plus grand malheur des nations soumises au catholicisme. Traduite exactement, elle signifie qu'il vaut mieux obéir au clergé qu'aux loix. La superstition, abusée par une maxime dont elle n'osoit examiner le sens, après avoir adopté aveuglément ce qu'il falloit croire, a demandé au prêtre ce qu'il falloit faire ; celui-ci, après avoir fondé son despotisme sur la crédulité, a persuadé facilement qu'obéir à Dieu, c'étoit de doter les églises consacrées à son vrai culte, de donner au clergé le premier rang dans l'état, de le soustraire à la puissance civile, et ses biens aux contributions nécessaires au soutien de l'état, de s'opposer à l'introduction de tout autre culte que le sien, de lui laisser prendre le droit de persécuter les consciences, et le pouvoir d'exterminer tous ceux qui ne seroient pas de son avis. C'est ainsi que s'est établie l'inquisition en Espagne, en Portugal, et dans plusieurs autres états d'Italie ; et à quoi a-t-il tenu qu'elle ne soit établie aussi en France ?

Il vaut mieux obéir à Dieu qu'aux hommes. C'est avec cette maxime que tant de pontifes ambitieux ont tenté si souvent de détrôner des souverains, et les ont obligé plusieurs fois de se soumettre à leur autorité. Ils mettoient les royaumes en interdit ; ils excommunioient les rois ; et les peuples, abrutis par la superstition, voyoient les ordres de Dieu même dans les insolentes témérités des pontifes romains. Ces temps sont passés, et néan-

pires. Les hommes, aigris par la pauvreté, sont assez dans l'usage de la reprocher au

moins nous avons vu, sous le regne de Louis XV et le ministère de M. de Machault, le clergé employer avec audace la même maxime pour se défendre de la déclaration demandée de ses biens. Il prévoyoit qu'on vouloit l'assujettir à une contribution nécessaire au soutien de l'état, et il ne vouloit pas faire acte de citoyen.

Il vaut mieux obéir à Dieu qu'aux hommes. C'étoit pour obéir à cette maxime mal entendue que les successeurs de Constantin, après la division de l'empire romain, s'occupaient sur le trône à Constantinople de tracasseries théologiques en négligeant les affaires du gouvernement. Par cette conduite insensée ils préparèrent la ruine de l'empire d'Orient; les ecclésiastiques y devinrent insensiblement les maîtres de tout; aucune affaire d'état, aucune guerre, aucune trêve, aucune négociation ne se traita que par le ministère des moines; on les rencontra par-tout; les conseils des princes en furent toujours infestés; l'esprit des princes fut affoibli et subjugué par la superstition régnante. Tandis que l'un d'eux, pour plaire au clergé, employoit les soldats de sa flotte à bâtir une église à Saint-Michel, les Sarrasins pilloient la Sicile sans défense et prenoient Syracuse. Son successeur laissa, par une faute semblable, ses ennemis s'emparer de plusieurs îles de l'Archipel voisines de la capitale de son empire. Un autre, Andronic Paléologue, abandonna la marine, parce qu'on l'assura que Dieu étoit si content de son zèle pour l'église que ses

64 ÉLÉMENTS DU CITOYEN,
gouvernement et aux contributions qu'il exige, quoique souvent elles n'aient pas d'autre cause que leur paresse ou leurs dissipations. Ils devroient considérer cependant que, tous devant travailler pour vivre, une nation est obligée d'être toujours prête à défendre contre les ennemis du dehors les produits des travaux de la nation. Or, il faut entretenir cette portion de citoyens qui combat pour tous les autres. On ne peut pourvoir à cet entretien que par une contribution proportionnelle, sans laquelle ni les propriétés, ni les travaux ne sont assurés à personne. Ainsi, quand des citoyens refusent leur contingent pour former un revenu public, c'est comme s'ils refusoient à la cité les aliments qui doivent la soutenir. Ils encouragent par-

ennemis n'oseroient l'attaquer. Le même empereur craignoit que Dieu ne lui demandât compte du temps qu'il employoit à gouverner son état et qu'il déroboit aux affaires spirituelles. En un mot, la superstition s'établit si solidement chez les Grecs, qu'ils devinrent incapables de toute autre chose que de disputes théologiques. Ils disputoient encore, lorsque les Turcs leur prenoient Constantinople, leur capitale. Par cette dernière conquête, ils mirent fin à un empire qui ne méritoit pas de subsister plus long-temps.

à les invasions étrangères , et l'exposent à l'anéantissement par l'anarchie ou la conquête (1).

(1) Rien n'est généralement plus difficile que d'amener les hommes à l'acquiescement aux impositions nécessaires pour former un revenu public ; et lorsqu'il faut les acquitter , l'intérêt personnel se trouve presque toujours en opposition avec l'intérêt général. Cette répugnance si nuisible a ses causes dans l'ignorance et la mauvaise foi.

L'ignorance de la distribution des valeurs économiques fait croire au contribuable que tout ce qu'il donne à l'impôt est perdu pour lui ; rien n'est cependant plus faux. Supposons, pour le prouver, un gouvernement bien établi. Ce gouvernement auroit entretenu jusqu'ici des armées pour la défense du pays , des juges pour décider des contestations entre les particuliers, une police pour maintenir le bon ordre et la tranquillité publique , des mandataires en un mot , et des employés pour toutes les parties de l'administration et pour tous les services. Supposons actuellement que, par quelque possibilité que ce soit, le peuple cesse tout à coup de payer ses impôts accoutumés, et qu'il persévère dans sa résistance ; qu'arrivera-t-il ? le gouvernement perdra entièrement son action ; les passions déchaînées se révoleront contre l'empire des lois ; les désordres se multiplieront de toutes parts ; les travaux publics seront interrompus ; tous ceux dont la subsistance dépendoit des salaires de l'état cesseront bientôt de pouvoir faire leurs dépenses.

L'ambition des individus est encore une cause de troubles dans la société. Tous les

accoutumés ; la circulation ordinaire sera très-ralentie , et une défiance universelle arrêtant toutes les entreprises , augmentera la stagnation fatale. Il y aura moins de consommation ; et dans cet état des choses , les valeurs produites par l'agriculture ou l'industrie , dépréciées par le défaut de consommation , rapporteront moins au propriétaire et au manufacturier ; ceux-ci moins riches pourront moins dépenser à leur tour , et de cette interminable série de causes et d'effets funestes naîtra une atrophie universelle , une paralysie quelquefois incurable , qui conduira une nation à une mort prochaine , en la rendant la proie facile du premier envahisseur.

Supposons maintenant une nation qui acquitte exactement les impôts nécessaires à sa conservation. Ce que chacun paie cessera de lui paroître pénible , s'il sait reconnoître que les sacrifices qu'il fait tournent à son profit ; s'il sait se dire : ce que j'avance à l'impôt me rentrera avec usure ; car le trésor public pourra payer la dépense de l'état , et l'écu payé passant , au moyen d'une circulation rapide , par beaucoup de mains avant de revenir à sa source , me rapportera en intérêt une grande part dans la prospérité publique ; c'est-à-dire , pour le propriétaire , qu'il tirera un meilleur parti de ses productions , lorsqu'un plus grand nombre de personnes gagneront et augmenteront la concurrence pour les acheter ; pour l'homme d'industrie , qu'il trouvera un meilleur débit de ses ouvrages , lorsque plus de gens gagner

hommes ont plus ou moins de penchant naturel pour les honneurs, les dignités. Mais ceux que la fortune a dispensés de travailler pour leur subsistance sentent davantage le besoin des distinctions. Leur loisir leur permet de se livrer à la lecture des historiens, des orateurs, des politiques. Bientôt leur présomption leur persuade qu'ils sont capables de gouverner. Mais comme le nombre de ceux

ront pour se les procurer. C'est ainsi que dans la société sous les états, toutes les professions sont dans une dépendance mutuelle pour leur prospérité ou leur misère. L'agriculture fait prospérer l'industrie, et celle-ci fait prospérer l'autre à son tour. Si l'une souffre par quelque circonstance imprévue, assurez-vous que l'autre ne tardera pas à languir de son côté. On sent assez généralement ces vérités; on convient même volontiers, dans la théorie, de la nécessité de l'impôt; mais, dans la pratique, chacun voudroit faire une exception en sa faveur. Chacun se dit secrètement: quel sort sensible peut-il résulter pour le bien public de la petite portion que je pourrai dérober à l'impôt? On rassure ainsi sa conscience par la modicité de l'objet. Rien n'est cependant plus condamnable qu'une semblable disposition. Rien ne seroit plus dangereux si elle devenoit plus commune. Il y a au reste deux moyens très-efficaces pour réprimer les délinquans en ce genre; la condamnation à une forte amende et le mépris public.

68 ÉLÉMENTS DU CITOYEN,
qui prétendent aux places du gouvernement
est toujours plus grand que le besoin de su-
jets qui doivent les remplir, il doit arriver
que beaucoup aspirent et peu sont élus.
Ceux-ci mécontents imaginent qu'on leur a
fait injustice : de là naissent ces critiques
continuelles des opérations qu'ils n'ont pas
dirigées ; de là cette disposition maligne à
faire échouer toutes les mesures qu'ils n'ont
pas conseillées ; ils épient toutes les occasions
de bouleverser l'état pour se rendre néces-
saires (1).

(1) On a dit souvent qu'il faut des ambitieux pour
servir l'état. Je crois cette maxime fautive ; elle a été
inventée par les ambitieux eux-mêmes intéressés à la
mettre en valeur. Je croirois le désintéressement beau-
coup plus utile à la chose publique. Nous trouverions
encore, si nous voulions les remarquer, des exemples
vivans de ces deux vérités ; des Magnon, des Malher-
bes, gens désintéressés qui abdiquèrent volontairement
le pouvoir quand ils furent bien convaincus qu'ils ne
pouvoient l'employer pour le bonheur public. Nous
trouverions dans l'armée des officiers généraux trahir
honteusement la cause de la patrie, sacrifier sans scrupule
la vie des hommes pour faire battre leur géné-
ral, afin de le perdre et d'obtenir sa place. Combien
de fois aussi ces détestables manœuvres ont été em-

ployées pour des motifs encore plus légers , pour plaire à une favorite piquée de ce que tel choix avoit été fait en dépit de son influence !

Si l'ambition a causé tant de maux dans les monarchies mal gouvernées, elle peut devenir encore plus nuisible dans certains gouvernemens réputés libres, dans ceux, par exemple, où la multitude veut trop qu'on défere à ses caprices, où ses préventions sont des jugemens irréflechis, où son estime est un engouement extrême et momentané, où, sans discernement des différences des talens, un homme peut être jugé propre à une chose, parce qu'il aura réussi dans telle autre. On dit que la multitude est un bon juge. Moi, je pense qu'il est des talens supérieurs dont elle ne peut être appréciatrice compétente ; elle juge toujours par les succès, lorsqu'il faudroit toujours juger par les mesures ; parce que le succès peut être dû à des circonstances contre les regles, et que, par des circonstances aussi, les mesures les plus justes peuvent manquer de succès.

Au reste, dans ces sortes de gouvernemens, les ambitieux qui sont par-tout ont bientôt trouvé le moyen de réussir. Il ne s'agit que de flatter le peuple, de ne jamais le contrarier, d'entrer dans toutes ses préventions, d'applaudir à toutes ses vues, de ne jamais quitter le masque d'une hypocrite popularité. C'est par cette tactique rigoureusement observée qu'on triomphe de ses rivaux plus honnêtes, qu'on devient le meilleur ami du peuple, qu'on obtient tous ses suffrages, et qu'on assouvit toute son ambition. En général, les ambitieux flattent le pouvoir où ils le trouvent établi.

70 ÉLÉMENTS DU CITOYEN, &c.

Dans les monarchies absolues, ce sont les rois, les favoris ou les favorites qui sont les objets de leur culte. Dans les états populaires, on affecte le patriotisme le plus outré ; on a un zèle si vif pour la chose publique, qu'on trouve suspectes et qu'on dénonce les choses les plus indifférentes, les choses les plus justes, ou même les actions les plus utiles à la république.

Considérations et Recherches sur la politique, extraites des ouvrages de Bayle.

QUOIQUE les ouvrages de cet écrivain célèbre n'aient pas pour objet principal la politique, cependant on y trouve des réflexions et des recherches qui méritent d'occuper ici une place. On peut même croire que l'auteur a eu un but vraiment politique, en donnant à la raison, dans ses écrits divers, des armes contre elle-même. Son dessein étoit moins sans doute de rendre la vérité problématique que de faire sentir combien il est peu raisonnable de s'entre-déchirer pour des opinions, et de faire germer dans les cœurs ce goût de tolérance universelle si nécessaire au bonheur des hommes.

C'est dans cet esprit du moins qu'il donna le commentaire philosophique sur ces paroles de Saint Luc : *compelle intrare* (contrains-le d'entrer). L'auteur y établit d'abord pour principe fondamental que la lumière naturelle ou les principes généraux de nos connoissances sont la règle matrice et originelle de toute interprétation de l'écriture, en matière de mœurs principalement. Il examine ensuite les raisons qui tendent à prouver la tolérance des différentes religions et à renverser le sens littéral de ces paroles, *compelle intrare*. Il répond enfin à plusieurs objections, et termine son commentaire par la réfutation des argumens dont Saint Augustin s'est servi pour justifier les persécutions contre les hérétiques. Bayle paroît douter dans cet ouvrage si les Soci-

niens et les Anabaptistes, qui rejettent le dogme de la contrainte ; n'ont pas conservé seuls la foi dans toute sa pureté et son intégrité. Il y blâme la conduite de Geneve, qui défendit en 1535 tout exercice de la religion romaine, et ordonna à ceux qui ne vouloient pas embrasser la réformation de sortir de la ville, sous peine de prison ou d'exil. Enfin, il y condamne l'abolition de la messe et les sentences contre *Servet*, etc.

Bayle publia à-peu-près dans le même-temps une petite piece qu'il fit imprimer depuis à la tête du commentaire philosophique, et qui a pour titre : *Ce que c'est que la France catholique sous Louis-le-Grand*. Son but dans cet ouvrage est de prouver qu'on doit tolérer toute religion ou secte qui n'a aucun principe capable de troubler le repos, et qui ne fait pas injure à la divinité qu'elle fait profession de croire.

Nous n'entrerons pas dans le détail de ses autres ouvrages, qui lui ont occasionné des tracasseries de tout genre ; nous nous contenterons seulement de donner ici une idée de son *Dictionnaire historique et critique*, dont nous avons tiré quelques articles. En voici l'analyse, telle que M. des Maiseaux l'a donnée dans sa vie de Bayle, tome II, page 99. « On peut regarder, dit-il, ce dictionnaire comme divisé en deux parties ; l'une est purement historique, l'autre est un mélange de preuves et de discussions en forme de commentaire, mêlées de réflexions philosophiques. Il y regne une variété infinie. Dans le texte ou le corps des articles, l'auteur fait avec beaucoup d'exactitude et de précision l'histoire des personnes dont il parle ; mais il se dédommage dans les remarques qui sont au-dessous du texte et qui lui servent de commentaire. Il donne le

caractere de ces personnes ; il démêle les circonstances de leur vie et les motifs de leur conduite ; il examine le jugement qu'on en a fait et qu'on en peut faire ; il traite des matieres très - importantes de religion , de morale et de philosophie. Il semble même que le texte ait été fait quelquefois pour les remarques. Les actions ou les sentimens d'une personne obscure et presque inconnue lui donnent occasion d'instruire ou d'amuser agréablement le lecteur. Ainsi plusieurs articles qui semblent ne rien promettre sont souvent accompagnés des choses les plus curieuses. Il fait par-tout la fonction d'un historien exact , fidele , désintéressé , et d'un critique modéré , pénétrant et judicieux. En parlant des philosophes , il s'attache à découvrir leurs opinions , et à en faire sentir le fort et le foible ».

« Persuadé que les disputes de religion qui ont causé des maux infinis dans le monde ne viennent que de la trop grande confiance que les théologiens de chaque parti ont en leurs lumieres , il prend à tâche de les humilier et de les rendre plus retenus et plus modérés , en montrant qu'une secte aussi ridicule que celle des Manichéens leur peut faire des objections sur l'origine du mal et la permission du péché qu'il n'est pas possible de résoudre. Il va même plus loin : il établit en général que la raison humaine est plus capable de réfuter et de détruire que de prouver et de bâtir ; qu'il n'y a point de matiere théologique ou philosophique sur quoi elle ne forme de très-grandes difficultés ; de maniere que si on vouloit la suivre avec un esprit de dispute aussi loin qu'elle peut aller , on se trouveroit souvent réduit à de fâcheux embarras ; qu'il y a des doctrines certainement véritables qu'elle combat par

74 CONSID. ET RECHERC. POLITIQUES

des objections insolubles ; qu'il faut alors n'avoir point d'égard à ces objections , mais reconnoître les bornes étroites de l'esprit humain , l'obliger elle-même à se captiver sous l'obéissance de la foi ; et qu'en cela la raison ne se dément point , puisqu'elle agit conformément à des principes raisonnables. Il donne en même-temps plusieurs exemples des difficultés que la raison trouve dans la discussion des sujets les plus importans , et le plus souvent il le fait en simple rapporteur .

« Il tâche d'inspirer la même retenue à l'égard des matieres historiques. Il fait voir que plusieurs faits qu'on n'avoit jamais révoqués en doute sont très-incertains ou même évidemment faux ; d'où il est facile de conclure qu'il ne faut pas croire légèrement les historiens , mais plutôt s'en défier , et suspendre son jugement jusqu'à ce qu'un examen rigoureux nous ait assurés de la vérité de leur récit ».

Si nous en croyons d'autres auteurs , l'ouvrage de ce célèbre critique , de ce subtil dialecticien , n'est , à le bien considérer , qu'une compilation indigeste où l'on trouve dix articles inutiles avant d'en rencontrer un d'intéressant. Les faits historiques qu'on y discute ne sont pour la plupart que des faits minutieux appuyés sur des témoignages équivoques et suspects. L'auteur a besoin d'évoquer des mânes obscurs pour accréditer les anecdotes qu'il débite. Dans les matieres philosophiques ou théologiques , c'est un homme qui ressuscite des erreurs pour les combattre et leur donner de la force selon ses caprices , et pour exercer sa démanœuvration continuelle de raisonner sur tout et contre tout. Ce jugement n'est pas trop éloigné de la vérité , si nous en croyons Bayle lui-même : *On m'écrit* , dit-il dans une

de ses lettres, que M. Despréaux goûte mon ouvrage. J'en suis surpris et flatté ; mon dictionnaire me paroît à son égard un vrai ouvrage de caravane où l'on fait vingt et trente lieues sans trouver un arbre fruitier ou une fontaine. . . . Il écrivoit aussi au P. de Tournemines : Je ne suis que JUPITER ASSEMBLÉ-NUAGÉS ; mon talent est de former des doutes, mais ce ne sont pour moi que des doutes. . . .

Parmi les reproches que l'on faisoit à Bayle pour le perdre, on l'accusa auprès du ministère d'Angleterre, dans le temps qu'il étoit à Rotterdam, de semer partout des principes favorables à la monarchie et au pouvoir absolu, d'élever perpétuellement la grandeur de la France, et de rabaisser le pouvoir des alliés et les grandes actions de leurs généraux. Le philosophe calomnié craignoit de succomber tôt ou tard aux attaques de ses ennemis ; et il se disposoit de passer en France, lorsqu'il mourut d'une maladie de poitrine, âgé de 59 ans, le 28 décembre 1706, avec la fermeté d'un philosophe.

Si la tenue des états-généraux est avantageuse à la France.

PASQUIER se vantoit de pouvoir montrer par une infinité de raisons que rien n'est plus pernicieux à la France que la tenue des états-généraux. C'est une vieille folie, dit-

il , qui court en l'esprit des plus sages François , qu'il n'y a rien qui puisse tant soulager le peuple que telles assemblées : au contraire , il n'y a rien qui lui procure plus de tort , pour une infinité de raisons , que si je vous les déduisois je passerois les bornes et termes d'une missive (1). Je ne doute point qu'il n'eût pu produire là dessus beaucoup de raisonnemens , et je crois aussi qu'il seroit facile de les combattre. C'est une matiere sur laquelle on peut disputer long-temps , et soutenir à perte d'haleine , le pour et le contre. Cependant si l'on appelloit à l'expérience , il est à présumer que l'opinion de Pasquier l'emporteroit ; car il seroit bien difficile de marquer les avantages que la France a tirés de ces assemblées , et l'on prouveroit très-facilement qu'elles ont servi à fomentier les désordres. Les Anglois ont raison de dire que la tenue fréquente des parlemens est nécessaire au bien de leur état ; mais la France ne peut pas dire la même chose de ses assemblées générales. On en convoqua plusieurs sous le regne des fils de Henri II ,

(1) Pasquier , lettres , liv. IV.

et jamais la France ne fut plus agitée ni plus malheureuse que dans ces temps-là : ces convocations, bien loin de guérir le mal, ne faisoient que l'augmenter. Personne ne doit reconnoître plus franchement cette vérité que ceux de la religion ; car c'étoit dans ces assemblées que leurs ennemis prenoient de nouvelles forces.

Il y a des gens qui comparent les états-généraux avec les conciles. Toutes ces sortes d'assemblées sont de mauvais augure ; c'est un témoignage affligeant que les maux publics sont extrêmes, et que l'on commence à désespérer de la guérison. On fait alors comme dans les maladies qui ne laissent presque plus d'espérance : on assemble quantité de médecins ; ils consultent ; ils disputent ; ils s'accordent rarement ; et ils font si bien que le malade peut dire, comme l'empereur Adrien, *la multitude des médecins m'a tué*. Les belles harangues ne marquent pas dans ces assemblées ; mais les cabales et les intrigues y manquent encore moins ; et la conclusion suit presque toujours, non pas la justice et la vérité, mais la brigade la plus forte (1).

(1) Art. Marillac (Charles de), rem. B.

Quelle est la force d'une premiere révolution , et combien cet exemple est contagieux.

UNE révolution qui détrône un souverain sert communément de préparatif à une autre révolution : telle est la force de ces sortes d'exemples. On peut dire que les révolutions ressemblent aux faux miracles, dont le premier est plus difficile à établir que les suivans. Dès qu'on est venu à bout de persuader une fable miraculeuse, on en établit une autre avec moins de peine. Le premier miracle fraie la route au second, les deux premiers au troisieme, et ainsi des autres, non pas à l'infini, mais jusqu'à certaines bornes qui dépendent des temps et des lieux.

Disons la même chose des infractions qu'on fait aux loix de la succession monarchique. Le premier exemple est plus difficile à établir que les suivans : mais dès qu'il est établi, voilà une brèche qui ne se ferme qu'à la longue. Pour peu qu'on se hâte, on la trouve toute ouverte à l'établissement d'une seconde infraction, qui fait encore la brèche plus large qu'elle n'étoit ; de sorte qu'un troisieme usurpateur y passe plus

aisément que les deux premiers, et ainsi de ceux qui suivent. Quand vous avez lu dans l'histoire des douze Césars que le sénat a été contraint deux ou trois fois de reconnoître pour empereurs ceux que les soldats ayoient couronnés, ne vous étonnez plus de voir dans la suite si peu d'empereurs qui se succèdent les uns aux autres selon les loix. Etonnez - vous plutôt de voir quelquefois trois ou quatre regnes de suite dans une même famille. En effet, un général d'armée qui s'est fait déclarer empereur par ses soldats, à l'exclusion du monarque légitime, n'a pas lieu de se flatter que son général d'armée se contentera d'être général. *Pourquoi, dira celui-ci, obéirois-je à un homme qui étant dans mon poste n'a pas voulu obéir à son souverain? Il l'a tué, il s'est fait proclamer empereur par ses soldats, ne puis je pas faire la même chose? n'ai-je pas le même droit que lui de m'élever de la charge de général à celle de maître de tout l'empire?* Vous voyez donc que, dans l'ordre naturel des choses, une révolution en amène une autre, et que plus elles sont fréquentes dans un siècle, plus elles doivent l'être dans le suivant. Elles le seroient en effet, si la providence divine n'y remédioit ou par la

80 CONSID. ET RECHERC. POLITIQUES
stérilité des gens capables de soutenir une
intrigue de cette nature , ou par la vigueur
supérieure de ceux qui regnent (1).

Ressort des Révolutions.

Ne cherchez point dans l'inconstance du peuple les principes et les ressorts des révolutions ; mais attribuez-les à l'inquiétude , à l'ambition et à l'habileté de quelques hommes intrépides , capables d'enfanter et de mettre à fin un complot. Quelque changeant que soit le peuple , il se tiendra coi et tranquille , si quelque force extérieure ne l'agite , si ses tribuns , si ses démagogues , si quelques chefs accrédités ne le remuent par l'activité de leurs intrigues. Le peuple ressemble aux flots , toujours paisibles quand les vents ne soufflent pas : s'il lui arrive de se soulever de lui-même , à l'exemple de ce qui se voit dans certaines mers où , sans l'aide des vents , la fermentation d'une matière souterraine produit une espèce de tourmente , cette émotion n'est pas de longue durée. Le calme succede , et ce feu léger

(1) Art. Edouard , rem. Q,

81
s'éteint de lui-même; lorsque des chefs redoutables ne prennent pas le soin de l'attiser (1).

Si les François sont aussi amoureux de la monarchie que leurs voisins la prétendent.

Quand on examine l'histoire des troubles de France depuis le regne de Charles VI jusqu'à la majorité de Louis XIV, on est mille fois tenté de se demander à soi-même : mais est-il vrai que je lis des choses qui se sont faites en France? n'aurois-je point sous mes yeux un de ces livres où, sous des fictions romanesques, on s'est amusé à peindre le caractère d'un peuple mutin et d'une noblesse inclinée à la rébellion : caractère qu'on s'est avisé de mettre sur le compte des François, afin de cacher le nom de quelqu'autre peuple? On est sur-tout tenté de se faire ces questions, lorsqu'on s'est laissé préoccuper ou par les railleries des étrangers, qui accusent les François d'être idolâtres de la monarchie et de leurs mo-

(1) Art. Edouard, rem. O.
2^e année. Tome VII. F

DES CŒURS. ET RECHERC. POLITIQUES

marques , ou par les éloges que plusieurs auteurs de France prodiguent à leur nation, comme si elle étoit naturellement soumise à ses rois , et que son zele et sa fidélité fussent incomparables. Il n'y a rien de plus faux que ces railleries des étrangers , et que ces éloges de plusieurs plumes françaises.

L'auteur du *Testament politique de M. de Louvois* a bien mieux connu le génie de la nation. Il pose en fait que le véritable et unique moyen d'éviter en France les guerres civiles est que le souverain soit revêtu d'une puissance sans bornes , soutenue avec vigueur , et armée de toutes les forces nécessaires pour se faire craindre. Il prétend que sous les rois qui ont précédé Louis XIV , et même jusqu'à la majorité de ce monarque , *on a vu en France autant de brouillons et de rebelles qu'en aucun autre endroit de l'univers*. Il applique aux Anglois la sévère maxime dont on vient de parler. *On sait assez , dit-il , quelle est dans le fond leur disposition ; ils sont aussi légers et aussi remuans que les autres nations ; mais quoi qu'on en dise , ils ne le sont pas plus ; c'est l'occasion , c'est la forme du gouvernement , c'est l'impunité , ce sont les moyens qu'on leur laisse qui les rendent*

*remuans. On verroit dans les autres états les sujets qui sont les plus soumis devenir aussi mutins , si la prudence , l'autorité et la vigueur de leurs souverains ne les rete-
noit, et ne leur en retranchoit toutes les occasions.* Considérez comme il raisonne sur la différente position où se trouva la France sous le regne de Louis XIV , relativement aux précédens regnes. « Où est-elle aujourd'hui cette multitude d'esprits remuans et enclins à la révolte ? N'ont-ils pas tous les prétextes qu'ils ont jamais eus ? Les guerres et les autres dépenses que votre majesté est obligée de faire pour soutenir l'éclat de sa gloire ne l'obligent-elles pas d'imposer sur le peuple des tributs plus excessifs qu'il n'en fut jamais levé sous Louis XI ? Les prétendus réformés n'ont-ils pas été poussés plus loin que sous Charles IX et sous Louis XIII ? La noblesse n'est-elle pas plus chargée qu'elle n'a jamais été ? Le clergé ne contribue-t-il pas aux besoins de l'état plus qu'il n'a jamais fait ; et dans ce siècle et dans tous les siècles passés ? Et votre majesté n'a-t-elle pas autant de démêlés avec le siege de Rome qu'aucun de ses prédécesseurs en ait eus ? Cependant tout est tranquille , tout est soumis ; point de révolte ,

84 CONSID. ET RECHERC. POLITIQUES

point de trahison. La guerre et les troubles ne sont qu'au-dehors, au lieu qu'autrefois ils étoient au-dedans. . . . D'où vient donc cette différence? . . . d'où vient ce changement? de la différence avec laquelle votre majesté manie l'autorité royale, de son discernement à en faire le véritable usage, de son adresse à conduire cette bête brute qui s'appelle *peuple*, et qui demeurant sans frein court à l'abandon de tous les côtés où son instinct la pousse, mais qui s'accoutume insensiblement à se laisser régir par le mors qu'on lui donne, et à marcher mieux à proportion qu'on lui tient la bride plus serrée. L'auteur ajoute ailleurs que l'autorité limitée et la liberté républicaine ont plus de mauvais côtés que le pouvoir arbitraire; et que *les factions, les tumultes, les guerres civiles font souvent plus de ravages dans une année que la tyrannie d'un monarque absolu n'en pourroit causer dans le cours du plus long regne* (1). Cet écrivain pourroit se tromper par rapport à certains pays; mais il n'y a point d'apparence qu'il se trompe à l'égard de sa nation : elle est d'un tel génie

(1) Voyez le *Testament politique de M. de Louvois*, pag. 343, 383 et suiv.

que le plus fâcheux état où elle se puisse trouver est d'avoir un maître foible et mou. Ouvrez les annales de ce pays ; lisez principalement l'histoire des minorités, vous serez convaincu de la vérité de toutes ces maximes. Vous trouverez le caractère de cette nation dans celui que M. de la Bruyère donne aux enfans. *L'unique soin des enfans, dit-il, est de trouver l'endroit foible de leurs maîtres, comme de tous ceux à qui ils sont soumis. Dès qu'ils ont pu les entamer, ils gagnent le dessus, et prennent sur eux un ascendant qu'ils ne perdent plus ; ce qui nous fait déchoir une première fois de cette supériorité est toujours ce qui nous empêche de la recouvrer (1).*

Pourquoi on permet dans les états monarchiques la lecture des auteurs républicains, et dans les républiques celle des auteurs qui favorisent la monarchie, côté hideux de ce dernier gouvernement.

J'ai connu des gens d'esprit qui s'étonnoient que dans les royaumes où l'autorité du prince n'a gueres de bornes on permit

(1) *Ant. Louis XIII, rem. A.*

86 **CONSID. ET RECHERC. POLITIQUES**

aux instructeurs de la jeunesse de se servir des auteurs grecs et romains, où l'on trouve tant d'exemples de l'amour de la liberté et tant de maximes anti-monarchiques ; mais cela n'est pas plus surprenant que de voir que les états républicains souffrent que leurs professeurs en droit expliquent le code et le digeste, où l'on rencontre tant de principes qui établissent l'autorité suprême et despotique des empereurs : voilà donc deux choses qui semblent également surprenantes, et qui au fond ne doivent surprendre personne. En effet, mettant à part plusieurs raisons que l'on pourroit alléguer, ne peut-on pas dire que les mêmes ouvrages qui contiennent le poison, soit par rapport aux monarchies, soit par rapport aux républiques, renferment aussi l'antidote ? Si vous voyez, d'une part, les grandes maximes de la liberté et les beaux exemples du courage avec lequel on l'a maintenue ou recouvrée, vous voyez de l'autre les factions, les séditions, les bizarreries tumultueuses qui ont troublé, et enfin ruiné ce nombre infini de petits états qui se montrèrent si ennemis de la tyrannie dans l'ancienne Grèce.

Ne semble-t-il pas que ce tableau soit une leçon bien capable de désabuser ceux qui

s'effarouchent du seul nom de monarchie ? Envisagez la chose sous un autre point de vue ; vous trouverez une instruction bien différente , et très-capable de vous donner une affreuse idée du pouvoir monarchique ; car pourquoi les Grecs et les Romains ont-ils mieux aimé s'exposer à ces désordres que d'obéir à un roi ? Ne doit-on pas attribuer cela au souvenir des maux que les tyrans avoient causés à la Grece et à l'Italie ? Et ne faut-il pas qu'un mal soit bien rude et bien affreux , puisqu'on cherche à s'en délivrer par de tels remèdes ? Qu'on ne dise pas que les conspirations entreprises pour faire cesser la tyrannie ont souvent causé plus de désordres que la tyrannie même ; qu'on cesse de nous vanter le regne du vertueux Hiéron , le bonheur dont jouirent les Syracusains sous ses loix tranquilles , le bouleversement qui arriva lorsque , pour s'affranchir de la domination cruelle et violente de son successeur , ils massacrèrent ce tyran , ses deux sœurs , ses trois filles et tous les princes de son sang ; massacre injuste , abominable , et d'autant plus cruel que ce ne fut point le crime de quelques gens sans aveu , mais l'action du peuple et du sénat assemblés ; qu'on exagere

68 CONSID. ET RÉSUMÉ. POLITIQUES

tant qu'on verra ces horreurs ; qu'on représente les maux terribles que causa l'anarchie ; la discorde des magistrats , la révolte du peuple , l'autorité sapée et renversée , Syracuse sans défense , assiégée par une armée étrangère (1) qui la saccagea , en proie à ses propres citoyens qui furent la première cause de tous ses désastres , et qui ensevelirent sa liberté sous les ruines même du despotisme ; présentez ces malheurs sous le jour que vous voudrez ; employez les plus fortes couleurs pour en faire un tableau terrible ; tout cela n'agira que faiblement sur les esprits préoccupés contre la monarchie. On vous répondra par une rétorsion que j'ai touchée plus haut : c'est que le pouvoir monarchique est un terrible mal , puisqu'on ne peut remédier à ses désordres qu'en s'exposant à de si horribles calamités (2).

Anecdote du parlement de Paris.

ON a fort parlé d'une remontrance faite

(1) Par les Romains.

(2) *Art. Hobbes*, rem. C.

à Louis XI par la Vaquerie , premier président du parlement de Paris. Bodin nous apprend là-dessus des particularités curieuses.

» Louis XI avoit usé de menaces graves envers la cour du parlement qui refusoit de publier et vérifier quelques édits qui étoient iniques. Le président la Vaquerie, accompagné de bon nombre de conseillers en robes rouges, alla faire ses plaintes et remontrances pour les menaces qu'on faisoit à la cour. Le roi voyant la gravité, le port, la dignité de ces personnalités qui se vouloient démettre de leurs charges plutôt que de vérifier les édits qu'on leur avoit envoyés, s'étonna ; et redoutant l'autorité du parlement, fit casser les édits en leur présence, les priant de continuer à faire justice, et leur jura qu'il n'enverroit plus édit qui ne fût juste et raisonnable. Cet acte, ajoute Bodin, fut de bien grande importance pour maintenir le roi en obéissance de la raison, qui autrement avoit toujours usé de puissance absolue ; et dès lors même qu'il n'étoit que Dauphin, il envoya querir les présidens de la cour, et leur dit qu'ils eussent à effacer la clause *de expresso mandato*, que la cour avoit

90 CONSID. ET RECHERC. POLITIQUES
fait mettre sur la vérification des privilèges octroyés au comté du Maine ; autrement qu'il ne sortiroit de Paris que cela ne fût fait , et qu'il laisseroit la commission que le roi lui avoit donnée. La cour ordonna que les mots seroient effacés ; mais afin qu'on pût voir ce qui étoit biffé , elle ordonna que le registre seroit gardé , qui se trouve encore en la sorte qu'il fut ordonné , en date du XXVIII Juillet M. CCCCXLII (1) ».

L'édition latine de la république de Bodin contient une circonstance que je ne dois pas omettre : c'est que Louis XI commanda au parlement de vérifier ses édits , sous peine de la vie ; et que le premier président , à la tête de sa compagnie , déclara au roi qu'ils aimoient mieux mourir que d'obéir. Bodin observe une chose particulière touchant l'efficacité de ces mots , *de expresso mandato* , par exprès commandement. *Les mots de expresso mandato , dit-il , et de expressissimo mandato , et quelquefois , multis vicibus iterato , qui se trouvent fort souvent es registres des*

(1) Bodin , de la République , liv. III , chap. IV.

cours souveraines sur la publication des édicts, ont telle conséquence que tels édicts et privilèges ne sont gardés, ou bientôt après sont oubliés et délaissés par souffrances des magistrats. Il n'y a point de leçon plus efficace de désobéissance que de laisser espérer l'impunité aux transgresseurs d'un édit : or, c'est ce que faisoient les parlemens lorsqu'ils imprimoient cette flétrissure aux édicts du prince. Notez bien ces paroles de Pasquier : « Telles protestations ont été depuis assez familières en cette cour, et se trouvent assez d'édits portant *de expresso et expressissimo mandato regis, pluribus vicibus iterato* ; laquelle clause tout ainsi qu'elle est ajoutée pour bonne fin ; aussi souhaiteroient plusieurs (par aventure non sans cause) que cette honorable compagnie se rendît quelquefois plus flexible, selon que les nécessités et occasions publiques le requierent. (1) » Pasquier ne parleroit pas comme il fait, s'il ne savoit que la roideur de ces compagnies souveraines avoit été quelquefois préjudiciable à l'état (2).

(1) Pasquier, *Recherches*, ch. IV.

(2) Dictionn. art. *Pasquier* ; rem. A.

*Qu'un prince trop débonnaire court plus
de risques qu'un tyran.*

En parcourant bien l'histoire, on trouvera plus de princes renversés du trône parce qu'ils étoient trop bons que parce qu'ils étoient trop méchans. Les mauvais rois trouvent plus de ressources contre les complots dans leur génie féroce, que les bons dans la justice de leur cause et dans la fidélité de leurs sujets. Les flatteurs du peuple voudroient bien persuader qu'on n'a rien à craindre de son inconstance pendant qu'on le gouvernera avec douceur, c'est un abus. Un homme d'intrigue fait tout ce qu'il veut des peuples sous un gouvernement bon et débonnaire. Henri VI., roi d'Angleterre, étoit la meilleure ame qu'on pût voir : peu s'en est fallu qu'on ne l'ait mis au catalogue des saints ; prince de peu de talens et de grandes vertus, dit un historien moderne, fort malheureux selon le monde, fort heureux selon l'évangile. Il fut méprisé des hommes, qui l'ont regardé comme un esprit foible, imprudent, stupide même, et peu sensé ; mais le ciel a relevé sa gloire par des miracles

*faits à son tombeau , qui l'ont fait révé-
rer comme un saint* (1). Si , au lieu de tant
de vertus chrétiennes , Henri VI avoit
possédé les qualités d'un prince am-
bitieux et hardi qui sait mettre tout en
œuvre pour se faire craindre , on ne lui
eût pas débauché ses sujets avec la même
facilité. S'il eût été aussi *mauvais garçon*,
que les chefs de ses rebelles, il les eût rangés
à leur devoir , et il seroit mort sur le trône.
Au lieu de cela on l'a vu abandonné de
tout le monde dans sa capitale , captif
plusieurs fois , massacré enfin dans sa
prison. Pourquoi cela ? avoit-on sujet de
se plaindre de ses violences ? nullement.
Pourquoi donc ? c'est qu'il n'étoit armé
que de sa vertu , *soldâ majestate armatus*.
Foitble ressource dans une guerre civile ,
que de n'avoir de son côté que le témoi-
gnage de sa conscience et le bon droit.
Pour renverser un monarque qui a su se
faire craindre *per fas et nefas* , il faut
un orage , un ouragan ; mais pour faire
tomber un prince scrupuleux et débon-
naire , il ne faut que souffler dessus (1).

(1) D'Orléans , *Révolutions d'Angleterre*.

(2) Art. *Cassius Charea* , rem. D.

Que le gouvernement républicain ne convient pas à toute sorte de peuples.

LA famille royale s'étant éteinte parmi les Cappadociens, le peuple romain, dont ils étoient les alliés, leur permit de s'ériger en république. Bien loin de profiter de cette permission, ils envoyèrent des ambassadeurs à Rome pour déclarer que la liberté leur étoit insupportable, et pour demander un roi. Le sénat fut surpris d'un tel goût; mais il leur permit de le satisfaire, et de conférer le royaume à qui ben leur sembleroit. Ils élurent Ariobarzane. C'est d'eux que l'on pouvoit dire : *O homines ad servitutem natos!* Au fond il y a beaucoup d'apparence que le gouvernement monarchique leur convenoit mieux que l'état républicain. Il faut être d'un certain tour d'esprit pour n'abuser pas de la liberté, et tous les peuples n'ont pas ce tour-là (1).

(1) Art. *Cappadocæ*, rem. G.

Que cette maxime : rangez - vous toujours au parti le plus fort , est quelquefois fausse.

DANS le cours ordinaire des choses , la prudence veut que l'on se range au parti le plus fort ; mais cette maxime est quelquefois fausse. Il y a des princes qui ne doivent leur élévation qu'à la fine politique qu'ils ont de se déclarer de bonne heure ennemis irréconciliables d'un puissant état. Car tous ceux qui craignent cette puissance favorisent son ennemi déclaré , et cherchent à élever l'un sur les ruines de l'autre. Il ne faudroit pas remonter jusqu'aux siècles du paganisme pour trouver des princes qui se sont perdus sans ressource pour avoir préféré l'alliance du plus puissant de leurs voisins à celle des autres. Un particulier qui passe d'un état de prospérité à un état de malheur ne voit plus autour de lui cette foule d'amis qui l'environnoient dans le temps de sa fortune : ils l'abandonnent , ils le laissent seul. Les souverains éprouvent tout le contraire ; car s'ils deviennent trop puissans , ils ne trouvent plus d'alliés ;

96 CONSEN. ET RECHERC. POLITIQUES
tout le monde les quitte et se ligue contre
eux (1).

Examen de quelques loix de Lycurgue.

LA maniere dont Lycurgue voulut que les enfans fussent élevés étoit très-propre à en faire de bons soldats. Mais on peut dire qu'il étendit trop loin ce système d'éducation, puisqu'il ordonna aux filles de faire les mêmes exercices que faisoient les garçons; de paroître toutes nues en public dans certains jours de cérémonies, et de danser en cet état avec des hommes qui étoient aussi nus qu'elles (2). N'étoit-ce pas exposer la vertu des filles de Lacédémone, et faut-il s'étonner après cela qu'elles aient été en si mauvaise réputation? Plutarque, d'ailleurs très-disposé à justifier Lycurgue sur cet article, ne laisse pas de convenir que la licence qu'il accorda aux Lacédémoniennes les exposa aux médisances des poëtes; et il confesse ingé-

(1) Art. Innocent XI, rem. H.

(2) Plut. in *Lycurgo*.

nuement que les loix de Numa Pompilius étoient plus favorables à la pudeur. Ceux qui aiment le vieux gaulois seront bien aises de trouver ici la traduction qu'Amyot nous a donnée de cet endroit de Plutarque. « La garde des filles à marier , par les ordonnances de Numa , étoit plus étroite et mieux séante à l'honneur du sexe ; et celle de Lycurgue , étant par trop libre et par trop franche , a donné aux poètes occasion de parler , et de leur donner des surnoms qui ne sont pas gueres honnêtes ; comme Ibycus les appelle *phéniciennes* , c'est-à-dire montrant la cuisse ; et *andromanes* , c'est-à-dire enrageans d'avoir le mâle ; et Euripide dit aussi d'elles :

Filles qui hors de leurs maisons paternelles
Sortent ayant des garçons avec elles ;
Montrant à nud les cuisses découvertes ,
Aux deux côtés de leurs cottes ouvertes.

Aussi, à la vérité, les flancs de leurs cottes n'étoient point cousus par en bas ; de sorte qu'en marchant elles montraient à nud la cuisse découverte (1).

(1) Plut. in parall. Lycurgi et Numæ.

Je ne sais si Lycurgue raisonnoit juste ; lorsqu'il prétendoit que ces usages exciteroient les jeunes gens à se marier. Nous apprenons de Plutarque que notre législateur ne permit aux filles de se montrer nues qu'afin qu'elles donnassent de l'amour aux hommes ; car dès qu'elles avoient trouvé un mari , elles renonçoient aux nudités (1). Lycurgue considéra peut-être que le nombre des belles femmes est partout fort petit en comparaison de celles qui ne le sont point , et qu'il arrive souvent qu'une personne dont la figure n'a rien d'aimable reçoit de la nature un notable dédommagement dans les autres parties du corps (2) ; il conclut de - là qu'il falloit donner lieu aux filles de Sparte de faire agir toutes leurs forces , espérant que celles qui ne pourroient pas donner de l'amour par les charmes du visage étaleroient d'autres attraits qui leur gagneroient

(1) Plut. *in* Apophth. Lacon. et *in* Lycurgo.

(2) Athénée parle de deux paysannes qui furent ainsi dédommagées , et qui firent fortune ; ce furent elles qui bâtirent un temple sous l'invocation suivante : *À Venus aux belles fesses.*

le cœur de quelque jeune homme. D'autre part , les jeunes gens d'une figure peu avantageuse pouvoient se faire valoir par d'autres endroits , et conquérir le cœur d'une belle sans que l'étoile s'en mêlât , n'en déplaise à Juvenal , qui dit :

Fatum est et partibus illis

*Quas sinus abscondit : nam si tibi sydera cessent ,
Nil facies.*

C'étoit donc se précautionner contre la laideur , et faire en sorte que personne n'échappât aux traits de l'amour. On ôtoit d'ailleurs tout sujet de se plaindre d'avoir été lésé dans le marché ; car chacun avoit la montre de la marchandise. Mais n'étoit-ce pas introduire dans un commerce où l'honnêteté doit régner les prétendues commodités des lieux de prostitution qu'Horace a tant célébrées (1) ? N'étoit-ce pas inspirer aux filles l'effronterie des yeux , qui est pire que l'effronterie des oreilles ? C'étoit le moyen , dira-t-on , d'é-mousser la pointe d'une curiosité fort ron-

(1) Voyez sa 11^e satire du livre I.

geante (1) : mais cette prétendue raison n'a pas empêché les nations civilisées d'inspirer au sexe beaucoup d'horreur pour les nudités en peinture ; et voici un législateur de Lacédémone qui laisse voir aux jeunes filles les nudités en original.

Je suis fâché qu'un auteur moderne ait entrepris d'excuser cette licence ; et d'ailleurs je ne trouve pas que son apologie soit fondée sur d'assez bonnes raisons. Voici ses paroles ; « Les filles de Sparte dansoient toutes nues en public , et peu de gens sont persuadés qu'il y eût de la modestie à ce spectacle. Je m'imagine que les Lacédémoniens avoient pourtant leur raison , et que la chose étant toute commune parmi eux , elle ne faisoit pas dans leur ame une

(1) J'observerai en passant que la curiosité dont je parle a été délicieusement touchée par M. de la Bruyère. *Tout le monde , dit-il , connaît cette longue leude qui borne et qui resserre le lit de la Seine du côté où elle entre à Paris avec la Marne, qu'elle vient de recevoir. Les hommes s'y baignent au pied pendant les chaleurs de la canicule ; on les voit de fort près se jeter dans l'eau ; on les en voit sortir ; c'est un amusement. Quand cette saison n'est pas venue , les femmes de la ville ne s'y promènent pas encore ; et quand elle est passée , elles ne s'y promènent plus.*

impression dangereuse et criminelle. Il se fait une habitude de l'œil et de l'objet qui dispose à l'insensibilité, et qui bannit les sales desirs de l'imagination. L'émotion ne vient que de la nouveauté du spectacle ; une coutume perpétuelle rebute plus les yeux qu'elle ne les tente ; et si vous vous mettez une fois dans l'esprit l'intégrité des mœurs de la nation vous demeurerez persuadé de ce bon mot : *les filles de Sparte n'étoient pas nues ; l'honnêteté publique les couvroit*. Généralement parlant, je ne vous dirai pas que leur excuse fût une excuse pour nous ; mais enfin, il y a aujourd'hui quantité de lieux dans l'Amérique septentrionale où les femmes paroissent toujours dans l'état de celles qui dansoient à Sparte ; et cependant tous nos voyageurs assurent que le crime en est banni. Mais je serois bien dix ans entiers à plaider la cause des filles de Sparte ; je vois bien que je ne vous donnerois jamais une bonne idée de leur modestie. Vous en croirez bien plutôt les satyres piquantes des Athéniens, et même celles d'Aristote, qui, tout Macédonien qu'il étoit, avoit demeuré trop long - temps à Athenes pour n'y avoir pas contracté la haine contagiense qui y régnoit contre les

Spartiates. Voici ce qu'il a dit des Lacédémoniens dans le second livre de ses politiques : *Quand Lycurgue a entrepris d'introduire à Sparte la fermeté et la patience, c'est une chose évidente qu'à l'égard des hommes il y a réussi : mais il s'y est pris plus négligemment du côté des femmes ; car elles y vivent dans une mollesse et un dérèglement général (1) ».*

Ce qu'on nous dit là de cette habitude de l'œil et de l'objet, qui dispose à l'insensibilité, est bon et solide généralement parlant ; mais quelque raisonnable que puisse être cette doctrine, je ne sais si on la peut appliquer à notre sujet, puisque les filles de Lacédémone ne paroissent nues qu'en certains jours de cérémonie, et que le reste du temps elles portoient un habit qui ne laissoit voir que leurs cuisses. C'étoit le moyen d'irriter la corruption, sans disposer à l'insensibilité par une coutume perpétuelle. De plus, il y a une grande différence entre le peuple de Lacédémone et tant de nations sauvages où la nudité se pratique : celles-ci sont de tout temps en possession

(1) Guillet, *Lacédémone ancienne et nouvelle*, p. 167.

de cet usage ; mais Lycurgue introduisit la nudité dans une ville où elle n'étoit pas connue , et pendant que tous les peuples voisins observoient la bienséance : on ne sauroit donc l'excuser. Enfin , la vertu des Américains , si ce que les voyageurs en disent est véritable , ne sert de rien pour justifier ce législateur ; car l'événement a fait voir que Lacédémone n'étoit pas un lieu où de telles nouveautés pussent s'introduire innocemment. C'est en vain qu'on s'efforce d'affoiblir le témoignage d'Aristote ; il n'y a rien de plus grave ni de plus sensé que le livre où ce philosophe parle si mal des Lacédémoniens. L'esprit de partialité ne paroît pas dans cet ouvrage ; et ainsi , au lieu de dire que les médisances des poètes ont fait impression sur l'esprit de ce philosophe , il falloit dire que l'autorité de ce philosophe justifie les médisances des poètes.

J'ai une autre observation à faire sur ces paroles de M. Guillet : *Je n'oserois vous décrire , dit-il , l'habit des filles de l'ancienne Lacédémone. Sophocle vous l'apprendra , si vous voulez voir comment il a décrit celui d'Hermione , dans un fragment que Plutarque rapporte. Il étoit si court que le poète Ibicus , en se moquant , les ap-*

pelloit ΠΗΛΛΟΜΕΡΙΔΕΣ (1). Il est sûr, 1°. qu'on ne trouve point dans ce fragment de Sophocle la description d'un habit ; car ce poëte dit seulement que la tunique d'Hermione étoit entr'ouverte ; et qu'elle laissoit paroître les cuisses (2). 2°. Ibicus, appelant les filles de Lacédémone *phénomérides*, ne se fonde point sur ce qu'elles portoient un habit court, mais sur ce que *leurs cottes* étant ouvertes des deux côtés ;

Montraient à nud leurs cuisses découvertes.

C'est Plutarque qui nous donne très-clairement cette raison de la raillerie d'Ibicus. Virgile a donné aux filles de Lacédémone une longue et large robe, mais retroussée sur les genoux quand elles chassoient :

Virginis os habitumque gerens et virginis arma

SPARTANÆ

NUDA GENU, NODOQUE SINUS COLLECTA
FLUENTES.

La description que Pollux nous a laissée

(1) *Ibid.* pag. 172.

(2) *Stella caret tunica induens Hermione dilabidam
nigric femur Juvencla.* Sophocl. apud Plutarch. in pa-
rali. Lycurgi et Numæ Pompilii.

de l'habit des filles de Sparte ne nous permet pas de douter qu'il ne fût long ; car cet auteur dit que quand elles se laçoient jusqu'à un certain point , elles laissoient paroître leurs cuisses depuis les pieds (1).

On peut donc compter comme une chose certaine que la nudité des cuisses reprochée aux Lacédémoniennes ne venoit pas de ce que leur jupe étoit trop courte. Il n'y a personne qui ne comprenne fort aisément que si leur jupe , qui étoit fendue des deux côtés , sans être cousue au bas des fentes , ne fût descendue jusqu'au dessus du genou , elles eussent fait beaucoup pis que montrer la cuisse quand elles eussent marché ; de sorte que les poètes , qui avoient en ce temps-là plus de liberté qu'aujourd'hui de s'exprimer grossièrement , leur eussent donné une épithète beaucoup plus forte que n'est celle de *phénomérides* : il n'est pas nécessaire d'éclaircir plus amplement cette pensée. Passons à d'autres loix de Lycurgue.

(1) Ita autem dicebatur etiam virginum tunicula , cujus postquam aliquo usque pinnae solvissent , à malleolo inferiori pedis femora ostendebant maxime Spartanae , quas idcirco phanomeridas appellabant. JULIUS POLLUX apud MEURSIUM, Miscellan. Laconic. lib. 1, cap. XIX.

Celles qu'il fit sur les mariages sont en partie bonnes et en partie mauvaises. Il voulut que les maris ne s'approchassent de leurs femmes qu'à la dérobée, et qu'ils se levassent de cette table en restant un peu sur leur appétit. Il falloit que ceux qui recherchoient en mariage une fille l'enlevassent et la remissent entre les mains d'une matrone qui lui rasoit les cheveux, lui donnoit un habit d'homme, la couchoit sur un matelas, et la laissoit seule sans lumiere. Le galant entroit, déshabilloit sa maîtresse, et la prenant dans ses bras la portoit sur un autre lit où il passoit quelques momens avec elle ; après quoi il alloit rejoindre ses camarades dans la chambre où ils couchoient en commun. Il en usoit de même toutes les fois qu'il alloit voir sa femme, prenant toutes les précautions possibles pour n'être pas vu (1). Passe pour cela ; mais Lycurgue permettoit aux vieillards infirmes de prêter leurs femmes aux jeunes gens robustes, et il souffroit que les beaux hommes couchassent avec les femmes des hommes laids, pourvu que ceux-ci en fussent d'accord. « Il trouvoit beau-

(1) Plutarch. *de* Lycurgo.

coup de sottise et de vanité, *dit Plutarque*, dans les ordonnances qu'avoient faites sur les mariages les autres législateurs, qui cherchoient pour leurs chiennes les meilleurs chiens, et pour leurs jumens les meilleurs étalons, n'épargnant ni soin ni argent pour les avoir de leurs maîtres; et qui renfermoient leurs femmes dans leurs maisons et les tenoient là captives, afin qu'elles n'eussent des enfans que d'eux, quoiqu'ils fussent souvent insensés, dans un âge caduc, ou valétudinaires (1) ». Quoi qu'en dise Plutarque, ce règlement ne valoit rien; c'étoit autoriser l'adultère et même le maq..... des maris : mais ces loix avoient leur principe dans la forte envie qu'eut Lycurgue de rendre les Spartiates vigoureux. De la même source vint le règlement barbare contre les enfans malsains et mal constitués; notre législateur voulut que l'on s'en défît. N'étoit-ce pas une injustice criante ?

Il seroit facile de critiquer en d'autres choses les loix de Lycurgue; mais il y a un point en quoi il est plus louable que Numa Pompilius : c'est qu'il ne vouloit

(1) *Idem, ibid.* version de Dacier.

pas que l'on mariât les filles dans une trop grande jeunesse. Il ne permettoit de les établir que lorsqu'elles étoient en état de supporter les fatigues de l'accouchement. Numa, au contraire , souffroit qu'on les mariât à l'âge de douze ans , et même au-dessous (1). Aristote raisonne assez amplement sur ce sujet , et donne quelques préceptes fort judicieux. Il veut qu'on marie les filles à l'âge de dix-huit ans , et les garçons à l'âge de trente-sept. Il remarque que les habitans de toutes les villes où les mariages se contractent entre des personnes trop jeunes sont infirmes et petits ; et que ces alliances précoces font mourir en couche un plus grand nombre de femmes ; il ajoute que les enfans qui ne sont guères plus jeunes que leurs peres n'ont pas beaucoup de respect pour eux , et que de-là naissent cent désordres domestiques : voilà un inconvenient de morale. Il en touche un autre de même espece , puisqu'il concerne la chasteté ; c'est qu'on *remarque* , dit-il , *plus d'intempérance et de penchant à la débauché dans les filles qui ont usé de*

(1) Plut. in Numâ.

très-bonne heure des plaisirs du mariage (1). C'est aux directeurs et aux casuistes à raisonner sur ces paroles ; mais sans pousser si loin les observations , on est en droit de décider qu'un mariage précoce ne permet pas à la pudeur de prendre d'assez profondes racines (2).

*Avarice des traitans de l'ancienne Rome.
Projet d'imposition très-lucratif.*

Les partisans , qu'il me soit permis d'appeler ainsi ceux qui levoient les tributs de la république romaine , firent un procès assez particulier aux prêtres d'Amphiaräus. Ceux-ci prétendoient que leurs biens étoient privilégiés et devoient être compris dans la loi qui exemptoit de la taille toutes les terres consacrées aux dieux immortels ; mais les exacteurs soutinrent que les domaines qui appartenoient à Amphiaräus n'étoient nullement dans le cas de cette loi , parce qu'ils étoient consacrés à un homme mort , et qu'il est visible

(1) Aristot. lib. VII de republ. cap. XVI.

(2) Art. Lycurgue.

qu'un homme qui est mort n'est pas du nombre des dieux immortels. Quoique ce raisonnement , *il est mort , donc il n'est pas un dieu* , leur fût suggéré par l'avarice et non par le zèle de la religion , chose que des partisans ne consultent gueres , il étoit pourtant si plausible qu'il devoit leur procurer gain de cause. Je crois néanmoins qu'ils la perdirent. C'est dommage que toutes les pieces de ce procès ne se soient pas conservées. Si on les eût laissé faire , ils auroient mis à la taille la plupart des dieux , et en roture une infinité de terres sacrées ; car quels titres de divinité ou d'immortalité eût-on pu produire à l'épreuve de leurs exceptions ? Que n'eussent-ils pas obtenu au tribunal d'un intendant qui auroit eu ordre de favoriser leurs poursuites ? Il ne faudroit que mettre en parti la recherche des faux cultes pour y voir bientôt une bonne réduction ; mais de tels partisans , où pourroient-ils être en sûreté (1).

(1) Art. *Amphiaraius* , rem. I.

Esprit mercenaire de ceux qui servent le public.

UNE personne qui demanderoit si ceux qui exercent les charges publiques sont aussi mercenaires que les valets d'un petit particulier paroîtroit d'abord faire une question absurde. Mais après un bon examen on trouveroit là un juste sujet de problème ; et l'on se déclareroit même pour l'affirmative. Considérez un peu les récits des nouvellistes , imprimés ou non imprimés , et la conversation des personnes qui ont vécu long-temps dans le grand monde ; consultez les historiens qui entrent le plus dans le détail ; lisez sur-tout ceux qui donnent des mémoires ; si vous faites bien tout cela , je ne doute point que vous ne tombiez d'accord qu'un misérable laquais est à proportion moins mercenaire et plus désintéressé que la plupart des personnes qui possèdent les grandes charges , soit dans la maison des princes , soit dans l'état. Ce sont des gens qu'on ne contente presque jamais , toujours prêts à demander de nouveaux honneurs et de plus grands appoin-

temens , à se plaindre de la petitesse des récompenses , à étaler leurs services , à murmurer de ce qu'on les oublie pendant que l'on songe à d'autres , à menacer de se retirer , à faire éclater leur mécontentement par des démarches brusques , audacieuses , insolentes.

Les hommes dont je parle se croient d'autant plus permis d'exiger des récompenses magnifiques , qu'ils se persuadent que leur maître est toujours assez riche , et qu'on a beau fouler et sucer le peuple , on ne peut jamais apauvrir un état. Ne me citez point ceux qui se sont ruinés au service de leur prince , et tel grand seigneur dont toutes les terres sont en décret : ce ne sont point-là des exemples de désintéressement. Le zèle pour la patrie n'est point la cause d'une telle pauvreté ; l'esprit d'intérêt , l'ambition , le luxe ou la débauche l'ont produite. On a cru qu'en paroissant à la cour ou à l'armée avec de brillans équipages , au fond très-inutiles au service de l'état , on parviendroit plus facilement aux récompenses ; ou l'on s'est ruiné pour satisfaire son faste et d'autres passions particulières.

Les

Les Aristides et les Fabrices , après avoir joui des plus grandes charges , et passé toute leur vie dans une frugalité merveilleuse , mouroient pauvres , et ne laissoient pas même de quoi marier leurs enfans : voilà des hommes qui servoient gratuitement leur patrie : voilà des exemples à citer. Mais où trouve-t-on aujourd'hui de pareils hommes ? Ce qu'il y a de plus fâcheux , c'est de voir que les gens de lettres ne soient pas exempts de cette maladie épidémique. La cour et l'armée étant des écoles d'ambition et de luxe , et par conséquent d'avidité et de soif des richesses , il ne faut pas trop s'étonner que l'on y apprenne à ne rien faire pour rien , et à exiger des récompenses magnifiques ; car , comme on n'obtient ces récompenses qu'à force de se plaindre , de parler haut , de vanter ses services , il n'y a pas lieu de se tant formaliser des démarches inquietes et intéressées que font les grands. Mais une chose étonnante et déplorable , c'est que l'étude et la profession des lettres ne guérissent pas les savans de cette manie , et ne les empêchent pas de faire tant de parade de leurs travaux , d'accuser leur siècle d'ingratitude , et de se plaindre continuel-

lement de la médiocrité des récompenses. Cela fait un grand tort aux muses et les prive de la gloire dont elles devraient jouir , d'inspirer à leurs sectateurs un véritable désintéressement , et un généreux mépris des richesses et des récompenses humaines. Ils ressemblent aux autres hommes , dit - on ; ils ne sont pas moins sujets que les autres à l'ambition et à l'avarice , les deux maladies populaires du cœur humain.

Il est sûr que le desir de vivre à son aise par le moyen d'un bon revenu n'est point l'unique raison de l'avidité des savans : l'orgueil y a bonne part ; ils s'imaginent que le public aura une grande estime et pour leur personne et pour leurs ouvrages , si l'on apprend qu'ils ont touché de grosses pensions. Il y a bien du mécompte là-dedans. Quelques particuliers , je l'avoue , se laissent surprendre à l'apparence , et font ce mauvais raisonnement : *Un tel auteur a obtenu de beaux emplois , et va en carrosse ; donc il a un grand mérite , donc ses ouvrages sont bons* : mais le public s'y laisse tromper rarement , et en tout cas un tel charme ne dure pas. La postérité juge des livres par les livres mêmes. S'ils

sont bons , elle ne les méprise point , quand même elle liroit au commencement de la préface que l'auteur est mort de faim ; s'ils sont mauvais , elle les méprise , quand même elle verroit aux premières pages que l'auteur a été fait comte ou marquis , et qu'il a laissé un million.

Que craignez-vous ? pourquoi vous tourmentez-vous ? Que signifient ces plaintes qui éclatent dans tous vos discours , et qui passent même quelquefois jusques dans vos ouvrages ? Il vous est permis de déclarer dans une préface que vous n'avez rien épargné pour perfectionner vos productions : c'est une civilité envers le public , que de lui rendre compte des efforts qu'on a faits pour mériter ses suffrages ; jusques-là tout va bien : mais n'allez pas plus loin , et gardez - vous sur - tout d'exagérer la grandeur et le prix de vos travaux comme un sujet légitime de demander de plus grandes récompenses , et de vous plaindre de n'avoir pas été assez bien payé. Avez-vous peur que la postérité ignore que vos veilles ont fait éclore d'excellentes productions , mais qu'elles ne vous ont point enrichi ? quel tort cela peut-il faire à votre mémoire ? Si l'on sait que vous n'avez pas

116 CONSID. ET RECHERC. POLITIQUES
en l'industrie d'amasser du bien, on supposera que vous manquiez d'une qualité qui n'est gueres bonne ; votre gloire n'en souffrira pas ; dormez en repos. Si l'on dit que cette industrie ne surpassoit pas vos forces, mais que vous avez négligé de vous en servir, content de vos livres, de vos études, uniquement occupé à servir le public et à l'instruire, ne sera-ce point un préjugé en faveur de vos ouvrages ? Si le mépris des richesses, si votre application constante à l'étude vous exposent au péril de mourir pauvre, vous devez souhaiter que cela soit mis dans votre épitaphe : *Titulo res digna sepulchri*. Cela vous vaudra un bon titre de noblesse dans la république des sciences : ce chemin de l'immortalité est très-beau (1).

*Parallèle de l'ancienne et de la nouvelle
ROME. Réflexions sur la puissance à la-
quelle les PAPES sont parvenus.*

La puissance à laquelle les papes sont parvenus me paroît aussi digne d'étonnement que la vaste monarchie de l'ancienne

(1) Art. Haillon, rem. M.

Rome ; de sorte qu'on peut assurer que la providence avoit destiné cette grande ville à être de deux manieres différentes la source et le centre de la domination la plus admirable dont l'histoire des hommes fasse mention. Si cela ne prouve pas que les Romains, en fait de vertus morales, aient surpassé les autres peuples , c'est pour le moins une preuve qu'ils ont eu ou plus de courage ou plus d'industrie. On ne sauroit considérer sans étonnement qu'une église qui n'a, dit-elle, que les armes spirituelles de la parole de Dieu, et qui ne peut fonder ses droits que sur l'évangile, où tout prêche la pauvreté et l'humilité, ait eu la hardiesse d'aspirer à une domination absolue sur tous les rois de la terre ; mais il est plus étonnant encore qu'un dessein aussi chimérique lui ait réussi. Que l'ancienne Rome, qui ne respiroit que la guerre et les conquêtes, ait subjugué tant d'autres peuples, cela est beau et glorieux suivant le monde ; mais on n'en est pas surpris quand on y fait un peu de réflexion. On doit être bien autrement étonné quand on voit la nouvelle Rome , uniquement occupée du ministère apostolique, acquérir une autorité sous laquelle les plus grands monarques ont été contraints de

118 CONSID. ET RECHERC. POLITIQUES

plier. Selon le monde, cette conquête est un ouvrage plus glorieux que celle des Alexandre, des César; et Grégoire VII, qui en a été le principal promoteur, doit avoir place parmi les grands conquérans.

L'anonyme qui publie depuis quelque temps (1) un journal intitulé : *l'esprit des cours de l'Europe*, prétend que les conquêtes des papes n'ont pas été aussi difficiles que je le pense, et qu'il faut plutôt s'étonner de ce que leur ambition n'a pas entrepris, que de ce qu'elle a si heureusement exécuté. « Je ne vois rien de si surprenant, *dit-il*, dans la grandeur des papes. A la faveur de quelques passages de l'écriture ils ont persuadé le monde de leur divinité (2). Cela est-il nouveau? jusqu'où les hommes ne se laissent-ils pas entraîner en fait de religion! Ils aiment sur-tout à diviniser leurs semblables; le paganisme en fait foi. Or, posé une fois que les papes aient pu facilement établir les divins privilèges de leur charge,

(1) Depuis le mois de juin 1699.

(2) N. B. L'auteur devoit dire: *de la divinité de leur mission*; jamais les papes n'ont soutenu ni persuadé qu'ils étoient des dieux, et il y en a plusieurs qui n'ont que trop montré qu'ils étoient *hommes*.

n'étoit-il pas naturel que les peuples se déclarassent pour eux contre toutes les autres puissances? Pour moi, bien loin d'être surpris de leur élévation, j'admire comment ils ont pu manquer la monarchie universelle. Le nombre des princes qui ont secoué le joug romain me confond. Quand j'en cherche la raison, je ne puis me prendre qu'à ces deux causes si générales et si connues : que l'homme n'agit pas toujours conséquemment à ses principes, et que la vie présente fait de plus fortes impressions sur son cœur que celle qui est à venir (1) ».

Laissons croire à cet écrivain subtil que les papes ont pu aisément persuader au monde qu'ils étoient des dieux, c'est-à-dire, qu'en qualité de chefs visibles de l'église, ils pouvoient déclarer authentiquement : *cela est hérétique, cela est orthodoxe* ; régler les cérémonies et commander à tous les évêques du monde chrétien. Répultera-t-il de-là qu'ils aient pu aisément établir leur autorité sur les monarques, et les mettre sous leur joug avec la dernière facilité? C'est ce que je ne vois point ; je vois, au con-

(1) L'esprit des cours de l'Europe, novembre 1699.

traire , que , selon les apparences , leur autorité spirituelle devoit courir de grands risques par l'ambition qu'ils auroient d'attenter sur le temporel des rois. *Prenez garde*, dit-on un jour aux Athéniens , *que le soin du ciel ne vous fasse perdre la terre*. On auroit pu dire tout au rebours aux papes : *Prenez garde que la passion d'acquérir la terre ne vous fasse perdre le ciel ; on vous ôtera la puissance spirituelle , si vous travaillez à usurper la temporelle*. On sait que les princes les plus orthodoxes sont plus jaloux des intérêts de leur souveraineté que des intérêts de leur religion : mille exemples anciens et modernes nous le font voir. Il n'étoit donc point probable qu'ils souffriroient que l'église s'emparât de leurs domaines et de leurs droits , et il y avoit lieu de croire qu'ils travailleroient plutôt à amplifier leur autorité au préjudice de l'église ; qu'ils ne laisseroient amplifier la puissance de l'église au préjudice de leur puissance temporelle. Les princes qui savent régner ont presque toujours à leur dévotion les gentilshommes et les soldats ; et quand cette partie de leurs sujets est fidelle , il ne paroît pas qu'ils aient à craindre les entreprises du clergé. On se bat pour eux contre toute sorte

d'ennemis. C'est ce que firent les troupes de Charles - Quint contre Clément VII ; c'est ce que les troupes de France firent pour Louis XII contre le pape Jules II , et ce qu'elles étoient prêtes de faire avec une ardeur incroyable pour Louis XIV contre Alexandre VII , un peu avant que la paix de Pise délivrât ce pape de la tempête qui alloit fondre sur lui. Ne sait-on pas la réponse que le comte de Vignori , gouverneur de Treves , fit aux religieux de cette ville ? Comme ils lui représentoient que les couvens qu'il jettoit par terre , parce qu'ils nuisoient aux fortifications qu'il vouloit faire , avoient été fondés par Charlemagne , *je ne fais* , dit-il , *qu'exécuter les ordres du roi ; et s'il me commandoit de dresser une batterie contre le saint-sacrement , j'obéirois.*

Nous pouvons ajouter que les rois et les empereurs peuvent disposer de tant de graces et de tant de récompenses qu'il leur est facile d'engager dans leurs intérêts un assez grand nombre d'ecclésiastiques , dont plusieurs peuvent écrire contre les prétentions de la cour de Rome. Cette dispute de plume ne sauroit manquer d'être fatale aux usurpations des papes ; car il est aisé de montrer , et par des textes formels de l'écriture ,

et par l'esprit de l'évangile, et par l'ancienne tradition, et par l'usage des premiers siècles, que les papes ne sont nullement fondés à disposer des couronnes et à partager en tant de choses les droits de la souveraineté. Cela pourroit même frayer les voies à rendre problématique leur autorité spirituelle. Or, en les mettant sur la défensive à l'égard de ce point-là, dans quel embarras ne peut-on pas les jeter ? Quel péril ne leur fait-on pas courir par rapport à plusieurs articles que les peuples se sont laissé persuader insensiblement ?

Il ne faut pas compter pour peu de chose l'attrait du mariage, dont les princes séculiers pourroient leurrer les ecclésiastiques, que la cour de Rome condamne à un austère célibat. Cette discipline paroît incommode à une infinité de prêtres, sur-tout à ceux qui ont la conscience délicate ; car pour les autres, ils savent bien se dédommager de cette contrainte. Si l'on touchoit cette corde, on causeroit de chaudes alarmes aux pontifes romains ; et qui voudroit faire là-dessus un livre semblable à celui de *la fréquente communion* se rendroit aussi redoutable que M. Arnauld. Il est donc à présumer qu'un tel appât rassembleroit des lé-

gions de prêtres et de moines sous les drapeaux des empereurs et des autres princes.

Mais pour connoître si ces obstacles sont aussi réels que je le suppose , il faut recourir aux événemens ; il faut consulter l'histoire. Ouvrez le livre que M. Duplessis a intitulé : *le mystere d'iniquité*, ou *l'histoire de la papauté*, et vous trouverez que si les pontifes romains ont fait des progrès qui tiennent du miracle , ils ont eu aussi de prodigieuses difficultés à surmonter. On leur a opposé des armées et des livres ; on les a combattus et par des prédications , et par des libelles , et par des prophéties ; en un mot , on a tout mis en œuvre pour arrêter leurs conquêtes. Il est vrai que tous ces efforts n'ont pas réussi : mais pourquoi ? c'est que les papes ont employé de leur côté tous les moyens imaginables pour s'agrandir : les armes , les croisades , les tribunaux de l'inquisition ont secondé en cette occasion les foudres apostoliques ; la ruse et la violence , le courage et l'artifice ont concouru à protéger les pontifes romains ; leurs conquêtes ont coûté presque autant de sang que celles de la république romaine. On applique avec justesse à la nouvelle Rome

124 CONSID. ET RECHERC. POLITIQUES
ce que Virgile a remarqué touchant l'an-
cienne :

*Multa quoque et bello passus dùm conderet urbem ,
Inferretque deos latio
.
Tanta molis erat Romanam condere gentem.*

Sephora disoit à Moïse : *Tu m'es un
époux de sang.* Jésus-Christ ne pouvoit-il
pas dire la même chose à l'église romaine,
qui se glorifie d'être son épouse ?

Cela suffit , ce me semble , pour justifier
la proposition que j'ai avancée plus haut.
Je demeure constamment persuadé que la
puissance où les papes sont parvenus est
un des plus grands prodiges de l'histoire
humaine , et l'un de ces événemens qu'on
ne voit gueres se renouveler dans le
monde. Si la chose étoit encore à faire , je
doute qu'elle se fît jamais. Une singularité
de conjonctures aussi favorables à cette en-
treprise ne se rencontrera plus ; et si ce
grand édifice venoit à tomber , on tente-
roit inutilement d'en élever un pareil.
Tout ce que peut faire aujourd'hui la cour
de Rome , avec une habileté politique dont
il est certain qu'aucune autre cour n'ap-

proche , c'est de se maintenir dans son ancienne puissance. Le temps des nouvelles acquisitions est passé. Les papes se gardent bien d'oser excommunier une tête couronnée : il faut même qu'ils dissimulent leur ressentiment contre le parti catholique , qui leur dispute l'infailibilité , et qui fait brûler les livres trop favorables aux prétentions ultramontaines. Si la cour de Rome retomboit aujourd'hui dans les embarras du schisme , je veux dire dans ces divisions scandaleuses où l'on voyoit pape contre pape , concile contre concile :

Infestisque obvia signis

Signa , paræ aquilas , et pilæ minantia pilis ,

elle n'en sortiroit pas à son honneur , elle en seroit déconcertée ; une telle secousse , dans un siècle comme le nôtre , démontreroit toute la machine. (1).

*Apologie des François sur leurs alliances
avec le Turc.*

Les empereurs et les papes ont fait de

(1) Art. Grégoire VII, rem. B. et rem. S.

grands reproches à François I^{er} et à Henri II, au sujet des alliances que ces princes ont contractées avec le turc. Il est aisé de dis-
~~sim~~per leur mémoire à cet égard , non en contestant le fait , qui est indubitable , mais en se retranchant sur le droit. Il est certain que lorsqu'il ne s'agit point de religion , mais seulement de s'opposer à l'invasion de ses états , il est permis de se faire des alliés par-tout où l'on en peut rencontrer. Si Charles-Quint n'en avoit eu toujours bonne provision parmi les princes chrétiens , papistes ou non papistes , il auroit bien su en trouver chez les infideles, et en profiter tout autrement que ne fit la France. Il étoit bien plus fin et bien plus habile que François I^{er}. Avec lui les flottes turques n'eussent pas été inutiles comme elles le furent avec les François, qui concertoient si mal les choses qu'on a honte ou pitié de leur sottise quand on lit l'histoire de ces temps-là. Ainsi rien de plus vague et de plus injuste que les plaintes dont Charles-Quint fit retentir à ce sujet toute l'europe. Mais convenons d'une chose : c'est que la bonne foi ne seroit gueres utile sur ce point ; elle empêcheroit de reprocher à son ennemi ses alliances avec les hérés-

tiques ou avec les infideles , quand on se sentiroit disposé soi-même à faire de semblables alliances , si les maximes d'état le demandoient. Où seroient donc les gens qui pourroient faire des harangues pathétiques , présenter de beaux mémoires , pousser cent beaux lieux communs ? il faudroit *rengainer* tout cela. Or on se feroit un grand préjudice : on ne jetteroit point de la poudre aux yeux : on n'animeroit point les peuples ; il faudroit renoncer à mille louanges exquises , et à cent titres pompeux : *Accusit maniliu , si rea non est* ; ordinairement on ne cesse de faire des reproches sur ce sujet que lorsqu'on les mérite soi-même (1).

Défaut de la plupart des généraux.

La plupart des généraux gagnent des batailles pour donner simplement de l'occupation aux couriers qui en portent les nouvelles ; il est rare qu'ils en tirent des fruits solides. Ils savent vaincre ; mais ils ne savent pas profiter de la victoire. Il n'y a

(1) Art. *Aramont* , rem. B.

guerres de batailles qui soient semblables ; quant aux suites , à celle que Gustave remporta proche de Leipsic , ou aux victoires d'un Tamerlan , d'un Gengis-can , et de tels autres fondateurs de grands empires qui paroissent de loin en loin dans le monde. Si l'on excepte ces grands exploits , tous les combats ne produisent que des fruits médiocres , et à peine capables de décider les disputes des gazetiers. Chaque parti s'attribue ou la victoire même , ou le réel de la victoire. Quand on ne sauroit disconvenir qu'on a abandonné le champ de bataille , qu'on a fui , on soutient qu'on a perdu peu de monde , et que la perte de l'ennemi est inestimable. On lui laisse le chant du *Te Deum* , le bruit du triomphe , l'éclat des feux de joie ; mais on prétend qu'il n'a point le solide de la victoire , qu'il feroit mieux de faire chanter le *De profundis* que le *Te Deum* , et que s'il gagne encore une bataille à ce prix-là , il est perdu sans ressource.

Le véritable moyen de terminer ces disputes seroit d'agir en victorieux après le combat. Si ceux qui renoncent au nom , et qui s'attribuent la chose , alloient promptement

tement porter le fer et le feu dans le pays ennemi , le procès seroit vuïdé en leur faveur ; mais il se termineroit à leur honte , si le parti qui s'attribue le nom et la chose se débordoit comme un torrent sur leurs terres , et y prenoit de bonnes places. Ce seroit pitoyablement justifier les généraux qui , ayant tout l'honneur d'une journée , le champ de bataille , l'artillerie , bon nombre de prisonniers et de drapeaux , en demeurent là , sans tirer aucun avantage solide de la victoire ; ce seroit , dis-je , les justifier mal que de prétendre qu'ils agissent avec désintéressement , qu'ils se contentent de l'honnête et ne se soucient point de l'utile , qu'ils ne font point la guerre en marchands pour gagner du bien , mais en héros pour acquérir de la gloire , *præter laudem nullius avari*. Car dans cette nature d'affaires , l'utile n'est point séparé du glorieux ; rien ne contribue davantage à la gloire d'un grand capitaine que l'activité , la promptitude et l'habileté qu'il fait paroître après la victoire. A Rome , où l'on se connoissoit parfaitement dans l'art militaire , on faisoit une grande différence entre *vincere* et *debellare* , c'est-à-dire , entre les généraux qui gagnaient simple-

130 CONSID. ET RECHERC. POLITIQUES

ment des batailles et ceux qui achevoient une guerre. Les Romains avoient une politique très-bonne : on ne continuoit gueres le commandement des troupes au-delà d'une année ; après ce terme le nouveau consul alloit prendre possession de l'armée : il arrivoit de-là que chaque général faisoit tout son possible pour terminer la guerre, afin de ne pas laisser cette gloire à un autre. Parmi nous un général est presque assuré du commandement tant que la guerre dure ; cela fait qu'il ne se presse point, et qu'il est souvent bien aise d'éloigner la paix. Quoiqu'il en soit, un Alexandre, un César, un guerrier enfin qui sache mettre à profit ses victoires, est une grande rareté. Un général qui gagne des batailles dont tout le fruit est pour ceux qui vendent des crêpes et du drap noir se trouve par-tout (1).

Influence des femmes galantes dans le gouvernement des états.

LUCULLUS, voulant obtenir le gouvernement de Cilicie, fut obligé de recourir à la protection de Præcia, femme ambitieuse et

(1) Art. César, rem. B.

galante , qui dispoſoit alors de tous les emplois ſous le nom de Céthégus ſon amant (1). N'eſt - ce pas une choſe déplorable qu'un homme illuſtre , et ſi digne de commander l'armée romaine contre Mithridate , n'ait pu obtenir cet emploi qu'en ſ'abaiffant à faire la cour à une femme prostituée ! Si Juvenal eût vécu alors , n'eût-il pas trouvé là une raiſon ſuffiſante de diſtiller le fiel amer de la ſatyre ? n'eût-il pas dit :

*Difficile est satyram non ſcribere : nam quis iniquæ
Tam patiens urbis , tam ferrens , ut teneat ſe ?*

Ce qu'il y a de fâcheux , c'eſt qu'un tel désordre ſ'eſt renouvelé mille et mille fois dans tous les pays du monde. Cette voie des avancemens a toujours été pratiquée ; elle a conduit aux grandes fortunes et ceux qui en étoient indignes , et ceux qui les méritoient ; elle a fait gagner des procès injustes , et des procès où l'on avoit de ſon côté une juſtice qui eût ſuccombé ſans cet appui. On admire quelquefois que certaines

(1) Céthégus avoit embrassé le parti de Marius contre Sylla , et étoit alors maître abſolu dans Rome ; mais Præcia le gouvernoit , et il falloit ſ'adreſſer à elle pour obtenir les grâces.

gens aillent à grands pas aux dignités les plus éminentes ; ils n'y montent pas successivement et de degré en degré ; ils volent de la plus petite à la moyenne , et de celle-ci à la plus haute. On se demande : *en vertu de quoi ? qu'a-t-il fait ? tant de gens ont autant et plus mérité !* La solution de tout cela est qu'ils sont protégés par une femme toute-puissante , qui emploie en leur faveur un crédit qu'elle n'a acquis et qu'elle ne conserve qu'aux dépens de la vertu. On fera les mêmes plaintes d'ici à mille ans , si le monde subsiste jusqu'à ce temps-là ; et comme un particulier n'est pas capable de réformer ce désordre , on trouvera que la prudence lui peut quelquefois permettre de s'en servir. Il y a même des cas où il est non-seulement permis , mais indispensable de recourir à ce manège ; en agir autrement ce seroit se piquer d'une délicatesse ridicule. M. Leti , parlant des caprices qui peuvent faire qu'un ambassadeur ne serve pas bien son prince , rapporte deux exemples qui viennent à ce sujet. Un ambassadeur d'Espagne à la cour de Rome , sous Urbain VIII , ayant reçu l'ordre de découvrir les intrigues du cardinal Antoine , apprit d'un ecclésiastique romain que le seul moyen de parvenir à cela étoit de faire sa cour à

la maîtresse de ce cardinal. L'Espagnol rejeta par fierté cette proposition, et fut très-mal instruit des secrets qu'on l'avoit chargé de pénétrer. Un autre ambassadeur de la même nation, chargé d'une négociation importante auprès de Charles II, roi d'Angleterre, s'entretenoit un jour avec milord ***, homme tout dévoué à l'Espagne, sur les moyens qu'on pourroit prendre d'engager le roi Charles à prendre ouvertement la défense des Pays-Bas contre la France; l'Anglois lui dit que de tous les moyens qui pouvoient conduire à ce but, il n'en connoissoit point de plus efficace que de faire agir la duchesse de Portsmouth, maîtresse du roi. L'ambassadeur, presque en colere, répondit avec une rodomontade digne de son pays : *Milord, j'aimerois mieux que le roi mon maître perdît la moitié de ses vastes états, que d'en sauver la plus petite portion par le crédit d'une courtisane.* Leti ajoute que M. de Barillon, ambassadeur de France, ne fut pas si délicat, et se servit très-avantageusement du crédit de cette dame (1).

(1) Leti, *ceremoniale politico*, part. I, lib. I.
Art. Cécilius, rem. C.

Religion du Souverain.

PLUTARQUE témoigne que ceux qui gouvernoient dans Lacédémone ne reconnoissoient point d'autre justice que ce qui servoit au bien et à l'agrandissement de l'état; c'étoit parmi eux la règle et la mesure du droit et de l'honnête; si une chose étoit utile au public, elle passoit dès-là pour légitime. Je crois que Plutarque dit la vérité; mais il ne devoit pas mettre en jeu la seule ville de Sparte; celle d'Athènes et celle de Thebes n'avoient point de meilleurs principes; ce sont généralement parlant les maximes de tous les états; la différence des uns aux autres n'est que du plus au moins; les uns sauvent mieux les apparences que les autres. Quoiqu'il en soit, Agésilaus étoit tout pénétré de cette méchante morale. Se voyant soupçonné d'avoir induit Phébidas à surprendre la citadelle de Thebes en pleine paix, et par une fraude qui faisoit crier toute la Grèce, il représenta qu'il falloit avant toutes choses examiner si cette action étoit profitable à la patrie, et que chacun devoit faire de son propre mouvement ce qui tendoit à l'avan-

tage de l'état. Il obtint que Phébidas seroit
 disculpé, et qu'on enverroit une garnison
 dans la citadelle. Dans son expédition
 d'Egypte, n'abandonna-t-il point Tachus
 qui l'avoit pris à sa solde, et n'embrassa-t-il
 pas les intérêts de Nectanabe, par la seule
 raison qu'il étoit plus important aux Lacé-
 démoniens de soutenir celui-ci que celui-là?
 action qui, sous le masque du bien public,
 étoit une trahison toute pure, comme Plus-
 tarque l'a remarqué. *Absurdo et indigno
 facinori commodum protexens patriæ
 quando hoc quidem velamento detracto no-
 men istius facti verissimum erat proditio.*
 En conversation, Agésilaus ne parloit que
 de justice : c'étoient les plus beaux discours
 du monde que les siens. Entendant dire
 qu'une certaine chose étoit agréable au
 roi, *par où est-il plus grand roi que moi,
 s'il n'est plus juste*, demanda-t-il? Voilà
 une belle théorie ; mais la pratique n'y ré-
 pondoit pas, lorsqu'il s'agissoit de son
 royaume. Je veux croire que pour des inté-
 rêts particuliers il n'auroit pas facilement
 contrevenu à ses lumières ; et c'est par là que
 je prétends qu'il avoit l'esprit et la religion
 d'un souverain. Combien y a-t-il de rois et
 de princes zélés pour leur religion, équit-

bles et honnêtes de leur personne ? mais s'agit-il de nuire à leurs ennemis, ils suivent tous, ou presque tous, les maximes de Lacédémone. Ce seroit, je crois, un livre d'un bon débit, que celui de la *religion du souverain* : il feroit oublier celui de la *religion du médecin*.

J'ai oui-dire depuis deux jours à un homme de mérite, qu'un prince italien demandant des conditions trop avantageuses, lorsqu'il négocioit un traité de paix avec un puissant monarque qui lui avoit enlevé la plupart de ses états, l'envoyé de ce monarque lui répondit : *mais quelle assurance voulez-vous que le roi mon maître puisse prendre, s'il vous rend tout ce que vous demandez ?* Assurez-le, répliqua le prince, *que je lui engage ma parole, non pas en qualité de souverain ; car, en tant que tel, il faut que je sacrifie toutes choses à mon agrandissement, à la gloire et à l'avantage de mes états, selon que les conjonctures s'en offriront ; dites-lui donc que je lui engage ma parole, non pas sous cette qualité-là, ce ne seroit rien promettre ; mais comme cavalier et honnête homme.* Quoique ce langage ne réponde point aux idées de ceux qui ont introduit dans le style

de la chancellerie la formule : *nous promettons en foi et parole de roi*, il est pourtant très-sincere et très-raisonnable.

Faisons encore deux remarques : premièrement, je distingue entre ce que croyoit Urbain VIII et ce que croyoit Maphée Barberin. La religion du souverain, en tant que tel, et la religion personnellement parlant sont deux choses.

Autre remarque : Agésilaus avoit un respect extrême pour ses dieux ; il ne souffroit point qu'on pillât ou qu'on profanât leurs temples, ni en Grece ni au pays des barbares ; et il mettoit au nombre des sacrilèges ceux qui maltraitoient un ennemi réfugié dans un temple. Pendant la marche de ses troupes, il alloit toujours loger dans les temples les plus sacrés, afin d'avoir les dieux pour témoins des actions les plus secrettes de son domestique. *Tendebat enim, cum iter faceret, solus in sanctissimis delubris ; ac quibus rebus paucos adhibemus arbitros, earum deos faciebat inspectores* ; voilà sa religion personnelle ; mais dès qu'il se regardoit comme roi, le bien et l'avantage de son royaume étoit sa divinité principale, à laquelle il sacrifioit la vertu et la justice, les loix divines et les loix hu-

238 CONSID. ET RECHERC. POLITIQUES
maines. Je ne sais si tous ceux qui citent
cette sentence d'Euripide ,

*Nam , si violandum est jus , regnandi gratiâ
Violandum est : aliis rebus pietatem colas.*

en comprennent toute l'énergie : on y voit
l'esprit et de ceux qui acquièrent des
royaumes , et de ceux qui gouvernent les
états ; ils vont quelquefois jusqu'à la su-
perstition. Regardez la conduite particulière
d'Agésilaus ; tout y est dans l'ordre , *aliis
rebus pietatem colas* : il ne sort de l'équité
qu'en tant qu'il regne , *regnandi gratiâ
violandum est*. En tant qu'homme , il vous
dira sincèrement comme un autre , *amicus
usque ad aras* : mais en tant que souverain ,
s'il parle selon sa pensée , il vous dira :
*j'observerai le traité de paix pendant que
le bien de mon royaume le demandera ; je
me moquerai de mon serment dès que la
maxime d'état le voudra ;* que s'il aimoit
mieux que les Perses violassent la trêve que
de commencer lui-même à la violer , c'est
qu'il espéroit un grand profit de cette con-
duite des Perses.

Notre bon Agésilaus , qui eût cru blesser
la belle morale s'il avoit été bien vêtu et

s'il eût fait bonne chère, ne se faisoit nul scrupule d'être l'usurpateur d'un royaume. C'est ainsi que certains casuistes damnent sans rémission les femmes qui s'ajustent trop mignonnement : ils ne peuvent souffrir ni leurs rubans ni leurs pierreries ; mais non-seulement ils permettent aux hommes de se soulever et de s'engager à une guerre civile , ils les y exhortent aussi (1).

Tableau de l'intérieur d'une république.

THOMAS HOBBS, voulant inspirer aux Anglois quelques dégoûts pour l'esprit républicain, fit une version de Thucydide. Cette pensée n'étoit pas mauvaise ; mais il eût encore mieux fait s'il eût composé un ouvrage de l'état intérieur d'Athènes. L'histoire que nous avons de ce peuple n'est gueres propre qu'à en imposer ; elle nous frappe par son bel endroit : nous y sommes éblouis par les batailles de Marathon et de Salamine , par des armées de mer et de terre, par des conquêtes, par l'opulence des habitans , par la pompe des spectacles , par

(1) Art. *Agésilas*, rem. H.

la somptuosité des édifices publics ; tout cela nous porte à croire que de vivre sous une autre forme de gouvernement c'est être esclave ; mais si l'on voyoit une histoire où ces choses ne fussent touchées que légèrement, et qui étalât avec beaucoup d'étendue les tumultes des assemblées, les factions qui divisoient cette ville, les séditions qui l'agitoient, les sujets les plus illustres persécutés, exilés, punis de mort au gré d'un harangueur violent, on se persuaderoit que ce peuple qui se piquoit tant de liberté étoit dans le fond l'esclave d'un petit nombre de cabalistes qu'il appelloit *démagogues*, et qui le faisoit tourner tantôt d'un côté, tantôt de l'autre, selon qu'ils changeoient de passions, à-peu-près comme la mer pousse les flots tantôt d'un côté, tantôt de l'autre, selon les vents qui l'agitent. Vous cherchiez en vain dans la Macédoine, qui étoit une monarchie, autant d'exemples de tyrannie que l'histoire Athénienne vous en présente.

Je n'ajouterois rien à cette digression, si je ne savois qu'il y a eu des personnes à qui elle a été désagréable, et qui ont même assuré que j'étois le seul qui eût fait une

remarque de telle nature. Il leur faut montrer qu'ils n'ont gueres lu , et que les autorités qu'on leur pourroit alléguer ne leur sont pas plus favorables que la raison. Je dis la raison ; car quelle bonne idée peut-on avoir d'un gouvernement où les factions opposées des déclamateurs étoient un mal nécessaire. *Sanè Melanthius , sive serid id , sive joco , Atheniensium civitatem conservatam fuisse dixit oratorum dissidiis atque turbis ; ità enim non in unum universos patriem inclinasse , sed eorum qui rempublicam tractabant in dissidio quippiam fuisse quod repelleret à damnosâ partem urbem.* (Plut. de audiendis poetis.) Comparez un peu , je vous prie , deux passages d'Aristote , celui où il décrit les dérèglemens des démocraties , et celui où il remarque comment la ville d'Athènes étoit parvenue au gouvernement démocratique. Vous trouverez , en conférant ces deux passages , qu'il a fallu qu'il ait regardé comme une vraie tyrannie le gouvernement qui fut établi dans Athènes après les victoires remportées sur les Perses. Il dit que depuis que Solon eût commis la souveraine autorité à des juges choisis par le peuple , on flatta le peuple comme on flatte les tyrans ;

qu'Iphialtes et Périclès diminuerent l'autorité de l'Aréopage ; que Périclès rendit mercenaires les magistratures , et que les autres démagogues , imitant ces exemples , introduisirent la démocratie que l'on vit enfin. Il prétend qu'on ne suivit pas en cela l'esprit de Solon ; mais que l'orgueil des habitans , après la gloire qu'ils acquirent dans la guerre contre les Perses , et les mauvaises qualités des démagogues , produisirent cet effet. Le voilà donc qui avoue que la démocratie régnoit dans Athènes , c'est-à-dire , selon la description qu'il a donnée de cette forme de gouvernement en un autre endroit de son ouvrage , un état où toutes choses , les loix mêmes , dépendent de la multitude érigée en tyran et gouvernée par les flatteries de quelques déclamateurs. Ce que Boëce met en la bouche de la philosophie n'est-il pas bien avantageux aux Athéniens ? *Si cujus oriundus sis patriae reminisceris , non uti Atheniensium quondam , multitudinis imperio regitur , sed qui frequentid civium , non depulsione laetatur.* On ne peut gueres rien voir de plus satyrique contre le peuple d'Athènes que les vers de Jules-César Scaliger , qui ont plu extrêmement à un

docte professeur en histoire dans l'université d'une ville impériale. Je remarque cela afin qu'on voie qu'un professeur qui étoit aux gages d'une république ne s'est point cru obligé de ménager le gouvernement d'Athènes. Il ne se contente pas de rapporter l'invective de Scaliger le pere et de la munir d'éloges , il la fortifie d'exemples et d'une apostrophe de Démosthène à Minerve. O déesse , dit cet orateur prêt à s'en aller en exil , d'où vient que vous aimez tant trois bêtes qui sont très-méchantes , la chouette , le dragon et le peuple , etc. (1) ?

Du pouvoir absolu.

Chose remarquable ! sous un prince qui ne jouissoit pas lui-même de l'autorité ni d'une pleine liberté , la puissance royale s'est plus fortement établie qu'elle n'avoit fait sous les monarques les moins dépendans de leurs ministres et les plus habiles dans l'art de régner. C'est proprement sous Louis XIII que les rois de France ont été mis hors de page ; et non pas sous le règne de Louis XI. C'est au cardinal de Riche-

(1) Ant. Périclès, rem. Q. et S.

lieu qu'on doit imputer cela : c'est lui qui commença l'œuvre de la puissance arbitraire , et qui l'amena bien près de la perfection ; mais non pas aussi près que l'on s'en plaignoit alors : la suite a montré qu'il manquoit beaucoup de choses à cet ouvrage ; on les y a jointes depuis ; on les y joint encore. Les peuples et les magistrats sentirent cette nouveauté et en murmurèrent. Ce fut le sujet de mille conversations. Costar raisonna une fois contre un politique qui lui soutenoit « qu'il n'y a point de princes plus dangereux que ceux qu'un poëte latin appelle *nimiùm reges* : *des souverains qui sont trop souverains , et des rois qui sont trop rois* ». Ceux qui voudront voir les raisons de M. Costar n'ont qu'à lire la dernière lettre de ses entretiens. *Sous les regnes foibles , dit-il , les guerres étrangères et domestiques sont inévitables. Si un roi n'est bien absolu chez soi , il est impossible qu'il soit redouté chez ses voisins ; et le mépris que les ennemis feront de ses forces excitera nécessairement leur ambition et leur avarice. Pourvu qu'on laisse faire monsieur le cardinal , pourvu que Dieu ne se contente pas de l'avoir montré aux*
hommes ,

hommes , et qu'il nous laisse jouir longues années du beau présent qu'il nous a fait en le donnant à la terre ; tous ces petits tiercelets de rois , qui partageoient en quelque sorte le royaume , verront leur tyrannie détruite ; et s'ils sont encore considérables , ce ne sera plus par la puissance de mal faire , mais seulement par le mérite de leur personne et l'utilité de leurs services..... Il y a long-temps qu'on a comparé le peuple à la mer , qui est naturellement tranquille , et qui jouit d'une bonace continuelle , si elle n'est troublée par la violence des vents ; mais notre sage pilote a trouvé l'invention de les lier , de les enfermer et de s'en rendre le maître ; de façon qu'en l'état où il nous a mis , s'il se pouvoit élever encore quelque trouble ou quelque sédition , manquant de chefs pour la conduire et la soutenir , les remèdes en seroient aussi aisés que les causes en seroient légères ; car cette multitude dont nous parlons est un monstre qui a son cœur dans la tête aussi bien que son esprit ; et Tacite a dit de la populace : que , n'ayant point de conducteur , elle est toute tremblante , toute effrayée et toute étourdie : vulgus sine rectore , pavidum , socors. Voilà comment il faisoit l'apologie

146 CONSID. ET RECHERC. POLITIQUES
des arrêts de bannissement et de mort, à
quoi il avoit fallu recourir pour dissiper les
factions. *Dans les maladies intestines,*
ajoute-t-il, *dont la France étoit travaillée,*
il a fallu, pour la sauver, lui réitérer les
saignées (1).

Utilité des fausses nouvelles.

On attribue à Catherine de Médicis cette
maxime : qu'une fausse nouvelle crue trois
jours pouvoit sauver un état. Les histoires
sont remplies de l'utilité des faux bruits.
Les chefs de la ligue se maintinrent long-
temps par-là dans Paris. Le duc de Mayenne
ayant perdu la bataille d'Ivry tâchoit de
donner le change aux Parisiens, en leur
faisant accroire que le Béarnois y avoit été
tué, et qu'en d'autres lieux la ligue étoit
triomphante. Les peuples ont un merveil-
leux penchant à concourir à cet artifice ; ils
croient facilement ce qui les flatte, et ils
sont tous semblables à cette multitude dont
un cardinal légat disoit, en lui donnant sa
sainte bénédiction : *Trompons ces gens-là,*

(1) Art. Louis XIII, rem. F.

puisqu'ils veulent être trompés. C'est pour cela, sans doute, qu'on ne s'est jamais piqué d'être sincère dans les relations récentes des malheurs publics. Dans ce cas, la bonne foi seroit presque toujours préjudiciable. Tite-Live a raison de blâmer l'imprudence de ce consul romain qui, après la journée de Cannes, avoua aux députés des alliés toute la perte qu'on avoit faite : *Auxit rerum suarum suique contemptum consul, nimis detegendo cladem nudandoque.* L'effet de cette sincérité fut que les alliés jugèrent que Rome ne pourroit jamais se relever, et qu'ainsi il falloit s'unir avec Annibal. Nous apprenons de Plutarque qu'un Athénien fut cruellement torturé pour avoir débité une mauvaise nouvelle qui étoit pourtant vraie. Ayant su d'un étranger qui avoit pris terre au port de Pirée, que la flotte de Nicias avoit été battue, il courut à toutes jambes annoncer ce malheur aux magistrats. On lui demanda d'où il tenoit cette nouvelle ; et comme il ne put nommer son auteur, on le châtia comme un fourbe et un perturbateur du repos public ; on ne cessa de le tourmenter que lorsqu'on sut que ce qu'il avoit dit n'étoit que trop vrai. S'il eût annoncé une fausse victoire, je crois qu'on

ne l'eût pas puni. Ce qui arriva à Stratocles confirme ma conjecture. Cet homme persuada aux Athéniens d'offrir aux dieux un sacrifice pour les remercier de la défaite de la flotte ennemie : il savoit néanmoins que la flotte d'Athenes avoit été bien battue , et la nouvelle de cet échec ne tarda pas à se répandre. On se fâcha tout de bon contre l'imposteur ; mais il n'eut qu'un mot à dire pour calmer ce courroux : *Quel tort vous ai-je fait ? je suis cause que vous avez eu trois jours de bon temps.* On se paya de sa réponse , et cette affaire n'eut point d'autre suite. Stratocles avoit raison ; les Athéniens gagnèrent deux ou trois jours de réjouissances , et s'affligèrent un peu plus tard ; ce fut autant de pris sur l'ennemi.

Cependant il y a ici une chose à considérer ; c'est qu'en certains cas ces réjouissances mal fondées n'apportent pour le présent qu'un avantage médiocre , et peuvent causer de fâcheux effets pour l'avenir. Il est souvent dangereux de revenir d'une grande joie ; on en sent bien mieux le poids de l'adversité. D'ailleurs , les réjouissances publiques pour une victoire imaginaire font mépriser toute une nation , et apprêtent bien à rire à ses ennemis. Qu'un particulier en

use comme fit Cicéron lorsqu'il apprit la nouvelle équivoque de la mort de Vatinius. *Cela n'est pas de conséquence ; il n'est pas certain que mon ennemi soit mort , et peut-être dans peu de jours on apprendra qu'il est plein de vie ; mais en attendant je profiterai du bruit qui court , ce sera autant de gagné : interim , inquit , usurâ fruar (1) :* Voilà quel fut le langage de Cicéron. Que ce fût une simple plaisanterie , ou une déclaration ingénue de ses pensées , la chose n'importoit pas ; mais un état qui en useroit de la sorte , et qui agiroit en conséquence , s'exposeroit quelquefois à de grands malheurs. Le bruit ayant couru qu'Antiochus avoit battu l'armée romaine , et que les deux Scipions qui la commandoient étoient prisonniers , les Etoliens , sans se donner la peine d'approfondir cette nouvelle , secouèrent le joug des Romains. Le bruit se trouva faux , et ce peuple crédule ne tarda pas à se repentir de sa démarche précipitée. Ainsi ne pensons pas que Catherine de Médicis ait voulu dire qu'une fausse nouvelle , adoptée pendant quelques jours , peut sauver un

(1) Quintilian. institut. lib. VI, cap. III.

état en toutes rencontres. Ce n'est pas dans ces sortes de maximes que l'on cherche l'universalité. Une fausse persuasion est quelquefois salutaire, et quelquefois pernicieuse : dites-en autant d'une vraie persuasion. Mais voici une chose d'une vérité plus générale ; c'est qu'il est utile de cacher aux peuples une partie du mal dans la perte des batailles et dans les autres disgrâces de conséquence. Il ne faut pas mettre cette ruse au rang des grands coups d'état ; et de ce qu'on nomme *arcana imperii* ; c'est une ruse ordinaire ; c'est une leçon d'alphabet en matière de politique. J'ajoute que personne ne doit blâmer ces déguisemens ; le bien public exige que les relations exténuent les pertes que l'on a faites et les avantages de l'ennemi : mais peut-être seroit-il à souhaiter que ces relations ne fussent que pour les oreilles ; ou du moins, qu'on ne les imprimât jamais ; car l'impression les éternise ; et ces faux monumens répandent sur l'histoire un cahos impenétrable d'incertitudes, qui dérobe aux siècles suivans la connoissance de la vérité. Cet inconvénient sert de grand contre-poids au profit et au plaisir que l'on retire de certains écrits périodi-

ques composés par nos nouvellistes. Les esprits les plus chagrins doivent convenir que la lecture de plusieurs de ces journaux contient des instructions utiles et agréables, et qu'elle peut même servir de leçon à des écrivains polis. Mais enfin, dit-on, la sincérité n'y regne point; ce sont plutôt des plaidoyers que des histoires. Or, qu'est-ce qu'un plaidoyer? un discours où l'on s'étudie à ne montrer que le beau côté de sa cause, et que le mauvais côté de la cause de son adversaire. Je sais qu'il y a ici du plus et du moins: les lecteurs intelligens ne s'y trompent pas; ils démêlent fort bien les gazetiers qui approchent le plus de la bonne foi: mais, après tout, il n'est pas possible de publier dans ces écrits tout ce que l'on sait; il faut sacrifier quelque chose à l'utilité publique, et quelquefois à l'utilité domestique. D'ailleurs, les ruses étant permises dans la guerre, il faut mettre les relations des nouvellistes au rang des boîtes secrettes que l'on porte à l'ennemi. Le soin qu'ils prennent de contrecarrer les écritures de la partie adverse est une espèce de petite guerre, et de-là vient qu'un politique de nos jours compte leurs écrits parmi les

152 **CONSID. ET RECHERCH. POLITIQUES**
munitions qu'il appelle armes de plume ;
arma anserina (1).

Je terminerai ces réflexions par une pensée de M. Vigneul-Marville. Une chose, selon lui, fait tort aux écrivains des gazettes : c'est qu'ils ne sont pas les maîtres de leur ouvrage, *et que, soumis à des ordres supérieurs*, ils ne peuvent dire la vérité *avec la sincérité qu'exige l'histoire* (2). Si on leur accordoit ce point-là, dit-il, nous n'aurions pas besoin d'autres historiens. Quoiqu'il y ait un peu d'hyperbole dans ces derniers mots, l'auteur ne laisse pas d'aller à la grande source du mal. Les nouvellistes hebdomadaires, ou de tel autre période qu'on voudra, n'oseroient dire tout ce qu'ils savent : ils y perdroient trop. Car pour ne point parler des châtimens qu'ils auroient à craindre de la part

(1) Voyez le livre intitulé : *Arma anserina, sive armatura epistolaris*.

(2) Guy-Patin disoit, en parlant de la gazette : *Il ne se fait ici du tout rien qui vaille, si ce n'est la gazette tous les samedis, qui est une chose fort récréative et fort consolative aussi, en tant que cette badillarde ne dit jamais de mauvaises nouvelles, bien que nous en septiions beaucoup en cette saison.*

des supérieurs, ils indisposeroient tous les esprits, et verroient diminuer le débit de leur feuille. Le public n'exige pas qu'ils mentent grossièrement en faveur de la patrie; mais s'ils le font avec adresse, s'ils mêlent dans leurs écrits des réflexions fines, ingénieuses, malignes, on les loue, on les admire, et l'on court après leur ouvrage. Ainsi ces écrivains savent fort bien ce qu'ils faut : ils suivent l'exemple de cet ancien poète comique qui ne cherchoit autre chose sinon,

Populo ut placerent quas fecisset fabulas (1).

*Réflexions sur les guerres sacrées
du seizième siècle.*

On ne peut lire sans horreur l'histoire de nos guerres sacrées du seizième siècle : siècle abominable, et auprès duquel la génération présente pourroit passer pour un siècle d'or, quelque éloignée qu'elle soit de la véritable vertu. Pour l'honneur du nom françois et du nom chrétien, il seroit

(1) Tiré de la *Dissertation sur les libelles diffamatoires*, n°. VIII, rem. L. C.

à souhaiter que la mémoire de toutes ces inhumanités eût été d'abord abolie , et qu'on eût jeté au feu tous les livres qui en parlent. Ceux qui semblent trouver mauvais que l'on fasse des histoires , parce qu'elles ne servent , disent-ils (1) , qu'à apprendre aux lecteurs toutes sortes de crimes , ont raison en quelque manière , par rapport aux annales qui traitent des guerres de religion. On n'y voit que saccagemens , que profanations , que massacres , qu'autels renversés , qu'assassinats , que parjures , que fureur. Mais comme toutes ces choses ont deux faces ; on peut à certains égards se consoler de ce que la mémoire de ces effroyables désordres s'est conservée. Trois sortes de gens auroient besoin de consulter chaque jour ces monumens historiques , et de s'en faire un sujet ordinaire de méditation. Ceux qui gouvernent se devroient faire dire tous les matins par un page : *Ne tourmentez personne sur ses opinions de religion , et n'étendez pas le droit du glaive sur la conscience. Voyez ce que Charles IX et son successeur y gagnerent ; c'est un vrai*

(1) Voyez Mascardi , discours sur l'histoire.

miracle que la monarchie françoise n'ait pas péri par leur catholicité. Il n'arrivera pas tous les jours de tels miracles : ne vous y fiez point. On ne voulut pas laisser en repos l'édit de janvier ; et il fallut , après plus de trente ans de désolations , après mille et mille torrens de sang répandus , après mille trahisons , mille incendies , attendre un édit plus favorable.

Ceux qui conduisent les affaires ecclésiastiques sont la seconde espèce de gens qui doivent méditer profondément sur les désordres du seizième siècle. Quand on leur parle de *tolérance* , ils croient entendre le plus affreux et le plus monstrueux de tous les dogmes ; et afin d'intéresser dans leurs passions le bras séculier , ils crient que c'est ôter aux magistrats le plus beau fleuron de leur couronne que de ne leur pas permettre pour le moins d'emprisonner et de bannir les hérétiques ; mais s'ils examinoient bien ce qu'on peut craindre d'une guerre de religion , ils seroient plus modérés. *Vous ne voulez pas* , peut-on leur dire , *que cette secte prie Dieu à sa mode ni qu'elle prêché ses sentimens ; mais prenez garde , si l'on en vient aux épées tirées , qu'on tien de parler , et d'écrire contre vos dogmes , elle*

ne renverse vos temples , et ne mette vos propres personnes en danger. Que gagnâtes-vous en France et en Hollande en conseillant la persécution ? Ne vous fiez point à votre grand nombre ; vos souverains ont des voisins. , et par conséquent vos sectaires ne manqueront ni de protecteurs ni d'assistance , fussent-ils Turcs.

Enfin , que ces théologiens remuans qui prennent tant de plaisir à innover jettent continuellement la vue sur nos guerres sacrées. Les réformateurs en furent la cause ; on doit les excuser , s'ils étoient bien persuadés de l'indispensable nécessité de cette réforme , et s'il n'y avoit point de milieu entre laisser damner tous les hommes ou les convertir au protestantisme. Dans ce principe nulle considération ne devoit les arrêter ; mais que des gens qui sont persuadés qu'une erreur ne damne pas ne respectent point la possession , et qu'ils aiment mieux troubler le repos public que supprimer leurs idées particulières , c'est ce qu'on ne peut assez détester. Qu'ils considèrent donc les suites de leurs innovations ; et s'ils peuvent s'y embarquer sans une absolue nécessité , il faut qu'ils aient une ame de tigre et plus de bronze autour du cœur que

celui qui hasarda le premier sa vie sur un frêle vaisseau : *illi robur , et æs triplex circà pectus erat , etc.*

Il n'y a point d'apparence qu'il s'élève jamais dans le sein des protestans aucun parti qui entreprenne de réformer leur religion de la manière qu'ils ont réformée l'église romaine , c'est-à-dire , sur le pied d'une religion d'où il faut nécessairement sortir , si l'on n'aime mieux être damné (1). Ainsi , les désordres qu'ils auroient à crain-

(1) Pourquoi un tel parti ne s'élèveroit-il pas parmi les protestans ? Les Luthériens ne damnent-ils pas les Calvinistes ? A quoi a-t-il tenu que l'Arminianisme né dans le sein de la réforme n'ait mis la Hollande en combustion ? Que Bayle ne dise pas que les démêlés de protestant à protestant seroient moins vifs parce que les différences du culte matériel ne seroient jamais fort considérables , c'est un autre sophisme. Faut-il de si grandes différences dans le culte extérieur pour se déchirer avec la dernière animosité ? L'histoire des guerres théologiques fournit des preuves du contraire , et ces preuves ne sont pas loin de nous. Quelques disputes de mots entre les prêtres , un homme hardi et puissant pour chef , voilà la matière des grandes révolutions dans le système présent du monde. Ainsi , la conjecture de Bayle est très-fausse ; mais il ne l'a pas hasardée sans dessein. Il venoit d'attaquer indirectement les auteurs de la funeste réforme qui causa les

dre d'un parti innovateur seroient moins terribles que ceux du siècle passé. Les animosités pourroient être moins échauffées qu'en ce temps-là, vu principalement qu'aucun des partis ne trouveroit à détruire dans l'autre aucun objet sensible de superstition : point de divinités topiques ni de saints tutélaires à briser ou à monnoyer ; point de reliques à jeter au vent ; point de ciboires, point d'autels à renverser. On pourroit donc être en guerre de protestant à protestant, sans avoir à craindre toutes les fureurs qui parurent dans les démêlés du protestant et du catholique ; mais le mal seroit toujours assez funeste pour mériter qu'on tâche de le prévenir, en appliquant ceux qui aiment trop les disputes à la considération des maux horribles qu'elles ont causés, et en leur représentant avec quelque force que la plus funeste intolérance n'est pas celle des souverains qui usent du droit du glaive contre

malheurs du seizième siècle ; les protestans pouvoient prendre en mauvaise part cette hardiesse. Bayle s'enveloppe, et affecte de tomber sur les catholiques, pour donner le change aux religionnaires. Mais prenez garde à la conclusion, et vous verrez qu'il dirige ses principales attaques sur les réformateurs inquisiteurs et turbulens qui bouleverserent l'Europe il y a deux siècles.

les sectes ; c'est celle des docteurs particuliers qui , hors des cas d'une très-urgente nécessité , s'élèvent contre des erreurs protégées par la prévention des peuples et par l'usage , et qui s'obstinent à les combattre , lors même qu'ils voient que tout est déjà en feu (1).

Fraude insigne des mages. Combien les rois sont esclaves de la religion dominante,

ISPERGERS , roi de Perse , conçut une grande amitié pour un saint évêque , nommé Marathas. Les mages , prêtres idolâtres , s'alarmerent de cette union , et craignirent que leur prince n'abandonnât l'ancien culte du pays pour embrasser le christianisme , qui commençoit à faire de grands progrès dans la Perse. Pour prévenir ce malheur , ils eurent recours à un artifice qui prouve bien qu'il n'est point d'excès dont un zèle fanatique ne soit capable. Un jour que le roi devoit se rendre au temple pour adorer le feu , ils firent ca-

(1) Art. Maçon , rem. C.

cher un homme sous terre ; et lorsqu'Isdgerdes parut , cet imposteur s'écria qu'il *falloit chasser du trône l'indigne monarque qui régnoit , puisqu'il étoit assez impie pour donner sa confiance à un prêtre chrétien.*

Si ce que les libertins débitent très-faussement étoit véritable , savoir : que la religion n'est qu'une invention humaine que les souverains ont imaginée afin de tenir les peuples sous le joug de l'obéissance , ne faudroit-il pas avouer que les princes auroient été pris tous les premiers dans le piège qu'ils auroient tendu ? Car bien loin que la religion les rende maîtres de leurs sujets , il arrive , au contraire , qu'elle soumet les rois à leurs peuples , en ce sens qu'ils sont obligés d'être non pas de la religion qui leur paroît la meilleure , mais de la religion qui domine dans leur royaume ; et s'ils osent en embrasser une qui soit différente de celle-là , leur couronne ne tient plus qu'à un filet. Voyez comment les mages de Perse menaçoient leur roi , quoiqu'il n'eût encore que caressé un évêque. Ne sait-on pas que le dernier empereur de Siam n'a été renversé du trône que pour
avoir

avoir été trop favorable aux missionnaires des chrétiens (1).

Endroit foible du gouvernement monarchique.

Le regne de Charles VI nous représente l'endroit foible du gouvernement monarchique. Les autres especes de gouvernement ont chacune leur mauvais côté ; mais elles ne sont point sujettes à l'enfance ni à la démence comme sont les rois. La loi monarchique veut, dans les royaumes héréditaires, que celui qui est dans l'ordre de la succession occupe le trône, quoiqu'il soit enfant, ou qu'à cause de sa vieillesse ou de quelque autre maladie il soit retombé dans l'enfance. Par-là les plus furieuses et les plus funestes dissensions s'introduisent dans un pays, comme la France l'éprouva sous le regne de Charles sixieme. Qu'on ne dise pas qu'une monarchie mixte remédie à ces désordres ; car jamais on ne vit en France tant d'assemblées de notables que sous ce regne-là ; et, pour parler franchement, on n'a gueres vu que les

(1) On écrivoit ceci en 1693. Art. *Abbas*, rem. B.
2^e année. *Tome VII.*

162 CONSID. ET RECHERC. POLITIQUES

états-généraux aient fait cesser les troubles ; ils ont , au contraire , contribué à les fomenter et à les accroître. Cela parut sous le regne des enfans de Henri II. Telle est donc la condition du genre humain , qu'il n'y a pas à choisir entre le bien et le mal , mais entre le mal et le pire ; et il arrive très-souvent qu'on choisit le pire lorsqu'on pense choisir le moins mauvais. Le dauphin , par exemple , et ceux qui le gouvernoient , se déterminèrent à la mort de Jean de Bourgogne comme à un remède nécessaire qui pour le moins feroit éviter le plus grand mal ; et il se trouva qu'ils empirèrent les choses. Le fils de Jean causa plus de confusion et plus de malheurs que Jean n'en avoit causé (1).

La monarchie est préférable au gouvernement démocratique.

DION Cassius observe deux choses : 1°. qu'une fureur de scélérat s'empara de quelques-uns qui portoient envie à Jules-César , et les poussa à le tuer injustement ; 2°. qu'encore qu'ils alléguassent le beau prétexte de

(1) Att. Bourgogne , rem. A.

rétablir la liberté, leur action fut réellement impie, et replongea dans les séditions un état qui commençoit à goûter les avantages d'une bonne administration; il déclare ensuite que la monarchie est préférable au gouvernement démocratique, et que l'histoire grecque, et même l'histoire romaine, prouvent que les villes et que les particuliers ont senti plus de douceur et beaucoup moins d'adversité sous l'autorité d'un seul que sous le gouvernement populaire; que s'il y a eu des états qui aient fleuri sous un tel gouvernement, cela n'a duré que jusqu'à ce qu'ils eussent acquis un certain point de grandeur et de puissance au-delà duquel on n'a vu que des discordes causées par l'envie et par l'ambition; et qu'ainsi, puisque la ville de Rome se voyoit alors maîtresse d'une infinité de nations et comblée de richesses et de gloire, il étoit impossible que les habitans n'y lâchassent point la bride à leurs passions au milieu de la liberté républicaine, et encore plus impossible qu'en ne réfrénant point leur cupidité ils s'accordassent entre eux. *In populari reipublicæ statu impossibile erat cives animis suis moderari; atqui, continentia sublatâ, ut discordes permanerent, id adhuc minus fieri*

poterat. Que si Brutus et Cassius avoient bien considéré ces choses, ils n'eussent jamais tué le chef de la république, ni plongé par-là leurs personnes et tout l'empire romain dans une infinité de malheurs. Notez que Xiphilin a désapprouvé en ceci Dion Cassius; mais je ne crois pas que personne puisse raisonnablement nier qu'au point de grandeur où les romains étoient parvenus, qui les avoit accoutumés au luxe et à l'ambition, ils eussent pu jouir d'aucune tranquillité ni dans les provinces, ni dans la ville capitale, sous le gouvernement démocratique. Il y avoit assez longtemps que Rome n'étoit république que de nom. Le changement de gouvernement sera toujours inévitable dans les états populaires qui s'amuseront à conquérir. Ils doivent, s'ils veulent se conserver, fuir comme la peste toutes les guerres offensives, et se contenter d'une petite étendue de pays : ils doivent s'agrandir, se fortifier, *intensive* et non pas *extensive*, s'il m'est permis d'employer cette distinction de Pécole (1).

(1) Art. *Brutus*, rem. F.

Du mariage des sœurs avec les frères.

SOLON permit d'épouser les sœurs de pere , et défendit d'épouser les utérines. Lycurgue , au contraire , permit de se marier avec celles ci , et défendit d'épouser les autres. Il y a du ridicule de chaque côté , et je voudrois bien savoir sur quelles raisons ils fonderent leur distinction : il me semble qu'elles ne peuvent être que frivoles ; car y auroit-il rien de plus fade que de dire , pour disculper le législateur athénien , que la parenté est toujours certaine par rapport aux sœurs utérines , au lieu que les filles du second mariage d'un homme ne sont quelquefois rien aux enfans du premier lit ? Cela diminue-t-il l'inceste ? Ne suffit-il pas de croire que l'on épouse sa sœur ? Le législateur d'Egypte se moqua très-justement du scrupule de ces deux grecs ; et quoiqu'au fond il eût très-grand tort de réunir ce qu'ils ayoient divisé , il avoit lieu d'appeller leur division une chimere. Philon condamne ces trois sortes de législateurs ; mais qu'auroit-il pu répondre à ceux qui lui auroient dit : Solon n'autorise qu'une loi qui étoit en vogue

166 CONSID. ET RECHERC. POLITIQUES.

au temps de vos patriarches , et qu'Abraham , le pere et la souche de vos croyans , mit en pratique. Il est sûr que Clément d'Alexandrie a inféré des paroles de ce patriarche , que pourvu qu'on n'épousât point sa sœur utérine , on ne péchoit point en ce temps-là lorsqu'on épousoit sa sœur (1).

(1) Art. *Cimon* , rem. D.

*Maximes de guerre relatives à la guerre
de campagne et à celle des sièges , par
M. le comte de Kewenhüller , feld-ma-
réchal-général des armées de sa majesté
J. R. et A.*

DANS un moment où la France, menacée d'une guerre formidable contre des troupes expérimentées , manque de bons généraux , nous ne croyons pas pouvoir faire rien de plus utile à la patrie que de répandre les maximes de guerre d'un général avantageusement connu par une défensive savaante dans le Trentin contre l'armée des alliés (en 1735) , et qui commanda avec tant de succès les armées de l'impératrice-reine en Bohême et en Bavière. Nous ne prétendons pas cependant que cet ouvrage , petit par son volume , mais grand par le nombre de choses qu'il renferme , et qui mériterait des Follard et des Turpin pour commentateurs , puisse suffire seul à former un bon général. Nous savons qu'il en est de l'art militaire comme du jeu des échecs :

Savoir la marche est chose très-unie ,
Jouer le jeu , c'est le fruit du génie ;

Mais un homme doué des qualités naturelles qui forment les bons généraux peut s'aider infiniment des maximes qu'il contient , s'il sait se les rendre familières ,

et on peut regarder avec justice ce petit livre comme le bréviaire du guerrier.

La première de toutes les qualités du *général* est la valeur, « sans laquelle, dit le maréchal de Saxe, je fais peu de cas des autres, parce qu'elles deviennent inutiles ; la seconde est l'esprit : il doit être courageux et fertile en expédiens ; la troisième est la santé ».

« Le *général* doit avoir le talent des prompts et heureuses ressources ; savoir pénétrer les hommes et leur être impénétrable, avoir la capacité de se prêter à tout, l'activité jointe à l'intelligence, l'habileté de faire en tout un choix convenable, et la justesse du discernement ».

« Les parties d'un *général* sont infinies ; l'art de savoir faire subsister une armée, de la ménager ; celui de se placer de façon qu'il ne puisse être obligé de combattre que lorsqu'il le veut ; de choisir ses postes, de ranger ses troupes en une infinité de manières, et savoir profiter du moment favorable qui se trouve dans les batailles et qui décide de leur succès. Toutes ces choses sont immenses et aussi variées que les lieux et les hasards qui les produisent ».

« Il faut, pour les voir, qu'un *général* ne soit occupé que de l'ennemi un jour d'affaire ; l'examen des lieux et celui de son arrangement pour ses troupes doit être prompt comme le vol d'un aigle ; sa disposition doit être courte et simple. Il s'agit de dire, par exemple : la première ligne attaquera, la seconde soutiendra, ou tel corps attaquera, et tel soutiendra ».

« Il faudroit que les *généraux* qui sont sous lui fussent bien bornés pour ne pas savoir exécuter cet ordre en faire faire la manœuvre qui convient chacun à sa

division. Ainsi, le *général* ne doit pas s'en occuper ni s'en embarrasser; car s'il veut faire le sergent de bataille et être par-tout, il sera précisément comme la mouche de la fable, qui croyoit faire marcher un coche ».

« Il faut donc qu'un jour d'affaire un *général* ne fasse rien; il en verra mieux; il se conservera le jugement plus libre, et il sera plus en état de profiter des situations où se trouve l'ennemi pendant la durée du combat; et quand il verra sa belle, il devra baisser la main pour se porter à toutes jambes dans l'endroit défectueux, prendre les premières troupes qu'il trouve à portée, les faire avancer rapidement et payer de sa personne; c'est ce qui gagne les batailles et les décide. Je ne dis point où ni comment cela se doit faire, parce que la variété des lieux et celle des dispositions que le combat produit doivent le démontrer; le tout est de le voir et d'en savoir profiter ».

« L'on doit, une fois pour toutes, établir une manière de combattre que les troupes doivent savoir, ainsi que les *généraux* qui les menent. Ce sont des règles générales, comme par exemple, qu'il faut garder ses distances dans la marche; que lorsqu'on charge, il faut le faire vigoureusement; que s'il se fait des trouées dans la première ligne, c'est à la seconde à les boucher. Il ne faut donc point d'écriture pour cela, c'est l'*a b c* des troupes; rien n'est si aisé, et le *général* ne doit pas y donner toute son attention comme la plupart le font: mais ce qui la mérite toute entière, c'est la contenance de l'ennemi, les mouvemens qu'il fait, et où il porte ses troupes. Il faut chercher à lui donner de la jalousie dans un endroit, pour lui faire faire quelque fausse démarche, le déconcerter; profiter des momens, et

170 MAXIMES DE GUERRE

savoir porter le coup de mort où il faut ; mais pour tout cela , il faut se conserver le jugement libre et n'être point occupé de petites choses (1) ».

On sent en lisant ceci qu'un général doit avoir une expérience consommée , et sur-tout le génie, que l'étude ne supplée jamais. « L'application, dit encore le maréchal de Saxe, rectifie les idées, mais elle ne donne jamais l'ame ; c'est l'ouvrage de la nature ».

Le traducteur des *Maximes de guerre* (M. le baron de Sainclair, colonel d'infanterie au service de France) s'est un peu écarté de l'ordre qu'avoit suivi l'auteur ; mais l'ouvrage n'en a que plus de liaison dans ses parties et plus de clarté. Nous ignorons s'il en a donné au public un commentaire, comme il se l'étoit proposé. C'est un honneur que mérite Kewenhüller, et qu'un homme stable dans la théorie et dans la pratique de son art devoit lui rendre.

Kewenhüller mourut le 26 janvier 1744, après avoir fourni la plus belle carrière, et dans un temps où son expérience et ses talens pouvoient être de la plus grande importance. La cour, l'Autriche et l'armée firent éclater à sa mort les plus vifs regrets. « Il posséda, dit M. de Sainclair, toutes les qualités sublimes d'un grand général, et emporta dans le tombeau l'admiration de ses ennemis, les regrets de ses amis, et la reconnoissance de ses maîtres.

(1) Voyez les *Réveries ou Mémoires sur la guerre*, de M. le maréchal de Saxe.

PREMIERE PARTIE.

GUERRE DE CAMPAGNE.

Maximes générales.

- I. **INVOQUEZ** le Dieu des armées.
- II. Consultez des gens expérimentés, d'esprit et de confiance.
- III. Ne perdez ni ne négligez jamais aucune occasion favorable.
- IV. Ne confiez des commandemens qu'à des hommes de bonne volonté et d'une capacité reconnue.
- V. Donnez vos ordres le plus clairement et le plus succinctement qu'il sera possible.
- VI. Observez le secret, la diligence, la disposition et la résolution.
- VII. Procurez - vous une connoissance exacte et parfaite du pays par la chorographie, la topographie, l'hydrographie; que ces connoissances s'étendent sur la fertilité de ce pays, sur les mœurs, le caractere et les inclinations particulieres de ses habitans, sur les forces de l'ennemi, sur combien de front il peut marcher et se développer, sur

171 . MAXIMES DE GUERRE
vos propres forces , enfin sur les ressources
que vous avez dans les secours que vous
pouvez espérer soit en troupes , soit en
argent.

VIII. Si vous vous trouvez dans des cir-
constances critiques ou périlleuses , tâchez
de conserver votre sang-froid , et ayez tou-
jours un air serein et tranquille.

IX. Prenez vos précautions , et tâchez de
prévenir tout ce qui peut nuire ou porter
obstacle à vos projets.

X. Faites observer la discipline la plus
stricte et la plus sévère ; maintenez vos trou-
pes dans un exercice continuel ; récompen-
sez les bonnes actions , et punissez les mau-
vaises.

ARRANGEMENS , PRÉCAUTIONS ET PRÉPA- RATIFS.

I. *Quant à l'armée.*

I. Que votre armée soit :

<i>Composée</i>	<i>Proportionnée</i>
1. d'infanterie	à celle de l'ennemi.
2. de cavalerie	à la nature du pays.
3. d'artillerie	aux troupes et aux places de guerre.
4. de bagages	en aussi petit nombre qu'il est possible.

II. Postez votre armée, et que les gardes qui veillent à sa sûreté soient établies de manière qu'elles soient à l'abri de toute insulte de la part de l'ennemi.

III. Rendez la justice avec scrupule et exactitude ; taxez les vivandiers et les marchands ; réglez les poids et les mesures ; et ne souffrez aucune marchandise ni denrée pernicieuse ou falsifiée.

IV. Les denrées principales sont : le pain, la viande, les légumes, le riz, l'orge, la farine, le sel, le vin, l'eau-de-vie, le vinaigre, la bière, le tabac, l'eau, le foin, l'avoine et la paille.

V. Ne faites rien délivrer des magasins que sur des quittances en bonne forme, et suivant l'état effectif des troupes.

VI. Ayez l'œil à ce que les commis des vivres tiennent des registres en règle de la recette et de la dépense, et en rendent un compte exact.

II. *Quant aux provisions.*

I. Les provisions consistent en vivres, munitions, outils, charroi, ouvriers, artistes, guides, espions.

II. N'exposez jamais vos vivres à être cou-

pés ni enlevés par l'ennemi ; et ayez grande attention de pourvoir constamment à la sûreté tant des dépôts que du transport des dépôts au camp.

III. Formez vos magasins dans différens endroits bien fortifiés et à la proximité de l'armée , et ayez soin de vous procurer les moyens de les transporter facilement d'un lieu en un autre par charroi , par bateaux , ou sur des bêtes de somme.

IV. Réglez les munitions de guerre suivant la force de l'infanterie , la quantité de l'artillerie , et le nombre des sieges que vous projettez d'entreprendre.

V. Soyez abondamment pourvu de toutes sortes d'outils et de matériaux nécessaires tant pour la construction des ouvrages de campagne que pour celle des ponts , et pour les différens arts et métiers utiles à une armée.

VI. Que votre charroi soit composé d'une quantité suffisante de charriots , de bateaux , de chevaux et de bêtes de somme : elle est indispensablement nécessaire pour le transport de l'artillerie , des vivres et des bagages.

VII. Ayez pour artistes , des ingénieurs , des artilleurs , des bombardiers , des pétardi-
diers , des mineurs , des pontonniers.

Pour ouvriers, des armuriers, des serruriers, des maréchaux, des charrons, des charpentiers, des menuisiers, des maçons, des boulangers, des meûniers, des bateliers.

VIII. Ayez des guides en grande quantité; distribuez-les dans les différentes parties où ils peuvent être nécessaires, et faites-les garder bien soigneusement, sur-tout un jour d'action.

Que tous ces guides aient une connoissance parfaite et exacte du pays et des chemins; qu'ils se communiquent et s'entendent ensemble sur tous les passages, débouchés, grands chemins et traverses.

IX. Ayez de bons espions; qu'ils soient tous gens de confiance, et qu'ils ne se connoissent point les uns les autres pour ce qu'ils sont.

S'il y en a qui vous soient suspects, supposez quelqu'opération, et faites-leur-en la confidence, afin de voir leur contenance, et d'éprouver leur fidélité.

Faites courir des bruits qui soient précisément le contraire de ce que vous avez envie de faire.

Lorsque vous formez une entreprise de grande conséquence, assurez-vous de vos

176 MAXIMES DE GUERRE.

espions, en vous emparant de leurs personnes, de leurs femmes, de leurs enfans, de leurs biens, ou par d'autres moyens.

III. *Quant aux opérations.*

I. RÉGLEZ vos opérations suivant les forces avec lesquelles vous pouvez agir, et la nature du pays où vous voulez porter la guerre.

Employez l'infanterie dans les situations resserrées et coupées, et la cavalerie dans les pays ouverts et de plaines.

Allez en ayant par des sieges et des batailles.

II. Que vos opérations soient toujours conformes aux projets que vous avez formés, soit que vous agissiez offensivement ou défensivement, soit que vous ayez pour objet de secourir un allié.

III. Si vous agissez offensivement, soyez supérieur en forces à l'ennemi; portez la guerre dans son pays; traitez bien ceux qui se soumettent, mal ceux qui résistent; assurez-vous des pays conquis, en ôtant aux habitans toute volonté et tous moyens de révolte.

IV. Si vous agissez défensivement dans
un

un pays d'une petite étendue, choisissez des camps et des postes avantageux ; soyez maître d'une ou de deux bonnes places ; tâchez de gagner du temps , afin de pouvoir vous mettre en état de défense ou d'attendre des secours ; par-là l'ennemi pourra être forcé de se retirer , faute de subsistances ; ou les états voisins , prenant ombrage de la supériorité de ses forces , embrasseront votre parti.

Dans un pays vaste , ayez peu , mais de bonnes places , sur les frontieres seulement , aucune dans l'intérieur du pays ; c'est le seul moyen d'empêcher les soulèvemens.

Gardez-vous bien de donner les gouvernemens à perpétuité , ni de les rendre héréditaires dans une même famille.

Si l'ennemi a des troupes auxiliaires , tâchez d'en aliéner les esprits.

Si l'ennemi est trop supérieur , démolissez une partie de vos places ; renfermez dans les plus importantes tout ce que vous trouvez dans le plat pays ; consommez et brûlez ce que vous ne pouvez emporter ; coupez les vivres à l'ennemi , en distribuant votre cavalerie dans les lieux fermés , d'où elle puisse inquiéter et enlever ses fourrages et ses convois.

178 MAXIMES DE GUERRE

V. Si vous allez secourir un allié, tâchez de vous joindre à lui.

Faites diversion dans le pays de l'ennemi ; et pour vous assurer de votre allié, faites-vous donner en dépôt une de ses places principales , ou bien de grosses sommes d'argent, faute d'autres sûretés.

OPÉRATIONS ET ACTIONS DE GUERRE.

Savoir : marches , campemens , logemens , batailles , combats , manœuvres ,

MARCHES.

I. Quant à l'ordre.

I. Réglez toutes vos marches de manière qu'elles se fassent en peu de temps et par de petits mouvemens, et que vous puissiez vous développer promptement et vous mettre en bataille. C'est-là le meilleur ordre de marche.

II. Que tout le monde marche dans l'ordre qui lui est prescrit, sans s'en écarter en quoi que ce soit.

III. Que les équipages ne se mêlent point avec les troupes, et que les troupes marchent bien en ordre, et serrées les unes sur les autres, assez pour pouvoir se secourir mu-

spécialement, et point trop, afin qu'il n'en résulte aucune confusion lorsqu'il s'agit de se mettre en bataille.

IV. Que les flancs de la marche soient couverts par des rivières, des digues, des chaînes de montagnes, ou d'autres situations difficiles, suivant la nature du pays où l'on marche, et l'espece d'ennemi que l'on a en tête.

V. Qu'au passage d'un défilé les premières troupes attendent celles qui les suivent.

II. Quant au temps.

I. Si votre armée est rassemblée, donnez toujours par écrit l'ordre de marche; et distribuez-le la veille à chaque corps de troupes, c'est-à-dire, à l'infanterie, à la cavalerie, à l'artillerie et aux équipages, suivant la disposition que vous donnez à chacun d'eux.

II. Avant de vous mettre en marche, envoyez des partis ou des détachemens en campagne, en avant, sur les flancs et sur les derrières de la marche, avec ordre de se porter sur les sommités des hauteurs pour reconnoître l'ennemi, en découvrir les embuscades, et en éclairer tous les mouvemens.

III. Que votre avant-garde soit composée de cavalerie, d'infanterie et d'artillerie ; qu'elle s'assemble à l'heure prescrite , et que le maréchal-général-des-logis, les officiers de l'état-major de l'armée, le capitaine des guides, les généraux de jour, les gardes du camp et les campemens s'y trouvent.

IV. Que les grandes gardes de l'armée ne quittent leurs postes qu'après que tout sera passé, et se joignent ensuite à l'arrière-garde de l'armée, ou fassent celle des équipages.

V. Si l'armée est campée derrière des retranchemens, faites ouvrir des passages, afin qu'elle puisse en sortir sur les plus grands débouchés possibles.

VI. Si vous marchez en été, partez de grand matin, marchez dans la fraîcheur et hors des grains.

VII. Si vous marchez en hiver, faites des petites marches, et ayez grande attention au feu.

VIII. Si vous marchez de nuit, que vos partis et votre avant-garde n'aillent point aussi loin en avant que de jour.

Postez des soldats dans les endroits où les chemins se croisent, pour indiquer celui que la tête de la colonne a pris ; donnez

DE M. LE COMTE DE KEWENHULLER. 181

l'ordre à votre avant-garde d'attaquer brusquement tout ce qui se présente devant elle, sans s'amuser à le reconnoître auparavant.

IX. Si vous marchez sans avoir quelque chose à craindre de l'ennemi, faites marcher chaque régiment, chaque corps avec ses équipages, l'artillerie avec son escorte ordinaire, le gros canon sur des charriots.

X. Si vous croyez avoir quelque chose à craindre de l'ennemi dans votre marche, renforcez la partie où il peut vous attaquer de troupes et d'artillerie; faites marcher votre artillerie sur les affûts; couvrez vos équipages de vos troupes.

XI. Si vous voulez dérober une marche à l'ennemi, marchez de nuit par des bois, des gorges, des défilés, loin des villages et des maisons; mettez la sourdine aux trompettes et aux tambours; défendez de faire du feu et de fumer; envoyez des détachemens de cavalerie en avant, avec ordre d'examiner et d'arrêter toutes les personnes qu'ils rencontrent.

Si votre mouvement est découvert, prenez différens chemins, et faites des contre-marches.

Si c'est un détachement que vous faites sortir d'une place, tenez les portes fermées

182 MAXIMES DE GUERRE

et les ponts levés pendant quelque temps ; afin qu'aucun espion ne puisse sortir de la place et donner des avis à l'ennemi.

XII. Si votre armée n'est point rassemblée , indiquez par écrit et désignez aux troupes un rendez-vous général dans la partie vers laquelle vous voulez marcher et sur le chemin que vous voulez tenir ; mettez des espions et des partis en campagne ; donnez vos ordres avec beaucoup de secret et de circonspection , afin que l'ennemi ne puisse être prévenu de votre rendez-vous , ne s'y porte avant vous , et ne l'occupe en force avant que vous y soyez arrivé.

III. *Quand au lieu.*

I. Dans un pays ouvert , marchez sur le plus grand front possible , en bataille , par corps , par brigades , par divisions , sur le plus grand nombre de colonnes que vous pourrez.

Distribuez vos équipages en autant de colonnes que les troupes , et votre artillerie en autant de colonnes que l'infanterie.

Marchez sur-tout de manière que vous puissiez faire face sur-le-champ , de quel que côté que l'ennemi se présente.

II. Dans un pays resserré et coupé, ayez égard à la nature des chemins, à la quantité et à l'espèce de troupes ; et tâchez de regagner le temps que les difficultés des chemins peuvent vous faire perdre, par la bonne disposition de la marche.

Partagez votre armée en plusieurs corps ; faites-la marcher sur plusieurs colonnes, par différentes routes, et logez-la en différens endroits.

Si l'armée doit marcher ensemble et suivre le même chemin, donnez le grand chemin à l'artillerie et aux équipages ; faites marcher les troupes des deux côtés du grand chemin, en faisant ouvrir des passages, combler et applanir les fossés et les ravins, et bâtir des ponts sur les ruisseaux, le tout sur le plus grand front possible.

Renforcez votre avant-garde et votre arrière-garde d'infanterie et d'artillerie, et arrangez-vous de manière que la plus grande partie de l'artillerie, de la cavalerie et des équipages marche au centre.

Si vous avez des défilés à passer, envoyez-y d'avance de l'infanterie pour les occuper, ou postez-y de l'infanterie, chemin faisant, jusqu'à ce que les équipages aient passé ; ensuite elle se joindra à l'arrière-garde.

Laissez des distances entre les troupes , afin qu'en cas d'attaque la défaite des unes ne porte point dans les autres le désordre et la confusion ; si vous avez des bois à traverser , faites-les reconnoître auparavant.

III. Si vous passez devant une place ou un poste de l'ennemi , envoyez d'avance , pour le masquer , un corps de troupes capable d'en imposer , jusqu'à ce que l'armée ait passé.

IV. Si vous avez une rivière à passer , placez du canon et de l'infanterie sur le bord ; construisez votre pont sous la protection du feu continuel de l'artillerie et de la mousqueterie ; et aussi-tôt que votre pont sera établi , faites passer de la cavalerie , de l'infanterie , du canon et des travailleurs de l'autre côté , et élevez une tête de pont en forme de redoute ; si ce pont doit subsister pendant quelque temps , faites - le fortifier sur l'un et l'autre bord.

IV. *Quant à la Maniere.*

I. Si vous voulez surprendre un quartier , secourir une place , faire une diversion , n'envoyez point de partis en campagne ; marchez par des chemins cachés et détour-

nés , à la faveur d'un brouillard , d'un temps nébuleux , afin que vous ne soyez pas découvert de loin.

II. Si vous voulez faire une retraite en présence de l'ennemi , opération très-difficile et très-dangereuse , employez-y la plus grande diligence , le plus grand secret , et le plus grand ordre , afin que vous ne soyez point forcé de combattre.

Commencez votre retraite de nuit plutôt que de jour ; alors l'ennemi peut craindre de tomber dans des embuscades ; mettez les équipages en marche à l'entrée de la nuit ; l'armée à minuit , et l'arrière-garde au point du jour. Laissez tous les feux allumés comme à l'ordinaire , et gardez-vous bien d'en éteindre aucun. Envoyez en avant de vous un gros détachement , avec ordre d'amuser et d'arrêter l'ennemi autant qu'il est possible , pour donner le temps à l'armée de gagner pays ; que ce détachement prenne en revenant un autre chemin que celui de l'ancien camp , ou que celui que l'armée a tenu.

III. Si vous voulez marcher sur un point que l'ennemi occupe , faites mine de vouloir passer dans un endroit et en forcer le passage , et passez d'un autre côté.

Faites semblant de vous retirer ou de marcher ailleurs ; retournez ensuite précipitamment sur vos pas , et portez-vous brusquement sur le point que vous voulez attaquer , avant que l'ennemi ne puisse le renforcer.

IV. Si vous voulez marcher avec célérité, laissez vos équipages en arrière , envoyez la cavalerie en avant , faites-lui porter de l'infanterie en croupe , et attaquez l'ennemi dans le moment qu'il s'y attend le moins.

CAMPS ET LOGEMENTS.

I. Manière de camper et de loger les troupes.

I. Ayez égard à l'étendue du terrain, et au nombre d'hommes dont l'armée est composée.

Une trop grande étendue est dangereuse, et difficile à garder et à défendre.

Un terrain trop resserré est incommode , les troupes y sont les unes sur les autres.

Dès qu'un camp est établi , que votre première attention se porte à le faire fortifier par des redoutes , ou par d'autres retranchemens.

II. Lorsque vous voulez aller camper ou loger quelque part avec votre armée, envoyez auparavant des détachemens avec le maréchal-général des logis, pour choisir et marquer le camp ou les logemens.

Avant de camper ou de loger, mettez les troupes en bataille, placez les gardes, et envoyez des partis en campagne.

Campez ou logez - vous de bonne heure, afin que vous ayez le temps de bien reconnoître votre poste, de placer vos gardes, de fortifier votre camp, de l'asseoir, d'aller au fourrage, à la paille, au bois, à l'eau, et de découvrir les mouvemens de l'ennemi.

Campez dans un terrain où vous soyez à portée de l'eau, du bois, du fourrage, et où vous trouviez de l'ombre en été.

Campez dans un terrain commode, où vous puissiez combattre avec avantage, et où toutes vos troupes puissent se soutenir et se secourir les unes les autres.

Campez-vous ; enfin, dans un terrain qui ne soit dominé d'aucun côté d'assez près pour que vous puissiez être canonné dans votre camp, et où vous ne puissiez pas être surpris.

III. Lorsque vous n'avez absolument rien

à craindre de l'ennemi, vous pouvez cantonner vos troupes dans des villages, des bourgs et des villes.

Placez alors le quartier général au centre des cantonnemens : désignez un terrain à la proximité du quartier général, pour y rassembler l'armée au premier ordre, en cas de besoin.

Que l'infanterie soit placée sur les débouchés principaux et sur tous les passages; qu'elle s'y barricade et s'y retranche de toutes les manières.

Que la cavalerie soit placée derrière l'infanterie pour la soutenir, et qu'elle s'ouvre des passages pour pouvoir sortir aisément de ses quartiers.

Que les troupes se gardent dans leurs cantonnemens par des patrouilles et des partis; et à cet effet désignez tous les endroits ou les points où elles doivent pousser les patrouilles, et les partis qu'elles doivent envoyer en campagne.

En cas d'alarme, établissez des signaux de distance en distance, soit par un certain nombre de coups de canon, soit par des feux, des fusées ou de la fumée, pour servir d'avertissement à tous les quartiers.

Pour la sûreté des quartiers, ayez des gardes, des sentinelles doubles ; de jour sur des hauteurs, des arbres, des clochers ; de nuit sur toutes les avenues, et principalement dans les endroits où les chemins se croisent , de manière que les sentinelles puissent se voir de jour et s'entendre la nuit, afin qu'aucun poste ne puisse être surpris.

Défendez à vos gardes de cavalerie de mettre pied à terre, et de laisser approcher qui que ce soit, sans l'avoir arrêté et reconnu ; et ordonnez - leur de se communiquer sans cesse les unes avec les autres par des patrouilles.

Ordonnez à vos gardes d'infanterie de faire des rondes, de pousser des patrouilles fréquentes sur tous les chemins ; et dès qu'elles apperçoivent le moindre mouvement de la part de l'ennemi, d'en avertir sur-le-champ soit en faisant feu ou en donnant l'alarme par des signaux établis à cet effet.

Dans un pays plat et ouvert, faites reconnaître fort loin en avant de vous, et faites-en occuper tous les passages par des gardes.

Si l'ennemi a des postes dans la proximité de votre armée, poussez vos patrouilles jusqu'à ses postes avancés, même jus qu'aux barrières de ses postes principaux.

Envoyez des partis et des espions en campagne ; que vos gardes de cavalerie soient continuellement aux prises avec l'ennemi ; que votre cavalerie reste sellée ; faites sonner le boute-selle ; prenez garde au feu.

IV. Lorsque vous avez quelque chose à craindre de l'ennemi , le parti le plus sûr que vous puissiez prendre , est de faire camper votre armée , et alors faites retrancher votre camp ; et lorsque les retranchemens seront achevés , faites dresser les tentes ou barraquer l'armée avec de la paille ; placez l'artillerie dans le centre , et mettez quelques pieces de campagne en batterie dans la partie où l'ennemi peut venir ,

Si la rigueur de la saison ne vous permet point de camper et vous force de cantonner , placez l'infanterie et l'artillerie près du quartier général , et la cavalerie dans un petit nombre de villages couverts par l'infanterie , qui doit se retrancher avec des chevaux de frise , des pallissades , des charrettes , ou se barricader d'ailleurs comme elle pourra.

Si vous craignez d'être attaqué dans vos cantonnemens , prévenez l'ennemi , soit en allant au-devant de lui , ou en vous tenant sur vos gardes et prêt à le recevoir , soit en

DE M, LE COMTE DE KEWENHULLER. 191
vous postant sur son passage, et en vous y trouvant en bataille avant lui. Cela fait que l'ennemi, ne s'y attendant point, se trouve surpris lui-même, se met en désordre, et que vous pouvez prendre toutes sortes d'avantages sur lui ou en l'attaquant brusquement avant qu'il ait le temps de se reconnoître et de se former, ou en tombant sur son arriere-garde, s'il prend le parti de se retirer.

V. Tous les jours, excepté ceux où vous marchez, faites relever les gardes au point ou au déclin du jour,

Le nombre de ces gardes doit être réglé suivant la quantité de points que vous avez à garder et à observer.

Il y en a de deux especes : celles de l'extérieur et celles de l'intérieur du camp. Celles de l'extérieur du camp doivent être placées sur tous les débouchés par où l'ennemi peut venir, dans tous les points d'où l'on peut découvrir et éclairer ses démarches. Celles de l'intérieur du camp sont placées à l'artillerie, aux munitions, aux vivres, aux drapeaux et au quartier général.

Outre ces gardes, la sûreté d'un camp consiste encore dans le mot du guet, le

mot de l'ordre, les rondes, les patrouilles, les partis, les détachemens et les espions.

II. *Camps stables.*

I. Procurez-vous une provision abondante de vivres et de munitions de toute espèce.

Prenez les mesures convenables à ce que ces provisions puissent être transportées au camp en sûreté.

Conservez les communications et les chemins libres pour les vivandiers et les marchands; et ne permettez point que les prises faites sur l'ennemi soient vendues ailleurs que dans le camp.

II. Campez de manière que vous n'ayez aucune place ennemie derrière vous.

A portée de l'eau; de sorte qu'elle soit bonne, et que l'ennemi ne puisse ni la couper, ni la gâter.

A portée du bois; de sorte que vous en ayez suffisamment pour brûler, et pour d'autres usages.

A portée des fourrages; de sorte qu'il y en ait dans les champs, ou à la proximité du camp.

Fourragez

Fourragez d'abord au plus loin en avant de l'armée, et ensuite à mesure de plus près en plus près. Envoyez des escortes afin que les fourrageurs ou les convois puissent arriver en sûreté au camp, et ne soient point inquiétés par les ennemis ou par des partis bleus. N'annoncez jamais d'avance le jour auquel vous voulez aller au fourrage, et n'en ayez jamais de fixe, afin que l'ennemi n'en soit pas informé.

III. Campez dans un terrain commode et uni où il y ait un bon air, qui ne soit dominé d'aucune part, ni sujet aux inondations ni aux incendies.

Si votre terrain est coupé de bois épais, faites faire dans ce bois des coupures, les abaissez; entourez-les, campez hors du bois, ou mettez-y le feu.

Si vous avez des inondations à craindre, faites construire des digues, détournez les eaux.

IV. Faites observer la plus grande propreté dans le camp; et sur-tout faites enlever toutes les immondices.

Faites occuper par des postes tous les environs du camp, et principalement les débouchés et les chemins qui aboutissent aux magasins éloignés.

V. Tâchez, s'il est possible, d'avoir toujours une rivière sur votre flanc, tant pour faciliter le transport de vos vivres, que pour vous procurer de l'eau en abondance, pour vous servir de point d'appui, et pour y jeter les immondices.

Mais alors ayez grande attention à ce que vos ponts ne puissent être canonnés, ni détruits, ni rompus par des moulins, des arbres, ou des bateaux armés de matières combustibles, que l'ennemi pourroit faire descendre.

III. *Quartiers d'hiver.*

I. En prenant vos quartiers d'hiver, choisissez un camp avantageux auprès d'une grande place, et, s'il se peut, au centre de vos quartiers, et faites-le retrancher.

Logez les troupes dans des lieux fermés, point trop serrés, mais assez près les uns des autres pour qu'ils puissent se soutenir et se secourir promptement.

II. Couvrez vos quartiers par de bonnes places de guerre, par une grande rivière ou par une chaîne de montagnes, et gardez-en tous les débouchés par des postes d'infanterie et de cavalerie.

III. Que ces postes aient ordre de se communiquer continuellement par des patrouilles, de convenir entr'eux de certains signaux, pour s'avertir de s'opposer aux partis ennemis; de se porter sur les communications de l'ennemi, d'éclairer ses mouvemens, de lui couper ses vivres, de les enlever, et de les transporter dans les places.

BATAILLES.

I. *Machines générales.*

I. PROCUREZ-VOUS toutes les ressources dont l'esprit présent et le courage sont capables, et que la variété des situations et des événemens peuvent rendre nécessaires.

II. Employez vos troupes avec avantage, et n'en laissez aucune dans l'inaction.

III. Dans le commencement d'une affaire, attachez-vous à faire des prisonniers, questionnez-les sur les forces et les desseins de l'ennemi, et faites-vous-en rendre compte par des menaces ou par des promesses, ou par des bienfaits.

II. Raisons pour donner bataille.

I. Lorsque vous pouvez compter sur vos troupes, risquez une bataille pour terminer la guerre.

II. Vous pouvez donner bataille lorsque vous avez lieu d'espérer que vous remporterez une victoire complète.

III. Lorsqu'il vous importe de faire lever un siège, ou de secourir un corps attaqué par des forces supérieures.

IV. Lorsque vous y serez forcé, faute de subsistances ou d'autres choses nécessaires.

V. Lorsque vous pourrez par-là empêcher l'ennemi d'attirer à lui de nouvelles forces.

VI. Enfin ; lorsque vous pourrez par-là gagner sur l'ennemi un avantage considérable, soit qu'il présente le flanc dans une marche, soit qu'il occupe un passage important, ou qu'il ait partagé son armée en plusieurs corps.

III. Raisons pour éviter les batailles.

I. Lorsque la perte d'une bataille peut

entraîner des suites beaucoup plus fâcheuses que la victoire ne peut procurer d'avantages réels.

II. Lorsque l'ennemi est supérieur en forces , ou se trouve dans un poste inexpugnable.

III. Enfin , lorsque vous n'avez pas toutes vos forces rassemblées.

D'ailleurs , l'ennemi se détruit souvent de lui-même par la disette , ou par la désunion entre ses généraux.

IV. *Moyens d'engager l'ennemi à une bataille.*

I. Assiégez une de ses places importantes ; attaquez-le en marche. Tombez sur lui sans qu'il s'y attende , en l'attaquant de front et à dos.

II. Tâchez de l'attirer dans une embuscade ; et , à cet effet , faites semblant de vous retirer ou de menacer quelque point intéressant pour lui.

III. Coupez-lui les vivres ; et , à cet effet , enlevez toutes les subsistances du plat-pays , et enfermez-les dans vos places.

Brûlez les champs , pilliez le pays , bloquez ou occupez les principaux passages.

IV. Enfin, campez près de l'ennemi dans un poste avantageux et fort par la nature, ou fortifié par l'art.

V. *Disposition.*

I. La poussière, le vent, le soleil, la pluie, sont des choses auxquelles il faut avoir égard dans une bataille; mais tout importantes qu'elles soient, elles sont accidentelles, sujettes à des variations fréquentes, et dépendent plus du hazard que de la science.

L'attention principale d'un homme de guerre doit se porter sur la connoissance parfaite et le choix judicieux de son terrain, et sur l'art d'en tirer tout le parti imaginable.

II. Employez la cavalerie dans les terrains ouverts et de plaine.

Employez l'infanterie dans les terrains coupés et serrés.

Tirez avantage des marais, des ravins. Garnissez-les de troupes. Cherchez-y des passages ou faites-en ouvrir, et faites-y passer des troupes pour prévenir ou surprendre l'ennemi dans quelque point.

III. Arrangez votre ordre de bataille de

manière que l'infanterie puisse renforcer et soutenir la cavalerie , et qu'il en soit de même de la cavalerie à l'égard de l'infanterie , suivant les circonstances ; que vous puissiez toujours soutenir les corps qui combattent avec des troupes fraîches ou avec une bonne réserve ; que lorsque des troupes seront repliées elles ne puissent se jeter sur la réserve , la rompre ou la mettre en désordre ; que les flancs de l'armée soient toujours couverts et appuyés par un terrain avantageux , par des fortifications , des chevaux de frise , des bataillons , ou par la cavalerie.

IV. Employez un nombre juste et suffisant d'officiers généraux aux ailes , au corps de bataille , aux deux lignes , et à la réserve de notre armée.

Que chacun de ces officiers généraux soit instruit bien clairement et bien exactement des intentions du général en chef , et de ce qu'il doit faire dans la partie où il commande , pour contribuer à la victoire. Que leur attention principale se porte surtout à rallier promptement et sur le champ les troupes qui pourroient être repoussées ou rompues.

V. Placez les meilleures troupes sur les ailes de votre armée.

Laissez une distance au moins de 300 pas entre les deux lignes ; et faites observer cette distance avec la plus grande exactitude , afin que les troupes de chaque ligne puissent manœuvrer et agir sans s'embarrasser ni se nuire.

Entremêlez quelquefois l'infanterie de la seconde ligne d'escadrons de cavalerie ou de dragons.

Placez la réserve derrière le centre de l'infanterie , afin que de là elle soit également à portée de donner du secours où il en sera besoin. Portez-la sur un des flancs. Faites-lui faire , par vos intervalles , des charges imprévues sur l'ennemi , pour le rompre ou pour le prendre à dos.

Placez l'artillerie sur des hauteurs en pente douce , afin que ses tirs soient plus rasans que plongeans ; et ayez soin qu'elle soit toujours pourvue d'un nombre suffisant de munitions , pour que ni elle ni les troupes ne puissent jamais en manquer , quelle que soit la chaleur d'une action.

VI. Postez la plus grande partie de votre cavalerie sur une aile , lorsque l'autre est assurée par la situation du terrain.

Ménagez-vous toujours une réserve de troupes d'élite , pour vous en servir en cas de besoin , et sans être obligé de rompre les bataillons et les escadrons.

Ne confiez la retraite qu'à un officier général de la première classe.

Enfin , lorsque vous n'avez pas une certaine confiance dans vos troupes , disposez-les de manière que tout moyen et tout espoir de retraite leur soient ôtés ; vous les mettrez par-là dans la nécessité de vaincre ou de mourir.

VI. Action.

I. Donnez un mot de ralliement.

Faites placer les chirurgiens et les aumôniers derrière les régimens , pour avoir soin des blessés.

Encouragez vos soldats par de bons propos , par l'apparence d'une guerre juste.

Animez-les par l'appât de la gloire , de la victoire et du butin ; promettez-leur des récompenses et de bons quartiers d'hiver.

II. Ne changez jamais les ordres ni les dispositions dont vous êtes convenu une fois , à moins que les circonstances ne vous y obligent absolument ; car ces change-

202 MAXIMES DE GUERRE
mens sont sujets à entraîner la confusion.

III. Lorsque vous avez affaire à un ennemi supérieur en forces , attaquez-le à l'entrée de la nuit.

Commencez l'action dans la partie où vous croyez être le plus fort ; refusez ou saisissez seulement celle où vous vous croirez le plus faible , soit en profitant d'un terrain avantageux ou en faisant montre de troupes , soit en amusant l'ennemi par des escarmouches.

IV. Attaquez l'ennemi sur-tout lorsqu'il se trouve dans une mauvaise position.

Commencez l'action par le feu du canon aussi-tôt que vous appercevrez l'ennemi. Ne vous arrêtez point sous le feu de l'ennemi ; mais attaquez-le aussi-tôt qu'il commence à tirer.

N'attendez jamais l'ennemi de pied ferme , à moins que ce ne soit dans un poste ; mais marchez à lui , et attaquez-le sur-le-champ dès qu'il s'avance.

Commandez et postez des tirailleurs exprès , pour ne tirer que sur les officiers des ennemis.

Soutenez à temps , et relevez par des troupes fraîches celles qui , ayant combattu pendant quelque temps , se trouvent

DE M. LE COMTE DE KERNUNGEN. 203
affoiblies , afin qu'elles puissent reprendre haleine.

Ne vous livrez point à l'appât du butin avant que l'ennemi ne soit entièrement défait et mis en fuite.

Prenez peu de prisonniers , pour ne pas en être embarrassé.

Dans la poursuite , gardez-vous bien de vous laisser emporter trop loin du corps principal qui poursuit , et ayez toujours des troupes formées , prêtes et en état de soutenir.

V. Si vous gagnez la bataille , rendez grâces à Dieu ; faites chanter le *Te Deum* ; enterrez les morts ; publiez la victoire.

Profitez de vos avantages , poursuivez l'ennemi dispersé , sommez les places , emparez-vous des principaux débouchés du pays , ainsi que de tous les postes qui en empêchent la communication avec l'ennemi.

VI. Si vous perdez la bataille , rassemblez vos troupes , soulevez le pays , armez les paysans , munissez les places et les postes , coupez les bois , faites-y des abatis , inondez le pays , formez une nouvelle armée , demandez du secours à vos amis et à vos alliés.

COMBATS.

I. *Surprises.*

I. On surprend les gardes et les fourrageurs de l'ennemi, sur-tout lorsque ses troupes s'abandonnent au pillage.

II. L'on surprend quelquefois l'ennemi en marche. On l'attend alors près d'un défilé qu'il est obligé de passer ; dans une situation où il ne peut avoir ses troupes rassemblées, et où elles ne peuvent se secourir les unes les autres ; lorsqu'il est occupé au passage d'une rivière, lorsqu'il traverse un bois ; dans ce dernier cas on poste des troupes d'infanterie et de cavalerie, qui, après avoir laissé passer une grande partie de l'armée ennemie, l'attaquent de front, en flanc et à dos, sans lui donner le temps de se reconnoître et de se former.

III. On surprend encore l'ennemi dans ses quartiers. On l'attaque alors pendant la nuit, au point du jour, ou le soir même qu'il y arrive, avant qu'il ait eu le temps de placer ses gardes, de reconnoître ses postes, de faire ses dispositions, de pren-

dre des précautions : ou en plein midi, lorsqu'on sait que ses troupes sont allées au fourrage.

IV. Dans toutes ces circonstances, notre première et principale attention doit se porter à avoir de bons espions chez l'ennemi, afin d'être informé promptement et exactement de toutes ses démarches, de tous ses desseins ; et à vous pourvoir d'une quantité suffisante de voitures chargées d'outils, d'agrès, de ponts et de pétards.

V. Au reste, procurez-vous une connoissance parfaite du pays, du terrain et du lieu que vous voulez surprendre ; et tâchez d'être bien instruit de toutes les circonstances relatives à votre objet. Marchez avec beaucoup de secret et de circonspection. Tâchez d'arriver par les derrières ou par les flancs de l'ennemi, et par suite qu'il est possible ; sans être aperçu ; à cet effet, ne négligez rien pour couper et enlever ses patrouilles et ses grandes gardes ; afin d'empêcher qu'il ne soit averti, et qu'il ne puisse se rassembler ou joindre d'autres corps de ses troupes.

VI. Arrivé au point où vous voulez aller, partagez votre troupe en plusieurs

206 MAXIMUS DE GUERRA

parties, attaquez de tous les côtés en même-temps, et tâchez d'entrer pêle-mêle avec l'ennemi dès que vous l'appercevez.

Par exemple, formez cinq troupes :

Que la première entre pêle-mêle avec l'ennemi dans le quartier ; qu'elle le pousse l'épée dans les reins jusques sur la place, en culbutant et chassant ses postes et ses gardes.

Que la deuxième suive la première au galop jusques sur la place, d'où, si elle n'y trouve point de résistance, elle se partagera dans toutes les rues, ocherchera à prendre le commandant et les officiers, entrera dans les maisons, et y mettra le feu s'il est nécessaire.

Que la troisième suive de même la première, mais avec un peu moins de précipitation que la seconde, bien serrée en ordre jusques sur la place, où elle se mettra en bataille pour recevoir les prisonniers et pour la police.

Que la quatrième se porte dans la partip où il y aura le plus de tumulte.

Que la cinquième reste en-dehors, se partage en deux, et tourne tout autour du lieu pour empêcher que rien ne s'échappe, et que personne ne se suive.

Outre ces troupes ayez un poste pour observer la partie d'où il peut venir du secours à l'ennemi , et pour vous en avertir.

Ces dispositions faites , exécutez votre projet le plus promptement qu'il vous sera possible ; et sur-tout ne négligez pas d'assurer votre retraite , en occupant un point sur lequel vous devez vous retirer avec un corps de troupes capable de recevoir et de soutenir celui qui vient de faire l'expédition.

II. Embuscades.

I. Les embuscades ont pour objet d'enlever à l'ennemi des convois , des fourrageurs , des partis , des patrouilles et des détachemens.

A cet effet on les tend dans des bois , des jardins , derrière des haies , des ravins , des collines , des maisons , dans des villages et dans des fonds.

Toute embuscade doit laisser passer devant elle une grande partie de l'ennemi sans se montrer , et puis sortir de son poste pour tomber brusquement dessus sans lui donner le temps de se reconnaître.

II. On forme quelquefois de doubles et de triples embuscades.

Celles que l'on forme pour attirer l'ennemi dans quelque piège doivent tenir différentes routes, dont personne ne doit avoir connoissance que celui qui les commande.

III. Dans tous ces cas, votre première attention doit être de bien reconnoître le lieu et le terrain où vous voulez placer l'embuscade, et de prendre garde que l'ennemi ne vous y prévienne.

N'arrivez jamais à ce lieu qu'au moment précis où vous croyez pouvoir faire votre coup ; et ne vous y arrêtez point trop longtemps, afin que l'ennemi n'en puisse avoir connoissance.

IV. Postez-vous de manière que vous puissiez tomber sur l'ennemi de différens côtés à-la-fois, et vous retirer facilement, au cas que vous soyez découvert, ou que l'ennemi vienne trop en force.

Postez des sentinelles autour de vous, avec ordre d'être bien sur leurs gardes et très-attentives à découvrir l'ennemi, afin que vous ne soyez pas surpris vous-même.

V. Si l'ennemi n'est point en force, vous pouvez mettre tout votre détachement en embuscade, autrement n'embusquez qu'une partie

DE M. LE COMTE DE KAWENHULLER. 209
partie de votre troupe, et conservez-en le
reste pour favoriser votre retraite.

III. Retraites.

I. DONNEZ un point de ralliement à vos troupes.

Rassemblez votre monde.

Séparez les prisonniers en trois ou quatre parties ; placez-les entre les escadrons, sans armes, sans éperons, et montés sur de mauvais chevaux.

En cas d'attaque, mettez à couvert le butin, et les prisonniers sous une garde suffisante et proportionnée aux circonstances, ou éloignez-les au plus vite, en les faisant partir d'avance.

II. Cachez votre perte ; retirez-vous par ces chemins où vous soyez assuré de ne point rencontrer d'ennemi.

Retirez-vous par des bois, des montagnes, des gorges, des défilés ; postez-y des troupes pour les défendre et pour y arrêter l'ennemi.

Lorsque vous serez dans des bois ou des gorges, faites sonner et battre la marche par plusieurs trompettes et tambours, pour
2^e année. Tome VII. O

210 MAXIMES DE GUERRE

faire croire à l'ennemi qu'il vous arrive du renfort, et que vous vous êtes mis en état de défense.

III. Prenez si bien votre temps en vous retirant, que vous puissiez vous éloigner promptement de l'ennemi, autant qu'il est nécessaire pour qu'il ne puisse plus vous atteindre.

Mais si l'ennemi vous poursuit avec chaleur, sacrifiez votre arrière-garde, afin que le reste ait le temps de se retirer.

IV. Si, dans votre retraite, l'avant-garde ennemie vous poursuit trop vivement, et s'aventure au point que le reste ne puisse suivre, postez-vous dans quelque endroit couvert, dans un terrain avantageux, et attaquez avec vigueur et en ordre l'ennemi, qui arrive sur vous foible et en désordre.

IV. *Rencontres.*

ATTAQUEZ brusquement et avec vigueur.

Si vous êtes en force, faites montre de peu de monde ; présentez peu de front et beaucoup de profondeur ; serrez-vous le plus que vous pourrez, et ne laissez point d'intervalles entre vos troupes.

Si, au contraire, vous êtes foible, faites

DE M. LE COMTE DE KEWENHULLER. 211
montre; présentez un grand front et peu de
profondeur; étendez-vous le plus que vous
pourrez; laissez des intervalles entre vos
troupes; faites voir des bataillons, des es-
cadrons; faites entendre des tymbales, des
trompettes, des tambours dans des parties
où vous n'avez point de troupes et où l'en-
nemi ne peut voir,

V. Escarmouches.

FAITES faire des escarmouches pour re-
connoître un pays, une position, un poste;
pour examiner les mouvemens, la con-
tenance de l'ennemi; pour animer et encou-
rager vos propres troupes et pour faire des
prisonniers, afin d'avoir des nouvelles,

Relevez souvent vos escarmoucheurs par
des troupes fraîches, en faisant retirer celles
qui ont combattu pendant quelque temps.

Enfin, ayez grande attention de ne point
vous laisser attirer dans quelqu'embuscade,

VI. Après les combats.

RÉPAREZ la perte des chevaux tués.

Partagez le butin : le dixième appartient
au commandant du détachement ; le reste

se partage à proportion de la quantité des rations qui revient à chacun, suivant son grade. Les prisonniers de marque appartiennent au général en chef; les provisions, les munitions; l'artillerie, la caisse militaire appartiennent au souverain.

MANŒUVRES.

I. *Offensives.*

I. OTEZ à votre ennemi les moyens de continuer la guerre, en vous emparant de toutes ses places les plus importantes, et qui lui sont les plus avantageuses, et en l'enfermant dans son pays.

Otez-les lui, en dévastant et brûlant les champs, les villes, les villages, les moulins, même en faisant mettre le feu à son camp par trahison, en corrompant les eaux, barrant les passages, rompant les chemins, les ponts, faisant des abattis dans les bois; enfin, en lui coupant les vivres, en attaquant ses fourrages avec beaucoup de cavalerie, pendant que votre armée reste en bataille, pour empêcher qu'il ne puisse envoyer du secours.

II. Si vous êtes maître de la campagne,

DE M. LE COMTE DE KEWENHULLER. 213
partagez votre armée en autant de corps que vous pouvez en faire agir ensemble et en même-temps.

Portez la terreur dans le pays ; faites paroître votre armée beaucoup plus forte qu'elle ne l'est en effet , en envoyant de gros partis sur différens points , ou en faisant courir des bruits à cet égard.

Levez des contributions , prenez des otages dans les endroits que vous ne pouvez garder.

Enlevez les principaux du pays , s'ils vous sont suspects , en usant avec eux des meilleurs procédés.

III. Campeez près de l'ennemi , côtoyez ses marches.

Mettez des garnisons par-tout , et tâchez de suprendre et d'enlever les magasins de l'ennemi.

Campez entre l'ennemi et les points d'où il tire ses vivres , afin que toute communication avec eux lui soit interceptée.

Faites semblant de craindre l'ennemi , et retirez-vous devant lui pour l'attirer dans un terrain désavantageux ; retournez ensuite sur vos pas , et attaquez-le.

II. *Défensives.*

I. CHANGÉZ souvent de position , et choisissez-en toujours de bonnes.

II. Tenez -vous près de la mer ou près d'une grande rivière , et fortifiez-vous partout.

III. Mettez successivement plusieurs partis en campagne , pour découvrir les embuscades, les détachemens, et pour éclairer les mouvemens de l'ennemi.

S E C O N D E P A R T I E.

G U E R R E D È S S I E G E S.

F O R T E R E S S E S.

I. *Places.*

I. DAns un état vaste , l'on fortifie les frontieres, les débouchés, les ports : il faut à cet effet avoir principalement égard au bon air , à une situation avantageuse pour la défense , et commode pour le commerce.

II. Que vos places de guerre soient donc toutes situées sur vos frontieres et sur vos débouchés principaux.

Ayez assez de troupes pour les défendre, assez d'argent pour les entretenir, pour payer les troupes, et pour les approvisionner abondamment en vivres, en munitions; et munissez-les alors d'une garnison suffisante, et capable d'arrêter l'ennemi et de l'empêcher de pénétrer dans l'intérieur de votre pays.

II. Citadelles.

I. On a des citadelles dans un pays conquis, où l'on ne peut pas encore compter sur la fidélité des sujets, afin de les contenir dans leur devoir.

Sur les frontières, afin, que si l'ennemi se rend maître de la place, par surprise ou par trahison, il en soit chassé par la garnison de la citadelle.

II. Le meilleur emplacement des citadelles est une hauteur qui domine la place, une rivière dont on soit maître, et en général une situation où elles puissent aisément être secourues.

III. L'essentiel est que les citadelles ne soient point trop grandes, afin qu'elles n'exigent pas des garnisons trop considérables.

Qu'il n'y en ait qu'aux places dont les

habitans sont suspects, ou réputés séditieux, ou rebelles à l'autorité du souverain, et dans lesquelles il sera indispensable de se servir de ce moyen pour les contenir dans l'obéissance.

APPROVISIONNEMENS DES PLACES DE GUERRE.

I. *Troupes.*

I. Pour mettre une proportion juste dans la quantité de troupes dont la garnison d'une place de guerre doit être composée, si la place n'est pas bien grande, comptez autant d'hommes qu'elle a de pas de circonférence; si elle est vaste, comptez à raison de 200 hommes pour chaque bastion.

II. Pour la garde ordinaire de la place, comptez suivant le nombre des postes, et chaque poste suivant le nombre de sentinelles dont vous avez besoin.

Faites la répartition des officiers à proportion des postes principaux que vous avez à garder.

III. Après avoir fait ce calcul, multipliez-le par trois, afin que le soldat ait au moins deux nuits franches.

Nota. M. de Vauban compte à raison de 600 hommes pour chaque bastion, tant pour la défense que pour la garde ordinaire d'une place,

II. *Munitions.*

I. **CONSERVEZ** et ménagez les munitions et les matériaux dont on les compose , de sorte que vous en ayez pour treize mois au moins , à raison de dix coups par jour pour chaque piece de canon , d'une demi - livre de poudre pour chaque soldat , et d'une quantité de balles de calibre proportionnée à celle de la poudre.

Que dans ce calcul soit comprise la poudre pour les mines, les grenades, les bombes et les mortiers.

II. Ayez des armes , des outils de toutes les especes et pour toutes les opérations de siege imaginables.

III. Ayez du canon de différentes especes, de différens calibres et à différens usages , à raison de quatre pieces de chaque es-
pece par bastion.

III. *Vivres.*

I. **CONSERVEZ** et ménagez les vivres ; pourvoyez-en les magasins pour un an ; visitez les magasins deux fois l'année , et remplacez à mesure ce que vous en ôtez.

218 MAXIMES DE GUERRE

II. Ayez dans vos magasins des grains de toute espee, du biscuit, du sel, du beurre, du fromage, de la graisse, de l'huile, du lard, de la viande salée et fumée, des oignons, du tabac, du vin, de l'eau-de-vie, du vinaigre, de la biere, des épiceries, du bois de chauffage et de construction, des moulins à bras et à eau, à vent et à chevaux, de la paille, du foin, de l'avoine, des habillemens, du linge, de la buffleterie, des souliers, des bas, des guêtres, des bottes, des cuirs.

III. Ayez enfin des cîternes et des puits dont on ne puisse vous couper les eaux.

I V. *Outils.*

I. Ayez dans vos arsenaux une provision suffisante de tout ce qui appartient à l'artillerie, en canons, affûts, mortiers, pétards, boulets, bombes et grenades de tout calibre.

II. Ayez-en une de mousquets, d'armes à feu, de faulx, de carcasses, de sacs à terre.

III. Ayez-en une encore très-abondante de plomb, de fer, d'acier, d'étain, de cuivre, de clous, de cailloux, de sable, de

soufre , de salpêtre , de charbon , de matières combustibles , de sacs de cuir , de pompes à feu , d'agrêts de ponts , de lanternes , de pots à feu , de palissades , de chevaux de frise , de haches , de pèles , de pioches , de bèches , de cordes , de mèches , de charrettes , de brouettes , de gabions , de fascines , de claies , de pontons de cuivre , de cannes et de cuir , de sacs et de tentes.

IV. Ayez enfin , avec tous ces outils et matériaux , les ouvriers de toute espece , comme serruriers , maréchaux , charpentiers , et autres.

PRÉCAUTIONS POUR LA SÛRETÉ DES PLACES
DE GUERRE.

I. *Corps - de - garde.*

I. Lockz les troupes dans deux , trois ou quatre quartiers différens de la ville , le long des remparts et près des portes.

II. Établissez des corps-de-garde à toutes les portes , sur la place d'armes , au centre de la ville , près de la maison de ville et du gouvernement , à l'entrée et à la sortie des eaux , sur la rivière , s'il y en a une qui traverse la ville , ou qui passe auprès ; au con-

220 MAXIMES DE GUERRE

fluent de deux rivières , s'il y en a qui se joignent auprès d'une place de guerre ; et enfin dans toutes les parties importantes et foibles d'une ville , et garnissez-les de palissades.

Posez des sentinelles sur les remparts à tous les magasins , et dans tous les endroits importants à garder.

III. Placez des gardes de cavalerie dans la campagne , aux environs de la place , et donnez-leur un mot différent de celui que vous donnez aux gardes de l'intérieur de la place.

IV. Renforcez les gardes toutes les fois que vous croirez que cette précaution puisse devenir nécessaire ; mais sur-tout toutes les fois qu'il y aura une grande affluence de monde dans la ville , comme en temps de foire , de vendange , de récolte ; les jours de fêtes , de marchés , d'exécutions publiques ; aux grandes fêtes , aux processions.

V. Quelque compte que vous puissiez faire sur la fidélité des bourgeois , ne placez jamais les gardes bourgeoises que dans les postes les moins importants et les moins exposés.

VI. Si vous ne pouvez pas faire grand

DE M. LE COMTE DE KEWENHULLER. 221
fond sur la fidélité des bourgeois, désarmez-les.

Faites publier des bans par lesquels il leur soit défendu, sous des peines rigoureuses, d'entretenir aucune correspondance, aucun négoce, ni aucun commerce avec l'ennemi; de recevoir, loger et garder dans leurs maisons aucun étranger, sans le dénoncer et en prévenir le commandant; de se faire voir sur les remparts, ou dans les ouvrages; de s'attrouper, de faire des assemblées secrettes; enfin d'aller la nuit dans les rues sans lumière. Ordonnez-leur, sous les mêmes peines, d'être retirés dans leurs maisons tous les soirs à une heure prescrite, et à la moindre alarme de mettre des lumières aux fenêtres.

VII. A l'occasion des processions publiques et religieuses, ne souffrez pas que personne s'y trouve le visage couvert, comme il est d'usage dans certaines confrairies. Rien de toutes ces choses ne doit se pratiquer dans une ville de guerre, sans la permission et sans la participation du commandant.

VIII. Si enfin la bourgeoisie se révolte, mettez le feu aux quatre coins et au centre de la ville, et n'épargnez personne.

II. *Fermeture et ouverture des portes.*

I. Les portes d'une ville de guerre doivent se fermer au coucher, et s'ouvrir au lever du soleil.

Le major de la place doit s'y trouver en personne, et toutes les gardes doivent être sous les armes.

II. A l'ouverture des portes, on commence par ouvrir le guichet, et l'on y fait passer des troupes pour aller à la découverte, et pour battre l'estrade.

III. A la fermeture, de même qu'à l'ouverture des portes, ayez attention de ne jamais laisser entrer beaucoup de monde à-la-fois, soit à pied ou à cheval ou en voiture; ni aucune voiture ou charriot sans avoir examiné ce qu'il y a dedans.

Faites ordonner aux sentinelles d'arrêter et d'examiner tout ce qui se présente pour sortir ou pour entrer, et enfin de demander à tous ceux qui entrent leurs logemens, et de se faire remettre leurs armes, s'ils en ont.

IV. Les aubergistes doivent de même examiner et désarmer tous ceux qui viennent loger chez eux, et en donner tous

DE M. LE COMTE DE KEWENHULLER. 223
les jours une liste au gouverneur , qui examine ensuite si ces listes s'accordent avec les rapports des gardes.

Les portes d'une ville de guerre ne doivent jamais s'ouvrir la nuit , à moins que ce ne soit pour un objet de la plus grande importance , et alors le gouverneur doit y être présent.

III. *Ordres , rondes et patrouilles.*

I. Dans une ville de guerre , l'ordre ne doit se donner qu'après la fermeture des portes.

Donnez aux gardes de l'extérieur un mot différent de celui que vous donnez aux gardes de l'intérieur de la place.

Changez le mot toutes les fois que vous serez dans le cas d'ouvrir les portes pendant la nuit , en cas d'alarme et de désertion.

II. Les rondes doivent être réglées par le gouverneur de la place , suivant les circonstances et ses vues. Le major de la place fait autant de billets qu'il y a de rondes d'ordonnées , écrit sur ces billets les noms de ceux qui sont commandés pour ce genre de service , donne à chacun d'eux son

224 MAXIMES DE GUERRE

billet , lequel se transporte à l'heure qui lui est indiquée au corps-de-garde principal , y montre son billet , y reçoit le mot , et part de là pour faire sa ronde dans la partie qui lui est prescrite.

Les rondes ordinaires visitent les sentinelles le long des remparts. Les rondes extraordinaires , qui se font souvent par le gouverneur même , visitent non-seulement les sentinelles , mais aussi les corps-de-gardes , pour examiner s'il y a du feu et de la lumière , si les gardes et les sentinelles sont alertes , si leurs armes sont en bon état , si les officiers et les soldats sont tous à leur poste et exacts à leur devoir , si le mot de l'ordre est exactement le même à tous les postes , et tel qu'il a été donné.

III. Les patrouilles sont prises des gardes. Elles font leurs tournées dans l'intérieur de la ville , arrêtent tous ceux qu'ils rencontrent dans les rues commettant du désordre , paroissant suspects , ou s'y trouvant aux heures défendues , ou d'ailleurs en défaut , et veillent à ce que tout soit tranquille dans les cabarets et dans les maisons aux heures ordonnées.

IV. *Cas d'alarme.*

I. ÉTABLISSEZ des signaux à chaque poste, afin que si quelque poste apperçoit un détachement ennemi aux environs de la place, il puisse donner un signal qui marque la force du détachement, le côté d'où il vient, et la quantité de cavalerie qu'il est nécessaire de faire sortir de la place, et d'envoyer à sa rencontre ; alors cette cavalerie doit sortir avec précaution, et être soutenue par une troupe d'infanterie pour la recevoir en cas d'échec.

II. S'il s'élève du tumulte dans la place, faites lever les ponts, fermer les portes, prendre les armes à la garnison, et rester les troupes sous les armes jusqu'à ce que tout soit appaisé.

III. S'il survient un incendie, ne laissez accourir au feu que les troupes commandées pour s'y porter, les ouvriers avec les pompes et les outils nécessaires pour éteindre le feu et pour abattre les maisons voisines, les hommes et les femmes en état de porter de l'eau.

Renforcez les gardes, et faites faire des pa-

226 MAXIMES DE GUERRE

trouilles continuelles pour empêcher les vols et les désordres.

IV. En cas d'attaque de nuit , le gouverneur se transporte à la garde principale , fait renforcer toutes les gardes , allumer des pots à feu dans les ouvrages , et en jeter dans la campagne pour l'éclairer.

Les troupes qui ont descendu la garde retournent à leur ancien poste pour renforcer celles qui y sont.

Les troupes qui sont commandées pour monter la garde s'assemblent sur la place d'armes.

Les aubergistes ne laissent sortir aucun étranger de leurs maisons.

ATTAQUE DES PLACES.

I. *Attaque de vive force.*

I. Si vous voulez attaquer une place de vive force , saisissez le moment où vous serez informé avec certitude que la garnison est foible , ou qu'il y regne une terreur panique.

Attaquez l'épée à la main de tous les côtés en même-temps , et avec la plus grande vigueur et opiniâtreté.

II. *Blocus.*

I. FORMEZ le blocus d'une place lorsqu'elle est trop peuplée, lorsqu'il y a disette de vivres avant que la récolte soit faite, enfin lorsqu'elle sera remplie de monde, comme en temps de foire et de procession.

II. A cet effet, cantonnez les troupes dans les villages, aux environs de la place, et sur-tout sur les principaux débouchés; masquez par des postes toutes les portes et sorties de la place, afin que personne ne puisse en sortir ni y entrer.

III. Construisez des forts ou des redoutes pour assurer vos communications et vos convois.

Élevez des lignes de circonvallation, avec des redoutes de distance en distance, qui se défendent mutuellement, à la portée du canon.

Formez des inondations à l'entour de la place, ou coupez-lui l'eau.

Détruisez à coups de canon les ponts et les moulins de la place.

IV. Si une rivière traverse la place, mettez-vous à cheval dessus; construisez des

228 MAXIMES DE GUERRE

ponts pour la construction de vos quartiers, et des redoutes sur les deux rives.

Barrez la rivière avec des chaînes ou avec un double rang de palissades.

Jetez dans l'eau et fixez-y de grands arbres, dont les principales branches seront taillées en pointe, et joints par des crochets de fer, afin d'avoir le temps d'ouvrir les ponts pour laisser passer tout ce que l'ennemi pourroit faire descendre, et empêcher par-là que le choc ne brise et ne détruise rien.

I I I. *Surprise.*

I. Pour prendre une place par surprise, il faut avoir une connoissance exacte et parfaite de la situation, des parties fortes et foibles de cette place et des chemins que vous devez tenir pour y arriver, afin de pouvoir juger s'il convient de faire marcher vos troupes ensemble, ou de les séparer en différentes parties.

Lorsque vous formez une telle entreprise, munissez-vous de tous les outils nécessaires pour son exécution ; ayez-en le double de ce que vous en avez besoin, de chaque espece, afin que, s'il y en a qui

viennent à manquer, vous en ayez d'abord d'autres à la place ou de rechange, et qu'il ne puisse vous arriver aucun retard ni aucune confusion.

I. Calculez et combinez votre marche suivant la quantité de troupes que vous mettez en mouvement, suivant le train que vous menez à leur suite, et la nature des chemins que vous avez à suivre.

Faites vos dispositions avant de vous mettre en marche; donnez-les par écrit à ceux qui doivent agir, et spécifiez-y les noms de chacun d'eux.

Enfin, ne commandez pour une telle expédition que les plus braves soldats, les plus ingambes, les plus intrépides et les plus déterminés.

II. Entr'autres instrumens dont on se sert pour exécuter une telle entreprise, les plus essentiels sont les pétards et les échelles.

Les échelles doivent être longues, légères et aisées à porter, garnies en bas des pointes de fer, afin de pouvoir les fixer en terre; et en haut, d'étoffe rembourrée de laine ou de crin, afin de pouvoir les appuyer au mur sans faire de bruit.

III. On surprend une place par escalade, lorsque son enceinte est mauvaise, peu

230 MAXIMES DE GUERRE

élevée, qu'il s'y trouve des brèches, ou qu'elle est facile à ouvrir; escaladez alors dans différens points en même-temps, et pendant qu'une partie de vos troupes escalade, qu'une autre cherche à entrer dans la place par les embrâsures, lorsqu'elles ne sont pas fort élevées, par les égoûts et par l'entrée des eaux; tâchez d'attirer l'attention et les principales forces de l'ennemi dans une autre partie par une fausse attaque, et faites faire un feu continuél sur les flancs et les défenses de la place.

Lorsque vous serez dans la place, employez une partie de vos troupes aux travaux nécessaires pour vous y maintenir, une autre partie pour couvrir et soutenir les travailleurs, une troisieme pour la garde extérieure de la place, et pour observer ce qui se passe dans la campagne; une quatrieme pour mettre en bataille sur les places; dispersez le reste dans les rues pour faire des prisonniers et désarmer les habitants; partagez les maisons pour le pillage, de maniere que les meilleures étoient de préférence aux troupes qui se seront le plus distinguées; répartissez le reste au hasard, ou faites-les tirer au sort par quartier.

IV. Qui surprend une place par ruse, en

profitant de la négligence des gardes ; pour embarrasser les portes avec des voitures , des charrettes , des charriots ; pour égorger les corps-de-gardes au moyen des soldats qui se sont introduits dans la place en secret , seul à seul , cachés dans des charriots , dans des bateaux , ou comme déserteurs , ou déguisés en marchands , en prêtres , en femmes , en bourgeois ou en paysans ; en mettant le feu aux faubourgs , et pendant que tout le monde accourt pour l'éteindre , on surprend les gardes des portes , et on s'en rend maître.

On lorsqu'on est averti qu'un détachement ennemi doit rentrer dans la place , on se fait passer pour lui , en se prévalant d'un ordre soi - disant intercepté , on en produit un supposé , qui porte de faire sortir une partie de la garnison , ou d'y faire entrer des troupes fraîches.

Enfin , en faisant montre de drapeaux , d'étendards , de prisonniers , comme si l'on venoit de gagner une bataille , pour intimider et décourager la garnison ; et en faisant semblant d'attaquer dans une partie , tandis que l'on tâche de percer dans une autre.

V. On surprend enfin une place par tra-

hison , en gagnant avec de l'argent ou par des promesses , des bourgeois , des soldats , qui ouvrent les portes secrettement , s'assurent des sentinelles et des gardes , introduisent des soldats déguisés , ouvrent les prisons , et arment les prisonniers de guerre qui sont dans la place , et gâtent les vivres et les munitions ; ou l'on gagne le commandant même , afin qu'il soutienne une fausse attaque , fasse sauter les magasins , comme si cela étoit arrivé par accident , et rende la place ; ou l'on tâche de mettre le trouble et la discorde parmi ceux qui commandent .

Mais , si vous voulez vous servir de ces moyens , faites-vous donner des ôtages ou d'autres sûretés , afin que vous ne soyez pas trompé ou trahi vous même.

IV. *Siege en forme.*

I. SERVEZ - vous de tous les stratagèmes que vous puissiez imaginer.

Faites semblant de menacer une autre place , et attaquez celle que vous voulez assiéger , dans le temps qu'elle s'y attend le moins , et avant qu'elle soit pourvue de tout ce qui lui est nécessaire pour sa défense.

II. Soyez supérieur en forces à l'ennemi ou ayez deux armées, l'une d'observation, l'autre pour faire le siège.

Prenez si bien votre temps et vos mesures que vous soyez retranché devant la place avant que l'ennemi ne puisse arriver sur vous ; et alors , ou tenez-vous dans vos retranchemens , ou allez au-devant de lui pour le combattre , ou levez le siège à propos.

III. Soyez muni du véritable plan de la place , et des provisions en tous genres qui vous sont nécessaires , pendant tout le temps que vous présumez que le siège pourra durer.

IV. Investissez la place de tous les côtés avec la cavalerie ; et pendant que vous formez l'investissement , faites escarmoucher continuellement avec l'ennemi , afin que vous puissiez reconnoître la place avec exactitude.

V. Mettez l'armée en bataille devant la place , et faites-la sommer.

Campez l'armée le plus près de la place qu'il vous sera possible , mais hors de la portée du canon.

Formez autant de camps que vous voulez former d'attaques.

Faites construire les lignes de circonvallation et de contrevallation ; enfermez dans

234 MAXIMES DE GUERRE

ces lignes les parties qui dominent ; établissez et assurez toutes vos communications.

VI. Ouvrez la tranchée de nuit hors de la portée du fusil ; à moins que vous ne puissiez le faire de jour sans courir beaucoup de risque , à la faveur d'une colline , d'un fond , d'un ravin , ou de quelque ouvrage que vous auriez fait construire à cet effet.

Ayez grande attention à ce que votre tranchée ne soit point enfilée ; qu'elle soit bien flanquée ; que son parapet ait l'élévation nécessaire : évitez , autant que vous le pourrez , de la diriger dans un terrain pierreux ; qu'elle ait la profondeur convenable , et qu'en approchant du chemin couvert , le parapet en soit double et revêtu de fascines.

Employez à sa construction des fascines , des claies , des gablons et des pallisades.

Elevez dans les points principaux des redoutes contre les sorties.

VII. Construisez des batteries pour détruire les défenses de la place , et avancez-les à mesure que vous pousserez la tranchée en avant.

Si vous rencontrez un terrain élevé enfoncez-vous ; dans un terrain plat couvrez-

DE M. LE COMTE DE KEWENHULLER. 235
vous d'un parapet de terre , de fascines , de gabions et de sacs à terre ou à laine.

Battez en brèche dès que vous serez assez près ; et si vous avez des mines à craindre , faites des puits assez profonds pour les dé-
couvrir.

Tirez sur les clochers , les magasins et les églises pour les détruire.

VIII. Avancez vers le chemin couvert par la sappe , par des mines , et moyennant des ponts s'il y a un avant-fossé ; et lorsque vous vous en serez rendu maître , ayez sous la main les outils nécessaires pour vous y loger et vous y maintenir.

IX. Ouvrez la contrescarpe par la sappe ; et à cet effet détruisez auparavant les flancs et les défenses de l'ennemi.

X. La meilleure attaque est celle qui se dirige sur la face du bastion.

Faites le passage du fossé avec des galeries , sur des ponts de cuir , de toile , de canne , de cuivre , de tonneaux , de roues ; en desséchant les fossés , en détournant les eaux , moyennant des pompes ou des digues. Si vous vous servez de galeries , mettez-les à l'abri des coups de canon du côté où l'ennemi peut les battre.

XI. Attachez le mineur au chemin cou-

236 MAXIMES DE GUERRE

vert au pied du rempart , en creusant sous le fossé , et en y faisant des fourneaux et des galeries.

XII. Lorsque vous aurez ouvert une brèche par vos mines ou par vos batteries , faites-la reconnoître par des soldats cuivassés ; et si vous la trouvez praticable , donnez l'assaut à un signal convenu d'un certain nombre de coups de canon ou de bombes.

Faites de fausses attaques , en même temps que vous monterez à l'assaut en plusieurs endroits à-la-fois ; attaquez avec furie , revenez souvent à la charge avec des troupes fraîches , et logez-vous sur la brèche dès que vous vous en serez rendu maître.

XIII. Lorsque vous serez maître de la place , si vous voulez la garder , comblez la tranchée et les mines , chassez-en tous les gens inutiles ou suspects , et munissez-la de toutes les choses nécessaires. Si vous ne voulez pas la garder , rasez-la. Le butin appartient aux soldats. L'artillerie , les munitions , les vivres appartiennent au souverain.

DÉFENSE DES PLACES.

I. *Contre l'attaque de vive force.*

Ayez une bonne et suffisante garnison , les armes , les munitions et les outils nécessaires ; une bonne enceinte bien fortifiée , bien palissadée et bien fraisée , ou formez d'autres obstacles.

II. *Contre le blocus.*

FAITES prévenir tout le monde , et ordonnez que chacun se pourvoie de vivres ; faites visiter les magasins , les couvens , les maisons des particuliers , et notez ce qui s'y trouve.

Chassez de la ville toutes les bouches inutiles , et faites brûler aux environs de la place tout ce que vous n'aurez pas pu y faire entrer.

III. *Contre les surprises.*

I. SOYEZ sur vos gardes lorsque vous remarquerez que certaines personnes qui viennent habituellement en ville restent

238 MAXIMES DE GUERRE

tout d'un coup dehors, ou lorsqu'on vous donne de temps en temps de fausses alertes pour éprouver votre vigilance et votre contenance.

Envoyez alors des partis et des espions en campagne ; faites faire des patrouilles fréquentes autour de votre place en-dehors ; postez de la cavalerie dans les villages situés sur les débouchés par où l'ennemi peut venir, et des gardes de cavalerie en avant de ces villages.

II. Si votre enceinte est bonne et élevée, gardez avec soin les dehors de la place, ayez des palisades au milieu des fossés et le long de l'enceinte, et en hiver faites casser la glace.

Que les fossés de votre place soient remplis d'eau, ou qu'il y ait des avant-fossés.

Placez du canon chargé à cartouches ou à boulets ramés sur tous les flancs ; munissez-vous de poutres, de pierres, de matières combustibles sur votre parapet, pour jeter sur ceux qui cherchent à vous prendre par escalade.

III. Si votre enceinte est mauvaise, faites-la réparer autant qu'il vous sera possible ; établissez des corps-de-garde de bois, ou

des caponieres dans les fossés et dans les endroits qui ne sont point flanqués.

Faites faire des estacades , ou plusieurs rangées de palissades à l'entrée des eaux ; et n'y laissez qu'un très-petit passage pour les bateaux , que vous puissiez barrer avec des chaînes.

Si votre poste est sur une grande riviere , faites rassembler tous les bateaux en un lieu , et mettez-y une garde ; s'il est sur la mer , faites-y construire des ouvrages.

IV. Fortifiez les parties foibles de votre poste avec de la terre ou avec des palissades ; bouchez - en les portes en-dedans avec du fumier , ou couvrez-les en-dehors par quelqu'ouvrage ; fermez-en l'entrée avec des barrieres , des palissades , des herses , des orgues , des ponts - levis , des chevaux de frise ; placez-y du canon chargé à cartouches et des corps-de-garde , et n'en faites jamais qui soient en ligne directe. Ce sont les moyens de vous précautionner contre le pétard.

V. Ne souffrez aucune négligence dans le service , dans les ordres et dans la regle que vous avez établie dans votre place.

Faites tirer les postes au sort ; chassez de votre place , de force , ou sous quelque pré-

240 MAXIMES DE GUERRE
texte, toutes les personnes qui vous paroîtront suspectes.

Ne confiez jamais aucun poste de grande importance à des hommes sur la fidélité desquels vous puissiez avoir des doutes ; faites-les suivre, et épiez toutes leurs démarches.

Séparez les prisonniers ; barricadez les prisons ; mettez-y des gardes, et n'en confiez les clefs qu'à des hommes sûrs.

Promettez de grandes récompenses à celui qui découvrira une conspiration ou une trahison.

Ne confiez les gouvernemens des places qu'à des personnes incorruptibles, et ne réunissez jamais sur la même tête le commandement de la place et celui de la citadelle.

Voilà les moyens de vous précautionner contre la trahison.

IV. *Contre un siege en forme.*

I. FAITES prêter serment et signer à tous les chefs des corps, et généralement à tous ceux qui, par état, doivent être appelés au conseil de guerre, qu'ils promettent de vivre et de mourir ensemble, et s'engagent à punir
de

DE M. LE COMTE DE KEWENHULLER. 241
de mort le premier qui parlera de rendre la place.

II. Si votre garnison est forte , faites des sorties fréquentes et nombreuses , en différens temps et à différentes heures : mettez-y beaucoup de résolution et de vigueur ; mais observez le plus grand secret , et assurez-vous bien de votre retraite.

Si votre garnison est foible , faites peu de sorties.

III. Les sorties ont pour objet de faire des prisonniers , de combler la tranchée , d'enclouer le canon , de faire sortir de la place ou entrer dans la place des troupes ; elles doivent donc se faire la plupart du temps la nuit , ou au point du jour.

Mais en quel temps que ce soit , donnez aux troupes commandées pour une sortie un mot du guet et une marque distinctive pour se reconnoître entr'elles ; partagez-les en différentes parties qui se soutiennent les unes les autres , et munissez-les de tous les outils nécessaires pour remplir l'objet auquel elles sont destinées.

Employez une partie de la cavalerie à tourner et à prendre à dos les gardes de l'ennemi ; une autre à occuper quelque point intéressant pendant l'action , et jus-

242 MAXIMES DE GUERRE

qu'à ce qu'elle soit finie ; une troisième pour donner de fausses alarmes en différentes parties.

Postez des gardes aux endroits par où vous faites sortir les troupes , avec ordre de demander le mot du guet à toutes les personnes qui reviennent de l'attaque , et qui se présentent pour rentrer dans la place , afin qu'aucun espion ne puisse s'y glisser.

On encloue les canons avec des clous d'acier, des cailloux ou des pièces de bois.

IV. Faites faire un feu continu sur les approches pour inquiéter les travailleurs et détruire les travaux.

Faites des sorties et des contre-approches, et donnez souvent de fausses alarmes.

V. Faites des contre-batteries sur des cavaliers , ou d'autres élévations.

Minez vos batteries extérieures, et faites-les sauter aussi-tôt que vous ne pouvez plus les maintenir.

VI. Faites des contre-mines ; éventez celles de l'ennemi , et ôtez-en la poudre ; minez la contrescarpe , et faites-la sauter pendant que l'ennemi travaille à y établir des batteries.

VII. Défendez les fossés ; s'ils sont remplis d'eau , en brûlant ou en enlevant les maté-

riaux que l'ennemi y aura jettés pour faciliter son passage ; s'ils sont secs , en y faisant des coupures , des traverses , des places d'armes.

Détruisez les galeries de l'ennemi à coups de canon , en y jettant des bombes , des grenades , des artifices , avec des pétards , ou avec des bateaux armés de pieces courtes qui , faisant un feu continuel sur la galerie , la battent en ruine.

VIII. Supposez des lettres et des exprès qui vous annoncent du secours ; répandez-en le bruit , et faites croire qu'il vous en arrive en effet.

IX. Lorsque la brèche sera faite , empêchez que l'ennemi ne vienne la reconnoître.

Faites-la réparer et en escarper le débouché pendant la nuit.

Faites - y des fougasses ; mettez - y des chausses-trappes , des planches garnies de clous pointus , des chevaux de frise.

Allumez-y des feux , et ayez-y en même-temps toutes sortes d'armes de longueur prêtes au besoin , et du canon chargé à cartouches.

Aussi-tôt que l'ennemi aura fait le passage du fossé , retranchez-vous sur la brê-

244 MAXIMES DE GUERRE

che ; faites-y même plusieurs retranchemens les uns derriere les autres , un peu éloignés de l'attaque , et qui ne puissent être ni minés ni dominés.

X. Lorsque l'ennemi tentera de monter à l'assaut , défendez la brèche avec des soldats cuirassés.

Partagez vos troupes en dix parties ; employez-en deux sur la brèche pour la défendre ; placez-en trois derriere les deux premieres pour les soutenir ; placez-en deux sur le flanc qui voit la brèche ; employez les trois restantes sur le parapet , des deux côtés de la brèche.

Faites les mêmes dispositions pour la bourgeoisie , et employez les uns pour jeter des pierres et des matieres combustibles sur les assaillans , et les autres pour apporter des munitions et autres choses nécessaires.

XII. Lorsque la place sera réduite à la dernière extrémité :

Donnez-en avis au souverain ou au général commandant l'armée en chef.

Convenez à cet effet ensemble d'un signal qui distingue les avis véritables d'avec ceux qui ne seront que supposés.

Assemblez un conseil de guerre où vous exposerez la situation actuelle de la place.

Si ceux qui y sont appelés consentent tous d'une voix unanime à rendre la place , faites-en dresser un procès-verbal dans lequel soient spécifiés tous les détails de la défense et de la perte que vous aurez faite , les défauts de la place ; en un mot , toutes les raisons qui vous obligent à demander à capituler , et faites signer ce procès-verbal par tous les officiers qui composent le conseil de guerre , et par les principaux bourgeois de la ville.

Pour traiter et convenir avec l'ennemi des articles de la capitulation , faites arborer le drapeau blanc , battre la chamade , c'est-à-dire , rappeler sur la brèche ou sur le rempart ; envoyez chez l'ennemi des officiers de marque , faites-vous donner des otages de la même qualité , et doublez les gardes pendant tout le temps que dureront les pour-parlers.

Le gouverneur en personne ne doit jamais sortir de la place.

XII. La capitulation la plus avantageuse que vous puissiez faire , c'est d'obtenir les honneurs de la guerre ; c'est-à-dire , de sortir par la brèche avec armes , bagages et munitions , drapeaux déployés , tambour battant , mèche allumée , quelques

pièces de canon avec une certaine quantité de coups à tirer pour chaque pièce , un certain nombre de chariots couverts , des voitures pour transporter les malades et les équipages , une escorte pour conduire la garnison à un certain endroit , par un certain chemin et dans un certain temps , le tout spécifié dans la capitulation ; enfin l'échange des prisonniers de part et d'autre sans rançon.

Lorsque tous les articles de la capitulation auront été expliqués bien clairement , et de manière qu'il n'y ait aucune équivoque , vous garderez les ôtages jusqu'à ce qu'ils aient été remplis suivant leur véritable teneur.

XIII. Lorsque la garnison sortira de la place , la moitié de la cavalerie aura la tête , les bagages marcheront au centre , et l'infanterie fera l'arrière-garde , ainsi que les principaux officiers , et le gouverneur sera le dernier de tous. L'escorte sera partagée en trois parties , dont l'une sera l'avant-garde , l'autre marchera au centre , et la troisième sera l'arrière-garde du tout.

La garnison étant arrivée à sa destination , l'on renvoie l'escorte , et l'on se rend les ôtages de part et d'autre.

V. *Secours.*

I. Si vous voulez secourir une place , ôtez à l'ennemi tout moyen de subsister ; ravagez son pays ; attaquez une de ses propres places ; enfin , approvisionnez la vôtre de tout ce qui lui est nécessaire en vivres , en munitions , en troupes , en tâchant d'y faire entrer le tout ou avec un petit nombre de troupes , comme par surprise , ou avec toutes vos forces , en attaquant son camp , en lui présentant la bataille d'un côté pendant que vous faites entrer le secours d'un autre.

Faites toutes ces expéditions à propos , et avant que l'ennemi ne se soit fortifié ; et envoyez auparavant dans la place des avis pour annoncer et publier l'arrivée du secours , afin de ranimer le courage des assiégés.

II. Si vous voulez faire entrer du secours dans une place , marchez avec le plus grand secret , par les chemins les moins éclairés , les moins gardés et les moins défendus.

Distribuez à la cavalerie la farine ou la poudre , à raison de 30 livres par

homme , pour les transporter dans la place en les portant en croupe.

Si vous êtes découvert , forcez le passage après que vous serez convenu auparavant avec les assiégés du lieu , de la situation , de la manière , du signal , du mot pour vous reconnoître , et qu'ils se seront engagés de faire une sortie vigoureuse , et de donner de fausses alarmes en différentes parties en même temps.

III. Si vous voulez attaquer le camp des assiégeans , à mesure que vous en approcherez faites tirer pendant la nuit plusieurs coups de canon pour avertir les assiégés que le secours arrive.

Attaquez pendant la nuit un quartier , et donnez en même-temps de fausses alarmes à différens autres.

Choisissez et occupez un poste avantageux pour commencer le lendemain l'attaque avec d'autant plus de succès.

Notices d'Ouvrages nouveaux.

De J. J. Rousseau, considéré comme l'un des premiers auteurs de la révolution ; par M. Mercier. 2 vol. in-8°. A Paris, chez Buisson, imprimeur-libraire.

PERSONNE n'ignore l'influence que l'immortel Jean - Jacques a eue sur l'opinion publique , opinion qui , aidée des autres circonstances , a produit la révolution françoise. Tous ses ouvrages respirent en effet cette philosophie douce, humaine, cette horreur du régime arbitraire, ce respect pour les professions utiles, ce dégoût pour le faux savoir, pour le faux brillant du bel esprit, et sur - tout pour le faux éclat des grandeurs. C'est cette influence du philosophe génevois que M. Mercier développe avec ce talent supérieur dont il a déjà donné des preuves non équivoques. Par-tout où il parle de son héros il intéresse doublement et par le sujet et par la manière de le traiter. Son ouvrage est rempli d'anecdotes curieuses qui, pour la plupart, n'appartien-

nent qu'à lui , et servent infiniment à faire connoître le philosophe, avec lequel il paroît avoir eu des relations intimes ; mais quoique la politique ne dût point être étrangère à son sujet, nous ne pouvons dissimuler qu'elle n'y est point dans une juste mesure, et n'a pas toujours avec l'objet principal un rapport assez direct ; qu'on ne sent pas enfin assez dans cet écrit cette unité qui fait le charme des bons ouvrages.

L'auteur a divisé son sujet en onze sections auxquelles on seroit fort embarrassé d'ajouter des titres convenables, quelque esprit d'analyse que l'on ait. C'est sur-tout dans la première, la cinquième, la septième et la neuvième qu'on trouve les choses les plus intéressantes sur l'objet principal ; dans les autres, l'auteur s'abandonne à tous les lieux communs de la *philosophico-politique* moderne, dont nous n'avons jamais prétendu nier les principes, mais dont l'application nous a paru toujours hasardée et peu convenable aux circonstances ; car, pour ne parler ici que de cette *vertu publique* dont il semble qu'il veuille faire le ressort du gouvernement françois en la substituant au préjugé de l'honneur tant célébré par Montesquieu, nous avouons franchement que

nous n'avons pas de notre siècle une opinion assez favorable pour croire que cette *vertu publique* puisse prendre racine chez lui. On pourra bien la ressusciter dans des âmes corrompues, la soutenir même quelque temps en exaltant les têtes ; mais l'égoïsme ne tardera point à l'empoisonner de son souffle meurtrier, et à la faire disparaître. Le cœur humain perd de son énergie en étendant son affection à des objets éloignés dont les rapports avec tout ce qui le touche sont peu sensibles : aussi ne sommes-nous point étonnés que Montesquieu n'ait jamais conçu *des démocraties pures ou mixtes, GRANDES OU ÉTENDUES*, où la *vertu publique* agit et devint tout-à-la-fois la cause et la conservatrice du bonheur social, comme s'exprime M. Mercier (1). Cet égoïsme si naturel à l'homme, et que la philosophie du siècle a si fort exalté parmi nous, ne sauroit avoir de contre-poids que dans un gouvernement assez vigoureux pour soumettre tous les membres de la société à l'empire de la loi. *Tout autre système est bon pour les gens de l'Utopie*, dit Rous-

(1) Vol. I, page 160.

seau ; *il ne vaut rien pour les enfans d'Adam*. Citons ici la suite de ce passage ; il peut éclairer ceux qui n'ont pas su faire un usage convenable de son contrat social.

« Voici dans mes vieilles idées, dit Rousseau, le grand problème en politique que je compare à celui de la quadrature du cercle en géométrie et à celui des longitudes en astronomie : *trouver une forme de gouvernement qui mette la loi au-dessus de l'homme*. Si cette forme est trouvable, cherchons-la et tâchons de l'établir..... Si malheureusement cette forme n'est pas trouvable, et j'avoue ingénument que je crois qu'elle ne l'est pas, mon avis est qu'il faut passer à l'autre extrémité, et mettre tout d'un coup l'homme autant au-dessus de la loi qu'il peut l'être, par conséquent établir le despotisme arbitraire, et le plus arbitraire qu'il est possible : je voudrais que le despotisme pût être Dieu ; en un mot, je ne vois pas de milieu supportable entre la plus austère démocratie et le hobbisme le plus parfait ; car le conflit des hommes et des loix, qui met dans l'état une guerre intestine continuelle, est le pire de tous les états politiques ».

» Mais les Caligula , les Néron , les Ti-
» phere !..... Mon Dieu !..... je me roule
» par terre , et je gémiss d'être homme (1) ».

C'est dans cette même lettre que Rousseau , parlant de l'influence que des loix évidentes peuvent avoir sur l'ordre social , dit ces paroles bien remarquables : « Il me
» semble que l'évidence ne peut jamais être
» dans les loix naturelles et politiques qu'en
» les considérant par abstraction. Dans un
» gouvernement particulier, que tant d'élé-
» mens divers composent , cette évidence
» disaroît nécessairement ; car la science
» du gouvernement n'est qu'une science de
» combinaisons , d'applications et d'except-
» tions , selon les temps , les lieux , les cir-
» constances. Jamais le public ne peut voir
» avec évidence les rapports et le jeu de
» tout cela ». Si Rousseau eût écrit cette lettre de nos jours , il est clair qu'on l'eût représenté dans quelque jolie caricature , comme son confrere l'abbé Raynal , un hochet à la main , et conduit par la lisière.

(1) Lettre à M. le marquis de Mirabeau.

Lettres de Junius. A Paris, chez Lacloyé, libraire, à l'Orme-Saint-Gervais, et au Palais-Royal, galeries de bois, n°. 221.

Le nom de Junius a de tout temps orné le frontispice des écrits les plus vigoureux contre les despotes. Celui-ci ne dément point son titre par l'énergie avec laquelle il poursuit ceux qu'il compare aux quatre cents tyrans d'Athènes ; mais ce qui le distingue principalement, c'est sa haine raisonnée contre tout ce qui tient *au républicanisme*, aux droits mal entendus du peuple. Dans cet ouvrage, divisé en plusieurs lettres, le nouveau Junius s'adresse tantôt à la minorité de l'assemblée, dont il objurgue la foiblesse et la pusillanimité ; au corps collectif de la nation, qu'il engage à reprendre ses pouvoirs, à obliger ses mandataires à rendre compte, et à donner un grand exemple à la postérité ; tantôt au roi, qu'il peint comme un être dégradé, auquel on n'a laissé le pouvoir de l'exécution que pour faire de lui un instrument de violence, un persécuteur de l'église, et rejeter sur sa personne l'odieux d'un nouveau système qui révolte, dit-il, toutes les nations ; à tous

les ordres de l'état, auxquels il démontre les dangers du nouvel ordre de choses, et sur-tout celui qui doit naître de cette égalité que l'ignorance et l'orgueil sont si naturellement portés à mal interpréter (1); aux vrais amis de la patrie, auxquels il retrace avec énergie tous les malheurs causés par une puissance *qui, dit-il, porte sur sa face*

(1) « Les artisans et les ouvriers, dit-il, ne subsistent que du salaire qu'ils reçoivent du riche. Cette condition rétrécit nécessairement et avilit leur ame; elle humilie naturellement l'esprit, et le porte en sens contraire à l'insolence; elle fait ou des mercenaires ou des tyrans. Comment l'amour de la gloire, celui même de la patrie, pourroit-il se maintenir chez un peuple où la nombreuse classe des artisans et des ouvriers anroit part à la législation? Comment seroit-il possible qu'un état gouverné par des mercenaires n'en prit pas le génie et le caractère? L'intérêt particulier y décideroit nécessairement de l'intérêt général; la législation, tour-à-tour extrême dans toutes ses opérations, timide le matin, téméraire le soir, lâche et emportée à-la fois, ne connoitroit jamais ni ses forces, ni sa foiblesse, ni ses ressources; jamais elle n'agiroit à propos; jamais elle ne sauroit prévoir les dangers ni les prévenir. C'est ainsi qu'Athènes se perdit, que la guerre du Péloponèse s'alluma, et que la Grece entière fut dissoute. Quel présage pour nous! »

les stigmates d'un pouvoir arbitraire qu'aucun autre ne balance. etc. etc. etc.

Nous sommes bien éloignés de partager tous les sentimens du nouveau Junius, dont le zele passe quelquefois les bornes ; mais l'impartialité dont nous faisons profession nous force d'avouer que son ouvrage, plein de l'éloquence des Cicéron, des Démosthenes, est souvent appuyé sur les meilleurs principes.

État moral, physique et politique de la maison de Savoie, etc.

« Les grands ont fait le déficit, qu'ils y remédient !... »

A Paris, chez Buisson, imprimeur-libraire.

DANS la première partie de cet ouvrage, l'auteur dévoile sans ménagement les abus de toute espece qui existent dans le gouvernement et les différentes administrations du royaume Sarde.

La seconde partie est une espece de compte rendu ; elle offre le tableau de l'état militaire, des finances, du ministere, des tribunaux de justice, etc. Elle est terminée
par

par une courte analyse des constitutions du roi de Sardaigne , et par une esquisse des portraits de la maison régnante ».

« En faisant le tableau , dit l'auteur , de ce qui se passe à Turin par rapport à la Sardaigne et à Chambéry , je ne cacherai pas le mal , mais je montrerai le bien où il est ; et tout en rappelant les devoirs des soi-disant *grands* , je parlerai de ceux des citoyens avec la même franchise ». Ce ton de modération et d'impartialité ne doit pas en imposer à nos lecteurs ; cet ouvrage ne respire d'un bout à l'autre que la haine et la vengeance contre tous les agens du pouvoir souverain ; c'est un brandon jetté sur de la paille.

Voici le résumé de la première partie , et l'analyse que l'auteur fait dans la seconde des loix de l'empire Sarde. Ce n'est pas pour donner une idée de la manière dont il traite son sujet que nous rapportons ces deux morceaux : nous les aurions mieux choisis ; mais parce qu'ils peuvent faire mieux connoître le fonds de son ouvrage.

« La Savoie est pauvre , parce qu'elle gémit sous l'oppression ».

« L'île de Sardaigne fouroiroit de grandes
2^e année. *Tome VII.*

ressources, mais elle ne rend gueres au souverain que le plaisir d'en être roi ».

« Le Piémont est très-fertile ; mais la soie étant son principal commerce, les Piémontois devroient un peu plus s'humaniser avec les François ; car ce sont ces derniers qui leur comptent toutes les années des millions. Sans les *louis* qui viennent de France, je ne sais gueres avec quoi l'on feroit des *carlins* à Turin ».

« La cour ne rend les François odieux au peuple que parce qu'ils sont éclairés ; qu'ils connoissent les droits de l'homme, et qu'ils détestent la tyrannie ».

« On ne défend en Savoie et en Piémont la cocarde aux trois couleurs que parce qu'elle annonce la liberté ; mais comment fera-t-on lorsque la monnoie portera la même devise ? Pauvre peuple ! vous défendra-t-on aussi de recevoir des écus ? »

« Sujets du roi de Sardaigne, demandez qu'on abolisse le droit de primogéniture chez les nobles ; cet usage impolitique vous met trop de cadets sur les bras ».

« Dites à votre souverain de se faire présenter la liste de ses finances ».

« *Déficit*. . . . Montrez au roi que ce

déficit est une suite de l'orgueil de ses gens, de ses agens, de la voracité de ses courtisans, et de l'ineptie du bureau de la guerre. Que signifient ces accommodemens, sans autre cause que celle d'avancer des enfans ? Que veut dire cette légende ridicule de généraux pour une armée de vingt mille soldats (1) ? »

Déficit. . . . « Parce que les cartons de 100 livres et ceux de 50 perdront leur crédit à force de les multiplier ».

Déficit. . . . « Parce que des républiques voisines attirent l'or et l'argent du Piémont ; elles l'achètent avec des pièces de cuivre. La cour peut essayer de retirer sa monnaie ; elle trouvera peu de pistoles, peu d'écus, et beaucoup plus de mitraille qu'elle n'en a fait frapper ».

Déficit..... déficit..... déficit..... « Par la raison que la recette diminue à mesure que la dépense de l'état augmente ».

(1) Il est bon d'observer que chaque soldat à quatre supérieurs. Ainsi, lorsque la cour de Turin fera marcher 5000 hommes, on n'aura que mille coups de fusils à craindre ; car les généraux, les colonels, les majors, les officiers, les sous-officiers ne se présentent guères qu'à la canne à la main. *Note de l'auteur.*

« Le remède à tant de désordres est de faire le contraire de ce que l'on a fait jusqu'à présent. Il faut veiller à l'instruction des peuples, et non pas à leur ruine. On peut avec des canons dépeupler un état, mais cela ne paie pas les dettes. L'oubli des loix n'est jamais une ressource pour les maîtres d'un empire qui menace ruine ».

« Pour avoir de bonnes troupes, il ne suffit pas d'avoir des officiers *importans*; l'élégance, la parure, l'orgueil, l'irrégion sont des qualités peu faites pour intimider un ennemi. A propos d'officiers, s'il falloit entrer en campagne, qui chargeroit-on du transport de ces petits lieutenans qui peuvent à peine marcher et manger seuls?... Sur qui tireroient ces soldats que l'on méprise tant en temps de paix, et qu'on bat chaque jour de verges et de bâton, sur le seul caprice d'un fanfaron à larges épaulettes ? »

« Quand on aura donné des croix de Saint-Maurice à tout le monde, comment distinguera-t-on les *chevaliers* ? »

« A force de ridiculiser les places de magistrat, où trouvera-t-on à la fin des juges ? »

« Il est de fait que le commerce et l'agriculture font fleurir un état. Qu'arrivera-t-il

si on ne s'occupe au contraire que d'habits d'uniforme , de croix , de cordons , de tambours , d'exercices , de bastonnades et de musique ? »

« Qui est-ce qui a pu persuader au cabinet de Turin que la prodigalité est un moyen d'économie ? Quel est le gouvernement qui sert de modele à celui de Sardaigne ? »

« Réformez-vous , ou le *déficit* vous reformera ; calculez votre dépense sur vos ressources , et ne perdez pas vos dettes de vue ; abolissez les trois-quarts de ces charges qui vous ruinent ; diminuez le nombre de ces statues de bureaux ; ne pensionnez plus tant de valets de cour ».

« Au lieu de vous opiniâtrer contre la révolution promise à tous les peuples , prévenez - la ; soyez humain , soyez juste , et votre trône ne sera point ébranlé ».

« Quelle est la nature de votre gouvernement ? il n'est ni monarchique ni vraiment despotique ; c'est un mélange d'impolitique qui ne peut subsister au degré où il est. Si la constitution françoise répugne si fort au cabinet de Turin , qu'il adopte au moins en entier celle des sultans de Constantinople. Le despotisme turc est cent fois plus juste

que le despotisme piémontois ; car la force du sultan pese sur tous ses sujets indistinctement ; il n'a pas la bonhomie d'obéir, ni de se laisser maîtriser par ses visirs ; il a le courage de faire tomber la tête de ses agens : enfin il est vraiment maître. Mais le roi de Turin n'a de pouvoir que sur le pauvre ; ses nobles , ses grands de cour commettent mille iniquités en son nom , et sont impunis ; au lieu d'être maître dans son royaume, il est esclave de la noblesse. On lui dicte ses plaisirs , ses devoirs , et son existence est vraiment toute dévouée au caprice de ses gentilshommes. Il n'est donc ni monarque ni despote ; il est le premier esclave de l'état ».

« Le désespoir des peuples les amène à la connoissance de leurs forces de-là la chute des tyrans ».

« Il faut savoir commander suivant les circonstances ; la politique d'un état est fondée sur celle de ses voisins. Le prince qui ne feroit point cette réflexion joueroit sa couronne aux dez ».

« A un peuple instruit il faut des maîtres sages et éclairés. Les espiégleries de cour, les singeries du fanatisme ne sont plus que des ressorts nuls et ridicules ».

« Le peuple ne voit plus sans indignation qu'un seul homme ait le pouvoir de disposer de sa fortune et de sa vie ; il ne croit ce pouvoir suprême que dans la main de Dieu. Les nations sont décidées à rendre hommage aux vertus et aux talens ; mais l'orgueil et l'imposture n'attireront que leur colere et leur mépris ».

« Celui qui fera observer les loix , celui qui les observera lui-même pourra être monarque , mais plus de sceptre de fer....»

« S'il faut des peines corporelles et infamantes , de quelque condition que soit le coupable , rien ne doit le soustraire aux coups de la justice ».

« Les tyrans se coalisent ; les peuples doivent en faire autant. Les premiers le font pour avilir l'homme ; que les autres se donnent la main pour l'ennoblir. Les *grands* ont fait le *déficit* , qu'ils y remédient ! »

« Le mot *peuple* a été mal entendu jusqu'à ce jour ; il veut dire *homme et souverain* ».

« Le mot de tyrannie est un blasphème ; il faut livrer le nom et le fait à l'exécration publique ».

« *Fraternité* , c'est le mot de ralliement : *vivre libres ou mourir* sont les mots de l'oe

dre. O rois ! que vous demande - t - on ? la justice. Peuples ! qu'exige-t-on de vous ? du courage ».

Cette suite de pensées et de maximes est terminée par ces paroles, que la justice et l'impartialité nous obligent de rapporter :

« Peuples , dit l'auteur , ne cherchez à briser vos fers que lorsque vous aurez bien conçu ce que l'on doit entendre par liberté. Ce mot saint et sacré ne détruit pas l'ordre des sociétés ; il soumet tous les hommes au pouvoir de la loi , et n'abat que les jugemens arbitraires , les vexations injustes , les titres et les prétentions de l'orgueil. Il ne faut pas non plus que les citoyens se trompent sur l'égalité. En admettant tous les hommes au concours des places , on aime à croire que personne ne s'opposera ni par haine ni par amour-propre à l'avancement des gens de mérite ».

Voici des observations sur les constitutions du roi de Sardaigne , que l'auteur prétend lui avoir été communiquées par un des meilleurs avocats du pays. On ôte , dit-il , ou l'on ajoute quelques loix à ce code royal chaque fois que le sceptre change de main ; de façon qu'en lisant la

constitution on peut juger du caractere du souverain.

Après une courte , mais virulente diatribe contre les rois et les loix qu'ils établissent , et contre les prêtres qui osent y attacher les peuples par un devoir de religion , il continue ainsi : « Le code Sarde commence , bien entendu , par les loix qui ordonnent de respecter et servir la divinité ; vient ensuite l'ordre de respecter les ministres de la religion ; après cela arrivent les loix qui rendent le roi irréprochable et sacré. Il y a un long chapitre sur les citoyens éclairés , sur ceux qui verroient les princes tels qu'ils sont , enfin sur les *séditieux* ».

« C'est toujours sous le masque de la sagesse et de la clémence que ces *royales constitutions* distribuent aux malheureux des peines pécuniaires , des tourmens et même la mort. C'est sous le voile de l'égalité prêchée dans l'évangile que l'on y distingue le gentilhomme assassin du pauvre irrité par la faim ou le désespoir. Le premier n'est que renfermé dans une prison , tandis que l'on livre le dernier au supplice de la roue ».

« On se sert du terme de justice pour ordonner que les filles seront flétries par une

espece d'exhérédation en faveur des mâles. On se dit encore juste en accordant des privilèges à un enfant pour être sorti le premier du néant (1) ».

« On trouve des paragraphes dans ce code royal qui obligent un homme à être délateur, contre les loix de la nature et de l'humanité. On y autorise des espions qui, sous prétexte de servir le despote, servent souvent leur vengeance et leur intérêt. On publie tout cela au nom de Dieu; et ces loix horribles et inconstitutionnelles mêlent le service divin avec celui des bourreaux ».

« Après avoir insulté l'homme dans plusieurs chapitres, le législateur Sarde finit par insulter à l'Eternel dans un autre. Il

(1) Les primogénitures ruinent l'état; elles mettent d'abord une foule de cadets sur les bras de la nation; il faut les nourrir, les placer et les élever: elles multiplient de plus les célibataires et leurs vices; les primogénitures sont par conséquent contre la loi et la religion. Ce droit d'hériter, donné à un seul, est l'image de l'orgueil et de la rapacité du despote qui l'autorise. Mais un des bienfaits de la nature, c'est que le mal se punit par le mal même; et ce sont les droits d'aînesse qui augmenteront le déficit de Turin, et qui rappelleront malgré lui le monarque à une réforme salutaire. *Note de l'auteur.*

y est défendu au titre troisieme du premier livre , sous peine de trois mois de prison , aux juges , syndics ou conseillers , de tenir tribunal , ni de s'assembler pour des délibérations dans les églises. Le despote suppose-t-il que la maison de Dieu ne sauroit être un temple de justice , ou plutôt regarde-t-il la publication de ses édits comme trop impie pour être faite dans le temple du Seigneur ? L'une et l'autre de ces réflexions ne justifient pas le législateur ».

« Il y a des peines portées contre ceux qui boivent les jours de fêtes ; il y en a contre ceux qui font cuire de la viande le jour de carême : mais toutes ces peines sont pécuniaires ; on échappe à l'enfer moyennant quelques écus donnés au despote ».

« Les *constitutions royales* portent leur inquisition jusques sur la *communion* et la *confession* ; elles invitent les syndics et conseillers de communautés à envoyer chaque année à Turin la liste des dévots ou plutôt des hypocrites ; la cour n'emploie ensuite que ceux des citoyens qui se sont le plus souvent confessés. On doit imaginer à combien d'abus cette pratique ridicule et bigote doit donner lieu ; elle ouvre à tous les tartuffes le chemin des grandeurs et des di-

gnités : c'est dans les classes des dévots qu'on choisit les ministres, les espions et les *archers* ».

« Dans le titre sixieme, livre premier, le législateur défend de graver ou peindre le signe de la croix sur les sépulcres, parce que, dit-il, on pourroit les fouler au pied. Eh bien ! ce même roi qui a de tels scrupules marche et crache sur des tapis qui sont tous garnis de croix ; car on sait que la croix blanche est la devise de la maison de Savoie. Au lieu d'une telle observation sur les sépulcres, un sage législateur eût plutôt promulgué une loi qui défendît d'enterrer dans les villes et les églises ».

« On trouve une foule immense de loix aussi judicieuses que celles-là dans les constitutions sardes. Il y a un chapitre sur les épousailles et les baptêmes. Ceux qui interrompoient ces saintes cérémonies paieroient une amende de deux livres s'ils étoient roturiers, et de dix livres s'ils étoient nobles : voilà le seul article où la noblesse soit taxée plus que la roture ; mais cette loi est plutôt un objet de calcul qu'un effet de l'équité : car les nobles fréquentant moins les églises, il étoit de toute nécessité d'accroître la peine ».

« Le chapitre 1^{er} du titre 8^e traite de la séparation des juifs d'avec les chrétiens. On y voit un prince bigot accorder le domicile à des hérétiques , mais sous des conditions humaines. Après leur avoir vendu le droit de prier leur dieu à leur manière, il leur dit (*chap. 2 , titre 8*) de chanter leurs prières d'un *ton bas et modeste* : voilà le roi Sarde devenu le maître de cérémonies dans les synagogues juives. Il est défendu aux juifs de prier devant des chrétiens , sous peine de dix écus d'amende ; il est aussi défendu aux juifs d'avoir des immeubles , et cela pour les engager à changer de religion si-tôt qu'ils sont riches. Un juif est puni de mort (*chap. 6 , tit. 8 , liv. 1*) s'il parle mal de la Vierge ou d'un Saint quelconque ; les constitutions défendent ensuite aux chrétiens, de quelque sexe qu'ils soient, d'habiter avec les juifs , sous prétexte de les servir. Enfin, les loix qui concernent la gent juive ont été dictées par l'hypocrisie et l'avarice ».

« Le second livre traite des juges et des magistrats. Il faut avouer que ces messieurs vont assez bien à côté des juifs ; mais le législateur les y a-t-il placés par raison ou par bonhomie ? je l'ignore. Voici un paragraphe qui peint bien la morgue des rois ;

on lit, *titre 1, livre 1*, que les présidens, les sénateurs et autres juges observeront, dans leurs fonctions, la gravité convenable et analogue à la grandeur du souverain qui les a placés. Quelle modestie ! . . . »

« Il ne faut pourtant pas croire que les constitutions Sardes ne soient que ridicules; elles ne sont pas moins barbares; car on trouve, dans le *second livre*, un grand chapitre sur la torture ».

« Il est sur-tout curieux de lire l'article des crimes appelés *de leze-majesté*: un soupçon suffit pour être puni de mort. Cela prouve bien la lâcheté des despotes; ils savent, les cruels, que ce n'est qu'en entourant leurs palais de gibets qu'ils peuvent en écarter la vengeance ! Mais l'éternel a parlé; leur imposture est connue et les rois sont jugés ».

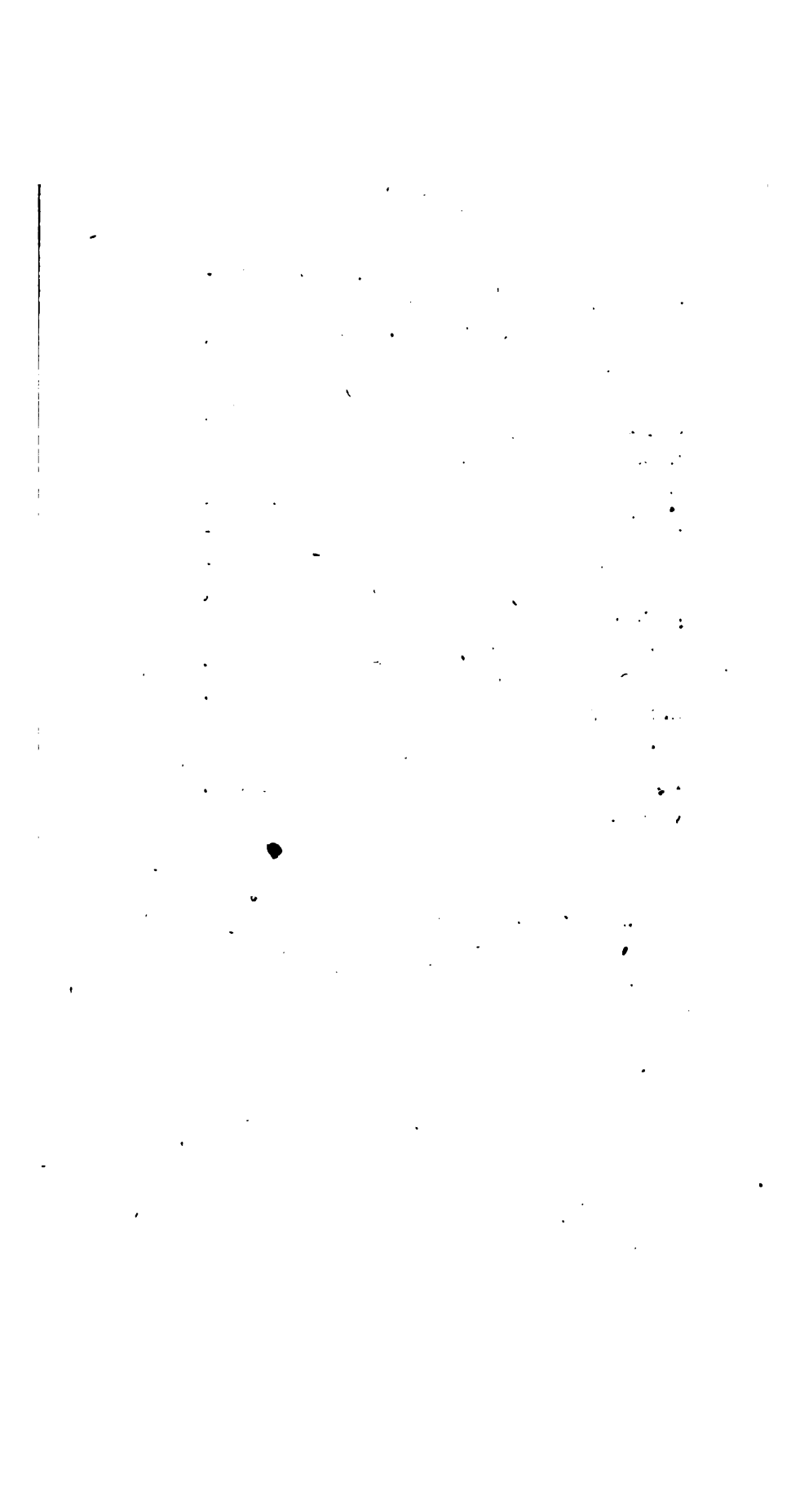
« Tout le code Sarde est rempli de prérogatives absurdes pour la noblesse et la cour. En parlant des ventes qui se font par criées, il est dit, *titre 13, livre 5*, que les créanciers qui ne se seroient pas présentés pendant les criées perdront leur hypothèque sur ces biens. Nous exceptons cependant, dit le roi, notre procureur-général, agissant pour notre majesté; et nous déclarons

conserver notre hypothèque malgré la loi ».

« Il seroit inutile de multiplier les citations pour mettre le lecteur à même de juger les constitutions Sardes. Le roi même ne croit pas à ce code royal ; car il y déroge tous les jours en faveur de ses amis ou de ses valets. Ce sultan tourne comme il veut les juges et les commandans de ses provinces ; il fait passer à ses sénats des lettres-de-cachet , et fait mouler un arrêt à sa fantaisie ».

L'auteur appelle ensuite , avec cet esprit de modération dont il est toujours animé , le bras vigoureux de tous les peuples sur la tête de cette race de nobles qui n'ont , dit-il , que l'orgueil et la cruauté pour toutes vertus.

*Fin du Tome septieme de la seconde
année.*



BIBLIOTHEQUE

DE

L'HOMME PUBLIC;

OU

ANALYSE RAISONNÉE

DES PRINCIPAUX OUVRAGES

FRANÇOIS ET ÉTRANGERS,

*Sur la Politique en général, la Législation,
les Finances, la Police, l'Agriculture et le
Commerce en particulier, et sur le Droit
naturel et public.*

PAR M. CONDORCET, Secrétaire perpétuel
de l'Académie des Sciences, l'un des Qua-
rante de l'Académie Française, et autres
Gens de Lettres.

SECONDE ANNÉE.

TOME HUITIÈME.



A PARIS,

Chez BUISSON, Libraire, rue Haute-
Feuille, N°. 20.

1791.

Quelque foible influence que puisse avoir ma voix
dans les affaires publiques, le droit d'y voter suffit pour
m'imposer le devoir de m'en instruire.

J. J. Rousseau, Contrat social.

BIBLIOTHEQUE

DE

L'HOMME PUBLIC.

Le Financier - Citoyen, 1757.

Cet ouvrage, dont le titre annonce les meilleurs intentions pour le bien public, ne pouvoit paroître, sous un régime tyrannique, avec le nom de son auteur ; tout ce que nous savons de lui, c'est qu'il a travaillé vingt-deux ans dans les fermes. Son livre est divisé en deux parties, dont la première contient un examen des sentimens et des opérations des ministres les plus connus depuis cent soixante ans, ainsi que des principes et des opinions des écrivains les plus judicieux sur les finances. La seconde traite des opérations relatives au ministère. On en fonde les principes sur la constitution du gouvernement monarchique ; et toutes les combinaisons y sont établies d'après la position connue et possible des ressources du royaume. On y indique les moyens de déraciner les vices d'une administration mal dirigée, et de lui substituer une régie plus raisonnée et plus fructueuse.

L'auteur avoit promis d'ajouter à cet ouvrage une troisième partie, qui s'est dérobée jusqu'ici à nos yeux

cherches ; elle devoit être relative aux opérations des fermes , sous-fermes et recettes générales , et traiter , 1°. de la mécanique qui renferme le droit , la procédure , l'exercice et la comptabilité ; 2°. de la spéculation , et 3°. de la politique des fermiers , sous-fermiers et receveurs généraux. On voit par cet exposé qu'elle n'auroit point été d'un intérêt général , et par conséquent qu'elle se seroit moins rapportée que les autres à la nature de cet ouvrage ; c'est ce qui doit nous consoler de sa perte.

Sully paroît à l'auteur le seul ministre des finances qui , depuis cent soixante ans , ait connu les vrais principes du gouvernement , et qui ait travaillé avec zèle et fidélité pour le bien , l'honneur et la gloire du roi , en cherchant tous les moyens de soulager le peuple. Avant lui les finances étoient dans le plus grand désordre ; la confusion y étoit telle que le roi manquoit du nécessaire , et le peuple étoit épuisé , pendant que les gens d'affaires et les étrangers jouissoient de biens immenses.

La dette de l'état n'a pris les accroissemens où nous la voyons que par la faute des administrateurs , qui ont sans doute ignoré ou n'ont pas voulu suivre les excellens principes de Sully. Le cardinal de Richelieu lui-même a donné lieu à des dissipations qui ne font pas l'éloge de son ministère. Colbert , avec de bonnes intentions , est tombé dans des inconséquences impardonnables à un aussi grand ministre ; et depuis 1685 jusqu'en 1708 , l'état a contracté pour six cent quatre-vingt millions de dettes ; en sorte que M. Desmarests , célèbre par son mémoire au régent , a eu toutes les peines du monde à soutenir le crédit public depuis 1708 jus-

qu'au mois d'avril 1715. Cet état déplorable donna lieu au système de M. Law , dont le succès fut d'abord étonnant. Notre auteur fait connoître les vices de ses principes et le danger de ses conséquences. Il passe ensuite à l'examen des ouvrages importans qui ont traité la matiere des finances depuis l'époque à laquelle il s'est fixé.

Le plus ancien est le *détail de la France* ; quoiqu'il soit exagéré en beaucoup d'endroits , souvent obscur et toujours diffus , l'auteur y fait paroître de bonnes intentions , et semble n'avoir pour principes que le bien de l'état et le soulagement des peuples. La fameuse *dîme royale* du maréchal de Vauban fournit à notre auteur les raisons dont il la combat.

M. le comte de Boullainvilliers a fait plusieurs mémoires sur les finances qui prouvent de fort bonnes intentions ; mais les moyens qu'il propose paroissent à notre *Financier* aussi contraires aux principes du gouvernement qu'au redressement des torts dans l'administration des finances , que M. de Boullainvilliers paroît cependant avoir eu pour objet principal.

Le plan de M. de la Jonchere a pour base , d'un côté , la dîme royale de M. de Vauban , avec quelque différence dans la maniere de la lever , et de l'autre le système de M. Law. Ce qu'il y a ajouté du sien prouve , selon notre auteur , qu'il avoit plus d'imagination que de jugement , et qu'il étoit plus fécond en idées qu'en principes et en raisonnemens solides. M. de la Jonchere , ajoute-t-il , détruit tous les ordres de citoyens , et propose une refonte du gouvernement qui ne peut s'exécuter sans une dissolution de la monarchie.

6 LE FINANCIER À-CITOYEN.

M. l'abbé de St-Pierre ; célèbre par sa *taille proportionnelle*, par son *projet de paix perpétuelle européenne*, par son *académie politique* ; et par une infinité d'autres ouvrages sur toutes les parties du gouvernement ; a écrit pour la gloire du roi et le bien de l'état, et toutes les vues de cet écrivain tendent directement au bonheur des peuples : mais jusqu'à présent on ne voit pas que les remèdes qu'il propose pour y parvenir aient produit aucun effet sensible. Il faut convenir que sa *taille proportionnelle* est sujette à bien des inconvénients, et que ce qu'il dit sur la manière d'administrer les fermes du roi prouve qu'il étoit peu versé dans cette matière. Notre auteur adopte, sa maxime sur la nécessité d'économiser un sixième des revenus du roi.

L'essai sur le commerce, de M. Melon, annonce un bon citoyen ; dont les vues sur l'administration sont assez justes. Il s'est contenté cependant ; à quelques égards, d'indiquer le mal sans chercher le remède. Il parle beaucoup des monnoies, et propose une régie simple pour la levée des impôts ; mais il n'a pas été heureux dans son choix. M. Durot l'a critiqué sur ce qui a trait à la variation des monnoies ; et s'est beaucoup étendu sur le change étranger et sur le système de M. Law.

L'auteur auroit placé à la tête de ces écrivains le plus lumineux et le plus profond des politiques modernes, l'immortel Montesquieu, s'il n'avoit eu pour but, en suivant l'ordre chronologique, de faire connoître le progrès des connoissances sur l'administration des finances. Cependant il assure que nous n'avons encore aucun plan raisonné sur cet objet important, quelque lumière que l'*Esprit des loix* y ait répandu. Voyons si nous sommes plus heureux depuis l'impression de ses ouvrages.

*Examen des sentimens et des opérations
des Ministres les plus connus , ainsi
que des principes et des opinions des
Ecrivains les plus judicieux sur le fait
des finances.*

MINISTRES.

CHAPITRE PREMIER:

M. le duc de Sully.

M. DE SULLY a pratiqué ce qu'il conseille dans ses mémoires ; on voit dans toutes ses actions l'homme d'état et le parfait citoyen. Il nous apprend (tome 3 , page 295) que les impositions se levoient si difficilement, à son avènement au ministere, qu'il fut obligé de remettre au peuple 20 millions sur les impositions de l'année 1596, et qu'ensuite les recouvrements se firent bien.

Il libéra l'état de 200 millions de dettes en quinze années d'administration ; il sou-

8 LE FINANCIER-CITOYEN.
lagea le peuple, et il économisa 30 millions, qui se trouverent dans les coffres de l'épargne à la mort de Henri-le-Grand. Il faut l'entendre lui-même pour connoître jusqu'où alloit son amour pour le peuple.

« Après ce soulagement⁽¹⁾, je cherchai à procurer aux peuples de la campagne tous ceux que je pouvois leur donner, fortement persuadé que ce ne peut être une somme de 30 millions, perçue tous les ans dans un royaume de la richesse et de l'étendue de la France, qui le réduit en l'état où je le voyois, et qu'il falloit que les sommes consistant en vexations et faux frais excédassent infiniment celles qui entroient dans les coffres de sa majesté. Je pris la plume, et entrepris ce calcul immense ; je vis avec une horreur qui augmenta mon zele que, pour ces 30 millions qui revenoient au roi, il en sortoit de la bourse des particuliers (j'ai presque honte de le dire) *150 millions*. La chose me paroissoit incroyable ; mais à force de travail, j'en assurai la vérité ; je ne fus pas surpris après cela d'où venoit la calamité du peuple dans un temps où, quoique

(1) Tome 3, page 296 et 297.

le commerce fût interrompu, l'industrie arrêtée ou persécutée, les fonds de terre négligés et sans valeur, les autres biens diminués à proportion, il avoit pourtant été obligé de fournir une somme si fort au-dessus de ses forces, parce qu'on s'étoit servi pour la lui arracher de la dernière violence ».

Ce morceau et le mémoire de M. Desmarets, dont j'aurai occasion de parler, prouvent que le peuple a été vexé et persécuté tant qu'il y a eu de la dissipation dans les finances; que l'état a été obéré, et que le roi ou ses ministres ont été forcés de faire des affaires extraordinaires dont ils ont confié la conduite à des hommes sans principes et sans probité, qui, n'étant point financiers de profession, se sont servi inhumainement des arrêts qu'on leur a remis en main pour ruiner les peuples.

On peut réduire le système des finances de M. de Sully à deux points: le premier à imposer le moins possible sur les gens de campagne et les artisans, en portant le fort des impositions sur les gens riches; et le second à économiser tous les ans sur les revenus du roi de quoi avoir en tout temps un fonds suffisant pour satisfaire aux dé-

10 LE FINANCIER-CITOYEN.

penses extraordinaires, sans mettre de nouveaux impôts sur les peuples. J'adopte ces principes ; je les développerai davantage dans la suite, et j'en ferai le fondement du système que je propose, tant pour le bien de l'état, l'honneur et la gloire du roi, que pour le soulagement des peuples.

CHAPITRE II.

M. le cardinal de Richelieu.

M. le cardinal de Richelieu n'avoit pas des vues nettes sur l'administration des finances ; j'exposerai sa façon de penser en rapportant quelques endroits de son testament politique. Voici ses termes :

« L'augmentation (1) du revenu du roi ne peut se faire que par celle de l'impôt qu'on met sur toutes sortes de denrées ; et partant il est clair que si on accroît par ce moyen la recette, on accroît aussi la dépense, puisqu'il faut acheter plus cher ce qu'on avoit auparavant à meilleur marché ».

(1) Page 380.

« Si la viande (1) enchérit, si le prix des étoffes et de toutes choses augmente, le soldat aura plus de peine à se nourrir et entretenir; et ainsi il faudra lui donner plus de solde, et le salaire de tous les artisans sera plus grand qu'il n'étoit auparavant, ce qui rendra l'augmentation de la dépense bien approchante de l'accroissement de la recette, et causera une grande perte aux particuliers pour un gain fort médiocre que fera le prince ».

« Il y a plus (2) : l'augmentation des impôts est capable de réduire un grand nombre des sujets du roi à la fainéantise, étant certain que la plus grande partie du pauvre peuple et des artisans employés aux manufactures aimeront mieux demeurer oisifs et les bras croisés, que de consumer toute leur vie en un travail ingrat et inutile, si la grandeur des subsides, empêchant le débit des fruits de la terre et de leur ouvrage, les empêche aussi par même moyen de recevoir celui de la sueur de leur corps ».

Par ces extraits il paroît clair que le

(1) Page 381.

(2) Page 384.

12 LE FINANCIER-CITOYEN.

ministere ne comptoit parmi les moyens d'augmenter les revenus du roi que l'imposition d'un droit sur toutes les denrées. On ne connoissoit point alors les progrès nécessaires des fermes dans la proportion des progrès du commerce et de la plus grande aisance des peuples. C'est M. le cardinal de Richelieu qui parle ; c'est l'oracle de son temps en cette matiere : ainsi on doit croire qu'on ne connoissoit alors aucune autre ressource que celle qu'il indique : ce qui prouve l'ignorance de ceux qui administroient les finances sous ce grand homme, et combien on s'est perfectionné depuis cent vingt ans sur cette partie essentielle du gouvernement.

Les impôts augmentent les denrées sur lesquelles on les met à raison de leur masse ; mais quand cette masse est légère, qu'elle porte en plus grande partie sur les denrées qui ne sont point de premiere nécessité, il en résulte deux avantages ; le premier, le paiement des impôts par tous les consommateurs sans exception ; et le second, que la plus forte contribution au paiement se fait par les consommateurs les plus aisés ; d'où il suit que l'impôt, dans un cas forcé,

peut s'établir sans crainte , par la raison qu'il est général et plus à charge aux consommateurs aisés qu'à ceux qui ne le sont pas. J'ajoute qu'un pareil droit établi doit faire des progrès et subsister ; qu'on ne le doit plus supprimer ; et que dans le cas où l'économie du roi le mettroit à portée de diminuer les impôts , il vaudroit mieux réduire les tailles , dont l'arbitraire , par l'injustice qui en résulte dans les partitions , ruine tous les ans plusieurs milliers de familles dans les campagnes , plutôt que de toucher à un impôt général proportionné aux facultés des consommateurs , et par ces deux raisons susceptibles de progrès infinis.

L'impôt qui augmentera les denrées n'augmentera pas pour cela la dépense du roi dans la même proportion de son produit , parce que le produit se leve sur la consommation totale du général des sujets. A cela j'ajoute que les charges de l'état en rentes , pensions , gagés et appointemens ne seront pas susceptibles d'augmentation ; ainsi on peut dire que le roi , par la création d'un impôt sur les denrées , se procure une augmentation de revenus effective et d'objet.

14 LE FINANCIER-CITOYEN.

susceptible d'accroissemens continuels, et que sa dépense n'est pas à beaucoup près augmentée dans la même proportion ; d'où suit que la raison alléguée par M. le cardinal de Richelieu n'étoit pas assez forte pour empêcher la création du nouvel impôt, L'augmentation numéraire des monnoies, l'accroissement du commerce étranger et l'augmentation de la masse des especes d'or et d'argent étant autant de causes occasionnelles des augmentations du prix dans les denrées, indépendamment de la création des nouveaux impôts, il résulte qu'un impôt sur les denrées proportionné à leur valeur est l'impôt le moins à charge au peuple et le plus avantageux pour le roi : deux raisons tirées de la nature de l'impôt et de l'expérience de cent soixante ans, les fermes ayant fait des progrès suprenans sans fouler le peuple ni lui causer aucun découragement, pendant que les tailles ont toujours été très-à charge au peuple, sans faire aucuns progrès relatifs aux objets du commerce et du produit des fermes ; ce qui acheve de démontrer combien M. le cardinal de Richelieu avoit peu médité et approfondi la partie des finances, Son

génie supérieur se portoit tout entier sur d'autres objets qu'il croyoit plus essentiels.....

On voit dans le même testament (1) deux propositions de M. le cardinal de Richelieu pour libérer les dettes du roi et mettre le peuple plus à son aise.

Par la première, il prouve que l'épargne peut faire compte de recevoir tous les ans 35 millions dont il donne l'état ; les tailles y sont pour 17 millions 350 mille livres, et toutes les gabelles seulement pour cinq millions 250 mille livres.

Par la seconde proposition, il prouve qu'en déchargeant le peuple de 17 millions de livres qui revenoient alors aux coffres du roi des levées de la taille, la recette pouvoit monter à 50 millions.

Il met l'impôt du sel sur les marais ; il estime cet article devoir produire 20 millions.

Il porte le sou pour livre de toutes les marchandises et denrées du royaume à 12 millions, et la réduction des rentes à 6 millions ; au lieu que dans sa première

(1) Pages 386, 387, 388 et 389.

16 LE FINANCIER-CITOYEN.

proposition cet article ne va qu'à un million. Voilà les trois articles que M. le cardinal de Richelieu veut faire suppléer à 17 millions de tailles dont il propose la diminution. Je conviens avec ce grand ministre que le roi auroit gagné 15 millions de rente à suivre le second plan ; mais il me semble qu'il est susceptible d'observations et de critique.

Pour mettre le lecteur en état de juger de la solidité des raisons que je vais alléguer contre la deuxième proposition de M. le cardinal de Richelieu , il est à propos de le prévenir que les revenus dont ce ministre fait l'énumération , dans les endroits que je viens de citer , doivent être entendus seulement de ceux qui entroient dans les coffres de l'épargne , et que le surplus des impôts que le peuple payoit alors étoit destiné à acquitter les charges constituées sur lesdits impôts , consistant en rentes , en gages et taxations , et en droits qui avoient été engagés ; ce qui faisoit qu'alors , de 34 millions , à quoi revenoient toutes les diverses natures de levées qui se tiroient du peuple en vertu du brevet des tailles , il y en avoit 26 qui s'employoient

LE CARDINAL DE RICHELIEU. 17
 ployoient au paiement de ces charges , et
 8 seulement entroient dans les coffres du
 roi (1).

Je pense que l'auteur de la note ci-dessus citée s'est trompé sur le produit des tailles , qu'il ne porte qu'à 34 millions ; car M le cardinal de Richelieu dit ensuite, dans une troisieme proposition , *page 407* : « ainsi le royaume peut être déchargé en sept années de 30 millions de charges ordinaires qu'il porte maintenant ».

« Le peuple déchargé effectivement de 22 millions de taille , qui est maintenant la moitié de ce qu'il porte , le revenu du royaume se trouvera de 57 millions , ainsi que l'état suivant justifie ».

R E C E T T E.

Des tailles	22,000,000 liv.
Des aides	4,000,000
De toutes les gabelles . .	19,000,000
De toutes les autres fermes	12,000,000
Total	57,000,000

(1) Testament politique , note au bas de la page 395.
 2^e année. *Tome VIII.* B

18 LE FINANCIER-CITOYEN.

Par ces trois tableaux on voit que l'intention de ce grand ministre étoit de supprimer les charges dont l'état étoit accablé , de réduire les tailles à la moitié de leur produit , de rendre l'impôt du sel général dans toutes les provinces du royaume , et d'imposer le sou pour livre sur toutes les denrées et marchandises ; sur quoi j'observe : 1°. que la réduction des tailles qui entroit dans le projet du ministre pouvoit n'être qu'un prétexte pour faciliter l'impôt du sou pour livre ; que le roi et ses ministres auroient toujours été les maîtres d'augmenter la taille sous divers prétextes , sans que les peuples eussent eu aucun moyen de se dispenser du paiement des sommes auxquelles ils auroient été taxés ; 2°. que l'expérience de ce qui s'étoit passé dans le Poitou , la Saintonge et dans la Guyenne , sous les regnes de François Ier. et de Henri II , lorsqu'on voulut y établir la gabelle , auroit dû servir de frein à M. le cardinal de Richelieu , et le détourner de l'idée de rendre cet impôt général ; 3°. qu'il y a des provinces , comme l'Auvergne et le Limousin , où on donne du sel aux bestiaux ; que dans ces provinces le commerce des bestiaux est la principale res-

source pour la subsistance des peuples et le paiement des tailles ; que ces provinces seroient au-dessous du pair de toutes les autres provinces de France, si elles payoient la gabelle d'un sel que les bestiaux consomment ; 4°. Qu'on ne peut au juste apprécier cette consommation, qui est d'une nécessité indispensable ; qu'ainsi ou l'on auroit accordé des franchises, ou l'on auroit tout assujéti. Dans le cas des franchises, quelle fraude ne se seroit-il pas commis par des versemens continuels dans les provinces voisines ? Si on eût refusé les franchises, quel tort n'auroit-on point fait à ces provinces, et quel contre-coup fâcheux n'en seroit-il pas résulté pour l'état ?

5°. Le sel fait un objet de commerce avec l'étranger : si l'impôt eût été mis au merais, l'étranger n'auroit plus voulu de notre sel à cause de sa cherté, à moins qu'on ne lui eût fait la remise de l'impôt : en ce dernier cas, combien de fraudes et de versemens ne se seroit-il pas fait sur les côtes, si, pour y passer, on eût mis un nombre d'employés suffisant ? quel avantage l'état auroit-il tiré de cette nouvelle régie, qui auroit fatigué les peuples en même temps que les provinces de petites ga-

20 LE FINANCIER-CITOYEN.

belles ? et celles de franc-salé auroient perdu leur privilèges pour toujours.

Qu'on ne dise point que les peuples de ces provinces ne se seroient pas plaint , ou que s'ils l'eussent fait ils n'auroient pas entendu leurs intérêts , sous prétexte qu'on leur rendoit , par la diminution des tailles et la suppression des charges, ce qu'on leur demandoit pour la gabelle , attendu que cette raison est très-mauvaise ; et pour le peuple, je réponds : *que demandez-vous, sinon de l'argent ? Vous convenez que vous en avez autant par l'ancienne façon d'imposer que par la nouvelle ; pourquoi donc introduire des nouveautés qui nous tourmentent et nous chagrinent , sans qu'il en résulte aucune utilité pour le roi et l'état ?*

En effet , toutes les fois qu'il ne s'agit que de faire compensation d'un droit avec un autre , il faut toujours choisir celui que le peuple paiera avec moins de répugnance.

Cette réflexion est si naturelle qu'il n'est pas possible de s'y refuser ; aussi le conseil a-t-il eu attention de forcer les tailles et les autres impôts y joints , dans les provinces exemptes d'aides et de gabelles , à proportion des ressources qu'elles peuvent

avoir, de manière que le roi en tire la possibilité, et le peuple ne se plaint point de payer un genre de tribut auquel il est accoutumé depuis long-temps. C'est aux ministres à veiller à ce que cet impôt n'excede point par son poids la force des provinces, et à ce que la répartition s'en fasse suivant les facultés des contribuables, avec le plus d'équité et de proportion possible.

L'impôt du sou pour livre des denrées et marchandises a été créé dès l'année 1355 (1) par le roi Jean : « Du consentement des peuples, Charles V, en 1374, en déchargea les viandes et volailles fournies seulement par les bouchers à sa majesté. Louis XI, par édit du mois d'août 1465, et déclaration de 1467, supprima la-dite imposition du sou pour livre sur toutes les marchandises, à l'exception du vin, du poisson, du bestial à pied fourché, des draps et de la buche ». Ce droit n'existoit plus (avant la révolution) que dans les généralités de Paris,

(1) *Conférence de l'ordonnance de Louis XIV sur le fait des entrées, aides et autres droits, par M^e Jacquin, titre premier des droits de gros et augmentation sur le vin, page 60.*

22 LE FINANCIER-CITOYEN.

Soissons , Amiens et Châlons , et dans plusieurs villes du royaume ; il tenoit lieu des tailles dans quelques-unes , et ne se percevoit que sur le vin , les bestiaux à pied fendu , le bois et le poisson.

Le vingtieme sur les revenus des biens-fonds et de l'industrie est d'un plus grand produit et d'une perception beaucoup plus simple et beaucoup plus aisée que celle du sou pour livre sur les denrées ; car dans le cas où cette dernière imposition seroit générale , la régie en seroit infiniment à charge au peuple , et il en résulteroit des inconvéniens très-fâcheux pour le commerce et la tranquillité des négocians. Voici un dernier trait qui prouve que M. le cardinal de Richelieu donnoit beaucoup dans les nouvelles affaires , et qu'il abandonnoit en quelque sorte le sort des peuples à l'avidité des partisans.

« Et la pair (1) ne sera pas plutôt établie, que l'usage des partis ordinaires de ce temps pour trouver de l'argent étant aboli , ceux qui se seront nourris en cette nature d'affaires, ne pouvant perdre en un instant leurs pre-

(1) Page 407.

mieres habitudes , convertiront volontiers toute leur industrie à défaire ce qu'ils auront fait , par les mêmes voies dont ils se sont servi pour l'établir premierement , c'est - à - dire , à éteindre et supprimer , en vertu des partis qu'ils feront à cet effet , les rentes , les droits et les offices de la création desquels ils auront été auteurs en vertu d'autres partis ».

Comment un premier ministre , supérieurement éclairé , a - t - il pu se résoudre à suivre une maxime aussi dangereuse ? comment soulager les peuples et acquérir un crédit solide et permanent au roi , en faisant et défaisant les affaires d'un jour à l'autre , et se servant pour tous ces changemens de la voie des partis , qui est sans contredit la plus ruineuse qu'on puisse imaginer pour le roi et pour le peuple ? faut - il , parce que les partisans ont une habitude de sucer le sang du peuple , faire et défaire sans cesse les affaires pour les alimenter et les engraisser de la substance des sujets du roi ? faut - il , dis - je , qu'un ministre , qui avoit d'ailleurs des vues si supérieures , et dont le suffrage a pu être d'un grand poids , ait laissé une maxime aussi cruelle pour les

24 LE FINANCIER-CITOYEN.

peuples qu'elle est dangereuse pour l'état ! Heureusement cette maxime est fautive ; l'expérience et le raisonnement ont démontré qu'il ne falloit plus absolument d'affaires extraordinaires ; ainsi elle ne fera plus illusion , du moins j'ose l'espérer.

Tant de variations sur le fait des finances ne pouvoient provenir que de deux causes : la dissipation des deniers publics et l'épuisement des peuples , l'une et l'autre prenant leur source dans le peu de lumières des personnes chargées de l'administration des finances sous le ministère de M. le cardinal ; car si ces personnes eussent suivi ce qu'avoit prescrit et pratiqué M. Sully , M. le cardinal n'auroit pas été si embarrassé pour mettre les affaires du roi dans un certain courant.

Je finis ce ministère en observant que tous les produits des impôts qui se levoient sur les peuples au nom du roi étoient de quatre-vingt millions , sur quoi il y avoit quarante-cinq millions de charge ; ainsi il n'entroit que trente-cinq millions dans les coffres du roi ; et afin d'avoir des objets de comparaison pour établir solidement mes principes , je dirai que dans ces quatre-

vingt millions les tailles entroient pour quarante-quatre millions : ainsi de vingt parties , les tailles en faisoient onze.

CH A P I T R E I I I.

M. Colbert.

ME voilà au ministère de M. Colbert , dont la supériorité dans le maniement des finances est généralement exaltée. Je ne puis mieux le faire connoître qu'en exposant aux yeux du lecteur les propres termes dont il se sert au chapitre 14 des gens d'affaires , *page 356 et suivantes* de son testament politique.

« Dans un état de l'étendue de celui de V. M. , et dont les bornes ont été augmentées par la défaite de ses ennemis , il faut toujours être assuré d'un secours qui ne puisse manquer , afin que s'il leur prenoit fantaisie de venger leur perte par quelque irruption , V. M. fût en état de rendre leurs efforts inutiles. Il est impossible qu'elle fasse cela d'elle-même , quoiqu'elle ait un grand revenu ; car si elle vouloit thésauriser , tout le peuple s'en ressentiroit incontinent. Il n'y a qu'un certain nombre d'argent dans le

26 LE FINANCIER-CITOYEN.

commerce, et il faut qu'il se répande pour rendre un royaume florissant ».

» Si l'on avoit le temps de se préparer à la guerre , et qu'on l'annonçât long-temps auparavant par un hérault, un prince auroit le temps de remplir ses coffres et d'en soutenir le faix ; mais comme on ne demande qu'à se surprendre l'un l'autre , il est de toute nécessité d'avoir quelque ressource. Or il n'y en a que par le moyen des gens d'affaires , dont le crédit fait remuer toutes les bourses : c'est pourquoi V. M. a intérêt non-seulement de s'en servir , elle doit encore les protéger ; mais il faut empêcher qu'ils ne se rendent les sang-sues du peuple, et punir très - sévèrement ceux qui feront quelque exaction. S'il est juste qu'ils gagnent quelque chose, il n'est pas juste qu'ils gagnent impunément ».

Le même ministre dit , *page 361* de son testament : « V. M. doit s'abstenir , autant qu'elle pourra , et que le bien de ses affaires le lui pourra permettre , de mettre de nouveaux impôts. Cependant il y en a un qui n'a point encore été mis et que je trouve juste , et qui , bien loin de faire du mal , ne feroit que du bien , etc. ».

Cet article est fort long, il traite d'un impôt

sur le luxe des personnes qui ne sont point de condition. Ce droit pourroit être de quelque produit , mais il gêneroit la liberté que doit naturellement avoir chaque citoyen de faire de son argent ce qu'il lui plaît , pourvu qu'il ne préjudicie pas à un tiers ; il pourroit aussi porter un très - grand préjudice aux manufactures et au commerce de luxe que nous faisons avec un si grand avantage vis-à-vis l'étranger. Je pense que ces raisons en ont empêché l'établissement, ou au moins la continuation , si l'impôt a été établi.

M. *Colbert* ne conseille point de mettre de nouveaux impôts sur les peuples , mais il ne veut pas que le roi thésaurise en temps de paix , sous prétexte que la circulation en seroit altérée , et que le commerce en recevrait atteinte ; il préfère que le roi fasse ressource sur le crédit des gens d'affaires plutôt que sur sa propre économie ; ce qui me paroît inconséquent et d'une mauvaise politique.

Cette maxime est bien opposée à celle du duc de Sully, qui, par son économie, travailloit à se mettre dans l'indépendance des gens d'affaires ; ce qui, selon moi , étoit le seul moyen de rendre le peuple heureux , et

28 LE FINANCIER-CITOYEN.

d'entretenir la circulation égale en tout temps entre le roi et le peuple.

Lorsque le roi dépense ses revenus à mesure qu'il les reçoit, le peuple a payé et le roi n'a rien : s'il survient une guerre, le peuple paie plus qu'à l'ordinaire, et il gagne moins par l'interruption du commerce ; si les nouveaux impôts sont mis en parti, il en coûte beaucoup au peuple, et il en revient peu au roi. A mesure que les besoins du roi augmentent les ressources diminuent ; le traitant rend sa condition meilleure, et le peuple s'épuise sans que l'état soit soulagé. Enfin, les choses viennent à un tel point de dérangement que le roi est obéré, et le peuple dans la dernière misère. On ne voit plus d'argent ; on se demande où a passé l'argent du royaume ; si c'est à l'étranger ? non, c'est dans les mains des gens d'affaires, qui ne le mettent point dans le commerce, et qui le gardent bien précieusement pour les besoins du roi, à qui ils sont assurés de le prêter à gros intérêts ; d'où il résulte un défaut de circulation ruineux pour l'état et pour les particuliers, des engagemens immenses que le roi prend, et dont le peuple est caution ; et enfin de nouveaux impôts, des réductions sur les

effets royaux , et souvent des créations de charges toujours onéreuses au peuple et à l'état. Voilà les inconvéniens d'une dépense ordinaire égale à un revenu ordinaire ; et sur cela je trouve que M. Colbert avoit des vues bien moins justes et bien moins étendues que M. de Sully.

Une preuve que M. Colbert n'étoit pas trop sûr de ses principes se tire du soulagement , même du secours qu'il propose ailleurs de donner aux gens de campagne , qu'il dit accablés sous le faix des tailles. Voici ses termes , *pag.* 369 et 370 , *chap.* 16 des labours et de l'agriculture.

« Le labourage étant la plus grande richesse de l'état, c'est à V. M. à contribuer non seulement de tout son pouvoir à l'entretenir , mais encore à le rendre plus abondant : dans plusieurs endroits de votre royaume beaucoup de terres demeurent incultes par la misère des peuples , qui n'ont ni bestiaux pour les engraisser , ni les autres moyens qu'il faudroit pour les faire valoir. Pour subvenir à une chose si nécessaire , il est à propos que V. M. diminue les tailles dont le faix les accable , et qu'elle leur donne de l'argent pour avoir des vaches et des moutons ; cinq ou six millions répandus

30 LE FINANCIER-CITOYEN.

dans vos provinces les rendront florissantes , et V. M. sera la première à s'en sentir ; puisque d'abord qu'elles se seront engraisées elles seront plus en état de lui donner du secours ».

» Une des causes les plus essentielles de la stérilité de la terre vient si bien de la pauvreté de ceux qui la labourent, que nous voyons qu'une même terre, et qui a le même fond , rapporte plus ou moins , selon qu'elle est bien ou mal labourée , ou qu'on y met plus ou moins d'engrais : ainsi ce n'est pas encore assez que V. M. donne de quoi avoir des bestiaux , si les chevaux manquent aux laboureurs ; j'appelle leur manquer que d'en avoir des chétifs qu'à peine peuvent-ils égratigner la terre. Il faut enfoncer bien avant, du moins en beaucoup d'endroits , si l'on veut qu'elle produise : il faut donc que V. M. répande encore de l'argent pour un si pressant besoin ; et elle y est d'autant plus obligée qu'elle y trouvera encore un autre avantage ; qu'elle leur donne des jumens de bonne taille , elles jetteront des poulains qui serviront à monter votre cavalerie , de sorte qu'il ne sera plus besoin d'aller en Suisse et en Allemagne pour ce sujet ».

M. Colbert ne pouvoit jamais donner un meilleur conseil au roi ; mais comment concilier l'exécution de ce conseil avec ce que le même ministre dit , *pag. 356 et suivantes* , qu'il ne faut pas que le roi thésaurise , et que sa majesté doit fonder ses ressources sur le crédit des gens d'affaires ? N'est-ce pas un obstacle insurmontable entre le conseil et l'exécution , que d'ôter au roi les moyens nécessaires pour le soulagement du peuple ? A mon sens il y a implication entre le conseil de ne point économiser , de se reposer sur le crédit des gens d'affaires , et celui qui regarde les secours qu'il veut qu'on donne aux gens de la campagne.

En effet , comment le roi , en dépensant annuellement tous ses revenus , et même s'endettant considérablement , pouvoit-il soulager les gens de la campagne ? cela étoit impossible ; cependant ce soulagement étoit indispensable, ou bien l'état alloit chaque jour en dépérissant. Il falloit donc de nécessité remonter à la source du mal , et dire , pourquoi le peuple est-il si misérable ? pourquoi le roi est-il si obéré ? Alors se seroient développés les ressorts de l'économie qui fonde le système que je

32 LE FINANCIER-CITOYEN.

proposerai dans la suite ; on auroit vu que le peuple n'étoit accablé par le poids des impôts ou que parce que ces impôts étoient trop considérables par leur masse , ou que parce qu'ils étoient répartis injustement , et que la plus forte charge tomboit sur le pauvre non protégé ; il y a lieu de croire que la masse des impôts ordinaires étoit supportable pour la totalité des contribuables , et que leur accablement n'étoit occasionné que par les impôts extraordinaires ; car si M. Colbert eût économisé chaque année un sixieme des revenus du roi , il n'auroit pas été obligé de mettre des impôts extraordinaires dont il a été forcé de confier la régie et le recouvrement à des gens avides , et dont le seul desir étoit de gagner beaucoup d'argent en peu de temps par toutes sortes de moyens. Il me semble que M. Colbert n'a pas assez approfondi la possibilité ou l'impossibilité où le roi étoit d'économiser sans altérer la circulation. Nous ne voyons pas qu'il nous dise quelle étoit alors la masse des especes d'or et d'argent qu'on estimoit être dans le royaume , non plus que celle qui étoit nécessaire pour satisfaire à tous les besoins du roi et des particuliers ; c'étoit
cependant

cependant ce qu'il falloit savoir au juste pour trancher aussi nettement qu'il le fait un point de cette importance.

Je dis plus ; le secours des gens d'affaires prouvoit que l'argent n'étoit plus ni dans les mains du roi , ni dans celles des peuples ; par conséquent cet argent étoit soustrait du commerce , et l'effet étoit diamétralement opposé à celui que M. Colbert se proposoit, en ne voulant point faire thésauriser le roi en temps de paix : la circulation étoit attaquée dans le principe par l'impuissance où il mettoit le roi de soulager les peuples , et par la même impuissance où étoient les peuples de commercer , de consommer et de payer les impôts ; inconvéniens fâcheux , mais infaillibles du défaut d'économie en temps de paix.

Une réflexion qui se présente naturellement sur le triste état où se trouvoit alors le royaume , c'est qu'on avoit exigé du peuple au-delà de ses forces , et que le roi n'avoit pas profité de cette surcharge ; elle étoit tombée dans les mains des traitans qui s'en servirent pour se rendre nécessaires , vendre bien cher leur industrie et leur argent , et achever la ruine du peuple.

On auroit évité tous ces maux si on eût
2^e année. *Tome VII.* C

34 LE FINANCIER-CITOYEN.

économisé et mis à l'épargne un sixième des revenus du roi tous les ans , parce que avec cette épargne le roi auroit été en état de soulager les provinces qui auroient été dans le besoin ; et les provinces à leur tour auroient été en état de payer plus long-temps les impôts ordinaires qui se seroient accrus à mesure que les peuples auroient été dans une plus grande aisance ; on se seroit par ce moyen passé des affaires extraordinaires qui ont mis l'état à deux doigts de sa perte sur la fin du regne de Louis XIV.

Par le système d'économie , on voit que le roi est en tout temps à portée de faire régner l'abondance dans les provinces ; et que par un effet naturel de cette même abondance , les revenus du roi augmentent dans la même proportion.

Il est de principe que celui qui tient sa richesse et son crédit de son comptant et de son économie est dans une meilleure situation que celui qui a besoin d'un secours étranger ; et comme le crédit est ordinairement fondé sur l'opinion qu'on a des facultés, des ressources et de la conduite de celui qui emprunte ; que cette opinion est générale parmi les prêteurs , et

que l'application s'en fait aux états comme aux particuliers , il suit qu'un roi qui économise sur ses revenus ordinaires seulement un sixieme tous les ans n'est jamais forcé d'avoir recours ni aux impôts extraordinaires , ni au crédit des gens d'affaires , parce que quand il survient des guerres qui exigent des dépenses extraordinaires , il peut les soutenir de ses revenus ordinaires et de son comptant. Le revenu ordinaire se soutient à la même élévation qu'en temps de paix , parce que le peuple toujours aisé fait le même commerce ; quand le comptant est épuisé , il y a mille moyens d'emprunter du peuple , soit par voies des loteries , des rentes viagères ou autrement.

On ne peut borner la force ni l'étendue de ces emprunts , parce qu'ayant leur proportion avec l'économie de l'état et les facultés du peuple , qui est toujours caution des engagemens du roi , ils peuvent aller très-loin s'ils sont ménagés avec intelligence et fidélité.

Je crois avoir démontré clairement le défaut de relation qui se trouve entre les conseils donnés par M. Colbert et les voies qu'il a suivies dans l'administration des fi-

36 LE FINANCIER-CITOYEN.

nances : il est clair que les ministres qui lui ont succédé , qui avoient moins de lumières que lui , n'ont connu que la voie des partis ; ce qui a mis le royaume dans le déplorable état où nous allons le voir sous les ministeres de M. Desmarets et de M. Law ; au lieu que si on eût de tout temps suivi les maximes et les exemples du duc de Sully , et qu'on eût économisé tous les ans , le royaume auroit toujours été , soit en temps de paix , soit en temps de guerre , dans un degré d'aisance satisfaisant , et par conséquent en état de soutenir la guerre plus qu'aucun royaume de l'Europe ; ce qui auroit mis Louis XIV à portée de faire la loi à tous les souverains qui s'étoient ligüés contre lui ; et peut-être cette ligue n'auroit-elle point eu lieu si ses finances eussent été en bonne position , et que ses peuples eussent été riches et en état de le secourir long-temps.

Je conclus que M. Colbert avoit de très-bonnes vues , même de très-grandes sur bien des points d'administration ; mais qu'il me soit permis de dire que ses vues n'étoient point justes sur ce qui regarde le crédit du roi et l'économie dans ses finances ; qu'à cet égard M. le duc de

M. DESMARETS. 37
Sully, dont les maximes doivent prévaloir
sans difficulté, lui étoit infiniment su-
périeur.

CHAPITRE IV.

M. Desmarets.

IL ne m'est parvenu du ministère de M. Desmarets que le mémoire qu'il remit à feu S. A. R. monseigneur le duc d'Orléans, régent du royaume. Ce mémoire, autant que j'en puis juger, est un chef-d'œuvre en son genre, et prouve que M. Desmarets avoit de grandes ressources dans l'esprit pour l'arrangement et l'économie des finances. Il soutint le crédit dans un temps où tout autre que lui auroit désespéré de le pouvoir faire ; il faut l'entendre lui-même, tant pour avoir une connoissance exacte du déplorable état où étoit le royaume en 1708 et en 1715, que pour juger sainement de l'habileté de ce ministre.

MONSIEUR,

Je supplie très-humblement (1) V. A. R.

(1) Histoire du système, tome III, page 1 et suiv.

38 LE FINANCIER-CITOYEN:

de donner quelques momens de son attention au mémoire que j'ai l'honneur de lui présenter ».

« Le feu roi m'ayant fait celui de me choisir, le 20 février 1708, pour remplir la place de contrôleur-général des finances, j'ai soutenu avec un travail continu et bien pénible le poids de cet emploi jusqu'au premier septembre 1715 ».

« V. A. R. sait parfaitement que le contrôleur-général des finances n'est ni ordonnateur ni comptable depuis le règlement du 5 septembre 1661, par lequel le feu roi supprima la commission de surintendant des finances pour toujours. Le feu roi en a fait toutes les fonctions lui-même, et il ne s'est fait aucun paiement qu'en vertu des ordonnances et des états qu'il a signés : et le contrôleur-général des finances a été simplement l'exécuteur des ordres de sa majesté ».

« Ainsi, n'ayant fait aucune gestion qu'en vertu des ordres du roi, je ne suis point obligé d'en rendre compte ; mais un motif d'honneur, et le respect que je dois à V. A. R. me pressent également de donner des éclaircissemens sur l'état où étoient les finances au 20 février 1708, sur ce qui a été fait pendant sept ans et demi jusqu'à la

mort du roi pour soutenir les dépenses de la guerre et tout l'état, et sur la situation où étoient les finances au premier septembre 1715 ».

« Le premier objet auquel je donnai toute mon attention, fut de reconnoître les dettes de l'état et les papiers qui étoient décrédités, et qui avoient fait resserrer l'argent à un tel excès que le paiement des troupes avoit manqué dans presque tous les départemens. On ne pouvoit sans imprudence faire publiquement cette reconnoissance : il falloit, au contraire, cacher le mal pour ne pas manquer totalement ; mais les papiers qui étoient dus au public ont été si connus, que la simple explication en fait voir la vérité : il étoit dû au public au 20 février 1708 ».

Il entre en détail : voici le total de son état, *page 17*, 685,633,015 liv.

Il continue ainsi : « les fonds de l'année 1708 ayant été presque entièrement consommés par avance, il ne restoit de fonds libres de l'année 1708, déduction faite des charges et assignations anticipées, que 20,388,338 livres ».

« Il n'avoit été fait aucune disposition pour les vivres de la campagne, nuls fonds pour les remontes et les recrues »

40 LE FINANCIER-CITOYEN.

« Tel étoit alors l'état des finances du roi, des dettes de l'état, et du fonds qui restoit pour satisfaire à toutes ces dépenses, lorsque M. Chamillard, chargé d'ailleurs du détail de la guerre, supplia le roi de le décharger d'un fardeau qui devenoit tous les jours plus pesant; à quoi on peut ajouter que la rareté de l'espèce, les sommes considérables dues aux trésoriers et aux entrepreneurs, le défaut de paiement des assignations, le discrédit des effets du roi, et l'usure qui se faisoit sur les billets de monnoie et sur toutes sortes de papiers, avoient mis les finances dans un état qui paroissoit sans remède ».

« Le roi me nomma contrôleur-général dans cette affreuse situation; elle m'étoit assez connue. Le peu de possibilité de satisfaire à tant de dépenses avec si peu de fonds me parut dans toute son étendue; je sentis tout le poids d'une pareille commission; mais le roi ne me laissa pas la liberté de lui représenter ce que je savois et ce que je connoissois de l'état de ses finances. Il me prévint, et s'expliqua nettement, me disant qu'il connoissoit parfaitement l'état de ses finances; qu'il ne demandoit pas l'impossible; que si je réussissois, je lui rendrois

un grand service dont il me sauroit beaucoup de gré ; que si le succès n'étoit pas heureux , il ne m'en imputeroit pas les événemens ».

Le ministre continue son mémoire , dans lequel il y a beaucoup d'opérations et de calculs que je ne mettrai point ici ; cependant , comme il est à propos de faire connoître les difficultés que le roi avoit à trouver de l'argent , et les remises excessives accordées aux traitans pour frais de régie et de recouvrement , voici comment le même ministre s'explique , pages 35 et 36.

« Pendant toute l'année il fallut , comme dans les précédentes , sans aucun fonds présent , et par industrie , pourvoir à la dépense des troupes et de tout l'état ».

« Le seul expédient dont on pût se servir pour commencer les dépenses de l'année , fut de faire usage de l'édit du mois d'octobre 1713 , par lequel il avoit été attribué 1,250,000 livres de taxations aux officiers des bureaux des finances et des élections , et à plusieurs autres officiers , qui devoient produire une finance de 15,000,000 liv. »

« Pour épargner au roi la remise du sixieme , et aux particuliers les deux sous pour livres en-dehors et les frais ordinaires

42 LE FINANCIER-CITOYEN.

des traitans , sa majesté agréa de remettre ce recouvrement en régie par les receveurs-généraux à la caisse du sieur Legendre ».

Je crois à propos , pour rendre le tableau plus frappant, de rapporter ici la récapitulation de ce mémoire : la voici telle qu'elle est exposée par le ministse , *page 42.*

« Partant , il ne faut compter les billets visés que pour 491,814,422 liv. Les dettes en papier qui existoient au 20 février 1708 montoient à 482,844,061 liv. Ainsi les billets faits pour le service de l'état subsistans au premier septembre 1715 n'excèdent les dettes en papiers reconnues en 1708 que de 8,970,361 liv. »

« On peut même faire une observation , que sur les 32,284,961 liv. , à quoi montoient les billets du sieur Legendre , il y en a pour près de quatre millions payables en rentes viagères , ou en promesses des gabelles. Il s'ensuit de l'exposition de toutes les dépenses faites pendant sept années , 1^o. qu'il n'a pas été possible de les acquitter entièrement ».

« 2^o. La comparaison des papiers subsistans au premier septembre 1715 avec ceux qui existoient au premier janvier 1708 prouve évidemment l'économie et l'arran-

gement avec lesquels les finances ont été administrées pendant ces sept années ».

« 3°. Les dépenses ont été plus fortes que pendant les années précédentes, à cause de la stérilité de l'année 1709 ».

« 4°. La gelée des oliviers, des noyers, des châtaigniers et des autres arbres portant fruits a été inestimable pour les provinces qui en ont souffert ; la mortalité des bestiaux, les maladies populaires et les débordemens des rivières ont causé des pertes immenses ».

« Ces accidens avoient mis les peuples hors d'état d'acquitter toutes les impositions ordinaires et extraordinaires ».

« Le feu roi en étant bien informé jugea qu'il falloit accorder des décharges d'une partie des impositions : on les a expliquées ».

« Outre ces décharges, le feu roi fit remettre des sommes d'argent assez considérables aux évêques et aux intendants pour assister les pauvres. Ces décharges et les fonds remis ont diminué d'autant les fonds dont on avoit besoin pour les dépenses de l'état ».

« 5°. On n'a pas laissé d'éteindre et de supprimer, nonobstant ces malheurs, les billets de monnoie et d'autres papiers et

44 LE FINANCIER, CITOYEN.
dettes reconnues au premier janvier 1708 ;
et après avoir soutenu la dépense de sept
campagnes remplies de mauvais événemens,
il ne s'en est trouvé au premier septembre
1715 que pour une somme presque égale au
premier janvier 1708 ».

« 60. Toutes les dépenses ordonnées par
le roi ont été réglées sans être concertées
avec le contrôleur - général ; celles de la
guerre , de la marine et des pensions , entre
le roi et MM. les secrétaires d'état , chacun
pour leur département ».

« Le contrôleur-général étoit chargé de
trouver des fonds par tous moyens pour
fournir aux dépenses. Étoit-il maître de re-
fuser ou d'abandonner sa place ? on s'en
rapporte à ceux qui ont vu de près le gou-
vernement passé de rendre sur cet article
la justice à celui que le roi avoit choisi pour
un si pesant et si difficile ministere. Une
réflexion bien plus forte , et à laquelle il n'y
a point de réplique , est que la guerre étoit
engagée et soutenue par des ennemis fort
unis , fort aigris contre la France , et dont
les desseins n'étoient pas moindres que de
partager le royaume , et d'en faire un pays
de conquête pour eux ».

« On sait le projet qu'ils avoient fait de

se faire un chemin à travers de la France pour forcer le roi d'Espagne d'abandonner ses états ».

« Le voyage de M. de Torcy à la Haie et les conférences de Gertruydenberg, avoient fait connoître à toute l'Europe les desseins des ennemis, et l'impossibilité où on étoit alors de faire la paix. Il falloit donc de nécessité soutenir la guerre ; l'épuisement du royaume étoit assez connu, on n'avoit ni assez de moyens différens à choisir pour la soutenir, ni assez de temps pour délibérer : à peine avoit-on celui d'agir et de mettre en œuvre tous les moyens qui pouvoient sans violence produire de l'argent. Le salut de l'état consistoit uniquement à faire la paix ; elle a été heureusement et glorieusement conclue, contre toute espérance ; et bien loin de blâmer quelques moyens que la force et la nécessité ont obligé de mettre en usage, ne doit-on pas louer des ministres qui, dans des temps si malheureux et dans un état si chancelant, ont eu assez de courage pour n'être pas effrayés, et pour continuer des efforts vifs et redoublés qui ont enfin produit cette paix aussi nécessaire que désirée » ?

46 LE FINANCIER-CITOYEN.

Tout ce que dit M. Desmarets justifie que le royaume étoit épuisé , le peuple accablé sous le poids de la misère , et le crédit du roi et de l'état absolument tombé.

Qu'il me soit permis de répéter ici ce que j'ai déjà dit à l'article du ministère de M. Colbert : que tant de malheurs n'auroient pas eu lieu si les finances eussent été administrées sur les principes d'économie de M. Sully.

Les affaires extraordinaires , qui se multiplioient chaque jour , et qui donnoient aux traitans les occasions de s'engraisser du sang du peuple , ont causé plus de maux que les ennemis de l'état.

On me dira que les affaires extraordinaires étoient indispensables pour soutenir la dépense d'une guerre continuelle , attendu que n'y ayant point de fonds à l'épargne , il falloit nécessairement de nouveaux impôts ; et à mesure qu'ils devenoient insuffisants , aliéner les fonds et faire flèche de tout bois.

Je conviens que , l'état réduit au point de misère et d'épuisement où il étoit en 1708 , M. Desmarets n'a pu faire mieux que ce qu'il a fait ; mais il me semble que

la récapitulation qu'il fait, à la suite de ses calculs, des dettes en papiers qui existoient en 1708, et de celles qui existoient en 1715, n'a rien de concluant pour lui; car quoiqu'il n'ait augmenté les dettes en papier que de 8,970,361 livres, il est à propos de dire que pendant son ministère l'état s'est endetté de plus de 14 cent millions, par la création de nouveaux droits, de nouvelles rentes, de nouvelles charges, et d'augmentation de taxation, dont les fonds ont été vendus et aliénés sur-le-champ. Or, toutes ces ventes et aliénations privoient le roi des ressources futures, et lui coupoient son crédit, en même-temps que les peuples, accablés d'impôts, et sans commerce, vivoient dans la dernière misère.

Je ne parle point des réductions de rentes qu'on fit avec diverses autres réductions, qui auroient été capables de libérer l'état, dans tout autre temps où il n'auroit pas été si exorbitamment endetté.

S'il y a eu de l'habileté à M. Desmarets de soutenir le crédit public dans des temps aussi malheureux, il faut convenir que l'état n'éprouvoit tant de malheurs que parce que les prédécesseurs de M. Desmarets n'avoient

48 LE FINANCIER-CITOYEN.

point apporté assez d'attention à l'économie des finances, à la situation des provinces et au soulagement des peuples.

En effet, quoique le roi fût obéré et les provinces ruinées, l'argent n'étoit point passé à l'étranger ; il étoit dans les mains des gens d'affaires, qui, par leurs gains immenses, s'étoient rendus les arbitres du crédit public, et presque les maîtres du sort de l'état. Chose inouïe ! extrémité à jamais déplorable, et à laquelle sans doute le ministère trop sage ne s'exposera plus ! Si l'argent du royaume eût été dans les mains du roi, ou en celles du peuple, le roi auroit été en état de soutenir la guerre plus longtemps, et les ennemis de sa gloire n'auroient pas conçu le dessein de faire de son royaume un pays de conquête. Je ne présume pas qu'aucun bon François puisse lire cet endroit du mémoire de M. Desmarets sans émotion.

Ce qui prouve combien il étoit fâcheux pour l'état d'être en proie aux traitans pour les affaires extraordinaires, est ce que dit le ministre au sujet des 15 millions de finance demandés aux officiers des bureaux des finances et des élections : *« que pour épargner*

épargner au roi la remise du sixieme, et aux particuliers les deux sous pour livres en-dehors et les frais ordinaires des traitans, sa majesté agréa de remettre ce recouvrement en régie par les receveurs-généraux à la caisse du sieur Legendre ».

Voilà un sixieme qui fait à la charge du roi, sur 15 millions, 2,500,000 livres, et à la charge des particuliers, 1,500,000 livres pour les deux sous pour livres en-dehors, lesquels, joints aux 15,000,000 l., forment un capital de 16,500,000 livres qu'on tiroit du peuple, indépendamment des frais ordinaires qui, selon l'idée qu'en donne M. Desmarets, pouvoient encore aller à un million, au moins à la charge du peuple. Ainsi, tout bien combiné, il falloit que le roi permît que ses sujets payassent 17,500,000 liv. pour qu'il retirât 12,500,000 livres; et comme les taxations accordées aux officiers des bureaux des finances et des élections montoient à 1,250,000 livres, il suit que le roi empruntoit à dix pour cent; que vis-à-vis les peuples qui payoient il y avoit deux pertes considérables : la premiere, en payant 17,500,000 liv., dont 12,500,000 liv. seulement profitoient au roi; la seconde, en payant 1,250,000 livres annuellement pour

2^e année. *Tome VIII.* D

50 LE FINANCIER-CITOYEN.

l'intérêt de 12,500,000 livres , ce qui augmentoit leurs dettes envers l'état ; car, comme nous l'avons déjà dit , le roi emprunte , mais c'est le peuple qui paie.

On me dira que les cinq millions de perte ne sont point faits par le peuple , mais bien par le roi , ou , si l'on veut , par les officiers des bureaux des finances et des élections. A cela je réponds que toutes les fois que la somme demandée par le roi , soit à la totalité des sujets , soit à quelques sujets pourvus d'offices , n'entre pas en entier des coffres des sujets en ceux du roi , ce qui passe en mains tierces est une perte réelle dans l'ordre du crédit public , parce que ce crédit étant fondé , ainsi que je l'ai expliqué ci-devant , sur le comptant et sur l'économie du roi , ainsi que sur les facultés et les ressources des provinces , il est de la dernière évidence que tout ce qui tend à interrompre l'ordre d'une harmonie aussi nécessaire est un mal ruineux pour l'état ; c'est une vérité dont l'expérience du dernier regne donne la démonstration la plus complete qu'on puisse souhaiter en pareille matière.

Enfin , pour ne laisser aucun lieu de douter de la solidité de cette réflexion , que les

dettes d'un état en causent la ruine tôt ou tard , tant par les traités onéreux qu'il faut faire sans cesse que par le discrédit où elles mettent cet état , il ne faut que citer deux faits tirés du mémoire : le premier , pag. 24. Voici comment s'explique M. Desmarests :

« Le feu roi ayant convoqué une assemblée du clergé dans cette même année 1711 pour l'établissement du dixieme , le clergé proposa de donner au roi huit millions pour en être déchargé ; et cette offre fut acceptée ».

Il n'y a personne qui ne sente combien une somme de huit millions étoit éloignée de répondre à l'objet du dixieme dont elle formoit le prix du rachat ; cela nous fait voir que dans des temps difficiles les rois ne font pas toujours ce qu'ils pourroient pour le bien général ; au lieu qu'ils agissent bien différemment quand leurs coffres sont pleins et que le peuple est à son aise. Il faut donc satisfaire à ces deux points , afin que le sort de l'état et celui des sujets soient plus à la disposition du roi , et qu'un ordre , un corps ou une compagnie quelconque n'acquiere pas une richesse et une puissance qui la mettent , en quelque sorte , au-dessus des contributions générales auxquelles tous les

52 LE FINANCIER - CITOYEN.

citoyens doivent également concourir pour le salut de l'état, relativement aux biens qu'ils possèdent, en balançant cependant les services personnels, auxquels on doit avoir beaucoup d'égards pour les corps et les particuliers qui en rendent à l'état dans le genre le plus utile et le plus distingué.

Le deuxième fait regarde la caisse du sieur Legendre, qui a soutenu le crédit public pendant plusieurs années, et qui est tombé tout-à-coup : voici les propres termes du ministre, *page 39.*

« On peut ajouter que cette caisse a été dirigée avec tant de soin et d'arrangement, que, pour le crédit qu'on lui avoit donné, on a fourni aux dépenses nécessaires de l'état depuis le premier janvier 1710 jusqu'au mois d'avril 1715, et que les efforts qu'il fallut faire pour trouver les fonds promis, et qui furent délivrés à la fin de mars 1715 pour les dépenses qu'on va expliquer, dans un temps où l'argent commençoit à être fort resserré, ont été la cause que le crédit de cette caisse est tombé, qu'on n'a pu le relever dans l'espace de quatre mois qui se sont écoulés jusqu'à la mort du roi ».

Si on rapproche avec soin tous les ar-

ticles de M. Desmarets , et que l'on compare celui-ci avec la réflexion qui suit sa balance des dettes en papier qui existoient en 1708 , et de celles qui existoient en 1715 , on verra que quoique M. Desmarets ait prouvé que les dettes en papier qui existoient en 1715 ne fussent que de 8,970,361 livres plus fortes que celles qui existoient en 1708 , et qu'à considérer ses opérations dans l'esprit qu'il sembloit les présenter , on eût dit que l'état ne s'étoit endetté sous son ministère que de cette somme de 8,970,361 livres, la vérité néanmoins est que l'état s'est endetté de plus de quatorze cents millions de livres sous le ministère de M. Desmarets. Je ne lui attribue point ce dérangement ; au contraire , j'admire la supériorité de ses talens pour faire sortir l'argent des bourses et soutenir le crédit public dans un temps aussi malheureux.

Si on se rappelle toutes les réductions de rentes , les créations d'impôts , celles de rentes , de charges et de taxations , qu'on pese le produit des rachats et des affranchissemens , on trouvera des sommes exorbitantes qui ont entré dans les coffres.

54 LE FINANCIER-CITOYEN.

du roi sous le ministère de M. Desmarets par des voies extraordinaires.

Qu'on s'arrête un instant sur les remises et les frais de régie de tant d'affaires, on se convaincra par la nature des opérations que la moitié de l'argent du royaume devoit nécessairement avoir passé dans les mains des traitans.

Si à présent j'ajoute que les assignations anticipées que le roi donnoit aux trésoriers et aux entrepreneurs qui faisoient des avances pour la solde, la subsistance et l'entretien des troupes, que toutes ces avances coûtoient des intérêts usuraires, et que les entrepreneurs faisoient des marchés onéreux au roi, il résultera infailliblement que sur 150 millions de livres que le roi pouvoit tirer annuellement par voie extraordinaire sur ses peuples, il ne lui en tournoit pas 75 millions en bon compte.

Dès l'année 1709, les ressources du crédit étoient si épuisées qu'on donna des assignations anticipées sur les revenus à venir jusques et compris 1717, *page* 14 du mémoire.

Malgré cette anticipation de huit années, M. Desmarets, par l'aliénation des

fonds , parvint à soutenir le crédit jusqu'en 1715 , quoique les dépenses de la guerre fussent excessives ; mais en 1715 le crédit manqua absolument : preuve qu'il y avoit eu un très-grand dérangement dans les finances depuis 1708 , puisqu'en 1708 ce ministre se chargea du fardeau , quoique très-pesant , qu'il fit face à tout pendant huit années malheureuses à tous égards , et que sur la fin de ces huit années il ne put plus maintenir le crédit ; quoique l'état n'eût plus de guerre à soutenir , que les dépenses fussent considérablement diminuées , et que le peuple fût plus à portée de cultiver les terres , d'exercer les arts et les manufactures , et de faire commerce par terre et par mer , néanmoins le crédit tomba , et M. Desmarets ne put le relever , quoiqu'il l'eût soutenu depuis 1708 jusqu'en 1715 ; or il me semble que si S. A. R. monseigneur le duc d'Orléans eût continué M. Desmarets dans la place de contrôleur général pendant la régence , il l'auroit fort embarrassé ; il auroit vu par les effets que le mémoire a été fait avec beaucoup d'art et beaucoup d'habileté.

Je répète que M. Desmarets n'étoit point l'auteur des malheurs que causa le

56 LE FINANCIER - CITOYEN.

dérangement des affaires du roi ; mais en même temps je ne puis m'empêcher d'observer que quoique l'objet des dettes en papier ne fût que de peu de millions plus fort en 1715 qu'en 1708 , la balance qui est à la fin du mémoire ne pouvoit être justificative des opérations du ministère , en ce qu'il y avoit des fonds inaliénés en 1708 et des ressources en droits et rentes à créer , rentes à réduire , charges et taxations à augmenter , et autres expédiens qui épuisent les peuples et ruinent les états , dont il ne se trouvoit pas l'ombre en 1715. Ainsi , pour que la différence des dettes eût été concluante , il auroit fallu que toutes choses d'ailleurs eussent été égales ; autrement le mémoire ne peut être qu'une pièce d'ordre et d'instruction pour l'arrangement et l'économie qu'on a observé depuis 1708 jusqu'en 1715 sur l'emploi des sommes recouvrées pour le compte du roi ; mais rien ne montre ce qu'il en a coûté au peuple , ni sur quel pied les entrepreneurs avoient traité : et c'étoit cependant là le nœud pour prouver la fidélité de l'administration , la netteté de la recette se prouvant par la somme que le peuple paie et par celle que le roi

reçoit, et la fidélité de la dépense se justifiant par le prix des marchés comparés aux prix marchands des choses dont on traite.

Voilà ce que j'aurois désiré qu'on eût fait entrer dans le mémoire, pour la parfaite justification de l'administration, et non un simple détail qui ne présente que des indications résultatives, dans lesquelles les vrais ressorts sont enveloppés et cachés aux yeux des plus clairvoyans.

La conclusion qu'on peut tirer de ce mémoire, est que si le ministre a soutenu le crédit depuis 1708 jusqu'en 1715, dans le temps le plus malheureux à tous égards, il l'auroit encore bien mieux soutenu dans un temps de paix, qui ouvroit toutes les voies du commerce, de la circulation et du crédit, si en 1715 l'état eût eu les mêmes ressources qu'en 1708 : donc que l'état avoit été continuellement en déperissant ; donc que le mémoire n'étoit pas complet, et qu'il ne présentait qu'une face de l'administration, qui étoit les dettes en billets : donc que ce mémoire enveloppoit des opérations qu'on ne vouloit point dévoiler ; donc que le

58 LE FINANCIER-CITOYEN.

mémoire ne porte aucune conclusion justificative.

En effet , le mémoire est plein d'opérations qui prouvent la substitution d'un papier à un autre ; mais comment se fait cette substitution des nouveaux effets à la place des anciens ? Toujours par des anticipations et des aliénations qui tendent à la réduction des revenus à venir , même à l'extinction des fonds qui les produisent.

Pour résumer le mémoire de M. Desmarests, je suppose un particulier qui a 400 mille livres de biens qui lui produisent 20 mille livres de rente , sur quoi il a emprunté sur ses billets 80 mille livres : ce particulier continue sa dépense qui est supérieure à ses revenus ; en huit années de temps il se trouve avoir constitué pour 10 mille livres de rentes sur ses 20 , et il a encore sur la place pour 81 mille livres de billets. Peut-on dire que les affaires de ce particulier se sont arrangées ou soutenues au pair pendant les huit années ? n'est-ce pas au contraire un homme ruiné et contraint à vivre du quart de son revenu , qui est tout ce qu'il peut avoir de libre , en lui supposant quelque crédit ? et s'il n'en a point , peut-on ne pas dire qu'il n'est pas

entièrement fondu ? Voilà, ce me semble, une comparaison simple et exacte du crédit et des affaires du roi des années 1708 et 1715.

Comme ce mémoire présente à l'idée le tableau d'une administration économe, j'ai cru devoir l'examiner avec soin pour en découvrir le spécieux aux yeux du lecteur ; j'ai encore une autre raison, qui est d'en tirer les argumens les plus solides contre le système de M. Colbert, qui n'avoit pas pour but l'économie en temps de paix ; et c'est d'après la maxime de ce grand homme que les affaires du roi ont pris une si mauvaise tournure, par l'attention des ministres qui lui ont succédé à mettre tout en parti.

Pour suivre l'inconvénient du défaut d'économie dans ses progrès et ses conséquences, et faire voir de plus en plus combien ce système est dangereux pour un état, je crois indispensable de donner un tableau de ce qui s'est passé depuis 1685 jusqu'en 1715, dans l'administration des finances, autant qu'on en peut juger par le raisonnement et la relation d'un ministère à l'autre, sur le peu qui en a été écrit.

Il paroît, par le testament de M. Colbert, que le roi n'étoit point arriéré de son temps,

mais que les peuples de la campagne étoient ruinés ; que conséquemment les impôts ex-
oëdoient la force des pauvres contribu-
bles, sinon par leur poids au total, du moins
par leur répartition. Néanmoins M. Colbert
ne veut point que le roi économise, et il
lui conseille de secourir le peuple qui a
besoin ; inconséquence entre le précepte et
le moyen que j'ai suffisamment démontrée.

Les successeurs de M. Colbert ont trouvé
l'usage des partis établis pour les affaires
extraordinaires, qui sans doute avoient dans
cés temps-là quelques attrâits ; ils ont vu de
près les opérations de ce grand ministre,
et qu'il n'étoit point d'avis que le roi thé-
saurisât, mais cependant qu'il falloit soula-
ger, même secourir le peuple ; ils n'ont
point en effet thésaurisé ; ils ont suivi
l'usage des partis. Le peuple a été mis en
presse de tous les côtés, et on ne voit pas
qu'aucun d'eux ait suivi le conseil du sou-
lagement.

Pour conclure, je suppose que les affaires
extraordinaires n'ont commencé qu'en 1685,
et qu'elles ont été continuées jusqu'en 1715 ;
c'est trente ans de durée, qui, à cent mil-
lions par an, donpent trois milliards ; sur
ces trois milliards, le roi remet 500 mil-

lions aux traitans, pour avances et droits de recouvrement. Les traitans levent en outre 300 millions sur les peuples pour les deux sous pour livre en-dehors, et le peuple paie encore les frais ordinaires, que je porterai à un sou pour livre, faisant 150 millions; ainsi le peuple a payé 3 milliards 450 millions, et le roi n'a reçu que 2 milliards 500 millions; perte réelle du roi et du peuple, 950 millions.

Deux milliards 500 millions de livres d'extraordinaire ne peuvent avoir suffi au roi pour faire les dépenses des guerres qu'il a été obligé de soutenir contre presque toutes les puissances de l'Europe. Dans l'espace des trente années que je prends pour opérer, il a fallu que les trésoriers et les entrepreneurs fissent des avances pour sa majesté; l'un a eu de gros intérêts, l'autre a eu de grands prix par ses traités. J'estime qu'en pareil cas le bénéfice va à trente pour cent de l'entreprise. Or, en portant les dépenses à 3 milliards 600 millions de livres, les trente pour cent feront un milliard 80 millions. Il se peut que le bénéfice n'ait pas toujours été de trente pour cent; mais avec les intérêts des avances et les fausses dépenses, je crois qu'il n'y a rien à rabattre;

62 LE FINANCIER-CITOYEN.

c'est pourquoi je joindrai ce bénéfice d'un milliard 80 millions avec les 950 millions qu'il en a coûté pour le recouvrement des impôts extraordinaires : ce qui fera 2 milliards 30 millions , somme , je crois , bien approchante de celle qui étoit due à la mort du feu roi.

Je ne comprends point dans ces sommes les bénéfices des fermiers-généraux , sous-fermiers et receveurs-généraux , tant des finances que des domaines et bois , qui peuvent aller à 600 millions au moins en trente années consécutives d'un temps aussi malheureux.

D'après ce tableau , il ne faut plus chercher d'où le discrédit de l'état, l'épuisement des finances , la misère des peuples et l'interruption du commerce provenoient. La cause en doit être uniquement attribuée au défaut d'économie dans les revenus ordinaires , et à la multiplicité des affaires extraordinaires.

Ce fut sans doute les fortunes immodérées et multipliées des gens d'affaires et des traitans qui donnerent lieu aux recherches qu'on en fit ; mais quel secours le roi en tira-t-il , et quel soulagement cette recherche produisit-elle au peuple ?

C'est un remède insuffisant qu'une pareille recherche , qui peut devenir une occasion d'exercer mille injustices , en punissant l'innocent et justifiant le coupable.

J'estime donc que tout le point est d'économiser en temps de paix , et de mettre les ressources de l'état entre le roi et le peuple , et non dans des mains tierces qui se croient intéressées à faire leurs fortunes aux dépens du roi et de ses sujets.

Tous ces détails démontrent d'une manière claire et frappante l'origine , les progrès et les conséquences fâcheuses des affaires extraordinaires , et servent à prouver de plus en plus l'excellence du plan que je proposerai pour une économie annuelle sur les revenus ordinaires du roi.

C H A P I T R E V.

M. Law.

L'AUTEUR, dans ce chapitre, expose le système de banque que cet Écossois, doué d'un génie hardi, entreprenant et calculateur, apporta en France en 1716. Plongée dans toutes les calamités d'une guerre désastreuse, son gouvernement n'avoit pas cru

64 LE FINANCIER-CITOYEN.

d'abord devoir adopter un système qui ne pouvoit se soutenir que par la confiance ; mais devenu nécessaire sous la régence , il trouva tout favorable à son succès. Law commença par établir sa banque de circulation , qui en peu de temps acquit la confiance générale. On y joignit une compagnie du Mississipi , dont on faisoit espérer de grands avantages. Séduit par l'appât du gain , le public s'empressa d'acheter les actions de cette compagnie et de cette banque réunies. La confiance fit ouvrir les coffres-forts ; la circulation des especes fut immense , et les billets doublerent , quadruplerent même les richesses de l'état. La banque fut déclarée banque du roi elle se chargea du commerce du Sénégal , des fermes générales du royaume , et acquit l'ancien privilège de la compagnie des Indes. Ces actions augmentèrent bientôt vingt fois au-delà de leur première valeur , et furent multipliées quatre - vingt fois au - delà de l'argent qui pouvoit circuler dans tout le royaume. Le gouvernement remboursa en papier tous les rentiers de l'état , et ce fut l'époque de la subversion des fortunes les mieux établies. Il faut cependant convenir que ce système , tout désastreux qu'il ait été
pour

pour la France , auroit pu lui être très-salutaire, si , oubliant les maximes les plus sages, on ne se fût pas livré sans retenue à la facilité séduisante qu'il présentoit pour augmenter la circulation , et qu'on eût su garder une certaine mesure. « C'étoit , dit M. Dutot , un édifice construit par un habile architecte , mais dont les fondemens n'avoient été faits que pour porter trois étages. Sa beauté surpassa même les espérances que l'on en avoit conçues , puisqu'il fit mépriser pendant quelques mois l'or et l'argent , espèce de miracle que la postérité ne croira peut-être pas. Cependant , sans égard au bien que la postérité pouvoit retirer de cette idée , une puissante cabale formée contre l'architecte , eut assez de crédit pour engager le gouvernement à le charger ou à élever cet édifice jusqu'à sept étages , en sorte que les fondemens ne pouvant supporter cette surcharge , ils s'écroulèrent , et l'édifice tomba de fond en comble ».

Voici de quelle maniere notre auteur réfute, d'après les principes de Montesquieu (1), le système de Law, qu'il divise en 16 articles.

(1) Voyez le tome V de la première année de cette Bibliothèque , page 136.

66 LE FINANCIER-CITOYEN.

1^o. Je conviens, dit-il., que le crédit d'un banquier peut décupler sa fortune ; d'où il suivra que si ce banquier a cent mille liv. en propre , il aura crédit d'un million : alors les prêteurs auront onze cens mille liv. pour l'hypothèque d'un million , outre le gain annuel de ce banquier , son intelligence et sa conduite : mais ce crédit ne peut point s'appliquer à tout un état ; et dans l'espèce dont il s'agissoit , M. Law étoit très-mal fondé : car en supposant que la masse d'or et d'argent monnoyé fût , lors du *système* , d'un milliard , ce milliard étoit dans les mains des particuliers à qui il appartenoit. Ils étoient en outre créanciers de l'état de plus de deux milliards ; si on admet le principe de M. Law , l'état fera pour dix milliards de billets , parce qu'il y a pour un milliard d'espèces d'or et d'argent : d'où il résultera , par l'emploi de ces dix milliards , que l'état ou la banque , si elle se charge des dettes de l'état , devra dix milliards au public. Quels seront les fonds représentatifs de ces dix milliards ? Un milliard d'espèces que le royaume possède , et que la banque aura eu le secret d'attirer à elle ; sept milliards , que la banque aura touché en papier du public , et deux mil-

liards en libérations. Supposons que ces billets ne supportent aucune augmentation, et qu'ils soient et demeurent constamment au taux de leur fixation, mais que le crédit de la banque manque, et qu'on lui demande le remboursement des billets, il faudra nécessairement qu'elle fasse perdre deux dixièmes; car elle ne pourra donner qu'un milliard en espèces, et sept milliards en papier des particuliers, comme elle les aura reçus: pour ce qui sera des deux milliards représentant les papiers qui formoient la dette originaire de l'état, ils ne peuvent faire un comptant pour ceux à qui on les donnera; ainsi ce sera encore deux milliards de dettes à la charge de l'état, ou deux milliards de perte pour les particuliers. Ce n'est pas ici le cas de dire que l'état possède pour vingt milliards de fonds de terres; ces fonds appartiennent aux particuliers, et ne peuvent point, vis-à-vis d'eux, servir d'hypothèque pour sûreté de leur argent, vu qu'ils sont ici, créanciers et non débiteurs: on ne peut pas dire non plus que l'état profitera, et qu'il sera en état de payer des intérêts, même d'éteindre des capitaux; l'argent de banque pour l'ordinaire

68 LE FINANCIER-CITOYEN.

ne produit point d'intérêts; le billet sert à multiplier l'espece et à favoriser la circulation : mais on ne peut en faire pour une somme plus forte que n'est la masse d'argent, parce qu'il faut qu'en tout temps la banque puisse réaliser et faire le remboursement de ces billets, des billets ou de l'argent devant être précisément la même chose; or, peut-on se flatter que cette égalité sera conservée dans un grand état, et que les remboursemens se feront de l'état ou de la banque aux particuliers en tous temps, surtout quand il est démontré que l'or et l'argent monnoyé sont plus que suffisans pour satisfaire aux objets du commerce et de la finance; que la création des billets est inutile pour la circulation; et enfin que les dettes de l'état ont été seules le vrai motif de cette création, et non l'envie de favoriser la circulation et le commerce? Ces réflexions font connoître combien le crédit, qui décuple pour un particulier intelligent et économe, reçoit peu d'application pour un état qui ne peut faire ni un commerce relatif, ni représenter une hypothèque solide du fonds, des especes et des billets.

2°. Le fonds d'un particulier, quoique mé-

diocre, s'étend à proportion des affaires utiles qu'il fait et des épargnes que son économie lui procure sur ses bénéfices. Tous ces objets se calculent aisément, et deviennent autant de points d'appui et de ressources pour ses créanciers. Cet homme privé est soumis à la loi; sa fortune, son honneur et sa réputation peuvent être renversés par la moindre imprudence qu'il commettra : toutes ces considérations le retiennent et lui inspirent une conduite régulière, au lieu qu'un souverain n'a aucune de ces craintes; s'il y a des querelles de princes et des besoins publics, un souverain déjà obéré est bien plus à portée de mésuser de son crédit qu'un particulier.

J'ajoute que si le prince trouve facilement de l'argent, quoiqu'endetté au-delà des proportions, il en sera plus entreprenant et plus porté à venger l'insulte; d'où suivra une dépense extraordinaire, et une augmentation de dettes qui diminuera d'autant les ressources des prêteurs : sur cet article on voit que M. Law étoit plus spécieux que solide.

3°. Il est évident que les deux premières raisons que je viens de réfuter concluent

70 LE FINANCIER-CITOYEN.

moins en faveur d'un état qu'elles ne concluent en faveur des particuliers, sur le fondement que le commerce ne peut être que d'un certain volume ; quand on y met plus de fonds qu'il n'en peut porter, il devient à charge à ceux qui y mettent trop de fonds, ainsi qu'on l'a éprouvé par les commerces d'Espagne et des îles depuis dix ans ; ceci est de principe et d'une expérience commune. M. Law auroit sans doute changé ses argumens ; s'il eût eu connoissance d'un pareil événement , ou plutôt s'il n'eût pas eu pour objet unique d'employer toute son intelligence pour prouver l'excellence d'un système vicieux dans ses principes et dangereux dans ses conséquences.

4°. Je ne conçois pas comment M. Law a pu avancer que le décuple des richesses du royaume de France pouvoit être mis en papier et former un crédit ; car à quoi bon ce crédit si prodigieux ? Le royaume de France ne veut point commercer ses fonds ; il ne veut commercer que son revenu tant de crû que de fabrique. Pour ce commerce dans l'intérieur , nous avons trois fois plus d'argent qu'il ne nous en faut ; pour ce commerce à l'étranger , nous envoyons

nos matieres de crû et de fabrique ; et rarement sommes-nous dans le cas d'envoyer de l'argent , si ce n'est dans les Indes , et peut-être en Italie et dans le Levant : mais en général la balance du change nous est avantageuse , et nous recevons des retours en especes des autres nations de l'Europe ; ce qui prouve que nos denrées et marchandises sont plus que suffisantes pour le commerce étranger. On ne voit point sur quoi M. Law fonde l'utilité d'un crédit aussi excessif, les papiers circulans n'étant d'une nécessité indispensable dans le commerce que pour faciliter les paiemens entre particuliers, sans obliger au transport d'argent. Le ministère peut opérer le bien d'une circulation animée, en obligeant les fermiers-généraux et les receveurs-généraux des finances à recevoir l'argent des recettes particulières en papier des négocians des provinces ; mais pour cela il ne faut rien changer au commerce et aux usages des particuliers. M. Law, sur cet article , avoit poussé le crédit si loin qu'on ne peut concevoir comment il n'a pas été arrêté au moment de sa proposition , dont l'inutilité , même le danger sont sensibles.

50. Je conviens qu'un crédit bien ménagé

72 LE FINANCIER-CITOYEN.

peut, dans tous les temps, prévenir les besoins de l'état ; mais ce n'est pas en suivant les principes de M. Law qu'on parviendra à ce crédit si nécessaire et si désiré par les gens de bien ; au contraire, en outrant ce crédit, et le fondant sur des entreprises chimériques, on le détruira par l'échouement de l'entreprise et la ruine des peuples. On parviendra à ce crédit d'une manière équitable et favorable au roi autant qu'avantageuse à l'état et aux particuliers : 1°. si on économise sur le revenu ordinaire, dans des temps de paix, au moins un sixième tous les ans ; 2°. si on favorise la population, l'agriculture, le commerce, la navigation et la circulation ; 3°. si, avec l'économie que le roi fera, il soulage les provinces qui seront dans le besoin, pour les mettre en état de travailler et de consommer plus qu'elles n'ont fait jusqu'à présent ; et enfin, si l'état met tous les ans en réserve une somme d'objet pour se libérer par l'extinction des capitaux des rentes constituées : voilà les seuls et vrais moyens légitimes de libérer l'état, d'augmenter son crédit, de rendre le peuple heureux, et de faire régner l'abondance dans tout le royaume, en procurant de l'accroissement aux revenus du roi par l'ac-

croissement de la consommation , qui est un effet naturel et infaillible de l'aisance des peuples.

6°. Plus un roi est indigent , plus un état est stérile , moins le peuple a de confiance dans le papier public , parce que ce papier n'a en lui ni valeur ni vertu ; il ne peut opérer quelque effet qu'autant que les particuliers le prennent en échange de leur argent ; et si la valeur de ce papier est grande parce qu'il y a beaucoup d'argent , et que cet argent soit dans les mains des particuliers , la confiance s'établira parmi eux par les sûretés réciproques sans le secours des papiers royaux. J'avoue que si l'état est absolument obéré , et que l'argent soit dans les mains de quelques particuliers , et que ces particuliers soient porteurs également des papiers royaux , il est d'une nécessité absolue de l'en tirer pour le remettre dans le commerce et faire reprendre cours à la circulation ; la voie de la réduction pour le papier est la plus simple : pour ce qui est de l'argent , il rentrera insensiblement dans le commerce , si le ministère a l'attention de ménager les provinces dans les impositions et de les mettre en gain vis-à-vis Paris , qui , dans de pareilles circons-

74 LE FINANCIER-CITOYEN.

tances , possède plus des trois-quarts de l'or et de l'argent monnoyé du royaume. On voit que la ressource d'un état se trouve uniquement dans l'économie des finances , et non dans une création de papiers royaux , qui ne peuvent jamais rien ajouter aux richesses de l'état , et qui , au contraire , nous causent une perte réelle vis-à-vis l'étranger , quand l'étranger en prend et que ce papier porte intérêt , parce que tous les ans il le lui faut payer ; et au bout de vingt ans il a touché en intérêt le montant de son capital , dont il est encore créancier. Toutes ces réflexions tendent à l'extinction des dettes , et favorisent le système d'économie que je proposerai dans la suite.

7°. Rien n'est plus dangereux dans un grand état que d'y établir une compagnie générale de commerce pour les commerces que les particuliers peuvent faire et que les nations voisines laissent faire aux particuliers : c'est ouvrir la porte aux monopoles et aux injustices que de laisser tomber successivement dans la caisse de cette compagnie tous les effets commercables d'un grand état ; c'est ôter aux particuliers toute ressource de s'enrichir ; c'est les mettre dans la dépendance abso-

lue de la compagnie ; empêcher la circulation , éteindre l'émulation , réduire la masse du commerce , et rendre le peuple pauvre et malheureux.

8°. On convient que lorsque le bien d'un petit état exige qu'il y ait une banque et une compagnie générale de commerce , il est mieux de faire caisse commune , ainsi que le dit M. Law , que de séparer les caisses comme on a fait en Angleterre ; mais cette maxime , qui est de police , ne peut s'admettre dans un royaume où ni la banque ni la compagnie générale de commerce ne peuvent s'établir qu'avec beaucoup de dangers , et toujours sans utilité pour l'état.

9°. Le commerce des particuliers enrichit un état , cela est sans difficulté ; mais le commerce d'une nation en corps ruinerait l'état et appauvrirait les particuliers par deux raisons ; la première , parce qu'une nation qui a de grandes richesses , qui fait commerce en corps sur de gros fonds empruntés , voudrait , pour payer les intérêts de son emprunt , et se procurer un capital , faire un commerce proportionnel : cependant elle ne peut le faire à profit pour sa nation qu'avec les nations

76 LE FINANCIER-CITOYEN.

voisines ; et ces nations ne peuvent commercer qu'en marchandises et en argent , jusqu'à concurrence de leurs facultés et de leurs besoins : ainsi , plus vous porterez chez une nation qui a moins de besoins ou moins de facultés , plus vous perdrez , soit sur le prix des denrées et marchandises , qui diminuera à proportion de leur abondance , soit sur les crédits qu'il faudroit faire pour en avoir le débit ; la seconde , toute compagnie puissante qui fait le commerce des particuliers en concurrence ruine les particuliers en baissant la main au prix des marchandises , jusqu'à ce que le commerce des particuliers soit tombé , et ensuite , quand cette compagnie fait seule ou presque seule le commerce , elle hausse les prix et les porte à un taux ruineux pour la nation. De pareilles compagnies ne sont uniquement propres qu'au commerce que les étrangers font en compagnie nationale , la saine raison voulant qu'on leur oppose une compagnie égale en force , en crédit et en intelligence à la leur.

10°. La grande richesse d'un commerçant le rend plus capable de grands profits , parce qu'il peut augmenter son commerce à proportion de son fonds et de son

crédit , l'un et l'autre toujours bornés relativement à la masse du commerce ; mais un roi ou un état qui commerceroit en corps ne pourroit porter ainsi en augmentant les progrès de son commerce , puisqu'il a été démontré que le commerce , tant intérieur qu'extérieur , a ses bornes ; et lorsqu'on les veut excéder forcément il en résulte une perte considérable pour l'état qui a trop fourni.

11°. La création des billets , non plus que celle des actions , ne fournissent aucun moyen de rembourser les rentes constituées sans injustice , parce que ces billets et ces actions ne peuvent avoir une plus grande valeur que n'en auroient la masse d'or et d'argent monnoyé et les papiers des particuliers réunis à la banque , encore en supposant que cette masse d'or et d'argent et ces papiers fussent constamment en totalité dans les caisses de la banque , ce qu'il est difficile de se persuader : il falloit donc faire perdre aux rentiers et aux créanciers de l'état qui avoient des papiers royaux ; ça été une nécessité résultante de la dissipation qu'il y avoit eu dans l'administration des finances du regne précédent. En ce cas , il étoit plus simple

80 LE FINANCIER-CITOYEN.

toutes ces créations de billets et d'actions, ces réunions d'une compagnie générale de commerce d'Occident, des Indes et de la Chine, avec une compagnie de fermiers-généraux, les variations dans les monnoies, et les prohibitions qui en furent la suite, fussent des moyens capables d'inspirer la confiance et de donner du ressort au commerce et à la circulation ? Rien ne sentoit plus la contrainte et le despotisme que des moyens aussi violens, absolument opposés aux principes du gouvernement monarchique et à l'esprit du commerce, qui veut protection et liberté.

Les moyens dont on se servit sous le ministère de M. Law prouvent par leur violence que son système n'étoit ni conforme aux principes du gouvernement, ni conforme à la situation où étoit alors le royaume, ni agréable au public qui n'avoit encore rien vu de semblable ; pour le peu de sens qu'eût un homme d'alors, ne voyoit-il pas que si les entreprises des compagnies de commerce, formées sur les principes de M. Law, eussent réussi, il ne leur auroit point fallu la réunion des fermes générales pour soutenir leur crédit ; que de même si, après avoir retiré à plusieurs reprises des
mains

maines des particuliers tout l'or et l'argent monnoyé du royaume pour le mettre dans les coffres du roi ou de la compagnie, il falloit encore des variations dans le prix des monnoies, et des prohibitions à chaque particulier d'avoir chez lui au-dessus de cinq cents livres. Il étoit clair que les vues du ministre étoient de brouiller les affaires, de noyer les intérêts du roi et ceux des peuples dans une mer de billets et d'actions, et de faire ensuite des liquidations ruineuses pour l'état et les particuliers.

Je dis que toutes ces opérations étoient ruineuses pour l'état et les particuliers, parce que pendant que toutes ces contraintes s'exerçoient, les peuples faisoient peu de commerce, et l'argent restoit dans les coffres inutile aux particuliers qui le possédoient, et qui étoient dans une crainte continuelle de s'en voir dépouiller. L'étranger profitoit de cette contrainte pour faire un commerce profitable avec la France. Il recevoit beaucoup de nos anciennes especes, et les remarquoit au nouveau coin avec un bénéfice considérable.

Si on pese bien tous ces objets de pertes, on conviendra que l'état étoit dans la posi-

62 LE FINANCIER-CITOYEN.

tion la plus critique et la plus malheureuse qu'il soit possible d'imaginer.

Voilà les terribles inconvéniens qu'entraînent la dissipation dans les finances, la voie des affaires extraordinaires, les créations de droits, d'offices et de rentes, ainsi que la multiplicité des papiers royaux ; toutes extrémités qu'on auroit évitées en suivant les sages maximes du duc de Sully, et que ce grand homme a si heureusement pratiquées pendant le temps de son ministère.

13°. Ce que M. Law dit en cet article détruit absolument son système. Voici ses propres termes : *le crédit, tel qu'il est connu, c'est-à-dire, l'espoir d'être payé en especes au bout d'un terme fort court, seroit perdu sans ressources, si le système que j'entreprends d'exécuter n'y apportoit un prompt remède par ses opérations.* J'ai si clairement démontré l'insuffisance du système de satisfaire à tous les remboursemens des billets et des actions, que l'impossibilité absolue de ce remboursement devient, suivant les propres réflexions de M. Law, une critique insurmontable du système, qui auroit dû être reconnu vicieux et inconséquent, et par ces raisons rejeté au moment que l'auteur en a proposé l'exécution.

14°. Quoique le roi paie un intérêt exorbitant d'un argent qu'il ne met ni en fonds ni en commerce, il ne s'ensuit pas que la dette soit périée du jour du prêt, parce que le roi tire de ses sujets un très-grand revenu sur lequel il peut tous les ans payer l'intérêt de ses dettes, et destiner un fonds pour l'extinction des capitaux. C'est sur l'économie dans la finance, et sur la ressource des impositions, qui croissent à mesure que la population, l'agriculture, le commerce, la navigation et la circulation sont favorisés, que le roi doit fonder le plan d'une libération légitime, et non sur un commerce impraticable et ruineux pour la nation en général comme pour le commerçant en particulier.

15°. M. Law, par cet article, ne donne pas la preuve qu'il eût une connoissance exacte de tout l'or et l'argent monnoyé qu'il y avoit alors dans le royaume, et du besoin effectif du roi et des particuliers pour faire face aux dépenses de l'état et à la circulation d'un commerce animé, puisqu'il dit : *qu'au point où toutes les dépenses nécessaires sont portées, toute l'espece qui est dans le royaume ne sauroit suffire pour le roi et les particuliers*, pendant que, lors du sys,

84 LE FINANCIER-CITOYEN.

tême, il y avoit au moins deux fois plus d'argent qu'il n'en falloit pour le roi et les particuliers ; et plusieurs auteurs dignes de foi prétendent qu'il y avoit douze cents millions à 60 livres le marc : cela me paroît assez exact. Cette somme revient à un milliard à 50 liv. le marc, qui, jointe à 500 millions que j'estime nous être rentrés depuis 1720 par les avantages annuels que nous avons eus sur le change étranger, forme un total de 1500 millions, à quoi peuvent se monter les especes d'or et d'argent monnoyé qui sont en France, aujourd'hui 20 janvier 1756. Or, avec ces 1500 millions, j'espere faire voir démonstrativement qu'on pourroit faire face au commerce et à la finance d'un royaume trois fois plus considérable que celui de France, dans lequel 500 millions suffisent amplement en temps de paix pour le roi et les particuliers ; encore que les dépenses du roi soient nécessairement augmentées depuis 1720, que le commerce étranger soit le double de ce qu'il étoit alors, et que toutes choses aient augmenté de prix à proportion : toutes raisons qui prouvent que M. Law n'avoit aucun besoin du secours des billets ni des actions pour suppléer au défaut d'argent, puisque la masse des especes d'or et

d'argent du royaume surpassoit du double le besoin que le roi et les particuliers en avoient.

16°. On voit par cet article combien M. Law exagéroit les crédits de la banque , ainsi que les avantages qui en devoient résulter pour le roi et le peuple , en disant : *que le nouveau système suppléera au défaut d'especes par l'argent de banque, que la confiance qui influera sur le public pourra faire monter au centuple.*

Comment M. Law pouvoit-il avancer de sang-froid que le nouveau système centupleroit l'or et l'argent qu'il y avoit alors en France? Cela étoit impossible, puisque douze cents millions d'especes centuplés auroient produit cent vingt milliards de papier. Comment un pareil papier auroit-il pu s'accréditer? comment l'auroit-on pu placer? Que seroient devenues les especes d'or et d'argent, signes convenus entre toutes les nations policées pour mesurer la valeur des denrées et des marchandises? A quoi auroit servi ce volume énorme de billets? Pourquoi en créer sans nécessité , et enfin à quel dessein enterrer l'argent pour le représenter par des billets? Qu'on ne dise point , comme M. Law, que c'est pour multiplier

86 LE FINANCIER-CITOYEN.

l'espece, faciliter le commerce et la circulation, et enrichir l'état et les particuliers ; qu'on dise , au contraire, qu'un pareil système, s'il a été pensé sérieusement par son auteur , avoit pour motif secret de s'emparer de tous les biens réels du royaume pour tenir les particuliers dans un état de dépendance et de pauvreté qu'on ne peut envisager qu'avec horreur et indignation.

Je crois que sur tous les articles du système de M. Law j'ai donné des raisons solides qui démontrent d'une maniere claire et sensible que ce système étoit vicieux dans ses principes et dangereux dans son exécution ; qu'il est plein de contradictions et d'inconséquences qui prouvent que M. Law n'étoit ni au fait des principes du gouvernement monarchique, ni au fait de la situation où se trouvoit alors le royaume de France ; qu'il ignoroit la masse d'or et d'argent monnoyé qu'il y avoit dans le royaume, ou du moins qu'il feignoit de l'ignorer , et qu'il a opéré en conséquence de cette feinte ; qu'il sembloit également ignorer les besoins du roi et des particuliers, les ressources que le roi trouve dans ses revenus en temps de paix , et l'économie que sa majesté peut faire annuellement pour se libérer : tous objets

LE MARÉCHAL DE VAUBAN. 87
qu'il devoit savoir parfaitement avant de
proposer son système.

CHAPITRE VI.

ÉCRIVAINS POLITIQUES.

M. le maréchal de Vauban.

L'AUTEUR ne dit qu'un mot d'un ouvrage intitulé : *détail de la France*, où l'on ne trouve aucun plan d'amélioration, mais où sont décrits d'un style amer et même exagéré les maux que la taille arbitraire, les nouveaux impôts, les affaires extraordinaires et l'avidité des partisans ont causés à la France depuis 1661 jusqu'en 1707. Il passe ensuite à la dîme royale du maréchal de Vauban.

M. de Vauban présente un nouveau système des finances, connu sous le nom de *dîme royale*, qu'il divise en quatre fonds.

« Le premier fonds comprend la dîme de tous les biens de la terre sans exception ».

« Le deuxième fonds comprend la dîme du revenu des maisons des villes et gros

88 LE FINANCIER-CITOYEN.

bourgs du royaume , des moulins de toute espece , celle de l'industrie , des rentes sur le roi , des gages , pensions , appointemens , et de toute autre sorte de revenus non compris dans le premier fonds ».

« Le troisieme fonds regarde le sel, que M. de Vauban voudroit rendre marchand dans tout le royaume , depuis 18 livres le minot en temps de paix , jusqu'à 30 livres dans les temps les plus malheureux ; et à cet effet il conseille au roi de s'emparer de toutes les salines du royaume et d'en faire faire la garde par ses troupes , pour empêcher les vols et les enlevemens frauduleux ».

» Le quatrieme fonds , que M. de Vauban appelle revenu fixe , est composé des domaines , des parties casuelles , des droits de francs-fiefs et d'amortissemens , des amendes , épaves , confiscations , le convoi de Bordeaux , la coutume de Bayonne , la ferme de brouage , celle du fer , la vente annuelle des bois appartenans au roi , le papier timbré , le contrôle des contrats , qui seroit très-utile si on les enregistroit tout entiers , au lieu qu'on n'en fait qu'une note qui deviendra inutile avec le temps ; le droit de ce contrôle modéré , parce qu'il

est trop fort et qu'il est nécessaire à la société civile de passer des contrats , le contrôle des exploits , les postes et le port des lettres modéré d'un tiers , et fixé de telle manière qu'il ne soit pas arbitraire aux commis de les surtaxer , comme ils l'ont notoirement presque par-tout : ce qui mériterait bien un peu de galeres ».

« Les douanes mises sur les frontieres tant de terre que de mer , pour le paiement des droits d'entrées et de sorties des marchandises , réduits par le conseil du commerce sur un pied tel qu'on ne rebute point les étrangers qui viennent enlever les denrées que nous avons de trop , et qu'on favorise le commerce du dedans du royaume autant qu'il sera possible ».

« Les impôts sur le tabac , les eaux-de-vie , le thé , caffè et chocolat , à quoi on en pourroit utilement ajouter d'autres sur le luxe et la dorure des habits , sur les carrosses , sur la permission de porter l'épée à ceux qui ne sont ni gentilshommes , ni gens de guerre , sur la magnificence outrée des meubles , et sur les grandes et ridicules perruques (1) ».

(1) J'observe que le détail précédent est tiré mot

90 LE FINANCIER-CITOYEN

« A ces droits M. de Vauban ajoute qu'il y a (1) dans le royaume environ trente-six mille paroisses dans lesquelles il n'estime pas moins de quarante mille cabarets, dans chacun desquels il dit qu'il pourroit se débiter, année commune, quinze muids de vin, de cidre ou de bière, selon le pays, à ceux qui y vont boire, s'il arrivoit un temps plus favorable aux peuples; supposant donc les aides supprimées, ce ne seroit pas leur faire tort que d'imposer 3 livres 10 sous sur chaque muids de vin bu dans le cabaret, et non autrement, et sur le cidre et la bière à proportion; cela ne reviendrait qu'à un liard la pinte, et pourroit, continue M. de Vauban, en produisant un revenu considérable, qui iroit à plus de deux millions, contenir un peu les paysans, qui, les jours de dimanches et fêtes, ne désemplissent point les cabarets; ce qui pourroit obliger les plus sensés à demeurer chez eux; mais il faudroit toujours distinguer ce qui seroit bu au cabaret de ce qui seroit livré au

pour mot de la dime royale de M. de Vauban, pages 112 et 113.

(1) Pages 114 et 115.

LE MARÉCHAL DE VAUBAN. 91
dehors à pot et à pinte, qui doit être exempt
de cet impôt ».

L'exposé que je viens de faire contient en substance le plan que M. de Vauban auroit voulu qu'on eût suivi pour l'imposition et la levée des droits royaux sur les peuples : ce système a été réfuté et combattu par bien des personnes ; on a trouvé beaucoup de difficultés dans la perception d'une dîme des fruits en nature : il est certain que les frais de régie en seroient considérables , indépendamment du bénéfice qu'il faudroit donner à chaque fermier ; à quoi il faut ajouter le peu de ressources que le roi retireroit de ses fermiers particuliers en temps de guerre , et combien en cette partie le crédit public seroit altéré ; mais sans m'arrêter à réfuter des articles qui l'ont déjà été par plusieurs écrivains , et notamment par M. de la Jonchère et par M. l'abbé de Saint-Pierre , j'attaquerai le système par le principe de proportion qui en fait le fondement.

M. de Vauban a cru de bonne foi que rien n'étoit plus juste , pour lever les tailles avec une proportion équitable sur tous les sujets du roi , que d'établir une dîme en nature sur les fruits de la terre.

92 LE FINANCIER-CITOYEN.

Tout le monde a été frappé de cette proposition , parce qu'en effet rien n'est plus séduisant que l'imposition proportionnée au revenu de chaque propriétaire ou fermier ; cependant rien de plus injuste, en appliquant le principe généralement à toutes les terres du royaume ; en voici la preuve ; je suppose que les plus mauvaises terres de France mises en culture rapportent 4 pour un , et que les meilleures rapportent seulement douze pour un ; cette estimation est à peu-près celle que fait M. de Vauban dans les notes qu'il a mises à la page 194 de sa dîme royale : si un arpent coûte de semences deux tiers de septier , le septier seulement à 12 livres , il en coûtera 8 liv. pour ensemençer un arpent ; c'est pour la semence de trois arpens de mauvaises terres , ci 24 liv.

Si les façons qu'il est d'usage de donner aux terres se montent à 15 liv. par arpent , les trois arpens coûteront 45 liv. , ci 45

Je suppose à présent que le fermage de chacun de ces trois arpens ne soit que de 4 liv. ; c'est pour les trois 12 liv. ci 12

TOTAL, ci	<u>12</u>
	<u>81 liv.</u>

LE MARÉCHAL DE VAUBAN. 93

J'ai dit que ces trois arpens avoient coûté à ensemençer 24 liv., et que leur produit étoit de quatre fois la semence, faisant 96 l. sur quoi levant la dîme royale et la dîme ecclésiastique, seulement au dernier 12, il reviendra pour les deux dîmes 16 liv.; d'où résultera une perte d'une quatre-vingt-dix-septième partie si le cultivateur est fermier; et s'il est propriétaire, il ne retirera que onze parties de quatre-vingt-seize qu'auront produites ses trois arpens de terre.

Examinons à présent le produit d'un arpent de bonne terre, les frais qu'il occasionne, et le bénéfice qui en résulte pour le cultivateur, soit qu'il soit fermier, soit qu'il soit propriétaire, afin de rendre sensible la fausseté de l'application générale que M. de Vauban vouloit faire de son principe à tous les fruits des terres du royaume sans exception.

La semence coûte, ci . . .	8 liv.
Les façons, ci	15
Les fermages, comme trois arpens de mauvaise terre, ci . . .	12
TOTAL, ci	35

Le produit de cet arpent est, ci 96

94 LE FINANCIER-CITOYEN.

Dont la dîme royale et la dîme
ecclésiastique , l'une et l'autre à
la douzieme gerbe , produisent . 16

Reste au cultivateur , ci . . 80

Sur quoi déduisant ses frais de
semences , de culture et de ferma-
ge , montant à 35

Il restera en bénéfice net , ci . 45

D'où résultera une disproportion entre le gain de 45 parties sur 96, et la perte d'une partiesur le même produit porté en l'article précédent, qui ne souffrira aucune comparaison entre l'imposition à mettre sur les fermiers qui exploitent les bonnes terres et celle à mettre sur ceux qui exploitent les mauvaises : cette opération s'applique aussi aux propriétaires cultivateurs , toute proportion observée , en déduisant le fermage sur les dépenses , ce qui forme au propriétaire d'un arpent de bonnes terres une recette nette de 57 liv. sur 96 liv. , pendant que le propriétaire de trois arpens de mauvaises terres ne retire que 11 liv. sur un même produit. Or, est-il juste que 57 liv. ne paient pas plus que 11 liv. ? ne convient-il pas , au contraire, de faire en sorte de rapprocher les imposi-

LE MARÉCHAL DE VAUBAN. 95
tions des produits nets, les dépenses indispensables déduites? et n'est-ce pas là l'esprit d'équité que présente la règle de proportion qui suppose nécessairement un produit égal, tous frais prélevés. Il est plus convenable, en pareil cas, d'opérer sur le prix des baux, parce que la charge devient infiniment moins pesante pour le contribuable. J'avoue qu'en proportionnant l'impôt au prix des baux, l'un et l'autre fermier paraîtra encore dans la même classe; mais avec cette différence que l'imposition ne portera que sur vingt-quatre parties de quatre-vingt-seize (1); au lieu que M. de Vauban fait porter l'imposition sur la totalité des produits. Son principe et le mien s'accordent, et ont pour objet la justice et la proportion entre le revenu et l'impôt; mais la différence qu'il

(1) *Nota.* Je mets 24 livres de sujettes à l'imposition au lieu de 12 livres, parce que les terres ne rapportent du bled que tous les trois ans : il y a une année en mars ou menus grains, et une année de repos; ce qui me fait supposer, en mettant le produit des menus grains pour moitié de celui du bled, que le rapport est de deux années l'une; ainsi on paie deux années de fermage et seulement une année de dîme. J'ai cru cette observation essentielle pour l'intelligence de cet article.

y a entre la maniere de percevoir de M. de Vauban et la mienne, est que M. de Vauban, mettant son impôt sur la totalité des produits, charge tous les objets de compensation du cultivateur, ôte les ressources de celui qui n'a point de terres excellentes, et détruit son industrie ; au lieu que la maniere de lever sur le prix des baux fait tomber l'impôt en quelque sorte sur le propriétaire, et ne décourage point le cultivateur, qu'on doit ménager avec un soin particulier, en ce que c'est lui qui met les terres en valeur par son travail et son industrie, et que le propriétaire non cultivateur, homme passif en cette partie, ne soutient ses revenus sur un pied avantageux que par l'activité de ses fermiers.

Je conviens que mon plan paroît donner moins de revenu au roi : cependant la vérité est qu'il en donne davantage, attendu qu'il favorise la culture des terres, et que le plan de M. de Vauban a en lui un principe destructeur démontré dangereux par mon opération. On ne peut se garantir avec trop de soin d'une pareille maniere d'imposer, capable de décourager les meilleurs cultivateurs.

Quoique

Quoique les fermiers de bonnes terres soient infiniment ménagés par mon opération , et qu'ils puissent devenir très-opulens s'ils ont de l'habilité et de la conduite , les fermiers des mauvaises terres n'acquerront pas moins un degré d'aisance qui augmentera leurs ressources et leur émulation : les uns et les autres travailleront à se surpasser , et les fermiers des mauvaises terres feront en sorte de les améliorer ; d'où naîtra une abondance dans les récoltes qui procurera l'opulence constante du royaume et la félicité des peuples. Les augmentations dans les prix des baux en seront la suite nécessaire , et le roi trouvera dans les progrès du vingtième qui se leve sur les propriétaires et dans l'accroissement du produit de ses fermes , qu'une plus grande consommation opérera nécessairement, une indemnité bien supérieure à la perte que lui causera la levée des tailles sur les prix des baux. Cette indemnité, qui double sur la dîme de M. de Vauban , et qui recevra des accroissemens à l'infini , si le ministère ménage le cultivateur , l'artisan et le négociant dans la répartition des impôts arbitraires , démontre évidemment que les conséquences les plus favorables résultent toujours de la juste ap-

98 LE FINANCIER-CITOYEN.

plication des vrais principes d'équité et de proportion.

M. de Vauban l'avoit en vue ce principe ; et tout ce qu'il dit pour prouver l'excellence de sa dîme royale justifie assez qu'il étoit fortement occupé du soulagement des peuples , et que son dessein étoit de procurer au roi un revenu suffisant et certain , et à ses sujets la plus grande aisance possible ; mais les moyens qu'il propose ne répondent pas à des vues si louables et si dignes de ce grand homme.

Le premier fonds de M. de Vauban étant détruit par l'application générale qu'il fait de son principe de proportion , qui en est le fondement , et l'injustice de sa prétendue proportion ayant été mise dans toute son évidence , ainsi que les inconvéniens fâcheux qui seroient nécessairement résultés de sa dîme royale en nature , je m'en vais passer successivement à l'examen des trois autres fonds.

Le second fonds me paroît avoir servi de base pour l'application du vingtième sur les maisons , les moulins , l'industrie , les rentes sur le roi , les gages et pensions. J'observerai que l'article de l'industrie doit être ménagé et conduit avec bien des précau-

tions , afin de ne point décourager les artisans et les marchands ; au lieu du vingtieme , j'estime qu'on ne devoit faire payer l'industrie qu'au centieme , et encore estimer son produit bien au-dessous de sa véritable valeur. Les erreurs en pareille matiere sont faciles à commettre ; et dans l'incertitude du vrai , je crois que le bien général veut qu'elles tournent en faveur des contribuables : les autres articles sont de toute justice.

Le troisieme fonds a pour objet de rendre le sel marchand dans tout le royaume , depuis 18 livres le minot en temps de paix jusqu'à 30 livres en temps de guerre. M. de Vauban ne veut point que le prix , même dans les temps les plus malheureux , excède 30 livres. Pour rendre cette imposition générale , il conseille au roi de s'emparer des salines , d'en rembourser les propriétaires , et d'y établir bonne garde pour empêcher les vols et les enlèvemens frauduleux.

Les observations que j'ai faites (*pag.* 18) à l'article de M. le cardinal de Richelieu , qui a fait la même proposition de rendre l'impôt du sel commun à toutes les provinces du royaume , s'appliquent ici. L'auteur en ajoute de nouvelles.

200 LE FINANCIER, CITOYEN.

1^o. Le roi, dit-il, en s'emparant de la propriété des salines, violeroit le droit de propriété et de liberté de ses sujets, qui ne peuvent être contraints à vendre leur bien, ou à le laisser à la disposition de l'état qu'autant que le bien public l'exige; encore trouve-t-on des auteurs modernes (1) et d'un grand poids qui censurent cette contrainte, mettant le droit de propriété des particuliers au-dessus de la politique qui exige d'eux un sacrifice forcé. J'estime cependant que le bien des particuliers doit être subordonné au bien de l'état; mais dans l'espece dont il s'agit, je ne vois pas que le bien de l'état s'y trouve, ainsi que je l'ai prouvé à l'article de M. le cardinal de Richelieu.

2^o. Par l'imposition générale de la gabelle, tous les droits et privileges des provinces de petite gabelle et de franc-salé sont violés sans nécessité, comme je l'ai fait voir.

3^o. Il ne seroit pas possible, en adoptant ce système, de dégarnir les côtes, et par conséquent de supprimer les gardes dont M. de Vauban exalte avec raison les services que l'état en retireroit, ainsi que des

(1) Voyez l'Esprit des loix, livre 26, ch. 15.

LE MARÉCHAL DE VAUBAN. 101

gens qui font le faux-saunage, s'ils étoient dans les troupes de sa majesté, employés à la culture des terres, ou occupés à l'exercice des arts et manufactures; mais cette suppression de gardes peut-elle se faire, et les droits sur le tabac que M. de Vauban conserve dans son quatrieme fonds ne démontrent-ils pas l'utilité de leur conservation, indépendamment de la nécessité de laisser le droit du sel tel qu'il est actuellement?

Le quatrieme fonds de M. de Vauban ne peut avoir l'air du nouveau qu'en ce qu'il propose de reculer les douanes sur les frontieres, et de réduire la quotité du droit. Il insiste pour que l'on continue le droit sur le tabac, le thé, le café et le chocolat, et que l'on y ajoute un nouveau droit sur les choses de luxe qu'il détaille.

M. de Vauban voudroit qu'on réduisît le droit du contrôle des actes et des exploits, les postes et les ports de lettres.

Le même auteur ajoute qu'on pourroit établir un droit de 3 livres 10 sous par chaque muid de vin bu dans le cabaret et non autrement, le cidre et la bière à proportion. Il exempté du droit le vin qui

seroit pris au cabaret à pot et à pinte pour être bu ailleurs.

J'observe, sur les douanes, que le royaume de France ayant été long-temps à parvenir au point de grandeur où il est maintenant, les provinces qui successivement y ont été réunies, soit par successions, donations, acquisitions ou conquêtes, avoient, avant ces réunions, des droits d'entrées et de sorties relatifs aux traités d'alliance et de commerce des seigneurs qui en étoient souverains. Lors de la réunion, ces provinces ont demandé la conservation de leurs droits et privilèges; on la leur a accordée, d'où a résulté la différence sensible dans les impositions.

Les provinces de l'ancienne France qui se sont soumises dans les temps aux droits d'aides et gabelles forment dans l'ordre des finances un pays distinct des provinces qui ne sont point sujettes à ces droits, ou qui ne le sont qu'à l'un des deux, ou à une partie de l'un d'eux.

Le Poitou, la Saintonge et l'Aunis paient les droits d'aides, et le sel y est marchand.

D'autres provinces, comme le Languedoc, la Provence et le Dauphiné, paient

les petites gabelles , et sont exemptes des aides , ce qui revient à peu-près au même pour le revenu de l'état ; et ces peuples accoutumés , les uns au mot d'aides et les autres à celui de petites gabelles , paient l'impôt sans murmurer : pourquoi donc supprimer un droit que les peuples paient sans répugnance , pour leur en faire payer un dont le seul nom les révolteroit , pendant qu'au fonds le roi n'y trouveroit aucun avantage ? Est-il d'une bonne politique de faire de continuelles violences aux opinions vulgaires , et d'exercer la force et la contrainte pour lever les impôts , pendant qu'on peut les tirer habilement et sûrement sans mécontenter personne ? Il me semble qu'il est toujours mieux de faire croire aux peuples qu'on ne veut introduire aucun changement dans l'ordre et la nature des impositions , et que si la nécessité y contraint , ce sera toujours en vue de son soulagement , plutôt que d'user d'autorité pour supprimer les privilèges de certaines provinces , sous prétexte d'y favoriser le commerce et de les mettre au niveau des autres.

Il est clair , dans l'ordre des finances , qu'il y a des lignes de circonvallation pour les aides , d'autres pour les grandes ga-

belles , d'autres pour les petites , et enfin pour le tabac ; il doit également y en avoir pour les traites , et toutes ces lignes sont gardées par des employés dont le nombre peut être diminué par la réunion de toutes les fermes à une compagnie.

Je sens à merveille que pour faciliter le commerce entre toutes les provinces de France on pourroit reculer les douanes sur les frontieres , et rendre le transport des marchandises plus libre entre les sujets du roi. Cette matiere a été traitée par plusieurs personnes , et il y a lieu de présumer que le ministere a eu des raisons très-fortes pour laisser les choses sur l'ancien pied. Je ne pense pas que le produit du droit eût seul été capable d'empêcher un tel changement , si le commerce eût dû en être véritablement favorisé dans l'ordre politique. Je conjecture que les vues du ministere ont été d'attirer les fabriques et manufactures des étoffes et marchandises qui se consomment le plus communément par les François dans l'intérieur du royaume, afin d'engager les habitans des provinces frontieres à s'occuper plus essentiellement à la culture des terres et à la fabrique et manufacture des étoffes et marchandises que

l'étranger consomme. Par la première de ces vues, le ministère met les provinces frontières dans la nécessité de désirer de fortes garnisons pour consommer leurs denrées; et par-là l'aisance de ces provinces est dans la main du roi, et devient un gage assuré de leur obéissance et de leur fidélité, puisqu'elles ne tiennent cette aisance que par un plus grand nombre d'hommes destinés à les tenir dans la dépendance.

La seconde vue tend à tirer l'argent de l'étranger, et à obliger les provinces frontières à reporter ce même argent dans l'intérieur du royaume pour les étoffes et marchandises de luxe dont elles ont besoin; politique qui me paroît excellente pour concentrer les richesses dans l'intérieur, en laissant les frontières dans une aisance suffisante pour leur faire aimer le gouvernement, et faisant cependant dépendre leur plus grande aisance de leur plus grand assujétissement.

M. de Vauban laissant subsister les droits sur le tabac, le thé, le café et le chocolat, je n'ai aucune observation à faire, et son système ne contient rien de nouveau à cet égard.

Pour ce qui est de l'impôt qu'il propose

106 LE FINANCIER-CITOYEN.

sur les choses de luxe , ce seroit un bien pour l'état , à ne considérer les impositions que dans l'ordre des facultés des citoyens ; mais si on fait attention que la France fait un grand commerce de luxe avec l'étranger , que ce commerce enrichit l'état , et qu'il ne se soutient dans ses progrès que par les changemens de goût et de mode des personnes les plus distinguées et les plus opulentes du royaume , on en conclura que pour un modique revenu que le roi retireroit de cet impôt sur les choses de luxe , le commerce avec l'étranger en recevrait une diminution sensible. Or , comme nous établissons pour principe incontestable (1) que l'imposition doit être subordonnée au commerce comme l'effet l'est à sa cause ; que dans la balance de deux branches de commerce , celle du commerce étranger doit avoir la préférence sur le commerce intérieur , afin d'attirer l'argent des étrangers dans le royaume , il suit que l'impôt sur les choses de luxe ne doit point avoir lieu ; et à cet égard , j'ose dire que M. de Vauban n'avoit pas combiné ses principes.

Je ne conçois pas l'avantage qui résulte-

(1) Voyez la seconde partie de cet ouvrage.

roit de la réduction des droits de contrôle des actes et des exploits , parce que la quotité des droits se détermine par les qualités des parties , par la valeur des choses conditionnées dans les contrats , ou par la nature des actes ; mais dans ce dernier cas , le droit est peu considérable , quand on n'apperçoit dans le contrat aucune clause équivoque tendante à voiler le véritable prix d'une condition indispensable dans l'acte.

Quant à la réduction des droits de poste et de ports de lettres , ce seroit , selon moi , travailler en faveur des plus aisés du royaume ; et cela iroit contre les propres vues de M. de Vauban , qui annonce , dans tous les endroits de son système , vouloir travailler à mettre plus d'égalité dans les impôts pour le soulagement des peuples.

Le droit de 3 livres 10 sols que voudroit établir M. de Vauban , pour le vin bu au cabaret seulement , est un vrai droit d'aides , mais susceptible de mille inconvéniens que M. de Vauban n'a pu prévoir , parce qu'il ne connoissoit point la méchanceté de ce métier , ni toutes les ruses dont les redevables se servent pour se soustraire au paiement des droits.

La première réflexion qui se présente, est l'injustice qu'on feroit aux provinces exemptes de ces droits en les y assujétissant. J'ai fait connoître combien il seroit dangereux de faire une pareille tentative. Il est évident, par l'expérience du passé, qu'elle n'auroit aucun succès dans son établissement ; et de l'autre, que les produits de ce nouvel impôt, quoique rendu général à toutes les provinces du royaume, ne rempliroient pas la sixième partie des produits nets des droits d'aides, tels qu'ils se perçoivent aujourd'hui, les frais de régie déduits.

Je prouverai, dans la troisième partie de cet ouvrage, qu'une régie de droits qui se lèvent sur la vente en gros ou en détail des marchandises doit être raisonnée, forte et active, afin que les employés soient en état par leur nombre d'en imposer aux fraudeurs, et que de l'autre ils puissent se transporter d'un instant à l'autre dans les endroits de leurs départemens les plus suspects. Or, pour donner à une régie tous les caractères qui en constituent l'excellence, il faut que le droit ait de l'objet, qu'il se leve sur des choses d'une consommation rapide, et qu'il y ait le moins d'exemptions

LE MARÉCHAL DE VAUBAN. 109
possible pour empêcher les abus qui se commettent en faveur des exemptions.

L'impôt à 3 livres 10 sols par muid de vin, tel que M. de Vauban le propose, sur quarante paroisses, à quinze muids de consommation par an, qui est le taux de son estimation, ne donneroit que 2100 livres. Pour exercer ces quarante paroisses, en suivre et recueillir le produit, rédiger les actes de charges et de consommations des cabaretiers, faire le recouvrement des deniers et dresser les procès-verbaux de contraventions contre les délinquans, on ne pourroit mettre moins de deux commis.

Ces deux employés, dont l'un seroit receveur, coûteroient à la régie au moins 1800 livres; je mets le receveur à 800 livres d'appointemens, et le commis en second à 750 livres. C'est 1550 livres de fixe, auxquelles j'ajoute 100 liv. à chacun pour bon travail, et 50 liv. au receveur pour compter de net, ainsi qu'il est d'usage. Il résultera de cette opération que le produit de ces quarante paroisses, suivant l'estimation de M. de Vauban, ne donnera au roi, frais de régie déduits, que 300 livres.

A présent, j'observe que cette distinction entre le cabaretier qui donne à boire chez

lui et celui qui vend à pot et à pinte , donneroit lieu à de fausses déclarations et à des fraudes continuelles , parce que tous les particuliers qui leveroient cabaret déclareroient ne vendre qu'à pot et à pinte , afin de ne payer aucun droit. L'expérience de ce qui se passe dans certaines villes et provinces méridionales du royaume , où les vendans vins du crû à pot sont exempts des droits de la ville et de province , prouve démonstrativement que M. de Vauban a encore erré sur cette distinction , puisqu'elle emporte la ruine des produits dans ces villes et provinces , encore que la vente à pot n'y procure l'exemption que sur le vin du crû.

M. de Vauban diroit sans doute qu'on abonneroit dans chaque paroisse. A cela je répons : quelles sont les personnes qui seront chargées de ces abonnemens pour les porter à leur véritable prix ? seront-ce des cabaretiers ? seront-ce des non-cabaretiers ? Si ce sont des cabaretiers , et qu'ils soient plusieurs dans la même ville ou paroisse , les plus forts se ligueroient pour prendre l'abonnement , dans la vue de dominer et de gêner les plus foibles ; et alors on verra une régie remplie de vexations et de contraintes les plus dures et les plus injustes ,

sans que le roi en augmente ses revenus. Si ce sont des non-cabaretiers, ils auront des égards et des partialités pour leurs parens et pour leurs amis, et chercheront également à gêner ceux qui ne seront ni leurs parens ni leurs amis, jusqu'à ce qu'ils les aient rebutés ou ruinés : extrémité fâcheuse !

Enfin, l'usage des abonnemens a été reconnu si pernicieux aux produits des droits d'aides, que toutes les compagnies intelligentes dans la régie des fermes ont donné depuis long-temps des ordres très-précis pour la suppression des abonnemens ; et l'exécution de ces ordres a procuré des augmentations sensibles dans les produits.

Cependant si on établissoit les droits sur le pied de la proposition de M. de Vauban, on n'auroit point d'autre parti à prendre que celui des abonnemens, parce que la voie d'une régie, telle qu'elle doit être pour recueillir le débit exactement et empêcher les fraudes, seroit trop dispendieuse, en égard au peu d'objets des produits : ce qui détruit absolument la proposition de M. de Vauban, étant de principe reconnu qu'un droit régi par des gens fideles et intelligens rapporte plus à l'état qu'un droit abonné ; que de deux droits, celui qui peut

supporter la régie est préférable à celui qui demande nécessairement un abonnement ; et que la nécessité d'abonner , qui des deux partis est le moins avantageux , est un vice dans l'établissement du droit.

Je pourrois pousser le raisonnement plus loin sur cet article , si je le censurois par les regles étroites d'une régie exacte et sévère ; mais il me suffit d'avoir fait connoître l'erreur où est tombé M. de Vauban , faute d'avoir connu la matiere qu'il traitoit , pour confirmer les perceptions qui se font aujourd'hui.

Il résulte de mes réflexions sur le système de M. de Vauban , 1°. que ce grand homme , par sa dîme des fonds , faisoit une injustice criante aux cultivateurs propriétaires ou fermiers de mauvaises terres , et qu'il les mettoit dans une trop grande disproportion avec les cultivateurs propriétaires ou fermiers de bonnes terres ; qu'on ne verroit dans l'exécution de son plan aucune trace de cette regle de proportion qui semble devoir en faire la base et le soutien.

2°. Qu'en chargeant à outrance les cultivateurs propriétaires ou fermiers de mauvaises

vaïses terres , on les ruïneroit infailliblement , ou au moins on les mécontenteroit jusqu'au découragement ; ce qui seroit capable de porter coup à la culture et à la consommation , et par conséquent à la population , au commerce et à la circulation , ainsi qu'aux produits du vingtième et des fermes du roi : tous points d'une conséquence infinie dans l'administration.

3°. Que cette dîme , par les frais que sa perception occasionneroit , ne rempliroit pas à plus de moitié près le produit des tailles ordinaires et du vingtième , et le vuide qui en résulteroit dans le produit des fermes ; d'où suivroit qu'outre son inégalité dans la répartition , elle auroit encore l'inconvénient d'une régie embarrassante , dispendieuse et insuffisante dans ses produits , pour remplir les objets auxquels M. de Vauban vouloit la faire suppléer.

4°. Que soit que le roi eût régi ou abonné cette dîme , il n'auroit jamais pu se flatter d'avoir un revenu fixe et certain , ni les secours prompts et nécessaires qu'un temps critique exige dans un royaume de la grandeur de celui de la France.

5°. Que la taxe de l'industrie doit être faite avec beaucoup d'égards et de ménagemens , afin de ne point éteindre l'émulation des artisans et des ouvriers habiles , de crainte de porter coup aux arts et aux manufactures , source du commerce et de l'abondance.

6°. Que le troisieme fonds n'est pas plus admissible que le premier ; que le dépoillement des propriétaires des salines exciteroit des plaintes et des murmures fondés , et paroîtroit une violence contraire aux principes de modération de notre gouvernement ; que les provinces de franc-salé et celles des petites gabelles réclameraient leurs privileges avec droit et raison ; que l'expérience du passé doit faire présumer que plusieurs de ces provinces ne se borneroient pas à des représentations pour empêcher l'établissement d'une pareille imposition ; que les provinces qui donnent du sel aux bestiaux , et qui n'ont que ce commerce pour subsister , seroient entièrement ruinées ; que le commerce de sel que nous faisons avec l'étranger recevrait une atteinte considérable , ou bien toutes les côtes seroient autant de portes ouvertes à la fraude.

7°. Que l'impôt sur les choses du luxe pourroit être dangereux et porter coup au commerce que nous faisons sur ces matieres avec l'étranger ; que la diminution des frais de poste et des ports de lettres, ainsi que celle des droits des contrats et exploits , seroit contraire à une saine politique , parce que ces droits sont volontaires , et qu'ils ont une proportion avec les facultés de ceux qui les paient.

8°. Enfin , que la suppression des aides , qui se paient sans murmurer dans les provinces où ces droits ont lieu, ne peut s'admettre tant parce que le droit que M. de Vauban leur substitue ne peut répondre à la sixieme partie de leurs produits nets , que parce que l'imposition générale d'un pareil droit mécontenteroit peut-être jusqu'à la révolte les trois cinquiemes des provinces du royaume qui en ont été exemptes jusqu'à présent.

D'où je conclus qu'il faut laisser les choses comme elles sont , et porter le fort des impositions , autant qu'il sera possible , sur les propriétaires et les consommateurs : ce que je développerai davantage en son lieu.

Je ne saurois m'empêcher , avant de finir

H. a

116 LE FINANCIER-CITOYEN.

l'article de M. de Vauban, d'observer que si ce grand homme se fût donné la peine de lire les mémoires de M. le duc de Sully , le testament politique de M. le cardinal de Richelieu et celui de M. de Colbert ; qu'il eût combiné les sentimens de ces trois ministres sur l'administration des finances ; qu'en même-temps il eût étudié les droits qui composoient les revenus des rois Henri IV, Louis XIII et Louis XIV, dans leur nature, leur origine et leur progrès, il auroit reconnu, ainsi que cela m'est arrivé et à beaucoup d'autres, que les tailles sont trop fortes par leur masse, et réparties avec trop d'inégalité depuis Henri IV, puisque ce grand roi a été obligé de remettre vingt millions sur le recouvrement de l'année 1596, et de diminuer les tailles de deux millions par an. Cependant, quoique le produit des impositions actuelles monte au sextuple de celui du regne de Henri IV, les recouvremens se font bien, parce que le système du gouvernement a changé ; les vues se sont portées du côté du commerce ; les especes d'or et d'argent se sont multipliées dans le royaume ; on a porté beaucoup d'impositions sur les propriétaires et les consommateurs ; les progrès de ces im-

positions, qui en général n'excitent aucune plainte ou très-peu, en font connoître la justice et la proportion, au lieu que les tailles ont été depuis cent soixante ans accablantes pour le peuple, et n'ont fait aucuns progrès relatifs aux autres impositions.

M. de Vauban a senti l'inconvénient d'une taille arbitraire ; mais sans considérer assez si son poids excédoit la force des contribuables, ou si le mal procédoit d'une répartition injuste sur quelques contribuables, ou, si on veut, après avoir examiné ces deux choses, il entreprend un système qui tend à augmenter la masse des tailles ; et qui introduit une injustice criante dans la perception, par les disproportions que j'ai ci-devant établies ; et pour donner cours à son système, il propose des réunions de biens à la couronne, et des réductions de droits qui dépouillent les propriétaires de leurs biens, les provinces et les particuliers de leurs anciens droits et privilèges, et conserve dans le royaume une régie inquiétante et dispendieuse ; après s'être récrié avec véhémence contre des régies dont la constitution est infiniment préférable à celle qu'il veut introduire ; et après tant de changemens et de nouveautés si difficiles à établir,

118 LE FINANCIER-CITOYEN.

et d'une exécution révoltante pour les peuples, que M. de Vauban procure-t-il à l'état? La diminution des revenus du roi, le mécontentement des peuples, l'avilissement des biens-fonds, la diminution de l'agriculture et l'interruption du commerce. Qu'on juge maintenant si le système de M. de Vauban, qui a fait tant de bruit, l'a fait avec fondement.

Cependant, comme notre auteur se fait un devoir de rendre justice à la vérité, et qu'il seroit fâché de donner de lui l'idée d'un homme partial, il cite quelques passages du système de M. de Vauban qui contiennent des maximes excellentes, et qu'il adopte et développe dans la suite de son ouvrage, comme par exemple : *Que les peuples sont les biens les plus précieux des souverains ; qu'on doit les ménager dans les impositions, de crainte de les accabler et de les rendre malheureux.* Rien n'est plus vrai, ajoute-t-il, rien n'est plus humain ; il y a une infinité de choses excellentes dans la dîme royale de M. de Vauban, dont je compte me servir utilement.

CHAPITRE VII.

M. le comte de Boullainvilliers.

J'ai prévenu le lecteur que le système de M. le comte de Boullainvilliers n'avoit aucun appui dans les principes d'une sage administration.

Le premier mémoire de M. le comte de Boullainvilliers a pour objet la convocation d'une assemblée d'états-généraux pour régler les finances et les autres affaires du gouvernement. Je ne m'arrêterai qu'à ce qui a trait aux finances : voici la définition qu'en donne M. de Boullainvilliers.

« La finance (1), considérée en général, peut avoir trois objets : 1°. la libération des revenus du roi ; 2°. la liquidation des dettes en papier et leur extinction ; 3°. la circulation de l'argent ».

« La libération des revenus du roi a été conduite à un point très-considérable par la révocation des assignations anticipées ; mais il ne paroît pas que l'on puisse espérer que les charges foncières, rentes de la

(1) Pages 9 et 10 du premier tome.

ville, gages des charges inutiles, augmentation de gages des officiers, constitutions sur les aides, tailles, gabelles; etc. soient jamais éteintes sans une délibération des états-généraux, qu'il seroit aisé de conduire à bien, quelque opinion que l'on en ait ».

« La liquidation des dettes en papier est presque achevée, mais si l'on ose le dire, il ne paroît pas que leur extinction soit possible par les seuls moyens d'une chambre de justice, ou de quelques taxes sur les acquéreurs du domaine. Il y a des personnes plus instruites dans ces matieres, qui estiment que l'on pourroit s'en servir pour l'amortissement du dixieme et de la capitation, impôts très-odieux, et que l'on ne sauroit ôter trop tôt ».

« La circulation de l'argent est toujours empêchée par la défiance ou la crainte des événemens; d'où il s'ensuit que tous objets proposés, toute altération ou variation dans le prix des monnoies, et particulièrement la connoissance des besoins de l'état et du prince, seront des obstacles invincibles à la circulation de l'argent ».

« Les particuliers (1) éloignés de la véri-

(1) Pages 11 et 12 du premier volume.

table connoissance des affaires par leur état ne peuvent raisonner à ces différens égards que par pure supposition et comme à tâtons; cependant ils ne sauroient se tromper à dire qu'un royaume qui contient vingt millions d'habitans, six cents millions d'espèces, et qui est d'ailleurs le plus abondant de l'Europe, ne puisse fournir des ressources infinies au prince qui voudra soigneusement les chercher et les employer pour le bien commun ».

« Dans le fait, on estime que, de manière ou d'autre, le plus certain de tous les moyens sera celui d'une assemblée d'états-généraux, seule capable de ranimer l'idée du bien public, d'autoriser une juste distribution des impôts, et d'anéantir, par l'établissement d'une règle concertée, la malheureuse régie qui coûte à la France le double et le triple de ce qu'en tire le roi ».

Le deuxième mémoire de M. le comte de Boullainvilliers tend à établir à Paris une direction générale du commerce, qui auroit mis le commerçant dans la gêne et la contrainte, qui auroit réduit ses entreprises à peu de choses, par les formes et les dépenses indispensables de la direction. Je m'en vais rapporter quelques articles du mémoire.

« Plus le commerce (1) fleurit, plus un état est riche, puissant et invincible; et, au contraire, plus les financiers y prennent d'empire, plus l'usure s'y introduit, et plus cet état est près de sa décadence : la richesse des marchands est l'ame de la monarchie, et celle des partisans en est la ruine : le succès du négoce porte par-tout l'abondance et la joie, et le succès du parti y porte la pauvreté, le chagrin et le désespoir ».

« Les fortunes (2) subites des financiers ont excité plusieurs marchands à quitter le commerce; d'autres à borner leur négoce au commerce usuraire de l'argent, et une infinité d'autres à quitter l'agriculture pour posséder des emplois, ou se faire pourvoir de charges onéreuses à l'état; en sorte qu'abandonnant l'agriculture, la fabrication et le commerce des denrées et marchandises, ceux qui l'ont voulu continuer ayant été obligés de passer par la main de ces usuriers, lorsqu'ils ont eu besoin d'argent, ils ont été rançonnés. De-là vient que tant de fabricans et laboureurs ou fermiers ont été rui-

(1) Pages 15 et 16 du premier tome.

(2) Pages 21 et 22 du premier tome.

nés; que les terres sont incultes ou mal façonnées, et que les banqueroutes sont si fréquentes ».

« Première proposition (1) : d'établir à Paris, par commission, six personnes avec le titre de conseillers d'état, grands trésoriers du commerce, proviseurs généraux du royaume ».

« Accorder à ces six grands officiers des lettres - patentes pour l'établissement d'un trésor et direction générale du commerce dans la ville de Paris, à l'effet de protéger et soutenir l'agriculture, les fabriques et manufactures, et généralement faire toute sorte de commerce et négoce licite qu'elle verra bon être, tant par terre que par mer, dedans et dehors le royaume sans exclusion, ni anticiper en aucune manière sur les privilèges exclusifs accordés à la banque générale et aux autres compagnies présentement établies; les articles ci-après servant de règlement pour ladite direction ».

« Deuxième proposition (2) : de supprimer les offices de courtiers, agents de chât-

(1) Pages 21 et 22 du premier tome.

(2) Pages 34 et 35 du premier tome.

124 LE FINANCIER-CITOYEN.

ge, banque et marchandises réservés par l'édit du mois de décembre 1715, dans les villages de Marseille et de Bordeaux; et les conseillers du roi, agens de change, banque, commerce et finance créés à Paris, ensemble les gages, augmentations de gages, droits, privilèges, exemptions, franchises et libertés attribués aux uns et aux autres.

« De permettre aux grands trésoriers du commerce et provisours généraux du royaume d'établir par commission dans toutes les villes, bourgs et paroisses du royaume, des agens de banque, commerce et finance, trésoriers de la bourse commune de chaque paroisse, receveurs particuliers et collecteurs perpétuels des impositions, le nombre qu'ils jugeront nécessaire. »

« Et de leur prescrire les fonctions ci-après pour le bien et utilité du commerce, tant général que particulier. »

« Fonctions. I. Feront, à l'exclusion de toutes autres personnes, toutes les négociations de sommes, de deniers, de ports d'argent, de lettres de change, promesses, cédules, billets à ordre au porteur, ou autrement, actions de la banque, assignations

LE COMTE DE BOULLAINVILLIERS. 125
du trésor royal , rescriptions , billets de
compagnies de négocians , et autres ».

« II. S'entremettront pour faire , chacun
dans les lieux de leur établissement , toutes
conventions , marchés , achats , ventes ,
trocs , échanges de denrées et marchandises
du crû , pêche et fabrique de France ,
ou de celles venantes des pays étrangers ,
dont l'entrée et commerce est ou pourra
être permise ».

L'auteur continue son mémoire ; et dans
l'article 5 de sa troisième proposition , après
avoir , *pages 64 et 65* , comparé le menu
peuple au soldat qui ne ménage rien , il
propose « de lui faire faire une retenue sur
ses journées et façons , tant pour payer sa
part des impositions que pour l'éducation
de ses enfans , et soulager lui et sa famille
dans les maladies qui peuvent leur arriver.
L'auteur pense que le peuple n'auroit d'at-
tention qu'à ce qui lui reviendrait de reste ,
et qu'il s'estimerait heureux de se voir , au
moyen de cette retenue , exempt de col-
lecte et de toutes sortes d'impôts , dont l'ap-
préhension les empêche , dit-il , de vivre
un peu largement , dans la crainte d'une
augmentation de cette au premier rôle pro-
chain ».

Le troisième mémoire de notre auteur concerne la taille réelle et proportionnelle. Voici ce qu'il dit de l'origine et du progrès même de la diminution des tailles.

« La taille (1), c'est-à-dire, une certaine cottisation des sujets par rapport à leurs biens, meubles et immeubles, par rapport aux produits de leurs terres, et par rapport à leur industrie et à leur commerce, a été établie définitivement par le roi Charles VII en 1444, pour tenir lieu du service des fiefs qui ne pouvoient plus être continués ; mais l'on y joignit deux autres sortes d'impôts qui ont toujours fait depuis une diversion fâcheuse à celui de la taille, qui naturellement auroit dû exclure tous les autres ; savoir, le droit d'aides sur la vente des boissons, et le droit de gabelle sur la vente et revente du sel dans l'étendue du royaume. On ne sauroit nier que ces deux impôts n'aient diminué au moment de la moitié ce que l'on auroit pu tirer de la seule taille ; et qu'en faisant cette diminution, le souverain ne se soit d'autre part assujéti à des frais imaginés pour être le supplément de la taille ».

(1) Pages 74 et 75 du premier tome.

« M. Colbert (1) trouva, en 1661, les tailles établies sur le pied de soixante-six millions d'impositions annuelles, mais les non-valeurs les réduisoient ordinairement à quarante-quatre; et la raison de ces non-valeurs ne se peut trouver que dans la diversion qui faisoit dès-lors la perception des aides et gabelles ».

« C'est ce qui le porta à retrancher tout d'un coup les non-valeurs, et à réduire les tailles à quarante millions d'imposition ordinaire, parce que, d'un autre côté, pour sauver la perte que le roi auroit faite dans son revenu, il fit monter le bail des aides à vingt-quatre millions, outre ce qu'il tiroit des gabelles et cinq grosses fermes ».

« Mais pour établir ce produit des aides, il ne prit pas garde que l'établissement nouveau des commis, et autres gens nécessaires au recouvrement, coûteroit le double à l'état de ce que le roi en auroit à son profit, outre les gains que feroient inmanquablement les fermiers, sous-fermiers et autres traitans, qui ont produit des fortunes immenses ».

(1) Pages 76, 77 et 78 du premier tome,

« Et de-là il est arrivé que , par l'établissement de divers bureaux qui ont rendu l'entrée des villes et le commerce de la campagne impraticables , la consommation a tellement diminué que les marchandises et le produit des terres ont péri entre les mains des propriétaires , ou qu'ils n'ont pu s'en défaire qu'à moitié de valeur ; ce qui , ayant été continué depuis soixante ans , a non-seulement réduit le bail des aides à huit millions , de vingt-quatre , qui est les deux tiers de perte , mais a rendu encore la perception de la taille impossible dans plusieurs provinces , et ainsi occasionné une double perte pour le roi , outre l'excessive et indicible pauvreté des sujets , qui fait périr annuellement un sixième des habitans du royaume , faute du secours nécessaire dans les maladies , ou par désertion , pour se retirer dans les villes , où une partie se met en service , et l'autre meurt dans les hôpitaux ».

Voici comme l'auteur conclut son mémoire.

« Par ces raisons (1) , qui sont évidem-

(1) Page 110 et 111 du premier tome,

LE COMTE DE BOULLAINVILLIERS, 129
ment sans réplique, on doit conclure que
les réglemens établis, tant dans la généra-
lité de la Rochelle qu'en l'élection du Pont-
l'Évêque, ne peuvent être exécutés ni sou-
tenus qu'à l'extrême dommage du roi et de
ses sujets ; de sorte qu'il n'y a rien de si
désirable qu'une nouvelle police sur la taille,
laquelle puisse proportionner l'impôt à la
force et aux facultés de ceux qui la doivent
payer. Il faut avouer que la forme usitée
d'en faire l'imposition et le recouvrement est
encore infiniment préférable à la méthode
nouvelle du chevalier Renaud et du mar-
quis de Silly ».

Le quatrième mémoire regarde l'affaire
de MM. les princes du sang, et n'est point
de mon sujet.

Le cinquième mémoire de M. le comte
de Boullainvilliers traite des moyens d'éta-
blir le droit d'amortissement des gabelles,
et la conversion du revenu des aides en
droits de bouchon, avec les avantages
que le roi et les sujets en peuvent tirer,
divisé en deux parties.

Avant d'exposer ces moyens salutaires
de M. de Boullainvilliers aux yeux du lec-
teur, je crois à propos de copier ici ce
2^e année. *Tome VII.* I

130 LE FINANCIER-CITOYEN:

qu'il dit au commencement d'une préface qui précède le cinquième mémoire.

« Il est facile à tout le monde de donner au roi des mémoires pour agmenter son revenu quand on ne se soucie pas de fouler le peuple ; mais d'en donner pour le soulager et pour combler tout-à-la-fois de trésors les coffres de sa majesté , c'est un secret apparemment connu de peu de personnes ».

« Cependant ce ne sera pas une chose mal-aisée à faire quand il plaira à votre grandeur (1) que sa majesté profite de tous les deniers qui se levent sur ses sujets , et de réunir pendant la paix ce nombre infini d'impôts différens , qui lui coûtent si cher à lever , en un petit nombre de droits uniformes dont la finance puisse venir sans frais au trésor royal ».

Voilà un grand et magnifique début ; l'auteur ne s'y dépouille pas d'amour-propre : nous verrons dans la suite s'il tiendra tout ce qu'il promet par cette préface. Je passe aux moyens qu'il propose.

« Première partie. Depuis (1) quatre

(1) Cela s'adresse à M. le duc de Noailles.

(2) Pages 5 et suivantes du second tome.

cents ans tous nos rois , à commencer par Philippe-le-Bel , ont levé un droit sur le sel , à l'occasion duquel , de regne en regne , il est survenu divers changemens , selon les besoins de l'état , et il est certain que tous ces grands princes et leurs ministres ont tâché de rendre ce tribut uniforme et général autant qu'ils ont pu dans toute l'étendue du royaume ».

« Cependant , monseigneur , quelque soin que tant de têtes couronnées et de si grands personnages aient pris de ce dessein depuis si long-temps , il n'est point encore accompli , et il semble que le ciel en ait réservé la gloire à la sage politique du monarque qui nous gouverne , et à la profonde intelligence dont votre grandeur est éclairée ; car encore que l'entreprise soit grande et très-importante , il faut si peu de chose pour la mener à sa perfection , que lorsque votre grandeur jugera à propos de l'entreprendre , elle la consommera à moins d'un an ».

« Voici les avantages qui reviendront au roi et au public de cette proposition ».

« Premièrement , l'on feroit monter ce droit d'amortissement , seul à cent douze millions de livres de rente par an tout au

232 LE FINANCIER-CITOYEN.

moins ; et dans un pressant besoin jusqu'à deux cent seize millions de livres , sans incommoder aucunement les peuples ; et l'on remettroit le minot de sel à trente sous rendre à Paris , le profit du marchand compris ».

« Secondement , le grand revenu que ce droit d'amortissement produiroit , monseigneur , à votre grandeur pourroit donner lieu ; si elle le jugeoit à propos , de diminuer la taille réelle et proportionnelle des deux tiers , au soulagement du pauvre peuple ».

« Troisièmement , pour un plus grand bien encore qui vous attireroit une abondance de bénédictions de tout le monde et de Dieu même , votre grandeur pourroit , sans diminuer le revenu des aides , le convertir en droit de bouchon , à prendre seulement sur tous les cabaretiers du royaume ».

« Quatrièmement , pour augmenter le commerce en peu d'années , elle pourroit diminuer des deux tiers tous les droits d'entrée et de sortie , et supprimer toutes les douanes du dedans ».

« Cinquièmement , pour soulager les pays d'état , elle pourroit réduire leur don

gratuit au tiers de ce qu'ils ont accoutumé d'accorder au roi ».

« Sixièmement , et procurer la même grâce au clergé de France ».

« Septièmement , elle pourroit diminuer le revenu des parties casuelles au profit des veuves et héritiers ».

« Huitièmement , et retrancher du domaine les parties qui ne conviennent ni à la bonté paternelle , ni à la magnificence de notre monarque. Ce droit d'amortissement donneroit lieu à votre grandeur de réformer près de cent mille hommes qui foulent les provinces sans nécessité , et d'abolir tous les nouveaux impôts ; ces retranchemens diminueroient non-seulement la dépense des maisons des grands , de la noblesse et de tout le peuple , mais encore augmenteroit de la moitié le revenu des terres qu'ils ont à la campagne ».

« Votre grandeur remédieroit pour jamais aux abus des finances , sans introduire aucune nouveauté nuisible à l'état ; et cet événement produiroit un si louable succès que tout ce qui sort de la bourse du peuple par tribut iroit droit à l'avenir au trésor royal , à quatre , cinq ou six deniers pour livre de remise pour les frais du recouvrement ;

au lieu qu'aujourd'hui sa majesté ne profite pas des deux tiers de ce qui se leve sur les sujets ».

« L'effet que produiroient toutes ces diminutions ; quoique très-considérables, ne seroit pas encore tout l'avantage que sa majesté et tous ses sujets recevraient de l'amortissement des gabelles ; car on ne verroit plus, à l'occasion des deniers du roi, les procès tenir lieu de rentes annuelles aux juges des provinces, plus de sujets ruinés remplir les hôpitaux, plus de prisonniers ni de galériens pour les tailles et les gabelles, plus de désordres ni d'exils, plus de meurtres, plus de supplices. En moins de six ans, tout ce qu'il y a de François répandus dans l'Europe reviendroient à leur patrie, et augmenteroient à proportion le revenu du roi, outre le grand nombre d'étrangers que cette réformation attireroit en France ».

« Il n'y a point en France de paroisse qui, l'une portant l'autre, après un tel soulagement, ne fournisse volontiers tous les ans un soldat à sa majesté, vêtu et armé, avec dix écus pour le conduire, sous la discipline d'un officier, sans aucun secours de l'étape ordinaire, dans la garnison qui lui seroit destinée par sa majesté, qui auroit encore

LE COMTE DE BOULLAINVILLIERS. 135
vingt-cinq à trente mille hommes de recrue
par an, qui ne lui coûteroient pas un quart
d'écu ».

L'auteur continue (1) : « A la campagne ,
on voit un grand nombre de pauvres gens qui
paient autant pour la taille que pour la fenne
de la terre qu'ils cultivent : il y en a quantité
qui paient jusqu'à 600 livres de taille et au-
tant de sel , principalement quand ils n'ont
point de protection ; mais le plus grand
abus , c'est que lorsqu'ils appartiennent aux
financiers , ou à un homme d'autorité , ils
ne paient rien du tout , et qu'on est obligé
de rejeter sur les pauvres ce que les riches
devroient payer ».

« Ceux qui se souviennent des manieres
dont l'on gouvernoit les finances du temps
de MM. de Servien et Fouquet , et qui fe-
ront réflexion sur le changement notable
que M. Colbert y apporta , quand il en eut
la conduite , n'auront pas de peine à croire
qu'il y a des changemens pour passer du
mal au bien qui ne sont nullement dange-
reux , et qui , tout au contraire , sont très-
utiles et desirés généralement de tout le
monde ».

(1) Pages 15 et 16 du second tome.

« Celui que je propose est de cette nature, et beaucoup plus doux encore, parce qu'il n'y auroit à l'avenir aucune recherche à faire dans les finances ».

« Pour y parvenir sans embarras, l'on pourroit se servir d'un expédient conforme à celui que pratiquent aujourd'hui les fermiers des aides, qui ne consiste qu'au secret d'abonner les droits qui se lèvent sur le vin aux cabaretiers de leurs départemens, par où ils diminuent le grand nombre de commis, qui causent la principale dépense ».

M. le comte de Boullainvilliers propose l'affranchissement des gabelles, et veut que le roi donne le mimot de sel à trente sous dans Paris; et pour tenir lieu du produit des gabelles, qui seroit anéanti par cet affranchissement, il divise tous les sujets du roi en trois classes; et dans chaque classe il met dix rangs différens : il les taxe, savoir cent mille du bas rang, à une livre, et cent mille dans chacun des rangs suivans, à une livre d'augmentation par sujet de chaque rang (1), jusqu'au dixieme rang, qui est fixé à 10 livres par personne. Cette basse classe produit 5,500,000 livres.

(1) Pages 35 et suivantes du second tome.

LE COMTE DE BOULLAINVILLIERS 137

La moyenne classe, également divisée en dix rangs, de chacun cent mille sujets, commence par une taxe de 12 livres pour le plus bas rang, et se termine par 50 livres de taxe par sujet du haut rang : ce qui donne au total 29,000,000 livres.

La haute classe, divisée comme les deux précédentes, en dix rangs de chacun cent mille sujets, commence le bas rang par une taxe de 55 livres par sujet, et se termine par cent mille sujets du haut rang fixés à 100 livres, ce qui produit pour cette classe 77,500,000 livres, et pour les trois classes, cent douze millions de livres par an.

L'auteur, par une seconde division, porte la basse classe, comme en la première division, pour 5,500,000 livres.

La moyenne, pour 43,000,000 livres, commençant la taxe du bas rang par 20 livres, au lieu de 12 livres comme en la première division, et portant la taxe du haut rang à 70 livres, au lieu de 50 livres.

La haute classe produit 110,000,000 liv., en portant le bas rang à 80 livres au lieu de 55, comme en la première division, et le haut rang à 150 liv., au lieu de 100 liv.

Le produit total de cette seconde division monte à 168 millions 500,000 livres.

138 LE FINANCIER-CITOYEN.

Enfin, on voit une troisieme division dans laquelle la basse classe est portée, comme en la premiere division, à 5,500,000 liv. ; la moyenne classe commence par 15 liv. pour le bas rang, et finit par 100 livres pour le haut rang, et produit 55,500,000 livres ; la haute classe commence par 110 livres pour le bas rang, finit par 200 livres pour le haut rang, et produit 155,000,000 livres. Le produit total de cette division monte à 216 millions de livres par an.

Voici comme le même auteur, toujours systématique, et sans principes ni connoissance suffisante pour la matiere qu'il traite, s'explique sur la conversion du revenu des aides en droit de bouchon.

Il suppose soixante mille cabaretiers en France, qu'il divise en six classes de chacune dix mille ; et il les taxe, ceux de la basse classe, chacun à 50 livres ; ceux de la seconde, à 100 livres ; ceux de la troisieme à 150 liv. ; ceux de la quatrieme à 200 liv. ; ceux de la cinquieme à 300 livres ; et ceux de la sixieme classe à 400 livres : ce qui forme un produit total de douze millions de livres.

M. de Boullainvilliers ajoute : « Si sa majesté desire augmenter le droit du bou-

chon du quart en sus , il produira seize millions ; et si elle juge à propos de l'augmenter de moitié , au lieu de douze millions il en produira vingt-quatre ; et en ce cas , les plus forts cabaretiers paieront 800 liv. par an , au lieu de 400 ».

La seconde partie du mémoire est divisée en trois chapitres. *Le premier* contient « la preuve des faux frais qui se font aujourd'hui au sujet des finances , et celle du nombre des personnes employées à les percevoir ; *le second* , les expédients dont l'on peut se servir pour régler avec justice dans le conseil du roi les contributions d'un chacun , et les moyens de retrancher tous les faux frais et le grand nombre des commis employés inutilement à la levée des deniers publics ; et dans *le troisième* , il est parlé , à l'occasion du commerce , de la facilité avec laquelle on peut soumettre à l'obéissance du roi toute la partie septentrionale de l'Amérique ».

Cet auteur conclut en disant : « Voici des exemples que je donne pour faire voir sensiblement de quelle manière notre monarque peut être lui seul aussi riche que le sont ensemble tous les autres souverains de l'Europe , supposé que les mémoires que

140 LE FINANCIER-CITOYEN.

l'on m'a envoyés de leurs revenus soient aussi fideles qu'on me l'a assuré ».

Premier exemple.

« Le droit d'amortissement de la gabelle, sur le pied de la premiere division, 112 millions ; le droit de bouchon, 16 millions ; toutes les tailles personnelles, 16 millions ; les traites foraines, 2 millions 500 mille livres ; don gratuit des pays d'état, 3 millions 500 mille livres ; don gratuit du clergé, 1 million ; parties casuelles, 3 millions ; portes du dedans du royaume, 1 million ; domaine purgé, 5 millions. Total, 160 millions ».

Second exemple.

« Le droit d'amortissement, sur le pied de la seconde division, 158 millions 500 mille livres ; tous les articles ci-devant détaillés réduits au total à 141 millions 500 mille livres. Total, 200 millions ».

Troisieme exemple.

« Le droit d'amortissement des gabelles,

Le comte de Boullainvilliers, 241
sur le pied de la troisième division, 216
millions ; les autres articles ci-devant détaillés réduits au total à 38 millions ».

« Total, 254 millions ».

Le sixième mémoire, quoique dans le second tome des mémoires de M. le comte de Boullainvilliers, n'est point de lui ; j'en juge par ces deux lignes qui sont à la fin :

« L'auteur de ce mémoire (1), qui est au fait du domaine, se charge de le faire exécuter ».

Ce mémoire traite des usurpations qui ont été faites sur les domaines du roi, et de l'avantage qu'il y auroit pour sa majesté à rentrer dans les parties usurpées, ainsi que dans celles qui ont été aliénées.

Me voilà enfin parvenu à l'extrait du mémoire de M. de Fongerolles, en 1711, qui est la dernière pièce des mémoires donnés sous le nom de notre auteur.

« Projet qui (1) peut aider à un règlement général pour assurer les revenus du roi, en répartir l'imposition avec plus d'égalité qu'il n'a été pratiqué jusqu'à présent,

(1) Page 110 du second tome.

(1) Page 111 du second tome.

142 LE FINANCIER-CITOYEN.
et fortifier les arts , le commerce et l'emploi utile des sujets ».

Je ne ferai point l'analyse de ce mémoire ; je me contenterai de rapporter fidèlement ce qui en a été dit alors par des personnes en place , sans doute à qui il fut communiqué.

Au haut et en marge du mémoire est écrit :

« Il y a quelques vues dans ce mémoire ; mais il est trop étendu. On veut aujourd'hui tout savoir en un clin-d'œil ; les longs mémoires ressemblent aux harangues des avocats-généraux , ou au jeu des orgues qui ne font qu'allonger le service ».

« D'ailleurs , il est dangereux de heurter la tradition et la coutume , ce qui le fait passer aisément pour novateur. Il y a plus de treize siècles que l'état se gouverne lui-même ; il tourne sur un pivot dont on ne sauroit le tirer , quelque secours qu'on lui donne ; une machine aussi lourde que le royaume court risque de périr quand on veut changer le mobile. L'administration d'un état est toute mécanique , mais l'habitude mène les hommes dans cette mécanique ; folie de les vouloir régler dans une

LE COMTE DE BOULAINVILLIERS. 143
précise équité, puisque, par l'événement, la routine produit même effet sans tant de précaution ni d'exactitude. Il y a moins d'inconvénient à trop charger le bas peuple qu'à le mettre trop à son aise, parce qu'il devient inquiet et indépendant par l'abondance. Dans la surcharge il s'indemnise en vendant son service, et il demeure dans sa condition de valet de l'état. Voilà mon avis, et je crois ce projet l'effet d'une méditation sans pratique ».

Observations sur les Mémoires de M. le comte de Boulainvilliers.

Premier Mémoire.

M. le comte de Boulainvilliers, en proposant la convocation d'une assemblée des états-généraux pour ordonner les créations et suppressions de droits, ainsi que la manière de les imposer et de les percevoir sur les peuples, attaquoit l'autorité du roi, et tomboit dans une erreur de principe sur le fait des impositions; car s'il eût fait attention que la taille, qui est le plus ancien droit et le plus général, est l'ouvrage des peuples des regnes précédens; que c'est

44 LE FINANCIER-CITOYEN.

le droit le plus à charge aux cultivateurs et aux artisans , et par conséquent le plus pernicieux à l'agriculture et au commerce , il n'auroit eu garde de proposer une pareille assemblée. Je ne parle point des longueurs , des difficultés et des changemens fâcheux que cette assemblée auroit pu occasionner dans le gouvernement.

M. de Boullainvilliers auroit pu ajouter aux trois objets dans lesquels il renferme la finance l'économie annuelle sur les revenus ordinaires pour soulager les provinces et les peuples qui seroient le plus dans le besoin , et être en état de faire face à tous les cas fortuits , sans avoir recours aux impôts extraordinaires.

Personne ne doute des ressources du royaume de France ; mais ces ressources ne seront pas plus connues par les personnes députées aux états-généraux proposés par notre auteur que par celles qui sont chargées depuis long-temps des affaires , cette connoissance exigeant les principes et les rapports nécessaires pour former un ensemble qui embrasse tous les objets relatifs au bien de l'état et à celui des peuples , et qui s'applique aux opérations

tions des finances , sans rien déranger de l'harmonie qu'il doit y avoir continuellement entre les divers ordres de citoyens et entre les divers objets de commerce et de police du royaume ; toutes combinaisons profondes et d'un détail étendu que bien des députés ne savent pas (1).

Second Mémoire.

Je conviens avec M. le comte de Boullainvilliers que les grandes fortunes des financiers sont ruineuses pour l'état ; cependant on ne peut se passer de financiers en France. L'habileté consiste à en réduire le nombre aux sujets nécessaires pour les régies et les recouvrements ; à réduire leurs bénéfices , et ne point accorder de survivance , sur-tout dans la partie des fermes où les gains sont immenses , et où il faut de la capacité et de l'expérience ; le commerce , les biens-fonds et les charges de robe en seroient favorisés , ainsi que l'intérêt de l'argent , qui diminueroit beaucoup si les fortunes des capitalistes financiers rentroient dans la société après leur

(1) Il est inutile de remarquer que notre auteur , trop peu instruit des droits des peuples , raisonne mieux comme financier que comme publiciste. *Note du rédacteur.*

mort. Il résulteroit de cette proscription des survivances deux autres avantages ; le premier , qu'on ne verroit plus tant de jeunes gens faire des dépenses de princes , braver les plus grands seigneurs , et vivre dans une oisiveté et une dissolution dont les honnêtes gens sont scandalisés ; le second , que les hommes à talens , qui verroient un chemin assuré pour parvenir à la ferme générale , travailleroient à se distinguer ; le roi en retireroit un service utile , et le peuple en seroit soulagé , comme je le ferai voir plus amplement en son lieu.

Je pense que la proposition faite par M. de Boullainvilliers , d'établir à Paris un trésor et une direction générale du commerce , est contraire à la liberté des particuliers commerçans , contraire aux progrès du commerce et de tous points rejetable.

Je ne vois pas la nécessité de supprimer les offices détaillés en la deuxième proposition , pour en faire faire les fonctions par la compagnie ou direction dont parle M. de Boullainvilliers. Ce seroit faire plusieurs injustices aux pourvus desdits offices sans nécessité , et un mal certain sans aucun espoir de bien.

Je ne vois pas non plus pourquoi M. de Boullainvilliers demandoit qu'il fût permis

LE COMTE DE BOULLAINVILLIERS. 147

aux grands trésoriers du commerce et provideurs-généraux d'établir par commission dans toutes les villes, bourgs et paroisses du royaume, des agens de banque, commerce et finance, trésoriers de la bourse commune, pour faire, à l'exclusion de tous autres, toutes les négociations de sommes, de deniers, de ports d'argent, de lettres-de-change, cédules, billets à ordre, actions de la banque, assignations du trésor royal, rescriptions, billets de compagnies, de négocians et autres, et chacun dans les lieux de leurs établissemens; toutes conventions, marchés, achats, ventes, trocs, échanges de denrées et marchandises du crû, pêche et fabrique de France, ou de celles venantes des pays étrangers dont l'entrée et commerce est ou pourra être permis.

Ces commerces et négociations se font très-bien par les particuliers qui ont la liberté de choisir leurs commissionnaires et correspondans; ce seroit les mettre dans une dépendance absolue de la trésorerie, et faire des commerçans un peuple de mécontents, contre toute règle et toute raison, et principalement contre l'esprit du commerce, qui ne respire qu'après la liberté et la protection. Ainsi, mauvais établissement pro-

posé par M. de Boullainvilliers , qui prouve qu'il n'avoit pas une connoissance suffisante des matieres qu'il traitoit ; puisqu'en même-temps qu'il exalte les ressources du commerce du royaume de France , il propose des moyens plus capables d'anéantir le commerce , ou au moins de l'affoiblir considérablement , que de l'accroître et le faire prospérer.

L'auteur connoissoit mal le menu peuple , quand il avance qu'il s'estimeroit heureux de n'avoir plus à s'embarrasser des impositions , de l'éducation de ses enfans et de son soulagement dans les maladies , au moyen d'une retenue qui lui seroit faite sur ses journées et façons ; de même quand il ajoute que le menu peuple n'ose vivre un peu largement , dans la crainte d'une augmentation de taxe au premier rôle prochain.

Il est certain que tous les hommes veulent être leurs économes , et qu'ils comptent plus sur les choses qu'ils possèdent par eux-mêmes que sur celles qu'on leur retient. Cela est de toute vérité.

J'ajoute que M. de Boullainvilliers se contredit ouvertement , en ce qu'il établit sa retenue sur le fondement que le menu peuple est comme le soldat , qui ne ménage rien ,

LE COMTE DE BOULLAINVILLIERS. 149
et qu'ensuite il dit qu'il n'ose vivre largement à cause des impositions. On ne peut rien de plus inconséquent ; car s'il ne ménage rien , il vit donc autant largement que ses facultés le lui permettent ; et comment pourra-t-il vivre plus largement , lorsqu'on lui fera une retenue, et qu'il touchera moins ? Cela s'implique.

Troisième Mémoire.

Je passe tout ce que M. de Boullainvilliers dit sur l'origine des tailles ; je passe également la diminution de 22 millions qu'il dit que M. Colbert fit sur les 66 millions de tailles qu'il trouva en 1661, à cause de pareille somme qui tomboit annuellement en non-valeur. M. de Boullainvilliers pense que cette diminution des tailles provenoit de la levée des aides et des gabelles. Il incline pour la suppression de ces deux impositions, sous prétexte que les frais de régie et de recouvrement en sont considérables. Je réponds que rien ne peut se comparer à l'expérience ; les aides et les gabelles ont donné des produits réels recouvrés sans non-valeurs, parce qu'ils ont leur proportion avec les facultés des contribuables ; les tailles, au

156 LE FINANCIER-CITOYEN.

contraire , ont donné des non-valeurs considérables dès le règne de Henri IV ; d'où il faut conclure que , soit par leur nature , soit par leur objet , elles sont contraires à l'agriculture et au commerce ; que même elles inspirent un découragement par l'injustice des répartitions : toutes raisons qui doivent faire préférer les aides et les gabelles aux tailles , qu'il est important de diminuer dans leur masse et de répartir avec plus d'équité sur les contribuables.

Quatrième Mémoire.

Je passe tout l'historique de l'auteur pour en venir à son système. Je ne saurois concevoir comment il peut se faire que de pauvres gens à la campagne puissent prendre pour 600 l. de sel ; car la taxe est de quatorze personnes au minot. Le minot coûte 50 l. , ce seroit douze minots de taxe ; il y auroit donc chez ces pauvres gens cent soixante-huit personnes au-dessus de l'âge de sept ans comprises dans les rôles. Quelle absurdité ! et quelle autre absurdité de dire que quand ils appartiennent aux financiers , ou à un homme d'autorité , ils ne paient rien du tout ! comme si ces gens protégés pou-

voient se passer de sel, ou qu'on leur donnât pour rien celui dont ils ont besoin. Où M. de Boullainvilliers a-t-il pris aussi que les fermiers des aides abonnent les droits d'aides pour éviter les frais de régie ? et comment, sur la foi de ces abonnemens, a-t-il pu conseiller d'autres abonnemens ? Si de son temps l'usage des abonnemens étoit pratiqué, les fermiers des aides qui sont venus depuis l'ont absolument rejeté, et l'expérience a prouvé qu'ils ont bien fait, l'exercice donnant le double et le triple des abonnemens. Ainsi, en admettant le fait comme vrai, il ne peut servir de principe et de règle, vû le vice qu'il renferme. J'en ai amplement parlé dans la réfutation du système de M. de Vauban.

Le système de M. de Boullainvilliers, en mettant le rachat des gabelles par classes de citoyens, et chaque classe par rang, d'un impôt qui ne se leve qu'en quelques provinces du royaume en fait un impôt général ; et d'un impôt qui a ses proportions avec le nombre des contribuables qui peuvent aller dans les regrats prendre si peu de sel qu'ils veulent, suivant leurs facultés, il en fait un impôt arbitraire dont il porte l'objet au-dessus des forces de plus de quatre

cinquièmes des habitans des villes et des campagnes ; d'où il résulte , 1°. qu'il détruit les privilèges des petites gabelles et de franc-salé , ce qui est injuste et d'une conséquence dangereuse , ainsi que je l'ai fait voir en plusieurs endroits ; 2°. qu'il écrase les peuples , et les réduit à une misère extrême par les taxes excessives qu'il propose pour son prétendu rachat :

Je ne parle point du peu de justesse qu'il y a dans les classes et les rangs des contribuables. Comment trouver un million d'habitans ou chefs de famille de la haute classe ? il n'y en a pas vingt mille. Comment trouver un million de chefs de famille de la moyenne classe ? il n'y en a pas cent mille. Ainsi , tout le reste consistant en deux millions huit cent quatre-vingt mille chefs de famille est de la basse classe ; et au lieu de dix rangs , si on vouloit apprécier les bénéfices et revenus des talens et des biens-fonds , il y en auroit plus de cent , depuis le nécessaire physique jusqu'à 20 et 30 mille livres de rente ; d'où suit que le système de M. de Boullainvilliers pêche contre les principes d'une sage administration dans son ensemble , et qu'il est dans ses détails rempli d'injustices , d'inconséquences et de diffi-

cultés plus considérables les unes que les autres ; ce qui le rend rejetable à tous égards.

Je dis la même chose pour la conversion des droits d'aides en un droit de bouchon. Il rendroit tous les cabaretiers du royaume sujets aux droits de bouchon : injustice criante pour ceux qui ne paient point les aides ; il taxerait par classe chaque cabaretier : injustice criante pour ceux qui ont peu de débit ; violation des privilèges des provinces exemptes des aides , susceptible d'inconvéniens dangereux ; taxe ruineuse pour les cabaretiers moins vendans : toutes conséquences fâcheuses qui s'opposent à l'exécution d'un pareil projet (1).

Cinquième Mémoire.

Ce mémoire ne contient rien d'intéressant pour la matière que je traite. Les régisseurs ou fermiers des domaines sont très-attentifs à faire valoir leurs droits dans toute leur étendue.

Sixième Mémoire.

J'OBSERVE sur ce qui est dit dans la note

(1) Depuis la nouvelle organisation de la France , le système d'imposition de M. de Boullainvilliers doit trouver moins de difficultés. *Note du rédacteur*

qui est au haut et en marge de ce mémoire, que, quoique l'état roule depuis plus de treize siècles sur le même pivot, il ne s'en-suit pas pour cela qu'on ne puisse rien chan-ger à l'administration des finances. J'argu-mente même de ce qui s'est passé depuis treize siècles au sujet des finances en Fran-ce, pour dire qu'il y aura toujours des fa-cilités pour passer du mal au bien et du bien au mieux. Les finances ne sont point constitutives de l'état, quoiqu'elles soient d'une nécessité indispensable. Les droits ont été créés, supprimés, changés, réta-blis, commués, réduits ou augmentés sui-vant les besoins de l'état.

Les ministres les plus éclairés et les meil-leurs citoyens ont eu des systèmes d'éco-nomie, et ont soulagé les peuples en rem-plissant les coffres du roi après avoir payé ses dettes.

Ceux qui étoient moins lumineux et ci-toyens indifférens ont eu des systèmes de dissipation, et ont ruiné l'état et les peuples. Je conviens que le système a subsisté dans les temps de calamité comme dans les temps d'abondance ; mais avec cette différence que, dans les temps malheureux, l'état s'est vu à deux doigts de sa perte, le roi obligé

LE COMTE DE BOULLAINVILLIERS. 155

de recevoir la loi de puissances auxquelles il auroit dû la donner, et tout son peuple découragé et gémissant sous le poids de la misere ; au lieu que , dans des temps heureux , les ressources de l'état étoient inépuisables , le roi parloit en maître , et le peuple , content et satisfait , travailloit à la population , à l'agriculture , aux arts et manufactures avec plaisir et utilité.

Or , parce que le royaume a eu le bonheur de se soutenir dans des temps déplorables , faut-il en conclure que , quelque misere dont le peuple soit accablé , il se soutiendra , et qu'il y a plus d'avantage à le trop charger qu'à le laisser à son aise ? c'est comme si on disoit que parce qu'un malade vit de même qu'un homme en santé , il ne lui faut pas de soulagement , et que la maladie ou la santé sont la même chose , puisque les hommes vivent malades comme se portant bien ; principe détestable , fondé sur le malheur des hommes. Toute bonne administration doit tendre principalement au bonheur des hommes , combiné en raison composée de leur état et de la sûreté et tranquillité du général : or , en France , nous n'avons jamais eu rien à craindre des paysans et artisans aisés ; s'ils se sont joints dans des

156 LE FINANCIER • CITOYEN.

temps de guerres civiles à un parti, ç'a été leur misère présente et l'espérance d'être mieux dans un changement qui les y a déterminés, et non leur aisance actuelle. Un homme aisé craint de perdre son aisance : cela le retient et le rend plus docile ; un homme ruiné et malheureux attend tout d'un événement ; d'où suit que plus les peuples sont à leur aise, plus ils sont soumis et attachés au gouvernement, qui peut toujours les réduire. L'insolence d'un paysan est sans conséquence pour l'état ; d'où je conclus que plus les hommes de campagne et les artisans seront aisés, plus ils auront d'émulation, plus ils dépenseront, plus ils seront dociles et rangés à leurs devoirs, et plus l'état en retirera de services et d'avantages, à tous égards généralement quelconques ; c'est à quoi mon système tendra directement.

CHAPITRE VIII.

M. de la Jonchère.

Je déclare que je fais très-peu de cas du système d'un nouveau gouvernement en France, donné sous le nom de M. de la Jonchère, composant 4 tomes en deux volumes.

Ce système a pour objet de mettre le roi en curatelle et les peuples dans les fers; on n'y voit que faux principes d'administration, fausses conséquences dans l'application de ces principes; et autant que j'en peux juger, mauvais raisonnement du commencement jusqu'à la fin.

M. de la Jonchere propose l'établissement d'une compagnie qui feroit le commerce du dedans et du dehors du royaume, sans exclusion de droit; mais avec exclusion dans le fait. Cette compagnie administreroit les revenus du roi, auroit des magasins dans les trois cents principales villes du royaume, auroit les postes, feroit tous les transports par eau et par terre, paieroit les troupes, feroit la levée des milices, exerceroit la justice et la police dans tout le royaume. Par ce moyen, le roi supprimeroit toutes les charges de justice et de finances: la compagnie se chargeroit de rembourser le prix de toutes les charges, et donneroit au roi une somme convenue pour sa dépense; la fonte et refonte des especes appartiendrait à la compagnie, qui voudroit bien recevoir l'argent des particuliers qui n'auroient pas l'industrie de le faire valoir, et qui ne voudroient non plus le

158 LE FINANCIER-CITOYEN.

garder chez eux , en donnant à ces particuliers du papier de la compagnie , qui prendroit seulement un quart pour cent par mois de bénéfice pour le dépôt de l'argent ; et si d'autres particuliers avoient besoin d'argent , ils en trouveroient à la compagnie , moyennant un intérêt de douze pour cent par an. Comment un homme de quelque sens peut-il se persuader que le propriétaire d'argent se déterminera à perdre trois pour cent par an sur son argent vis-à-vis de la compagnie , pendant que cette compagnie prête le même argent à 12 pour cent d'intérêt par an ? Il y a dans une pareille proposition une ignorance de ce qui se passe parmi les commerçans et les gens d'affaires qui rend le système de M. de la Jonchère si absurde , que ce seroit prendre une peine superflue que de le vouloir exposer en détail et le réfuter sérieusement. Si cet auteur eût connu la nature et les principes du gouvernement monarchique , il n'auroit pas proposé la suppression des charges et offices de judicature et de finances ; il n'auroit pas proposé une compagnie pour faire les fonctions de juges , de financiers et de commerçans ; et il auroit encore moins cherché à dépouiller le roi de toutes ses fonctions et de toute son au-

torité, pour les attribuer à sa compagnie, en même-temps qu'il lui donne toutes les richesses et toute l'aisance des peuples.

Peut-on, dans un royaume libre, où il faut que le roi soit en tout temps maître de la guerre et de la finance (1), où il faut que les peuples soient jugés et disciplinés, au nom du roi, par les magistrats et les officiers à ce destinés depuis très-long-temps; dans un royaume où les ressources de l'industrie sont inépuisables, proposer une compagnie pour régir despotiquement, et tenir le roi dans une sorte de dépendance, et les peuples continuellement dans les fers?

Il y a une infinité d'absurdités et d'inconséquences dans le système de M. de la Jonchere, qui ne tendoit pas moins qu'à un renversement général. Il trouve que sa compagnie (2) auroit de revenu 578 millions 843,750 livres, sur lesquelles, tant pour ses dépenses que pour ses engagements, elle auroit payé 192 millions 256,950 livres. Ainsi, dit-il, reste 386 millions 586,800 liv. qui, à deux pour cent, taux présent des

(1) On voit ici combien notre auteur ignoroit les vrais principes de la liberté des peuples. *Note du rédacteur,*

(2) Tome 4, page 175.

160 LE FINANCIER - CITOYEN.

revenus , paieroient l'intérêt de près de 20 milliards ; et par la comparaison du prix des vivres actuels avec celles qui seront taxées par mon système , feroient l'effet de plus de 40.

Il est inutile d'aller plus loin pour faire connoître la chimere du système de M. de la Jonchere , qui avoit pris le défectueux du système de M. de Vauban et de celui de M. Law , pour en faire un composé ridicule.

Comment la compagnie de M. de la Jonchere auroit-elle pu se faire un si grand revenu en levant peu d'impôts , sinon par son commerce du dedans et du dehors du royaume ? mais quel soulagement le peuple auroit-il trouvé dans l'exécution d'un projet qui , en simplifiant les impôts , lui interdisoit les voies de gagner de quoi subsister et le réduisoit à l'aumône ? voilà une belle découverte ! vous paierez peu , mais vous ne gagnerez rien : avec quoi donc vivra cet homme qui ne gagnera rien ? avec les aumônes de la compagnie. Quelles réflexions ne se présentent point à l'esprit , à la vue d'une semblable proposition ! le lecteur en fera assez de lui-même , sans que je le prévienne.

J'avoue

J'avoue que mes sentimens, mes principes et mes connoissances ont si peu de rapport avec le système de M. de la Jonchere, que je parle de cet auteur avec beaucoup de répugnance. Les mauvais citoyens ne devroient jamais écrire sur les affaires politiques : le mal se fait assez naturellement sans le réduire en art.

C H A P I T R E I X.

M. l'abbé de Saint - Pierre.

Je me fais un plaisir d'exposer aux yeux du lecteur les sentimens de feu M. l'abbé de Saint-Pierre , parce que tout y annonce le bon citoyen ; et si je combats quelques-unes de ses propositions sur les fermes et sur quelques autres articles, c'est que quoique je sois partisan des motifs qui le font agir , je ne le suis pas également des moyens qu'il choisit pour parvenir à ses fins. Je ne parlerai point de sa taille proportionnelle ; il paroît que le ministere l'a adoptée. Je prie Dieu que l'on en leve les difficultés , et que l'on parvienne à la rendre exactement proportionnelle aux véri-

2^e année. *Tome VIII.*

L.

tables produits nets des terres sans injustice ; cela me paroît presque impossible : voici ce que cet auteur dit des effets du discrédit et du crédit public.

« On peut (1) compter entre les terribles effets du discrédit d'un état, qu'il ne peut trouver ni à acheter à crédit ; ni à emprunter qu'à une perte excessive ; et sur cela, j'ai vu citer que le feu roi Louis XIV, l'année qu'il mourut, en 1715, fut obligé, pour avoir huit millions en especes, de donner à un banquier que nous connoissons tous pour 28 millions de billets à négocier à Genes et chez d'autres étrangers. Quelle prodigieuse perte ne cause pas le discrédit ! »

« Souvent le feu roi a été forcé d'affermier ses revenus à un quart, à un cinquieme moins pour avoir quelques avances ; ainsi l'on peut dire que la moitié des dettes de la nation vient du seul discrédit et de l'incertitude du paiement régulier de l'intérêt et du principal ; ce qui fait que cent mille francs de capital sur le roi, à deux et demi pour cent ou au denier quarante,

(1) Tome 8, pages 24 et 25.

L'ABBÉ DE SAINT-PIERRE. 163
qui produisent 2500 liv. de rente , ne se
vendent encore aujourd'hui que 25 à 30
mille livres ».

« Tandis qu'il (1) étoit impossible à la
France de trouver à emprunter à une grosse
perte , la nation angloise empruntoit fa-
cilement à quatre ou cinq pour cent d'in-
térêt , et elle n'a presque jamais emprunté
à un plus haut intérêt ».

M. l'abbé de Saint-Pierre détaille ensuite
les moyens dont la nation angloise s'est
servi pour soutenir son crédit. S'il eût
bien approfondi l'emploi des sommes em-
pruntées par la nation angloise et l'objet
des remboursemens , il auroit reconnu que
quoique la nation angloise ait trouvé le
moyen de diminuer l'intérêt de ses em-
prunts , quand l'intérêt baissoit entre les par-
ticuliers , et qu'elle ait fait aussi quelques
remboursemens de temps en temps , néan-
moins elle a augmenté considérablement
ses dettes , par la raison que les sommes
qui servoient au remboursement des pre-
miers emprunts , quoique paroissant pro-
venir d'un fonds assigné depuis long-temps

(1) Page 25 du tome 8,

à ces remboursemens , provenoient en effet de nouveaux emprunts qui servoient d'aliment au fonds indiqué ; d'où il a résulté une augmentation de dettes si considérable , qu'il y a déjà plusieurs années qu'on pense que le crédit outré de la nation angloise en causera la ruine entière.

Si l'augmentation des revenus publics , ou un bénéfice dans le commerce étranger , eussent donné à la nation le fonds nécessaire pour payer les intérêts et éteindre les capitaux des emprunts , elle se seroit insensiblement libérée ; mais cette nation , ou du moins ceux qui régissoient en son nom , ayant eu pour maxime d'éteindre les anciennes dettes avec les dettes nouvelles plus considérables , il s'en est ensuivi nécessairement un excès d'emprunt , capable de ruiner la nation au moment qu'elle sera forcée de faire les remboursemens aux étrangers. Ce temps n'est peut-être pas éloigné ; car beaucoup de personnes commencent à s'appercevoir que le crédit de la nation angloise est plus fondé sur une ancienne opinion que sur la réalité ; étant démontré que cette nation est dans l'impuissance de satisfaire à ce qu'elle doit aux étrangers ; ce qui la mettra dans un

très-grand discrédit avant qu'il soit peu d'années.

« M. l'abbé de Saint-Pierre , *page 34 et 35 du tome 8* , voudroit qu'à l'exemple des Hollandois on fit beaucoup de petites fermes en France des droits qui dépendent des fermes générales ; il dit qu'il seroit à propos qu'il y eût dans chaque généralité une compagnie de fermiers-généraux à peu près du même nombre que d'élections , et que cette compagnie eût son correspondant à Paris ; il ajoute : ces fermiers-généraux des aides et gabelles iroient dans chaque élection de leur généralité , afin d'affermir leurs droits à des sous-fermiers , pour telles et telles paroisses ».

Voici les conditions des baux de ces fermes. « 1°. Au prix (1) le plus bas que la régie en a fait , tous frais faits , afin que les fermiers n'y puissent jamais perdre ; 2°. à condition qu'ils auroient des appointemens réglés ; 3°. à condition que celui d'entr'eux qui résidera à Paris. aura le double et des commis payés à proportion du travail ; 4°. à condition que ce qu'ils recevront de la ferme générale , au-delà

(1) Tome 8 , page 35.

du prix fixé, ils en auront la moitié à leur profit, et l'autre moitié au profit du roi ; ce qui se réglera par le résultat de leurs recettes particulières ».

« De cette manière (1), continue notre auteur, ils ne pourront jamais faire des fortunes immenses au préjudice du public et du roi, parce que ce marché aura d'un côté l'avantage d'une régie comptable où l'on verra clair ; et de l'autre, il aura l'avantage du forfait, qui consiste à intéresser fortement ceux qui régissent, à mettre en pratique tous les moyens possibles pour diminuer les frais de la régie et les fraudes ; et pour augmenter le produit de la recette ».

« Avec cette espèce de régie à forfait ou de ferme comptable, le ministre ne sera point embarrassé de former diverses compagnies de fermiers pour enchérir l'une sur l'autre ; parce qu'il n'est pas nécessaire d'être riche pour recevoir d'une main et payer de l'autre. Il suffira que ces compagnies soient formées de commis les plus intelligens, les plus sages, les plus économes et les meilleurs travailleurs ; et comme ils connoissent mieux entr'eux les talens et les

(1) Tome 8, page 35.

L'ABBÉ DE SAINT-PIERRE. 167
qualités des uns et des autres, il seroit à propos, quand le ministre, sur l'avis de l'intendant des finances, en auroit choisi quatre des plus estimés, que ces quatre en choisissent un cinquième, et ces cinq un sixième, et ainsi de suite ».

Quoique je n'adopte pas tout ce que dit M. l'abbé de Saint-Pierre, je crois indispensable de faire connoître clairement tous ses sentimens sur les finances, parce que ce sont les sentimens d'un parfaitement honnête homme et très-bon citoyen qui erre rarement sur les principes. Voici ce qu'il dit sur la nécessité de lever un subside ordinaire d'un sixième plus fort que la dépense ordinaire.

« Il est à propos (1) que l'état de la dépense annuelle projetée soit moindre d'un sixième que l'état du recouvrement ou revenu annuel projeté : en voici les raisons ».

« 1^o. Parce qu'il y a toujours des non-valeurs sur le recouvrement réel des différens revenus publics ».

« 2^o. Parce qu'il y a toujours des augmentations de dépense au-delà de ce que la plus grande prudence peut prévoir ».

(1) Page 51, tome 8.

« 3°. Parce qu'il est à propos d'employer au moins un dixième du revenu pour acquitter peu-à-peu les capitaux des dettes de l'état, et pour payer régulièrement le courant, afin de conserver le crédit de l'état pour les emprunts futurs qui sont nécessaires en temps de guerre ».

« 4°. Parce qu'il faut employer tous les ans au moins un vingtième du revenu pour des dépenses qui rapporteront aux sujets au moins cinquante ou même cent pour cent par an ».

« 5°. Parce que cette précaution épargnera au roi des intérêts fort onéreux de dix pour cent, et quelquefois davantage, qu'il paie aux fermiers pour leurs avances ».

Cet auteur, animé toujours du bien public, continue ainsi :

« Il y-a (1) trois manieres de ruiner le peuple. La premiere, par une imposition générale excessive par rapport à son revenu annuel ; cela arrive lorsqu'on ne laisse pas à l'imposable les moyens de faire subsister sa famille selon sa condition, et les moyens de continuer son commerce ».

• La seconde, par la distribution dispropor-

(1) Tome 8, page 52.

portionnée d'une imposition médiocre en elle-même pour le total des sujets, mais excessive par rapport à un grand nombre de sujets non protégés, qui se trouvent opprimés par la disproportion ».

« La troisième, par la précipitation du recouvrement, en demandant au peuple un paiement trop prompt, de ce qu'il ne peut payer que par parties, le long de l'année, à mesure qu'il reçoit ses revenus. Or, le souverain qui ruine ses peuples ruine ses propres débiteurs, qui doivent payer son revenu domestique et le revenu de l'état ».

Le même auteur auroit voulu qu'on eût diminué le nombre et la qualité des subsides particuliers, en augmentant la quantité des subsides généraux.

« Je propose (1) de diminuer le nombre des droits, et par conséquent le nombre des commis, en augmentant la taille, la capitation, les entrées, les droits sur le papier marqué, sur les actes de notaires, etc. »

« Ceux qui paient les droits d'aides et gabelles, ne sont-ce pas les familles nobles, roturières et bourgeoises qui paient la taille, la capitation dans les villages, et la capi-

(1). Tome 8, pages 56 et 57.

tation et les entrées dans les villes, le papier marqué et les actes de notaires? Or, ne pourroit-on pas augmenter la taille, la capitation et les entrées de la somme que produisent au roi les aides, la gabelle, le tabac et les autres droits, et sauver ainsi aux sujets la grande dépense des gardes contre les fraudeurs? etc. »

« La proposition paroît bien fondée, et tend à simplifier les subsides et à diminuer le nombre des commis, et les autres frais de recouvrements. Si l'exécution a ses difficultés, c'est peut être moins dans la chose que dans la manière de tout arranger, et cela faute d'un bureau pour lever peu-à-peu ces difficultés; mais la proposition mérite d'être examinée et reçue, si la possibilité et l'utilité en sont bien démontrées, et les objections solidement réfutées ».

M. l'abbé de Saint-Pierre parle toujours en bon citoyen; mais on ne peut pas dire que les divers moyens qu'il propose soient tous également bons.

J'ai fait voir, à l'article de M. Desmarets, les pertes et les malheurs qui résulterent pour l'état et pour les peuples du discrédit public. Le roi s'est trouvé forcé de donner 28 millions de billets pour avoir 8 millions

d'espèces , et d'affermir ses revenus à un quart et un cinquième moins qu'ils ne valaient : deux opérations qui ont tendu directement à la ruine du peuple et à celle de l'état , en multipliant, d'un côté, les dettes du roi ; et de l'autre, en réduisant ses ressources : d'où a résulté, en premier lieu, une augmentation de charges qui a payé beaucoup, sans que l'état en ait profité, puisque sur les 28 millions de billets à négocier pour 8 millions d'espèces l'étranger gagnoit 20 millions ; et sur le prix des fermes portées au-dessous de leur valeur, les fermiers faisoient un profit illégitime au dépens du roi et du peuple, au moins de 26 millions par an. Je suppose qu'au lieu de 80 millions, à quoi on auroit pu porter les fermes, elles ne le fussent, suivant notre auteur, qu'à 60 millions, c'est 20 millions que le peuple payoit sans qu'il en entrât un sou dans les coffres du roi. Si à présent on ajoute le profit légitime que les fermiers ont coutume de faire, avec les frais de régie, il sera évident que de 20 sous le roi en avoit à peine 10. Si ensuite on parle des vexations des traitans dans les affaires extraordinaires, et de toutes les voies violentes dont on se servoit pour tirer de l'ar-

gent des peuples, on conviendra que les revenus ordinaires devoient en être considérablement diminués ; que ce qui entroit dans les coffres du roi étoit peu de chose, en comparaison des sommes immenses qu'on levoit sur ses peuples, dans un temps où les voies de gagner étoient interrompues, l'agriculture, le commerce, la navigation et la circulation étant alors gênés de mille manieres.

Je ne pense pas comme M. l'abbé de Saint - Pierre sur la multiplicité des sous-fermes. Il est d'expérience qu'une grande ferme est mieux administrée qu'une petite, parce qu'elle est ordinairement travaillée par une compagnie de gens éclairés qui se communiquent leurs idées et leurs observations. Ces compagnies sont en état d'avoir de bons employés, et en nombre suffisant pour opposer aux manœuvres des fraudeurs la lumière, la force et l'activité : toutes qualités qui sont rarement réunies dans un habitant d'une autre profession.

J'ai fait connoître, à l'article de M. de Vauban et à celui de M. le comte de Boulainvilliers, les inconvéniens des régies faibles et des abonnemens par paroisses ; je ne me répéterai point, parce que je crois

avoir traité cette matière assez amplement pour lever tous les doutes.

Je pense , comme M. l'abbé de Saint-Pierre , qu'il est d'une nécessité indispensable que les revenus ordinaires surpassent la dépense ordinaire d'un sixieme , non-seulement parce qu'il y a des non-valeurs sur le recouvrement et des augmentations de dépenses non prévues , mais encore parce qu'il est fort à propos , comme le dit fort bien notre auteur , d'employer un dixieme pour diminuer peu-à-peu les capitaux des dettes de l'état , et de destiner une somme pour des dépenses utiles au public. A cela j'ajoute qu'il seroit d'une très-bonne politique que le roi fît des épargnes tous les ans pour être en état de faire la guerre sans impôts extraordinaires , et pour pouvoir , dans les temps de calamités , soulager les provinces et les peuples qui seroient le plus dans le besoin. Je développerai avec plus d'étendue les avantages de ce plan d'économie , que M. de Sully a su pratiquer avec tant de succès ; et j'espere faire connoître clairement que c'est le seul plan qu'on puisse exécuter au grand avantage du roi et de ses peuples.

Je conviens , avec M. l'abbé de Saint-

Pierre , que les trois excès dans les subsides dont il parle concourent également à la ruine des peuples. Je n'ajouterai rien à ce qu'il dit , sinon que , comme la masse excessive d'une imposition générale et la répartition disproportionnée d'un impôt médiocre annoncent une imposition arbitraire , il suit que la saine politique exige que les impositions arbitraires soient d'un poids léger ; que la totalité des contribuables n'en puisse être incommodée , et que la répartition , même injuste sur certains contribuables , ne puisse être ruineuse pour eux. Ces proportions observées , la précipitation du recouvrement ne sera pas à craindre , parce que , pour l'ordinaire , les temps accordés pour les paiemens sont suffisans ; et si les peuples ne s'acquittent point dans les temps prescrits , c'est qu'ils ont peur d'être surtaxés et de passer pour riches. Quant aux autres droits , comme le vingtième , et tout ce qui dépend des fermes , les surcharges sont rares , puisque le vingtième se leve à proportion du revenu , et que les autres droits se perçoivent à proportion de la vente des denrées et marchandises , ou du prix des contrats ; mais ces droits ne peuvent , par leur objet , être ruineux pour les contribu-

bles, en ce que les uns sont proportionnés à leurs revenus, et les autres sont volontaires et proportionnés à leurs dépenses. Si les frais des recouvrements de ces droits étoient considérables, ce ne pourroit être que par l'avidité des receveurs, sur lesquels MM. les intendants doivent avoir les yeux ouverts.

Je ne suis point de l'avis de M. l'abbé de Saint-Pierre, lorsqu'il propose de supprimer les aides, les gabelles, le tabac, et les autres droits de fermes pour sauver aux sujets la grande dépense des gardes contre les fraudeurs, et augmenter la capitation, la taille et les entrées de la somme que produisent les droits qu'il propose de supprimer, sous prétexte que les familles nobles, roturiers et bourgeois, qui paient les droits d'aides et gabelles, les autres droits des fermes et le tabac, paient la taille, la capitation dans les villages, la capitation et les entrées dans les villes, le papier marqué et les actes de notaires.

J'ai observé dans l'article précédent qu'il étoit d'une saine politique de rendre les impôts arbitraires d'un poids léger, afin que leur masse ne puisse point incommoder le général des contribuables, et que la ré-

partition, même injuste, de certains articles ne puisse point entraîner la ruine des contribuables non protégés. Ces proportions sont d'autant plus importantes à observer, que plus la masse des impôts arbitraires sera considérable, plus les répartitions injustes seront accablantes, et plus, par conséquent, il y aura de peuples ruinés et de non-valeurs à craindre.

La taille arbitraire ne pouvoit plus se payer par les peuples, dès le regne d'Henri IV. M. de Sully nous apprend dans ses mémoires qu'il fut obligé de remettre 20 millions sur les impositions de 1596, et qu'il diminua les tailles de 2 millions par an. Les aides, la gabelle et les autres droits des fermes produisoient peu de chose dans ce temps-là : ces droits se sont élevés et accrus sensiblement, parce qu'ils n'ont rien d'arbitraire, et qu'ils ne portent point avec eux ce caractère de gêne et de contrainte qu'imprime la taille dans les esprits des contribuables ; aussi a-t-on vu, par expérience, que lorsque le recouvrement de ces droits est en concurrence avec les tailles, les commis des fermes font leur perception avec facilité,

lité , pendant que les collecteurs ne peuvent presque rien toucher. D'où peut venir cette différence , sinon que , les droits des fermes ayant leur proportion avec les denrées et marchandises dont les contribuables font usage , ils se satisfont en payant le droit avec le prix d'une marchandise qui leur fait plaisir ; au lieu que la taille n'offre aucun équivalent , et est sujette à des augmentations qui tourmentent et inquiètent les peuples.

J'ajoute qu'il n'y a que quatorze généralités où les aides aient cours , compris celles de Poitiers et de la Rochelle , qui ne sont point sujettes à la gabelle , d'autres provinces où les petites gabelles ont seulement lieu , et d'autres où le sel est marchand. Or M. l'abbé de Saint-Pierre n'a pas pu dire avec fondement que tous ceux qui paient la taille , la capitation , les entrées des villes , le papier marqué et les actes des notaires , paient aussi les aides et les gabelles ; puisque je viens d'observer que les aides n'ont pas cours dans la moitié du royaume , que les grandes gabelles sont encore moins étendues , qu'il y a des provinces de petites gabelles et d'autres où le sel est marchand , appelées de

178 LE FINANCIER-CITOYEN.

franc-salé ; or , est-il raisonnable de demander à supprimer les droits des fermes qui ont toujours prospéré en relation de l'agrandissement du royaume , du commerce et de l'industrie des peuples , et dont les recouvrements se font aisément et sans vexations criantes , pour porter le produit en augmentation sur des droits qui sont de leur nature arbitraires , dont l'imposition générale , ainsi que les répartitions injustes , ont causé des maux énormes par la désertion des peuples dont elles ont étouffé l'émulation et l'industrie ? Je ne le pense pas ; je crois, au contraire, qu'il est plus prudent de travailler à tirer des augmentations à chaque renouvellement de bail général , et de diminuer les tailles si la masse est d'un poids trop considérable pour la totalité des contribuables ; et dans le cas où elles ne seroient point trop pesantes dans leur tout , avoir une attention extrême à ce que la répartition s'en fasse équitablement sur les contribuables.

M. l'abbé de Saint-Pierre n'avoit pas fait assez d'attention à ce qui s'étoit passé dans la finance depuis 160 ans. ; car s'il eût suivi l'origine et le progrès de chaque droit et imposition , il auroit reconnu que les droits des fermes avoient le plus pros-

péré, parce qu'ils ont leur proportion avec les facultés des consommateurs ; au lieu que la taille arbitraire est sujette à mille inconvéniens par sa nature ; et que plus elle sera d'un objet considérable , plus les inconvéniens se multiplieront , puisque les injustices seront plus grandes ; d'où il auroit conclu sans doute , comme je le fais , que , pour exciter l'émulation et donner du ressort à la circulation , il faut préférer les droits des fermes et augmenter le prix des baux le plus qu'il sera possible , pour soulager les peuples par des diminutions sur les tailles.

D'ailleurs , quel inconvénient n'auroit pas une suppression de pareils droits dont le remplacement seroit plein d'incertitude ? Je trouve ce projet mal digéré ; l'expérience nous apprend que le grand art des finances consiste à tirer des peuples la possibilité des besoins de l'état , de manière qu'ils ne sentent point la contrainte et l'oppression. En pareil cas , il est plus sage d'entrer dans l'esprit des peuples ; il paroît que le conseil a adopté cette maxime en chargeant de tailles plus considérablement les provinces exemptes des aides et des gabelles , afin que ce que le

180 LE FINANCIER-CITOYEN.

roi n'a pas de revenu sous un nom il l'aît sous un autre.

Il résulte des extraits tirés de M. l'abbé de Saint-Pierre et de mes observations , que M. l'abbé de Saint-Pierre a travaillé en bon citoyen , qu'il ne cherchoit en toute chose que le bien du roi et le soulagement du peuple , qu'il avoit beaucoup d'idées et de projets qui tous tendoient au bien de l'état ; mais que les moyens qu'il propose pour une meilleure administration des finances ne sont conformes ni à l'expérience-pratique , ni aux faits historiques de cette partie depuis 160 ans ; quoi qu'il en soit , j'avoue que j'ai toujours fait un cas particulier des ouvrages de M. l'abbé de Saint-Pierre , que j'en ai tiré des lumières utiles , et que je le mets infiniment au-dessus de tous les écrivains politiques dont j'ai parlé jusqu'à présent.

C H A P I T R E X.

M. Melon.

Quoique M. Melon paroisse n'avoir en pour objet que de traiter du commerce , cependant , par une liaison nécessaire , il dit

bien des choses sur la finance , qui prouvent que cet auteur étoit bon citoyen , et qu'il desiroit le bien du roi et celui des peuples.

« Les dettes (1), dans une nation policée, dit M. Melon , sont une suite nécessaire des guerres ou des événemens extraordinaires ; de ce que le Portugal ou la Pologne n'ont point de dettes nationales , leur puissance n'en est pas plus grande. Les dettes actuelles de l'Angleterre et de la Hollande n'ont point altéré leur richesse ni leur commerce , parce que pour faciliter aux peuples les moyens de payer les impositions, ils ont augmenté leurs crédits circulans ; ce qui grossit , en quelque façon , la masse de l'argent , et augmente le prix des denrées. Notre finance , qui n'admet point ces crédits , a augmenté la valeur des monnoies ; et ce qui n'a été imaginé peut-être que pour avoir des secours pressans se trouve nécessaire aux secours annuels et ordinaires. Dans les temps tranquilles , les nations endettées s'acquittent peu-à-peu , en assignant une portion des revenus à la libération des capitaux : politique d'un effet assuré pour

(1) Pages 238 , 239 et 240.

182 LE FINANCIER-CITOYEN,
soutenir le prix des papiers publics. Enfin
nous donnons à résoudre aux nations poli-
cées de l'Europe le problème suivant » :

« L'imposition nécessaire au paiement
des charges de l'état étant telle que les
contribuables, malgré les exécutions mili-
taires, n'ont pas de quoi les payer par la
vente de leurs denrées, que doit faire le lé-
gislateur ? »

Comme M. Melon a fait un chapitre des
systèmes, il est bon d'exposer ici celui qu'il
propose pour simplifier les impositions.

« Un système (1) pour mettre toute l'im-
position sur le bled pourroit être d'une
régie simple au moulin, ou affermé au
meunier même qui le leveroit comme sort
autre droit de moulure. Vingt millions
d'hommes qui mangent chacun plus d'une
livre de pain par jour, à deux liards pour
chaque livre, donneroient plus de cinq
cents mille livres par jour, somme suf-
fisante pour toutes les dépenses annuelles
de l'état ; mais à la plus petite augmenta-
tion du prix du bled, causée par la disette,
le peuple ignorant l'attribueroit à l'imposi-
tion ».

(1) Pages 366, 367 et 368.

« Il faudroit donc, et cela ne seroit pas impossible, établir sur le bled une régie telle que le prix en fût toujours fixe : il y a bien d'autres difficultés. L'augmentation de deux liards est trop forte, ou du moins trop inégale à l'égard des provinces plus abondantes en denrées qu'en argent, et pour celles dont le pain ordinaire est de seigle ou de bled d'inde ; cela demande bien des recherches : aussi ne faisons-nous qu'exposer toutes ces différentes propositions, sans présumer assez de nos lumières pour les approuver ou les rejeter ; nous croyons seulement qu'elles méritent d'être examinées ; mais nous osons dire que tout système qui laisse de l'arbitraire dans l'imposition est défectueux ».

Ce même auteur, convaincu avec raison que le commerce est la source de toutes sortes d'abondances, ne veut point que la guerre interrompe les opérations intérieures du ministère.

« La guerre (1) ne doit point arrêter les opérations intérieures du ministère : des armées aux frontières ne sont pas incompatibles ».

(1) Pages 372, 373.

tibles avec l'établissement tranquille d'une manufacture dans le Berry , ou la construction d'un canal dans le Poitou ; ces nouveaux travailleurs faciliteroient les recouvrements dans les provinces ; une bonne police donne plus d'hommes et de récolte ; une finance rectifiée multiplie les richesses et le crédit ; le législateur ne seroit pas plus chargé de travail , lorsqu'il choisiroit bien les ouvriers ».

« Il est des branches de finance qui peuvent être réformées sans qu'il y ait à craindre de rien altérer du tronc : telle est la taille arbitraire dont nous avons déjà parlé au sujet du bureau formé pour la rendre proportionnelle. On dit , à la honte de nos loix , que la vie d'un homme laborieux suffit à peine pour apprendre à bien régir les droits des aides et entrées : cela paroît difficile à croire ; mais on en sera convaincu en lisant l'avertissement d'un livre intitulé : *conférences de l'ordonnance sur le fait des droits d'aides*, par Jacques Jacquin ».

Ce que l'auteur dit de l'ancienne finance mérite d'être rapporté.

« L'habileté⁽¹⁾ dans la finance ne consis-

(1) Pages 377, 378 et 379.

toit autrefois qu'à savoir trouver de l'argent pour les besoins actuels : le choix des moyens n'étoit compté pour rien ; on ne soupçonnoit même pas que le commerce dût entrer en quelque considération. On ajouta depuis plus d'ordre dans la recette et dans la dépense : cet ordre augmenta plus qu'il ne diminua. La pénible forme des régies , enfin la droite raison et l'expérience ont appris que la base de la bonne finance est le maintien des peuples dans l'abondance nécessaire pour le paiement de l'imposition ; et que d'altérer le commerce , c'est altérer ce qui produit cette abondance. Mais comme il peut y avoir une multiplicité d'opérations précédentes qui s'opposent à la facilité des échanges réciproques , il faut , pour substituer des opérations salutaires , une étendue de connoissances qui ne peuvent pas être le fruit de l'étude d'un seul : c'est de différens écrits souvent contradictoires que la vérité viendra éclairer le législateur , qui , placé au centre où toutes les lignes aboutissent , n'aura plus besoin que de l'esprit de discernement pour choisir et pour exécuter ».

« Les diminutions des monnoies , dont les suites furent si funestes à la fin du regne du feu roi , n'auroient pas été ordonnées ,

si de sages mémoires avoient éclairé le conseil sur la véritable valeur de l'argent, et sur le péril des diminutions numéraires dans les circonstances des dettes du roi et des particuliers entr'eux ».

M. Melon avoit des vues assez justes, mais on ne peut pas dire qu'elles fussent d'une grande étendue, du moins pour ce qui concerne la matière des finances que jé traite.

Je conviens que les dettes, dans une nation policée, seront une suite nécessaire des guerres ou des événemens extraordinaires, tant que le gouvernement n'adoptera point un système d'économie qui mette le roi en état de faire des épargnes, en temps de paix, capables de satisfaire aux dépenses de la guerre, ou aux événemens extraordinaires dont parle notre auteur. Les dettes de l'Angleterre et de la Hollande ne doivent point servir de règle pour les autres états policés, une partie des fonds empruntés étant mis en commerce national : malgré cela, il est reconnu aujourd'hui que l'Angleterre a plus contracté de dettes qu'elle n'en pourra payer.

Ce que l'auteur dit, que notre finance, qui n'admet point des crédits, a augmenté la

valeur des monnoies , et que cette augmentation, qu'il croit n'avoir été imaginée que pour avoir des secours pressans , se trouve nécessaire aux secours annuels et ordinaires, peut donner lieu à deux réflexions. La première, est le crédit qu'a eu l'état par l'opération du système de M. Law ; et la seconde, que l'augmentation numéraire des especes ne fait à la longue ni bien ni mal au crédit : il en résulte ordinairement un mal de passage, en ce qu'au temps des augmentations le commerce se trouve interrompu par l'incertitude où sont les négocians sur la vraie valeur des monnoies et l'issue qu'auront les changemens.

Je suis du sentiment de l'auteur sur la nécessité d'acquitter peu-à-peu les dettes de l'état, en assignant une portion des revenus à la libération des capitaux; et j'ajoute qu'il faut faire des épargnes pour empêcher les emprunts ruineux, et être en état de soulager les provinces qui se trouveront le plus dans le besoin.

Lorsque les contribuables, malgré les exécutions militaires, n'ont pas de quoi payer, par la vente de leurs denrées, l'imposition nécessaire au paiement de l'état, il faut en conclure ou que la masse des impôts est

trop considérable en égard aux facultés du général des contribuables , ou que l'imposition , sans être trop considérable par sa masse , est de nature à ne porter que sur les sujets les moins aisés , et d'une manière arbitraire qui en écrase plusieurs toutes les années.

Si la masse des impositions est trop considérable , relativement aux facultés du général des redevables , il faut nécessairement en diminuer le volume , afin que chaque particulier puisse porter son faix avec quelque aisance.

Si la masse , sans être trop pesante en égard aux facultés du général des redevables , ne devient ruineuse pour beaucoup d'entr'eux que parce qu'elle porte sur les moins aisés , et que l'imposition s'en fait arbitrairement , il faut l'imposer sur un plus grand nombre d'habitans , et veiller à ce que la répartition s'en fasse avec équité en proportion des facultés de chacun.

Il y a peu d'états en Europe , et peut-être n'y en a-t-il point , où les impositions soient trop considérables dans leur masse , en égard aux facultés du général des contribuables. Les états où les peuples sont les plus chargés d'impôts levent la plus grande partie

de ces impôts sur les revenus et sur les consommations, toujours proportionnés aux facultés de ceux qui paient : ce qui empêche les non-valeurs, qui ne peuvent se trouver à un certain excès que dans les impositions personnelles et arbitraires, dans lesquelles on n'observe pas assez de proportion.

Je n'approuve point le système proposé par M. Melon de mettre toute l'imposition sur le bled. J'avoue que ce seroit simplifier la régie en levant ce droit lors de la mouture ; mais quel excès de charge ne seroit-ce point pour le menu peuple qui ne vit , pour ainsi dire , que de bled ? N'est-il pas mieux de laisser les choses comme elles sont , de s'occuper des moyens de rectifier les abus , et de rétablir un meilleur ordre pour y parvenir sûrement ? N'est-il pas indispensable de voir par l'histoire des finances les impositions et les droits qui ont été payés avec le moins de répugnance par les peuples , et qui sont d'un plus grand progrès par les proportions qu'ils ont avec le commerce et la consommation ? Rien n'est plus équitable que de pareilles impositions , non-seulement parce qu'elles sont générales , mais encore parce qu'elles sont proportionnées à la force des contribuables. Tous les

droits des fermes ont cet avantage ; il n'y a que la taille qui , quoique générale dans le royaume , s'impose arbitrairement sur la partie des citoyens la moins aisée ; mais avec de l'attention de la part de MM. les intendants , cette imposition sera infiniment moins à charge aux peuples qu'elle ne l'a été jusqu'à présent. Il est plus sage de travailler à la réformation des abus sur les tailles , que d'en supprimer le droit par la difficulté , pour ne pas dire l'impossibilité , où l'on seroit d'y suppléer par un autre droit quelconque.

Je pense , comme l'auteur , que la guerre ne doit point arrêter les opérations intérieures du ministère ; mais pour établir une manufacture dans le Berri , et construire un canal dans le Poitou , il faut des fonds extraordinaires. Or , comment trouver ces fonds dans un temps de guerre , pendant que l'état ne peut , avec de nouveaux impôts et des créations de rentes , faire face aux dépenses courantes , et que souvent les revenus de plusieurs années sont dépensés d'avance ? Il faut donc nécessairement travailler au système d'économie dont j'ai tant parlé , et dont je parlerai encore plus amplement dans la suite.

Je conviens , avec l'auteur , qu'il est de la

dernière importance de travailler très-sérieusement à ôter l'arbitraire de la taille, autant qu'il sera possible, pour en proportionner avec équité les répartitions aux facultés des contribuables.

Je ne pense pas comme Jacquin, dont parle notre auteur, sur la régie des aides et entrées ; j'estime que dix années de travail en province, par un homme qui passeroit graduellement dans les emplois, qui auroit quelque génie, et beaucoup d'application au travail, suffiroient pour en faire un très-habile dans les aides. J'ajoute qu'il lui faudroit dix autres années de travail à Paris avec les hommes les plus expérimentés sur cette régie, pour prendre l'esprit politique des compagnies, et être en état d'interpréter tous les réglemens dans l'esprit du conseil : il pourra même prendre des connoissances infiniment plus étendues, s'il a l'esprit de combinaison, et s'il veut porter ses vues sur les spéculations et les calculs de la haute finance. Jacquin a parlé en employé qui ne connoissoit que le contentieux de la finance, et qui étoit dans l'ignorance des principes d'une sage administration ; s'il eût connu ces principes, il seroit convenu que vingt ans suffisent non-seulement pour

192 LE FINANCIER-CITOYEN.

apprendre à bien régir la partie des aides ; mais encore pour se rendre capable d'administrer toutes les parties des fermes.

Tout ce que nous avons vu jusqu'à présent ne prouve que trop que l'ancienne finance faisoit consister toute son habileté à savoir trouver de l'argent pour les besoins actuels , sans choix des moyens. Notre auteur pense que la finance d'aujourd'hui a pour objet de maintenir le peuple dans l'abondance nécessaire pour le paiement des impositions , et qu'elle se donne bien de garde d'altérer le commerce qui produit cette abondance. Cette réflexion fait honneur aux sentimens de l'auteur ; mais comment la prouve-t-il ? Plus de quinze années de paix consécutives n'ont donné lieu à l'extinction d'aucuns capitaux ; et le ministère d'alors a laissé faire continuellement des gains excessifs aux gens d'affaires : ce qui a tenu le roi dans un continuel besoin , l'a mis dans une sorte de dépendance , et les peuples dans la nécessité de payer des impôts extraordinaires à la première déclaration de guerre.

Je suis fort de l'avis de l'auteur sur les mémoires politiques , dont le ministère devroit faire beaucoup de cas ; j'estimerois même

même que pour tirer de l'utilité de ces différens mémoires , il devroit y avoir un bureau pour la vérification des projets , et mettre à la tête un homme versé dans la régie des fermes , et parfaitement au fait des systèmes qui ont été faits jusqu'à présent sur le fait de la police , du commerce et des finances.

J'ai déjà dit que les augmentations ou diminutions numéraires des especes ne faisoient à la longue ni bien ni mal à l'état ; cependant je conviens que toutes les variations des monnoies sont toujours contraires à la circulation pendant qu'elles se font ; d'où je conclus qu'il ne faudroit jamais y toucher. Il est mille moyens de libérer l'état et de trouver des ressources avantageuses au roi et au peuple , quand les finances sont administrées avec intégrité , économie et prévoyance.

CH A P I T R E X I.

M. Dutot.

Le livre intitulé : *Réflexions sur les finances et le commerce*, attribué à M. Dutot , ne contient aucun système sur les
2^e année. Tome VIII. N

finances. L'auteur a paru avoir quatre objets en vue dans ses réflexions ; le premier, d'examiner le rapport et les progrès du prix des denrées avec l'augmentation numéraire des especes ; le second, le change étranger ; le troisieme , l'influence des augmentations ou diminutions des valeurs numériques des monnoies ; et le quatrieme , de rendre raison du système de M. Law, dont l'auteur est grand partisan.

Sur le premier objet, il paroît constant que les denrées ont augmenté de prix plus à proportion que la valeur numéraire des monnoies , ce que je pense devoir être attribué à trois causes ; la premiere , les augmentations numériques des monnoies ; la seconde , l'augmentation de la masse des especes venues des îles ; et la troisieme , l'augmentation des impositions. Voilà , je crois, trois raisons d'augmentation qu'il faudroit combiner pour trouver le juste rapport de l'augmentation du prix des denrées comparé à l'augmentation de la valeur numéraire des monnoies. A ces trois raisons j'en joins une quatrieme ; c'est le commerce étranger, qui seul auroit opéré une augmentation dans le prix des denrées , quand bien même les trois autres raisons

n'existeroient point , parce qu'il est prudent de monter le prix d'une denrée ou marchandise quelconque à proportion de sa rareté et du besoin qu'en ont les nations voisines. Ainsi, il est bien difficile de conclure avec justesse sur le bien ou le mal opéré en fin de cause par les variations dans les monnoies. Je suis d'avis que le mal de passage est inévitable, et qu'il peut être dangereux ; ce pourquoi j'estime qu'on ne doit jamais toucher à la valeur des monnoies.

M. Dutot fait connoître , par plusieurs tableaux comparatifs de ce qui s'est passé dans le change étranger depuis 1709 jusqu'en 1734 , que les mutations dans les monnoies ont donné à l'étranger l'avantage du change sur nous , et que nous avons repris cet avantage par la supériorité de notre commerce aussi-tôt qu'il y a eu quelque apparence de stabilité dans les monnoies ; d'où il faut conclure qu'on ne doit jamais toucher à la valeur des monnoies si on veut conserver ce précieux avantage.

L'influence des augmentations et diminutions des valeurs numéraires des monnoies est sensible. M. Dutot l'a démontré ; le simple raisonnement en porte la con-

viction ; car , soit que cette valeur diminue , soit qu'elle augmente , il est certain que l'effet en est toujours le même dans le commerce par l'incertitude où la variation met les esprits ; et il n'en faut pas davantage pour retenir les négocians et les empêcher d'acheter et de vendre à l'ordinaire ; ce qui engourdit le commerce , gêne la circulation , et retient l'industrie dans les entraves d'une contrainte d'autant plus dangereuse qu'elle est générale.

Les auteurs qui ont approuvé les augmentations numéraires , sous prétexte d'une plus prompte libération pour le roi et d'une faveur pour le débiteur , toujours selon eux plus à ménager que le créancier , n'ont pas vu tous les côtés : le roi gagne comme débiteur dans le moment présent , mais il perd comme créancier de ses revenus et comme acheteur ; et les particuliers qui avoient prêté sur la foi des valeurs numéraires au moment de leurs traités deviennent les victimes de leur confiance ; c'est une injustice pour le prêteur de bonne foi qui altère la circulation dans une partie considérable , puisque la moitié des sujets est pour ainsi dire débitrice de l'autre , et que les mêmes hommes sont

débiteurs et créanciers en même-temps.

Or, est-il équitable de favoriser le débiteur au préjudice du créancier qui lui a rendu service, et qui, par le crédit qu'il lui a fait, a mis son industrie en valeur? Cette préférence me paroît odieuse et injuste; ce pourquoi j'en reviens toujours à dire qu'on ne doit jamais toucher à la valeur numéraire des especes; et j'ajoute que tant que les finances seront administrées avec sagesse et économie, le ministère ne sera point forcé de recourir à un moyen aussi pernicieux.

L'auteur est grand partisan du système de M. Law : il en fait l'apologie en plusieurs endroits de son livre; mais il ne me paroît pas avoir suffisamment approfondi ce système : il n'a pas remonté aux principes, qu'il pouvoit réduire à trois points.

1°. Si l'argent monnoyé pouvoit suffire aux besoins du roi et des particuliers.

2°. Si les billets représentoient un argent existant à la banque, ou bien un bénéfice de commerce, ou simplement une dette.

3°. Si, dans le cas de la représentation d'une dette, ce papier pouvoit se soutenir.

Ces trois réflexions auroient suffi à M. Dutot pour le convaincre que le système de

198 **LE FINANCIER-CITOYEN.**

M. Law étoit vicieux dans ses principes et dangereux dans ses conséquences , ainsi que je crois l'avoir prouvé en son lieu.

CHAPITRE XII.

M. de Montesquieu , ou l'esprit des loix.

AVANT de passer aux réflexions de notre *financier* sur le livre 13 de l'esprit des loix , nous prions le lecteur de vouloir bien en lire attentivement l'extrait dans le Ve. vol. , première année , de cette bibliothèque , page 72. En voici une analyse plus succincte.

M. de Montesquieu estime que les revenus de l'état doivent être réglés sur les besoins réels de l'état et sur les facultés constantes des sujets ; que la grandeur des revenus doit être relative à la liberté des citoyens.

Que l'excès des tributs détruit la liberté ; que la perte de la liberté produit la diminution des tributs.

Qu'il seroit d'une bonne politique de faire des remises sur les tributs aux provinces qui auroient souffert par quelques calamités.

M. DE MONTESQUIEU. 199

Qu'il seroit d'une sage économie de mettre tous les ans en réserve une partie des tributs pour les cas fortuits.

Que par-là on éviteroit les inconvéniens d'une solidité ruineuse pour les paroisses , ensuite pour les provinces , et enfin pour l'état.

Que les tributs seront mieux en régie pour le roi et pour le peuple , qu'en ferme.

Qu'il ne faut point honorer la profession lucrative des traitans , le lot de cette profession étant les richesses.

*Réflexions sur les observations tirées de
l'esprit des loix.*

Rien n'est plus juste que ce que dit M. de Montesquieu , que les tributs doivent être proportionnés aux besoins réels de l'état et aux facultés des contribuables ; que , dans l'incertitude d'une répartition exactement proportionnelle , il vaut mieux demander moins que plus , parce qu'il ne faut exiger des peuples que ce qu'ils peuvent toujours donner : règle infaillible de rendre les peuples heureux , et d'assurer à l'état une finance considérable.

80 LE FINANCIER-CITOYEN.

Pour qu'il y ait un rapport entre la grandeur des tributs et la liberté, il faut nécessairement que la nature du tribut soit telle qu'elle ne porte point directement sur la personne, mais bien sur les revenus des terres, comme le vingtième, et sur les consommations des denrées et marchandises, comme les droits des fermes : cette maxime est de toute vérité, et l'expérience démontre que les tailles personnelles ont toujours été difficiles à recouvrer, parce qu'elles sont arbitraires et qu'elles portent sur l'industrie des cultivateurs dont elles éteignent l'émulation par la crainte des surcharges ; au lieu que le vingtième des revenus prospérera par l'augmentation des biens-fonds, de même que les droits de ferme feront de continuels progrès, si le commerce, l'agriculture, la population, la navigation et la circulation sont favorisés.

L'expérience a prouvé en France que les tributs y sont susceptibles d'une augmentation considérable ; que, parmi les tributs, il en est d'un genre qu'on doit préférer, tant parce que de leur nature ils sont proportionnés aux facultés des redevables, que parce qu'ils s'imposent de manière que les biens et les consommations en paroissent

seuls chargés, sans que l'industrie du cultivateur et de l'artisan en souffre de préjudice. Ce sont ces droits, susceptibles d'accroissement par eux-mêmes, que le ministère doit soutenir et protéger pour faire prospérer continuellement les revenus de l'état en soulageant les peuples.

Cette maxime, que la nature de tributs est relative au gouvernement, ne peut être contestée. On voit en France, qui est un gouvernement modéré, que les tributs sur les revenus et ceux sur les consommations sont les seuls qui aient prospéré dans la relation des augmentations des biens et du progrès du commerce, pendant que la taille personnelle, qui se sent de l'ancien gouvernement féodal, ne fait point de progrès, et qu'au contraire depuis 160 ans il s'est trouvé des non-valeurs considérables sur cet impôt. L'expérience confirme le principe, et un principe si conforme à une longue expérience prouve combien l'auteur étoit profond dans ses raisonnemens et juste dans l'application de ses principes.

Je suis du même avis que l'auteur : plus un peuple est libre, plus il a d'émulation ; plus il travaille, plus il dépense. Ainsi, le grand art en France consiste à ôter l'arbi-

traire de la taille, ou au moins à le diminuer au point que les injustices particulières, qui sont inévitables, ne puissent entraîner la ruine des redevables. Pour cette opération, il faut que les tailles soient d'une masse légère, et que le ministère ne fasse fond pour les sources de l'état que sur une économie annuelle, sur le vingtième et sur les produits des fermes susceptibles d'amélioration à l'infini.

Cette maxime est excellente; M. de Sully l'a pratiquée, M. Colbert l'a conseillée; mais, par une inconséquence qu'on ne peut pardonner à ce grand homme, il a mis le roi dans l'impuissance de faire les remises qu'il jugeoit indispensablement nécessaires, en lui disant de ne point économiser. M. de Sully a eu un système d'économie qui l'a mis en état de soulager les peuples. M. de Montesquieu veut qu'on économise tous les ans pour les besoins imprévus; M. l'abbé de Saint-Pierre avant lui donne le même conseil, et tous s'accordent à confirmer le système d'économie que je me propose de développer dans la suite avec étendue, comme le seul moyen de mettre le roi dans l'indépendance des gens d'affaires, et de lui procurer les facilités de soulager les peu-

ples, non - seulement par des diminutions d'impôts, mais encore par des générosités qui les mettent en situation de cultiver les terres et de faire commerce.

En prenant les précautions que je dis, il n'y a point de solidité à craindre, parce que chaque contribuable sera en état de payer sa cote-part.

La régie d'un petit état peut se comparer à l'administration d'un bon pere de famille, qui leve lui-même ses revenus avec ordre et économie ; mais un grand état dont la régie produiroit plus de cent quarante millions n'est gueres susceptible de la comparaison : ce qui peut se faire en petit n'est pas toujours praticable en grand.

Les recouvremens seroient autant pressés en régie qu'en ferme, parce qu'il faut au roi un revenu fixe à jour nommé. Les receveurs, qui seroient moins surveillés par les régisseurs qu'ils ne le sont par les fermiers, feroient valoir l'argent à leur profit, et retarderoient leur envoi à la caisse de la régie le plus qu'ils pourroient. De-là bien des retardemens dans les recouvremens, ou du moins dans les envois des fonds à la caisse ; bien des risques et bien des non-valeurs à craindre. Le profit immense des fer-

miers , qui est en quelque sorte une perte pour l'état , peut être modéré et réduit à un gain légitime et proportionné à leurs avances et aux peines et soins que les entreprises exigent nécessairement. Les fermiers sont intéressés à ménager les fortunes des redevables , par la raison que les droits des fermes ayant leurs proportions avec les consommations , ils sont plus ou moins en état de consommer. Ainsi un fermier qui travailleroit à la ruine des redevables travailleroit à la sienne propre ; ce qu'on ne peut supposer être l'esprit d'une compagnie d'hommes expérimentés , qui ne s'associent que pour s'enrichir par leurs entreprises communes. Il n'y aura plus de fortunes affligeantes , dès que le ministère sera attentif à porter les fermes à leur valeur et à réduire le gain des gens d'affaires à un taux honnête. L'argent ne passe pas plus promptement des mains du peuple en celles du roi , et de celles du roi en celles du peuple , par la régie que par la ferme ; au contraire , le prix des baux se payant à l'avance chaque quartier régulièrement , le roi est plus en état de faire ses dépenses ordinaires à point nommé avec un prix de ferme fixe et certain payé à l'avance , qu'avec les re-

couvremens incertains d'une régie dont le produit pourroit être insuffisant par la négligence ou l'infidélité des régisseurs et de leurs commis et préposés. Les mauvaises loix viennent plutôt dans un temps de régie que dans un temps de ferme ; les régisseurs, qui savent que les droits ne seront pas continuellement en régie, profitent de ce temps pour obtenir des réglemens favorables à la perception des droits. Les ministres, qui ne voient alors que l'intérêt du roi, et qui croient voir le zèle d'un régisseur affectionné, accordent avec plus de facilité les réglemens demandés ; et ces réglemens, dont on néglige l'exécution pendant la régie, sont mis en toute vigueur dans le temps de ferme : voilà les inconvéniens d'une régie. Si le prince ou ses ministres pouvoient suivre la régie dans ces détails, il est certain que la régie seroit plus avantageuse qu'une ferme, par la raison que l'auteur allégué ; mais cette régie ne se pouvant faire que par des hommes accoutumés aux détails des fermes, et ces hommes ayant pour objet d'avoir un jour la ferme des droits dont on leur auroit confié la régie, il est indubitable qu'ils négligeroient les recouvrements pendant la régie, qu'ils laisseroient

●

226 LE FINANCIER-CITOYEN.

malverser les commis , et qu'ils feroient du pire , pour détourner le ministère de la continuation de la régie.

Ce qui s'est passé depuis 1720 jusqu'en 1726 , temps de la régie des fermes , prouve ce que je dis , et est parfaitement d'accord avec l'expérience générale , que l'intérêt conduit tous les hommes. Un propriétaire régit mieux qu'un fermier , quand il régit par lui-même ; mais s'il régit par des économes , son bien est plus mal administré que s'il étoit en ferme. Il n'est pas douteux que des fermiers administreront toujours mieux pour le fonds de la chose que des régisseurs ; mais comme le gain des fermiers a été jusqu'à présent immense , c'est au ministère à le réduire de manière que les fermiers ne fassent plus de ces fortunes subites qui affligent les peuples et indisposent les grands.

Il est certain que les avances des gens d'affaires peuvent leur donner quelque droit de presser plus vivement dans leurs sollicitations ; mais si le roi adopte un système d'économie , et qu'il parvienne à se mettre dans l'indépendance des gens d'affaires , alors , bien loin que l'avance des fermiers soit un titre pour obtenir des réglemens

onéreux au peuple, ce sera, au contraire, un gage de leur docilité; et la crainte de n'être point remboursés de leurs avances, ou de ne l'être de long-temps, les portera à faire tout ce que le ministère voudra. Tout dépend de l'économie dans les finances.

Il me semble que la ferme des impôts ne fut un vice du gouvernement de Rome que parce que les chevaliers romains, qui prenoient ces fermes, étoient en même-temps pour la plupart gouverneurs et juges des villes où ils percevoient les tributs; ils réunissoient le droit avec l'autorité et la police; ils étoient juges et parties. En France, un financier ne possède aucune charge, soit militaire, soit de robe: ce sont des états incompatibles. A cela j'ajoute que le défaut de commerce de la capitale avec les provinces appauvrit l'empire romain, et y causa le mécontentement des peuples. Voilà des vices d'administration, des compatibilités et des défauts de correspondance qui ne se trouvent point en France; ainsi le vice du gouvernement romain ne consistoit pas uniquement à donner les revenus de l'état à ferme, mais bien à prendre pour fermiers des chevaliers qui pouvoient être

208 LE FINANCIER-CITOYEN.

gouverneurs et juges, réunir en leurs personnes les biens, le crédit, l'autorité et la police, tenir par-là l'état dans le besoin, et les peuples dans les fers : extrémités qu'on évitera en France , tant que le financier ne sera que riche , et que sa richesse sera réduite dans une proportion relative aux services qu'il rend à l'état.

Je passe condamnation sur l'article des traitans : l'état du financier est utile, et très-utile, même nécessaire ; mais tant que le financier ne paroîtra faire usage de son expérience que pour avoir les revenus du roi au-dessous de leur valeur , et qu'il emploiera tous ses talens et toute son industrie pour obtenir des réglemens onéreux au peuple et le poursuivre avec trop de sévérité pour accélérer les recouvremens , il ne méritera aucune considération ; s'il paroissoit un financier habile et désintéressé qui donnât des fermes ce qu'elles valent raisonnablement ; qu'il régît par des principes politiques, en vue de conserver et d'accroître le bien-être des peuples, de favoriser la population, l'agriculture , le commerce , la navigation et la circulation , ce financier seroit un homme d'état digne de toutes sortes de considérations.

CHAPITRE

CHAPITRE XIII.

Conclusions.

Je conclus de ce que les auteurs que je viens d'extraire ont dit sur les finances, et de ce qui y a rapport, 1°. qu'il faut regarder les hommes comme le premier bien du souverain, et celui qui doit être le plus cher.

2°. Qu'il faut que les hommes soient libres, toujours plus à proportion que l'état exigera d'eux un plus grand service.

3°. Que les tributs imposés dans un état doivent être réglés par les besoins de cet état, et par les facultés constantes des sujets à les payer.

4°. Que les tributs, autant qu'il est possible, doivent porter sur les revenus et les consommations, à cause de la proportion et de la liberté qui résultent de ces deux manières d'imposer.

5°. Que l'agriculture et le commerce, qui soutiennent et augmentent les revenus du roi, doivent être favorisés dans cette vue, et par les principes de la liberté due aux sujets.

210 LE FINANCIER-CITOYEN.

6°. Que l'état doit économiser sur les revenus ordinaires pour se libérer et se faire un fond d'épargne qui mette le roi en état de soulager les peuples qui seront dans le besoin, et de faire face à tous les événemens fâcheux, sans avoir recours à de nouvelles impositions.

7°. Que le fond d'économie accumulé n'excede pas trois cents millions de livres, afin que dans tous les temps la circulation soit également animée.

8°. Que cette épargne peut se faire sur 1500 millions de livres que le royaume possède, n'y en ayant pas 500 dans le commerce en temps de paix, ainsi que je le prouverai dans son lieu.

9°. Qu'il faut éviter les affaires extraordinaires comme la ruine de l'état, et regarder les *partisans* comme le fléau du peuple, duquel ils tirent tout le sang dont ils s'en-graissent.

10°. Qu'on doit réduire le gain des fermiers et sous-fermiers (quand il y en aura) à un taux honnête qui ne soit point onéreux pour le roi, funeste pour ses peuples, et révoltant pour les grands.

11°. Qu'enfin on ne doit jamais toucher à la valeur numéraire des espèces. Toutes ces

maximes sont dans les écrivains politiques dont j'ai parlé; elles s'accordent parfaitement avec les principes et les faits dont l'histoire donne une connoissance complète; ainsi on ne peut jamais fonder un système sur des points d'appui plus solides. D'un côté, une expérience détaillée et suivie de 160 ans; d'un autre, l'opinion des meilleurs écrivains qui s'accordent en ces points, quoique contraires en beaucoup d'autres; et enfin la combinaison des principes et des faits par une personne qui a l'expérience raisonnée et pratique des régies des fermes depuis vingt-deux ans.

Si le plan que je proposerai comme le résultat de tout ce que j'ai extrait et observé jusqu'à présent n'a point de succès, il faudra s'en prendre à mon peu d'intelligence; car je crois avoir fait tout le travail et pris toutes les précautions possibles pour réussir. En tout cas, j'ai bonne intention, et je desiré qu'un génie supérieur au mien ramane mon plan et le porte à sa perfection; pour la plus grande utilité du roi et des peuples.

CHAPITRE XIV.

Combinaisons des rapports qui se trouvent entre les sentimens et les opérations des ministres et les opinions des écrivains politiques , avec les conséquences qui en résultent.

IL n'est aucun ministre de ceux dont j'ai parlé qui n'ait été convaincu de cette grande vérité , *que les hommes sont le premier bien et le plus précieux de tous les biens des souverains* ; cependant quelques-uns d'entr'eux ont agi comme s'ils eussent pensé le contraire ; mais on voit qu'en cela leurs actions ont été comme forcées par les malheurs des temps , ou par l'insuffisance de leurs lumières à trouver les meilleurs moyens : puisque leurs propres écrits prouvent qu'ils étoient pénétrés de cette vérité fondamentale de toute bonne administration ; les écrivains politiques ont été tous également frappés de cette grande maxime que M. le maréchal de Vauban a développée.

M. de Montesquieu a parfaitement développé cette seconde vérité , presque aussi importante que la première ; qu'il

faut que les hommes soient libres toujours plus à proportion que l'état exigera d'eux un plus grand service. M. de Sully a travaillé dans cet esprit ; il avoit pour objet de rendre les peuples libres et aisés , en faisant très-bien les affaires du roi : quelques autres ministres ont pensé de même : d'autres ont été d'avis contraire ; mais aucun de ceux dont nous parlons , après M. de Sully , ne paroît avoir travaillé sérieusement au bonheur des peuples. Tous les écrivains que j'ai cités s'accordent , quoiqu'en termes différens , sur la liberté et l'aisance des sujets ; ainsi cette seconde maxime est aussi solide que la première , des esclaves n'étant point des hommes.

Cette troisième vérité , *qu'il faut que les tributs dans un état soient réglés par les besoins de cet état , et par les facultés constantes des sujets à les payer* , est d'une conséquence infinie. M. de Montesquieu , qui a développé cette maxime , est d'accord avec M. le maréchal de Vauban , M. l'abbé de Saint-Pierre , M. Mélon , et généralement avec tous les autres écrivains politiques dont j'ai parlé : il est aussi d'accord avec tous les ministres ; et , à cette occasion , on a une célèbre réponse

d'Henri IV, refusant d'établir un nouvel impôt : *il est bon*, disoit-il, *de ne pas toujours faire ce que l'on peut* ; les ministres qui ont agi contre cette maxime ont fait un très-grand tort au roi et à l'état : ils y ont sans doute été forcés par les malheurs des temps , ou plutôt faute d'économie et de prévoyance dans les temps de paix , pour les temps de guerre et de calamité.

L'expérience de plus de 160 ans fait une maxime certaine de cette quatrième proposition : *que les tributs , autant qu'il est possible , doivent porter sur les revenus et les consommations , à cause de la proportion et de la liberté qui résultent de ces deux manières d'imposer*. M. le duc de Sully, M. le cardinal de Richelieu et M. Colbert prouvent par ce qu'ils ont écrit les conséquences dangereuses d'une taille arbitraire. Les écrivains politiques sont tous d'accord sur ce point, et cependant aucun n'a trouvé les vrais moyens d'ôter cet arbitraire , ou de le rendre insensible. Les progrès des fermes et du vingtième établissent que ces objets sont plus dans l'esprit des citoyens que la taille. Il est donc important d'y fonder les ressources de l'état , et d'économiser annuellement pour diminuer

la masse des tailles, et les imposer avec une telle attention que la ruine des contribuables ne puisse plus être l'effet de leur haine les uns envers les autres.

Le raisonnement suffit pour convaincre de la nécessité de favoriser le commerce et l'agriculture. On ne peut y parvenir qu'en accordant aux sujets une grande liberté, et en les mettant dans une aisance suffisante pour exciter leur élan et leur industrie. Mr de Sully a été frappé de cette grande vérité et en a fait usage. D'autres ministres après lui paroissent en avoir été aussi vivement frappés; mais ils n'en ont fait aucun usage : ils se sont contentés de la donner pour règle de conduite à leurs successeurs, qui ne s'en sont pas mieux servi pour le roi et pour le peuple; quoique rien ne fût plus aisé. Tous les écrivains politiques s'accordent sur ce point qui ne peut être contredit : ainsi, liberté et aisance pour le peuple.

La nécessité d'une économie annuelle sur les revenus ordinaires est de toute importance pour libérer l'état; faire un fonds qui mette le roi à portée de soulager les peuples qui seront dans le besoin, et qui soit encore suffisant pour faire face aux événements fâcheux, sans avoir recours à des nou-

velles impositions. M. de Sully a pratiqué cette louable maxime ; s'il eût resté en place , et qu'il eût été le maître de suivre son génie bienfaisant , il auroit accumulé de grosses sommes à l'épargne au grand soulagement des peuples. Ses successeurs dans le ministère des finances se sont prêtés à des dissipations inouïes. M. Colbert veut bien que le roi diminue les tailles et verse de l'argent dans les provinces : il est pénétré de l'avantage qui en résulteroit ; mais il en détruit la cause en conseillant au roi de ne point thésauriser. M. l'abbé de St-Pierre et M. de Montesquieu veulent qu'on économise tous les ans ; ils donnent raison de leurs opinions. La sage administration de M. de Sully , comparée aux administrations des ministres dissipateurs ses successeurs , prouve que la maxime est aussi nécessaire qu'infailible ; et que l'on doit la mettre en œuvre avec bien du soin et de l'attention.

Une économie de cinquante millions de livres par an , en temps de paix , éteindroit bien des capitaux en peu d'années , et le roi se mettroit en fonds suffisans pour soulager ses peuples , faire la guerre , et satisfaire à tous les cas fortuits sans de nouvelles

impositions. Je ne porte la totalité de cette épargne qu'à trois cents millions de livres, parce qu'il faut que la circulation ne soit point altérée. Ce système d'économie sera plus amplement développé dans la suite ; et plus on l'approfondira , plus j'espère qu'on y applaudira , malgré l'usage et les préjugés contraires.

Il ne suffit pas d'avoir démontré la nécessité d'une économie annuelle , non plus que d'en avoir réglé et fixé l'accumulation à trois cents millions de livres, il faut prouver que cette somme , renfermée dans les coffres du roi , en supposant qu'on l'y garde , ne portera aucune atteinte à la circulation , et que l'argent qui restera dans les mains des particuliers sera encore du double plus que suffisant pour les besoins de l'état et des sujets ; c'est ce que je démontrerai avec la dernière évidence dans la seconde partie. Si M. Colbert eût eu cette attention , il n'auroit pas détruit la cause d'un effet nécessaire qu'il conseilloit par une inconséquence que j'ai fait voir en son lieu.

M. de Sully a évité les affaires extraordinaires : il a recherché les personnes qui avoient fait avec le roi des traités usuraires ;

218 LE FINANCIER-CITOYEN.

il a puisé dans ces réservoirs sans éelat ; il a regardé les partisans comme des hommes dangereux ; il a eu raison. M. le cardinal de Richelieu, M. Colbert, et leurs successeurs, n'ont pas eu sur ce point des vues aussi nettes. Tous les écrivains politiques déclament avec véhémence contre les maux que les peuples ont souffert par l'avidité des partisans qui ont ruiné l'état à plusieurs reprises, et qui ont mis le royaume à deux doigts de sa perte. Après tant de faits, et de plaintes fondées, il faut bannir les affaires extraordinaires pour toujours, ainsi que les partisans.

Les fortunes subites et considérables des fermiers et sous-fermiers ont revolté beaucoup d'honnêtes gens, parce que l'on a pensé qu'elles ne pouvoient être légitimes : cependant rien n'est plus licite que le bénéfice qu'une compagnie de financiers fait sur une ferme qu'elle entreprend à ses risques. Le point consiste, de la part du ministre, à se faire donner des états de produits fideles en recettes et dépenses, et d'arbitrer le bénéfice qu'une compagnie doit faire. L'arbitrage doit porter non-seulement sur les produits connus, mais encore sur les produits possibles résultans d'une

meilleure administration et d'un accroissement de commerce et de consommation future, que le ministre doit voir mieux que personne, par la protection qu'il se propose d'accorder aux cultivateurs et aux ouvriers, fabricans et marchands. Pour cette fixation de prix de bail, il y a une règle infaillible qui donne un grand avantage au roi, et qui maintient le crédit du financier. Le financier ne doit point être confondu avec un traitant qui régit les affaires extraordinaires; le premier est nécessaire, et le second est absolument inutile, même dangereux, et toujours odieux au peuple, dont il sance le sang.

Que l'on examine les temps des variations dans la valeur numéraire des monnoies, soit par le motif qui les a occasionnées, soit par les effets qu'elles ont produits, on se convaincra que le dérangement des affaires du roi et de l'état a été le motif des variations; que ces variations n'ont procuré aucun avantage effectif au roi, mais qu'elles ont causé des maux réels au commerce, et un très-grand mécontentement parmi le peuple; d'où on concluera, comme je fais, qu'il ne faut plus toucher à la valeur numéraire des espèces; que, pour n'être pas forcé de violer cette maxime, il faut

économiser sur les revenus annuels, afin de ne plus tomber dans la nécessité d'un besoin aussi dangereux ; ce qui ramène toutes les opérations du ministère des finances au plan d'économie que je proposerai avec étendue dans la seconde partie de cet ouvrage.

SECONDE PARTIE, RELATIVE AUX OPÉRATIONS DU MINISTÈRE.

Etablissement des principes.

La nouvelle organisation de la France rend cette partie de l'ouvrage moins applicable aux opérations du ministère actuel ; elle renferme cependant des principes qui sont de tous les temps et de tous les gouvernemens ; nous les mettrons sous les yeux de nos lecteurs, et nous passerons rapidement sur tout ce qui ne sauroit être utile dans les circonstances actuelles. Voici comment l'auteur établit les principes qui doivent servir de base à son système.

La force, dit-il, et la richesse politique d'un état consistent dans le nombre des hommes et dans l'or et l'argent monnoyés qu'il a, relativement à son étendue.

Un royaume de la grandeur de celui de France , plus peuplé à proportion que les royaumes voisins , et qui possède plus d'argent qu'eux , est plus puissant relativement et réellement , parce que les hommes et l'argent joints à l'étendue du terrain forment la puissance politique (1).

Un royaume peut être riche et puissant politiquement , quoique le roi et l'état soient obérés , et les sujets mal à leur aise.

La richesse du roi et de l'état , ainsi que l'aisance du peuple , dépendent absolument de l'économie dans les finances , et de la sagesse des régies et des perceptions qui s'exercent sur les sujets.

Il ne peut y avoir d'autre cause des dettes du roi et de l'état , ainsi que de la pauvreté des peuples , dans un royaume très-peuplé et très-riche en especes d'or et d'argent , que la dissipation dans les finances , et la mal-façon des préposés pour régir et percevoir les impôts sur le peuple.

Pour qu'on ne puisse pas tomber à l'avenir dans les fautes qui ont mis la France à deux doigts de sa perte , il convient de

(1) J'aimerois mieux dire : *font la base de la puissance politique.* Note du rédacteur.

mettre toute chose dans l'ordre , et d'assigner invariablement à chaque classe de citoyen et à chaque objet la place qu'ils doivent tenir dans les considérations d'une administration raisonnée.

Les hommes sont les premiers biens et les biens les plus précieux des souverains.

Après les hommes viennent les terres , l'engrais des bestiaux , les manufactures , le commerce et la navigation.

Les impositions et la levée des droits nécessaires pour la sûreté de l'état au-dehors et sa tranquillité au-dedans doivent être regardés comme ce qu'il y a de plus essentiel pour le bien du roi et de l'état ; même pour celui des sujets , après la population , l'agriculture , les manufactures , le commerce et la navigation.

Ensuite du droit vient la police , qui a deux objets pour but : le premier , d'empêcher l'infraction aux loix faites pour l'établissement et la prospérité de l'agriculture , du commerce et de la navigation ; le second , d'empêcher l'infraction aux loix faites pour la conservation des droits du roi.

De ces principes découlent nécessairement les considérations suivantes.

1°. Que dans tous les cas où il s'agit de

mettre en balance la perte, l'acquisition ou la conservation des hommes avec la perte, l'acquisition ou la conservation des autres biens, les hommes, toutes choses d'ailleurs égales, doivent l'emporter : il est de bonne politique de sacrifier tous les autres biens pour celui qui est le plus précieux, et sans lequel les autres ne sont rien dans l'ordre politique.

2°. Que, dans l'emploi de ces hommes, il faut toujours considérer l'espece d'occupation qui rapporte le plus à l'état, et qui, par sa nature, doit durer le plus long-temps ; il faut encore voir si cette sorte d'occupation entretient les hommes dans la force et l'activité où il est nécessaire qu'ils soient pour donner à l'état des enfans plus forts et robustes, capables de faire un jour des laboureurs ; des soldats et des matelots.

3°. Que, dans le cas d'une concurrence de deux branches de commerce, celle qui nous procure le plus d'argent de l'étranger doit être préférée.

4°. Que les impôts, de leur nature, doivent être subordonnés à la population, à l'agriculture, au commerce et à la navigation, comme l'effet l'est à sa cause.

5°. Que la police, qui n'a pour objet qu'un

meilleur ordre conservatoire des choses et du droit, doit être également subordonnée à la chose et au droit, pour empêcher qu'une trop grande rectitude des principes généraux ne soit nuisible à l'harmonie que nous nous proposons d'établir.

Ces considérations importantes devroient, ce me semble, faire la base de tous les réglemens du conseil, et servir de règle à toutes les personnes chargées de régir et de recouvrer les impositions sur le peuple, pour empêcher les vexations.

Il me reste à prouver que mes principes peuvent s'établir sans rien déranger de l'harmonie du gouvernement actuel.

Pour y parvenir solidement, je vais faire voir, 1^o. la suffisance du produit des impôts qui se levont actuellement, pour tous les temps, soit de paix, soit de guerre (1).

2^o. La nécessité de continuer ces impôts, même en temps de paix, tant pour mettre le roi en état de se libérer, que pour faire des épargnes avec lesquelles il puisse soulager les provinces qui auront fait des

(1) Le second vingtième n'étoit point établi lorsque ceci a été fait.

pertes , gratifier les grands seigneurs et les autres personnes qui se seront signalées au service de l'état.

3^o. La nécessité de porter les fonds de cette épargne jusqu'à 300 millions de livres , si les temps le permettent , afin que le roi tienne son crédit de lui-même , et qu'il n'ait plus recours au crédit des financiers , non plus qu'à des créations de droits et à de nouvelles affaires , toujours ruineuses pour l'état et les particuliers.

Enfin , j'espere établir une relation aussi nécessaire que sensible entre l'étendue du royaume , le nombre des hommes qu'il nourrit , les especes d'or et d'argent qu'il possède , l'objet du commerce qu'il fait , tant des denrées du crû que des marchandises de fabrique ; le produit de tous les impôts levés au profit du roi , compris les bénéfices et les frais de régie des fermiers-généraux et receveurs-généraux , tant des finances que des bois et domaines , leurs caissiers , directeurs et commis ; ce qu'il faut d'especes d'or et d'argent pour faire face à tous les objets du commerce et de la finance , prouver que le roi peut épargner et mettre dans ses coffres jusqu'à trois cent millions de livres sans que la

circulation en soit altérée en la moindre chose, soit en temps de paix, soit en temps de guerre; et que cette épargne, qui d'abord étonnera bien du monde, est d'une nécessité indispensable pour le bien du roi et de l'état, ainsi que pour le soulagement des peuples, et la récompense assurée des grands seigneurs et des autres citoyens qui se distinguent utilement pour l'état.

Les principes que notre auteur vient d'exposer sont la plupart assez évidens par eux-mêmes. On peut d'ailleurs en suivre le développement dans plusieurs articles de cette bibliothèque (1). Nous nous contenterons d'extraire quelques morceaux des chapitres suivans, où il prouve ce qu'il vient d'avancer, et de donner le résultat de chacun d'eux à la fin de cet extrait.

Dans le premier, l'auteur parle des hommes, qu'il regarde comme les biens les plus précieux d'un état, sur-tout quand le souverain sait les employer d'une manière utile: c'est presque faire naître, dit-il, des hommes de mérite que de savoir les employer.

(1) Volumes 3 et 4 de la première année. Voyez les articles de la population et de la richesse des nations.

D'après le tableau qu'il fait de la population, on voit que sur vingt millions d'habitans il y en a dix-huit millions seulement destinés à la culture des terres, au commerce, aux manufactures et aux arts ; et que les deux autres millions sont composés des propriétaires des terres en plus grande partie, des militaires payés par le roi, des ministres de la religion avantageusement partagés du côté des biens temporels, des magistrats et leurs suppôts, et des financiers abondamment récompensés des soins qu'ils prennent dans la régie des revenus du roi.

On peut dire avec l'auteur que ces cinq classes d'hommes pesent continuellement sur les deux premières, si l'on fait attention que l'agriculture et le commerce sont les sources de toutes les richesses : les propriétaires, en augmentant le prix de leurs baux ; les soldats et les matelots, en levant des hommes dans les campagnes et les villes ; les ministres de la religion, en attirant à eux des sujets qu'un âge plus mûr appelleroit à des professions plus utiles à l'état dans l'ordre politique, et en faisant des quêtes dans les villages et les villes où les aumônes deviennent une espece de taille pour le

menu peuple toujours charitable. Presque tous les gens de robe ne vivent que de ce qu'ils tirent des peuples, ainsi que les financiers; c'est encore dans la classe du peuple que l'on prend tous les domestiques. Ainsi, on peut dire que de vingt-millions d'habitans il y en a dix-huit qui doivent être continuellement en défense contre les deux autres, qui tendent constamment à diminuer son espèce et à l'appauvrir. Cette guerre, si c'est ainsi qu'on peut appeller la différence qui se trouve entre une partie des citoyens qui produit et une partie des mêmes citoyens qui consomme, est inévitable; elle est dans la nature des choses, et tient invariablement aux principes du gouvernement (1).

Quoique l'auteur, regardant avec raison les hommes comme les biens les plus précieux des souverains, porte les militaires et les matelots en compte de dépense sur ce fonds, il n'en conclut pas cependant qu'il

(1) Il nous semble qu'il eût été possible de réduire la classe dévorante, sans rien changer à la nature de l'ancien gouvernement, que notre auteur regardoit comme une chose sacrée, et auquel il subordonnoit tous ses plans en finance.

ne faudroit avoir ni soldats ni matelots ; mais il pense qu'en favorisant autant qu'il sera possible la population , si l'on parvient avec le temps à porter le nombre des habitans du royaume à trente millions , et qu'il n'y ait toujours que deux millions d'habitans du fonds qui dépense , alors il y aura vingt-huit millions d'habitans , au lieu de dix-huit , qui seront en défense contre ceux qui tendent à les dévorer , et le mal sera beaucoup moins à craindre. Il ajoute que le royaume sera plus fort réellement et relativement , ses frontieres n'étant pas plus étendues pour trente millions d'habitans que pour vingt.

Voici comment il évalue les consommations du royaume par sa population. J'ai supposé , dit-il , vingt millions d'habitans dans le royaume , dont quatorze millions employés à la culture des terres , habitans des bourgs et des campagnes , et six millions d'habitans des grandes et petites villes. Je suppose maintenant que ces quatorze millions d'habitans de la campagne consomment , les uns dans les autres , 4 sols par tête pour nourriture , vêtemens et entretien ; cela fera par jour 56 millions de sols , ou 2 millions 800 mille livres , et par an

230 LE FINANCIER

un milliard vingt-deux millions de livres ;
 ci 1,022,000,000 liv.

Je suppose également
 que les six millions de
 sujets qui habitent les
 grandes et petites villes
 dépensent, les uns dans
 les autres, 8 sols par tête
 pour nourriture, vête-
 mens et entretien ; cela
 fera 48 millions de sols,
 ou 2 millions 400 mille
 livres par jour, et par
 an 876 millions, ci . . . 876,000,000

Ces deux sommes re-
 viennent ensemble à
 1,898 millions de livres,
 ci 1,898,000,000

Pour aller à deux milliards, il me man-
 que cent deux millions de livres ; je ne
 crois pas qu'on me fasse un crime de les
 prendre sur le commerce de luxe, parce
 que, compris ce commerce, la dépense des
 habitans des villes, en y renfermant la cour
 et Paris, ira certainement à plus de 8 sols
 par jour. Ainsi, en prenant cette dépense
 de cent deux millions de livres sur ce qui
 nous revient des Iles, des Indes et du Le-

vant ; j'aurai la somme de deux milliards : Bien des personnes trouveront que je porte la dépense des hommes de campagne bien bas, ainsi que celle des habitans des villes ; quelques autres peut-être trouveront que je porte l'une et l'autre trop haut ; mais pour peu que les premiers fassent attention qu'il y a à la campagne plus de valets que de laboureurs et de bourgeois exploitans leurs biens , ils verront qu'une dépense de 4 sols par jour revient à 73 l. par an ; que dans une famille composée du père et de la mère avec deux enfans , il faut un bénéfice de 292 livres par an , ce qui fait plus de 20 sols 10 deniers par jour (je compose l'année de deux cent quatre-vingt jours ouvrables) . Je sais qu'un homme et une femme occupés toute l'année , l'un et l'autre bons travailleurs , peuvent , dans les temps de récolte , gagner quelque chose de plus , peut-être le double ; mais l'hiver il s'en faut bien qu'ils gagnent 20 sols ; ils seroient bien heureux d'en gagner la moitié . Je ne fais aucun décompte des jours de gelée et de pluie , ni des maladies qui empêchent de travailler , parce que je ne donne qu'une estimation d'à-peu-près , balancée par les personnes qui dépensent le double et le triple de ceux-ci : j'en dis au-

tant pour les habitans des villes où il y a plus de compagnons que de maîtres, le fort compensant le foible. Cette dépense est assez forte pour les uns et pour les autres (en ajoutant le luxe de la cour et de Paris); je ne la crois pas ontrée ni portée vaguement à des points d'élévation extraordinaires, comme cela arrive à ceux qui veulent favoriser un système imaginaire qui ne se soutient que sur des suppositions; j'aime mieux dire moins que plus, afin de pouvoir prendre cette estimation pour preuve d'une autre proposition, et de faire voir de plus en plus la solidité de mon plan d'économie.

Je réponds d'avance à ceux qui diront que la dépense est portée trop haut, que par cette dépense je n'atteins point à l'estimation faite par M. de Vauban sur le revenu détaillé du produit d'une lieue quarree; puisque cet auteur, dans son troisieme paragraphe, le fait monter à 36,124 l. qu'il réduit à 35,000 liv., ce qui revient à 1 milliard 50 millions de livres pour tout le royaume, par conséquent à 50 millions au-dessus de mon estimation, sans comprendre la Lorraine, estimée contenir deux cent cinquante mille habitans, dont cent soixante-

dix mille à 4 sols par jour donneroient 12 millions 410 mille livres par an ; et quatre-vingt mille à 8 sols donneroient 11 millions 680 mille livres par an , ce qui reviendrait au total à la somme de 24 millions 90 mille livres , dont je ne fais aucun compte qu'autant qu'il est nécessaire pour prouver plus évidemment que mon estimation est fort raisonnable. Ainsi , en joignant la Lorraine , je me trouve de beaucoup inférieur à M. de Vauban dans mes estimations.

J'ajoute à cette différence si considérable le prix des denrées , qui est bien plus haut qu'au temps de M. de Vauban ; mais il m'a paru que M. de Vauban avoit un peu outré ses estimations pour favoriser l'établissement de sa dîme royale. Je suis persuadé qu'il ne l'a fait que dans l'intention louable de procurer le soulagement du peuple. Cependant il n'en est pas moins vrai qu'il a porté les choses trop loin , et qu'en pareille matière il vaut beaucoup mieux être au-dessous du point d'aisance commun qu'au-dessus , afin que les impositions proportionnelles aux revenus des fonds et de l'industrie ne puissent devenir trop à charge aux propriétaires et aux hommes à talens.

Au chapitre de *la circulation et de l'économie des revenus du roi*, l'auteur fait le calcul suivant pour établir les fondemens de son épargne annuelle.

Les fonds de terre du royaume, dit-il, peuvent produire annuellement un milliard; j'estime que la moitié des denrées se consomme par les cultivateurs. (Il faut entendre ici la moitié de la valeur, et non de la quantité; 14 millions de consommateurs consomment bien plus en quantité que 6 millions). La moitié qui passe dans le commerce fait 500 millions; je suppose qu'il s'en enlève un quart à-la-fois, et qu'il soit payé comptant, il faudra pour ce commerce, ci 125,000,000 liv.

Les manufactures donnent un milliard; je suppose également que le quart du produit d'une année soit enlevé à-la-fois et payé comptant, ci 250,000,000

Il reste à payer les revenus du roi, que je porte à 300 millions, et dont je fais payer un

quartier d'avance, quoi-
qu'il n'y ait que les
fermes dans ce cas ,

ci 75,000,000 liv.

Total de l'argent né-
cessaire en achetant tous
les besoins d'un temps
de paix comptant , ci .

450,000,000

Voilà un tableau qui démontre qu'avec 450 millions on peut faire toutes les opérations du commerce et de la finance du royaume de France , en temps de paix ; j'ajoute à cette somme 150 millions pour entretenir la circulation égale dans un temps de guerre , et qu'avec 600 millions on puisse faire face à tout , il se trouvera que dans les temps les plus difficiles il y aura encore en France 900 millions d'especes qui ne circuleront point ; donc le roi pourroit épargner et mettre dans ses coffres 300 millions , sans altérer la circulation en façon quelconque.

Cette épargne pourroit se faire très-aisément en continuant la levée du vingtième , et en économisant tous les ans 50 millions de livres.

J'ignore quelles peuvent être les dépenses ordinaires. Je les porte à 200 millions de livres , compris les rentes , gages , pensions , etc. Je me fonde sur un état des dépenses de l'année 1724 (1) montant au total à 182,973,882 livres.

J'augmente la dépense ordinaire de 17 millions : cette somme n'est pas sans objet ; cependant je la crois foible ; mais je ne puis parler ici que d'à-peu-près , et je me fixe à ce qui me paroît le plus vraisemblable. Les revenus , suivant un état circonstancié (2) , étoient , en 1734 , de 190 millions ; on y fait entrer le cinquantième pour 5 millions , on n'y met point de dixième ni de vingtième , et l'auteur prévient que quelques-uns des articles ont été pris des états de 1724 et 1726 ; toutes les fermes du bail général ne sont portées sur cet état qu'à

(1) Voyez le tome VIII , page 11 , des ouvrages politiques de M. l'abbé de Saint-Pierre , qui s'explique ainsi : *La plupart des articles ont été tirés de l'état de l'année 1724 , temps de paix ; il y a plusieurs dépenses extraordinaires qui n'ont pas été si fortes en 1726.*

(2) Voyez *idem* , page 7 et suivantes.

86 millions ; elles sont aujourd'hui à 110 ; augmentation , 24 millions.

Le vingtième et les deux sous pour livre du dixième font au moins pour tout le royaume un objet de 36 millions ; total de l'augmentation des revenus , 60 millions , qui , joints aux 190 millions ci-dessus , donnent 250 millions ; sur quoi il faut diminuer les cinq millions du cinquantième qui n'existe plus ; mais je crois pouvoir en faire compensation avec les augmentations sur la capitation , sur les dons gratuits des pays d'état et du clergé , sur le bail des postes , porté seulement sur l'état des revenus pour 3 millions 600 mille livres , et bien d'autres articles qui se sont accrûs , et qui , joints ensemble , égalent au moins et peut-être doublent les cinq millions du cinquantième : ainsi , je ne crois pas enfler les revenus du roi , que de les porter en totalité à 250 millions.

J'observe que les rentes , gages et charges , suivant le même état , montent à 75,405,212 livres.

On ne voit que 10 millions 500 mille livres en deux articles ; l'un de 7 millions 500 mille livres , titré charges et appointe-

mens ; l'autre de 3 millions , titré autres gages et rentes.

Ainsi , il y avoit alors 64,905,212 livres de rente que l'état pouvoit éteindre , en économisant tous les ans un fonds destiné au remboursement des capitaux.

Je suppose que l'état doive encore ces 65 millions de rente , et 300 millions de livres par - dessus , voilà une somme de 1600 millions dont il faudra le libérer.

Que le roi économise tous les ans 50 millions , et qu'il en destine seulement 40 à sa libération , en moins de vingt-deux années l'état ne devra plus rien , ainsi que le tableau ci-après le prouve.

Tableau de la libération de l'état à 40 millions de livres d'économie par an, et les intérêts joints par accroissement.

Années.	Fonds employés à l'extinction.	Intérêts des fonds employés à l'extinction.	Total des fonds employés à l'extinction, & des intérêts d'iceux.	Fonds pour les années suivantes.	Total formant les fonds & les intérêts à porter au renouvellement de chaque année.
1	40,000,000	2,000,000	42,000,000	40,000,000	82,000,000
2	82,000,000	4,100,000	86,100,000	40,000,000	126,100,000
3	126,100,000	6,305,000	132,405,000	40,000,000	172,405,000
4	172,405,000	8,620,000	181,025,000	40,000,000	221,025,000
5	221,025,000	11,051,000	232,076,000	40,000,000	272,076,000
6	272,076,000	13,604,000	285,680,000	40,000,000	325,680,000
7	325,680,000	16,284,000	341,964,000	40,000,000	381,964,000
8	381,964,000	19,098,000	401,062,000	40,000,000	441,062,000
9	441,062,000	22,053,000	463,115,000	40,000,000	503,115,000
10	503,115,000	25,156,000	528,271,000	40,000,000	568,271,000
11	568,271,000	28,413,000	596,684,000	40,000,000	636,684,000
12	636,684,000	31,834,000	668,518,000	40,000,000	703,518,000
13	703,518,000	35,425,000	743,943,000	40,000,000	783,943,000
14	783,943,000	39,197,000	823,140,000	40,000,000	863,140,000
15	863,140,000	43,157,000	906,297,000	40,000,000	946,297,000
16	946,297,000	47,315,000	993,612,000	40,000,000	1,033,612,000
17	1,033,612,000	51,680,000	1,085,292,000	40,000,000	1,125,292,000
18	1,125,292,000	56,364,000	1,181,656,000	40,000,000	1,221,656,000
19	1,221,656,000	61,078,000	1,282,734,000	40,000,000	1,322,734,000
20	1,322,734,000	66,131,000	1,388,865,000	40,000,000	1,428,865,000
21	1,428,865,000	71,438,000	1,500,303,000	40,000,000	1,540,303,000
22	1,540,303,000	77,010,000	1,617,313,000		

PAR ce tableau il est prouvé démonstrativement qu'avec une économie annuelle de 50 millions, dont 40 seulement seroient destinés au remboursement des capitaux, le roi, en moins de vingt-deux années, seroit entièrement quitte de 65 millions de rente qu'il paie annuellement, et de 300 millions d'autres dettes que je lui suppose (1).

Par cette libération l'état acquerroit 80 millions de revenus, qui, joints aux 40 destinés à la libération des capitaux, composeroient un fonds libre, et toujours à la disposition du roi, de 120 millions par an; il y auroit encore bien des opérations utiles à faire concernant les charges de finance, auxquelles on a attribué des taxations et aliéné des droits d'un produit six fois supérieur à la finance que le roi en a retirée: je ne parle de ceci qu'en passant et comme faisant en quelque sorte partie de mon sujet.

Je demande si, avec 120 millions de livres dont le roi auroit une entière dispo-

(1) Je n'ai point tiré régulièrement l'intérêt des mille, pour éviter l'embarras d'un calcul trop exact. *Note de l'auteur.*

sition , on ne pourroit pas faire telle remise sur les tailles que le soulagement des peuples exigeroit. Je demande si avec un pareil fonds le roi ne pourroit pas faire faire tous les ouvrages , tous les établissemens et tous les embellissemens qui seroient jugés à propos , soit dans le royaume , soit dans les colonies. Je demande si avec un pareil fonds l'état ne pourroit pas avoir une marine formidable , augmenter la solde des troupes , faire des mariages pour favoriser la population , donner des récompenses à tous les sujets qui se distingueroient utilement pour l'état , etc. etc. etc.

Il n'y a rien de forcé dans une économie annuelle de 120 millions , les dettes de l'état une fois acquittées , puisque le roi se libéreroit de 80 millions par an , et auroit toujours les 40 millions de première économie.

A ces 120 millions on pourroit encore joindre les 10 millions que j'ai laissés sur les 50 de première économie , et l'augmentation du bail des fermes , qui sera toujours un objet considérable et plus à proportion que le peuple sera plus aisé ; ce qui arrivera infailliblement du plan d'éco-

nomie que je propose : ainsi le roi aura encore bien de la marge pour des dépenses secrètes ou imprévues , sans toucher au fonds de l'épargne destiné uniquement au soulagement des peuples.

Voici ce que l'auteur dit de remarquable sur le crédit public : plus le financier est en crédit , plus le roi et le peuple perdent . . . ; plus le financier a de crédit , moins le négociant en a ; plus le financier a d'argent , moins on en voit sur la place ; plus le financier fait de gros gains , plus les charges et les biens-fonds s'avilissent ; plus l'intérêt de l'argent est haut , plus notre commerce perd vis-à-vis de l'étranger chez qui l'intérêt de l'argent est bas ; d'où résulte la nécessité de diviser les fortunes et de les porter au commerce le plus qu'il sera possible , si nous voulons profiter de tous nos avantages ; car si on accumule les fortunes dans les mêmes familles par des survivances , tous les états languissent , et celui du financier est le seul auquel on porte envie. A cela j'ajoute que des accumulations semblables dérangent toutes les balances , détruisent le commerce et l'agriculture , et portent le découragement dans tous les esprits.

Que l'on se ressouvienne de ce qui s'est passé depuis 1685 jusqu'en 1715 , l'on se convaincra que le crédit du roi ne manqua totalement , à cette dernière époque , que parce que ses revenus étoient dépensés en avance , une grande partie des fonds aliénés , et les peuples dans le plus grand épuisement ; que l'on remonte à la source d'un événement aussi désagréable pour un grand roi , on verra que ce furent moins les longues guerres qu'il eut à soutenir que le peu d'ordre que ses ministres observèrent dans les finances.

Dans ces temps malheureux , où étoit l'argent du royaume ? chez les gens d'affaires ; quels secours donnerent-ils au roi quand ils le virent obéré et sans ressources , et qu'ils se furent engraisés du sang des peuples qu'ils avoient épuisés ? Que l'on ne me dise donc plus que le roi ne doit point thésauriser , sous prétexte qu'il n'y a qu'un certain argent dans le commerce ; puisqu'il est prouvé qu'il y a en France plus de 900 millions qui ne circulent point. Que l'on ne dise plus que le roi doit fonder son crédit sur les gens d'affaires , puisque les gens d'affaires n'ont eux-mêmes de crédit qu'à raison de l'excellence des entreprises.

244 LE FINANCIER

qu'ils font avec le roi , et que lorsqu'ils se sont engraisés , que le peuple est écrasé et le roi obéré, ils ne font plus aucune avance ; au contraire, ils sont les premiers à réaliser, pour mettre leur fortune à couvert des recherches.

L'auteur veut qu'on ménage la noblesse sur l'article de l'imposition. La noblesse, dit-il, qui est au service, ou qui y destine ses enfans, n'a d'autre ressource pour soutenir les dépenses du service militaire que l'amélioration de ses revenus. Un gentilhomme qui a 1000 livres de rente (et il en est plus au-dessous qu'au-dessus), qui a deux enfans, ne peut, en les envoyant au service, leur donner à chacun plus de 200 livres de pension ; c'est peu pour les enfans, et beaucoup pour le pere, puisqu'il ne lui reste que 600 livres pour subvenir aux besoins de sa maison et aux accidens imprévus, inséparables d'une exploitation de biens-fonds ; que ce gentilhomme paie 50 livres de vingtieme et autant de capitation, cela fera 100 livres d'imposition qu'il paiera à l'état, avec 400 livres de pension qu'il donnera à ses enfans pour suppléer au peu de paie qu'ils reçoivent du roi, voilà 500 livres et deux officiers qu'un gentil-

homme de 1000 l. de rente donne à l'état.

Que l'on repasse toutes les professions les unes après les autres ; on n'y verra aucune proportion avec le sacrifice que fait le gentilhomme que je cite.

Un marchand qui a 1000 livres de rente en biens - fonds fait un commerce de 20 ou 30,000 livres qui lui produit 2 ou 3000 livres de bénéfice par an. S'il a deux enfans, il les met dans le commerce, et les fait travailler utilement pour l'accroissement de sa fortune. Qu'un pareil homme paie 50 livres de vingtième , autant de capitation et 100 livres de taille , ce sera beaucoup, parce qu'il faut favoriser le commerce. Cependant cela ne fait que 200 livres sur un revenu de 3 ou 4000 livres , et la vie de ses enfans n'est point exposée.

On m'objectera, sans doute , que ce gentilhomme est encore bienheureux de ce que ses enfans sont reçus officiers de prime abord ; qu'ils peuvent s'avancer dans le service et parvenir au premier grade militaire ; que s'ils n'étoient point au service, ayant si peu de biens, ils seroient réduits à chasser un lièvre du matin au soir, et à perdre ainsi leur temps dans le coin d'une province obscure.

Je conviens que ce gentilhomme ne peut destiner ses enfans qu'au service ; mais de ce que ce sacrifice est forcé par le préjugé de la nation , s'ensuit-il que le sacrifice doit être sans mérite ? Ne doit-on pas , au contraire , chercher tous les moyens d'entretenir la noblesse dans ces généreux sentimens par toutes les douceurs et les marques de distinction qui peuvent l'attacher de plus en plus au gouvernement ?

Passons aux résultats que l'auteur tire de cette seconde partie ; ils font suffisamment connoître son plan d'amélioration.

I.

Des hommes.

Il résulte du premier chapitre , que si le gouvernement est attentif à favoriser la population par tous les moyens que le ministère a en main , le royaume de France peut parvenir avant un siècle à trente millions d'habitans ; et que si les hommes de mérite sont recherchés et placés dans des postes convenables à leurs talens , l'état aura sous peu d'années des hommes supérieurs en tous genres.

I I.

Des terres.

Il résulte du second chapitre, que si les terres étoient généralement cultivées, elles produiroient un quart de plus qu'elles ne produisoient au temps de M. de Vauban ; que les mêmes terres, mieux cultivées par des hommes plus aisés et plus laborieux, produiroient un cinquième au-delà de l'estimation de M. de Vauban : ce qui porteroit les revenus des biens-fonds à plus de 1500 millions de livres, au lieu de 1050 millions, à quoi M. de Vauban les a estimés ; et enfin, que notre commerce avec l'étranger acquerra tous les ans une nouvelle force de six à sept millions au moins, si le ministère s'occupe sérieusement du soin de faire travailler aux chemins, aux rivières propres à la navigation, aux constructions de canaux, et aux desséchemens dont j'ai parlé.

I I I.

Du commerce.

Il résulte du troisième chapitre, que le

commerce fera de très-grands progrès si la population est favorisée et l'agriculture protégée ; si l'état fait faire les ouvrages nécessaires en France et dans les colonies pour des établissemens utiles ; si le négociant est plus considéré , et que par mon plan d'économie l'état parvienne à l'extinction des rentes , dont les arrérages que nous payons annuellement aux étrangers diminuent autant notre avantage dans la balance du change , et par contre-coup augmentent la masse des impôts sur les sujets du roi ,

I V.

Des consommations.

Il résulte du quatrième chapitre , que les consommations annuelles sont de deux milliards ; ce qui revient à 100 livres par habitant , et à 133 pour cent de nos especes ; qu'elles peuvent fructifier sensiblement en peu d'années , par la plus grande aisance des peuples , en suivant mon plan d'économie.

V.

Des impôts et de leur relation avec la consommation du royaume, comparés aux mêmes objets du royaume d'Angleterre.

IL résulte du cinquieme chapitre, que la taille arbitraire est le seul impôt qu'il faut diminuer dans sa masse, ou faire répartir avec plus d'égalité pour le soulagement des sujets du roi ; que la masse des impôts en France est légère, eu égard à la grandeur des revenus des terres et des manufactures ; que chaque François dépense annuellement 100 liv. et ne paie à l'état que 15 sols ; qu'un Anglois dépense en Angleterre 184 livres, et paie 57 livres d'imposition ; que la consommation en France ne va qu'à 133 pour cent de nos especes d'or et d'argent, et qu'en Angleterre elle va à plus de 350 pour cent des especes d'or et d'argent que ce royaume possède ; que notre consommation peut prendre un accroissement considérable sous peu d'années, si l'état procure aux laboureurs et aux artisans une plus grande aisance ; que de l'opulence générale s'ensui-

vra nécessairement une augmentation sensible dans les revenus du roi : tous points d'une conséquence infinie.

VI.

Des especes.

Il résulte du sixieme chapitre, qu'un royaume qui n'a point de mines, et qui cependant possède beaucoup d'especes d'or et d'argent, est un royaume abondant en matieres premieres et en marchandises de fabriques ; que la France possède au moins 1500 millions d'especes d'or et d'argent, qui toutes lui viennent de l'étranger ; que cette possession est une preuve certaine de la supériorité de son commerce ; que des 1500 millions d'especes, 600 millions suffisent pour les besoins du roi et ceux des particuliers ; qu'il y a 906 millions qui ne circulent point, et que le roi peut économiser sur ses revenus et porter le fonds de ses épargnes jusqu'à 300 millions de livres, sans altérer la circulation en façon quelconque.

V I I .

*De la circulation et de l'économie sur
les revenus du roi.*

IL résulte du septième chapitre , que les revenus du roi montent annuellement à 250 millions de livres au moins ; que sur cette somme le roi pourroit, en temps de paix , économiser tous les ans 50 millions ; que de ces 50 millions , sa majesté en destinant seulement 40 millions à l'extinction des rentes , elle libérerait l'état de 65 millions de rentes , dont je le suppose chargé , et de 300 millions de dettes en vingt-deux années ; que de cette libération les revenus accroîtroient en fonds. livres de 80 millions par an , qui , joints aux 40 millions destinés à l'extinction des rentes , formeroient un accroissement de 120 millions de livres de fonds livres dans les revenus du roi , avec lesquels sa majesté ferait tout ce qu'elle voudroit pour la gloire , le bien et l'avantage de son royaume ; que le roi auroit encore , outre les 200 millions de livres que je destine à la dépense annuelle d'un temps ordinaire , 10 millions du fonds d'écono-

mie , et le progrès du prix des fermes , qui peut monter fort haut , si le ministère les porte à leur valeur.

V I I I.

Du crédit public.

IL résulte du huitième chapitre , que le crédit du roi sera sans bornes , si mon plan d'économie est adopté et suivi dans son entier ; même que le roi pourra en tout temps se passer de crédit , par l'épargne accumulée de son économie ; que les gens d'affaires et les fermiers et sous - fermiers pourront être réduits à des bénéfices modérés , avantageux au roi et au peuple ; que du fond de l'épargne le roi pourra donner des récompenses à qui et quand bon lui semblera : ce qui me paroît d'une grandeur et d'une magnanimité dignes du plus grand monarque.

I X.

Des fermes , et de la manière de renouveler les baux.

IL résulte du neuvième chapitre , qu'il est

de l'avantage du roi que les sous-fermes soient rétablies , le nombre des intéressés fixé seulement à 40 travailleurs , tous les protégés sans talens exclus ; que le bénéfice des fermiers et sous-fermiers soit borné à cinq pour cent d'entrée de ferme , sous la garantie de quinze , au cas de perte ; que cette maniere de régler les bénéfices procurera au roi un avantage annuel de quatre millions , sur lesquels sa majesté pourra gratifier les grands seigneurs et les hommes à talens qui se distingueront utilement pour l'état , même soulager les provinces qui seroient dans le besoin ; que , pour indemniser les grands seigneurs qui ont des croupes dans les sous-fermes , le roi pourra réserver sur les fermiers sept millions , et sur les sous - fermes huit millions , à dix pour cent , que sa majesté distribuera aux seigneurs de la cour ; que par cet arrangement les sous-fermiers à talens recouvreront leur état ; que les fermes seront purgées des hommes inutiles , qui travailleront plus fructueusement pour l'état dans leurs anciennes professions.

X.

Précautions à prendre pour connoître les vrais produits des fermes et sous-fermes, et pour empêcher que les peuples ne soient vexés.

Il résulte du dixième chapitre , que les fermiers et sous-fermiers ont bénéficié de sept cent soixante-dix-sept millions de livres, depuis 1726 jusqu'en 1756 : ce qui revient à vingt - cinq millions neuf cent mille livres par an , sans y comprendre le bénéfice des croupiers , ni les dépenses inutiles de plusieurs fermiers-généraux ; que si mon plan de fixation du prix des fermes et sous-fermes eût été suivi , le roi auroit retiré au moins quinze millions de livres par an de plus que sa majesté n'a eu du prix des baux depuis 1726 : ce qui fait un total de quatre cent cinquante millions , sans comprendre les intérêts des capitaux, à mesure des rentrées ; que par l'établissement d'un bureau de vérification à Paris , où tous les états et bordereaux des fermes et sous-fermes seroient portés annuellement , ainsi que les copies des lettres circulaires écrites par les fermiers

et sous-fermiers aux employés des provinces, le ministre connoîtroit les vrais produits des fermes, et empêcheroit que les peuples ne fussent vexés par une régie trop sévère, en établissant des inspecteurs pour chaque partie dans chaque généralité, sous les ordres de MM. les intendants.

X I.

Qu'il est important d'établir plus d'égalité entre Paris et les provinces, pour procurer au roi une opulence constante, et au peuple une aisance continuelle et permanente.

IL résulte du onzieme chapitre, que depuis 160 ans que les grands seigneurs ont été attirés à la cour, Paris a continuellement gagné vis-à-vis les provinces; que des 1500 millions d'especes qu'il y a en France, Paris en possède au moins 900; que des 600 autres, 300 sont dans deux cents principales villes de guerre et de commerce; que les 300 autres sont dans des mains qui n'osent les faire valoir; que des 900 millions qui sont dans Paris, on peut dire que quatre cents financiers en possèdent la moi-

tié ; que la taille arbitraire détruit l'agriculture , le commerce et la population ; que le gain excessif des gens d'affaires détruit la circulation et le crédit public ; que la balance de Paris avec les provinces acquerra de l'égalité par la réduction des bénéfices des gens d'affaires ; par la diminution des tailles , ou au moins par plus de justesse dans les répartitions , et par les ouvrages que le roi fera faire pour l'écoulement des eaux et pour la commodité des transports par eau et par terre en tout temps , et dans toutes les provinces du royaume.

X I I.

Le clergé.

Il résulte du douzième chapitre , que le clergé doit payer les impôts comme les autres sujets du roi , mais qu'il est prudent de lui en laisser faire la répartition sur ses membres ; que le roi peut mettre des pensions sur les archevêchés , évêchés et abbayes , lors des promotions ; que si le gouvernement s'appercevoit que le clergé vouloit éluder le paiement du vingtième , ou n'offrir qu'une somme infiniment au-dessous de la valeur du produit , il y auroit un
moyen

moyen d'avoir ce vingtième sur les biens mis en ferme , par une augmentation de taille , du sou pour livre sur la tête du fermier ecclésiastique , au-delà de la taxe des autres fermiers ; mais que dans aucun cas le ministère ne doit point permettre que le droit du roi d'imposer et de percevoir les tributs sur le clergé soit mis en question.

X I I I.

La noblesse et le militaire.

IL résulte de ce treizième chapitre, qu'en suivant la règle d'équité et de proportion qui doit servir de base en matière d'imposition , la noblesse doit être ménagée dans l'imposition du vingtième , ou au moins on ne doit point exiger trop d'exactitude sur ses déclarations ; que la paie des troupes peut être augmentée par mon plan d'économie : celle du soldat , d'un sou par jour , celle des officiers à proportion ; que la saine politique veut que les domaines engagés restent dans les mains des seigneurs qui en jouissent , pour les attacher de plus en plus à la cour ; que comme le roi ne peut plus faire de ces engagements , il est

important que sa majesté ait un fonds d'économie dans lequel elle puisse prendre les récompenses qu'elle jugera convenable d'accorder aux grands seigneurs de sa cour et à ceux de ses autres sujets et serviteurs fidèles et affectionnés.

X I V.

*La magistrature et tous les officiers de
judicature.*

IL résulte du quatorzième chapitre , que la magistrature doit être dans un certain degré de considération qui lui attire le respect et la vénération ; que les juridictions assurent la liberté et la propriété des citoyens en même-temps qu'elles sont les fondemens solides de la monarchie ; qu'il seroit à propos que les affaires traînassent moins en longueur , et fussent moins dispendieuses pour les sujets du roi ; que plus la magistrature sera considérée , plus les magistrats seront attentifs sur leurs devoirs , et plus ils marqueront de désintéressement ; que la réduction des bénéfices des fermiers et sous-fermiers , et la proscription des survivances dans les fermes et sous-

fermes procureront des sujets à la magistrature , et remettront les charges sur un meilleur pied : ce qui rappellera l'ordre parmi les citoyens.

X V.

Des financiers , de la nécessité de modérer leurs bénéfices pour l'égalité des balances , et de l'avantage qui résulteroit à régir le tabac en finance-commerce.

IL résulte de ce quinzième chapitre , que le financier , par ses gains immenses , pese continuellement sur toutes les provinces et sur tous les ordres des citoyens : que les richesses qui nous viennent de l'étranger devroient être les richesses de tous , et non les richesses de quelques particuliers seulement , qui les absorbent et qui en font des accumulations criantes ; qu'il est d'une nécessité indispensable de réduire les bénéfices des gens d'affaires , pour établir plus d'égalité entre Paris et les provinces , et entre les diverses classes des citoyens ; que de cette égalité et du plan d'économie s'ensuivra que l'opulence du roi sera constante , et la richesse des peuples.

262 LE FINANCIER

plus grande et permanente ; que le tabac devroit être mis en régie de finance-commerce , et non en régie de pure finance ; que par une régie de finance-commerce , la ferme tireroit les tabacs des îles , et l'état épargneroit annuellement cinq millions de livres , qui passent à l'étranger pour l'achat des tabacs que la ferme consomme ; qu'avec cinq millions de plus , l'état pourroit nourrir cinquante mille sujets d'augmentation tous les ans , et au moins dix mille dans les îles pour la culture des tabacs ; qu'à cet effet , il faudroit choisir quatre ou cinq négocians , parmi les plus habiles , pour les faire fermiers-généraux : tous points d'une considération importante.

X V I.

Provinces d'état.

Il résulte du seizième chapitre , qu'il est politique de laisser subsister les privilèges des provinces d'état ; que le ministère doit veiller attentivement à la réformation des abus ; que tous les sujets du roi intelligens et solvables doivent être admis au concours des enchères et adjudications des

fermes des provinces d'état et des octrois des villes, pour en porter le prix à leur valeur ; que les abbayes des provinces de Flandres , Hainault et Artois doivent être mises en commende plutôt qu'en regle ; que le gouvernement doit saisir toutes les occasions de multiplier les communications de ces provinces avec la capitale , pour y répandre les maximes et les mœurs françoises ; que la régie des revenus publics n'influe point sur l'aisance dont paroissent jouir les provinces d'état ; que cette aisance se tire de la position de ces provinces, qui sont à portée d'un commerce étranger, qui reçoivent beaucoup d'argent de la consommation des troupes, et qui sont ménagées dans l'imposition des tributs ; que le ministère pourra mettre les provinces de l'intérieur dans le même degré d'aisance en suivant mon plan d'économie : toutes opérations desirables.

X V I I .

Du ministère des finances dans sa relation avec les autres ministères.

IL résulte du dix-septième chapitre, que

le ministère des finances pese sur toutes les natures des biens, sur toutes les classes des citoyens, sur toutes les provinces et sur toutes les villes du royaume; que les autres ministeres pesent continuellement sur celui des finances, en lui demandant sans cesse des hommes et de l'argent; que cette position exige qu'un ministre des finances ait une parfaite connoissance de toutes les ressources du royaume en hommes, chevaux, bestiaux, denrées, marchandises et especes d'or et d'argent; qu'il sache le degré d'aisance des peuples et des provinces, pour ne leur demander que ce qu'ils peuvent toujours donner; qu'il favorise l'accroissement de tous les objets de ressource, afin d'être en état de faire face à tous les événemens; qu'il connoisse exactement les intérêts de toutes les puissances de l'Europe, pour proposer de négotier ou entretenir les alliances les plus glorieuses et les plus avantageuses pour le roi et l'état; qu'il soit instruit de la nécessité de la paix ou de la guerre, afin d'empêcher la dissipation des hommes, des chevaux, des bestiaux, des denrées, des marchandises et des especes d'or et d'argent, dont l'emploi doit toujours se faire avec précaution et utilité; qu'enfin, toutes

les balances de l'état avec l'étranger , des provinces entr'elles , des provinces avec la capitale , et des citoyens entr'eux , sont dans ses mains ; que conséquemment cette place demande une étude profonde de l'histoire , du génie de la nation , de la valeur respective de tous les biens politiques de l'Europe ; qu'il faut une grande préparation pour arriver au ministère , instruit des connaissances de tant de choses si compliquées et si profondes ; que l'attention du ministère doit être d'éviter de mettre le droit du roi en discussion vis-à-vis ses sujets , pour quelque cause que ce soit ; que tout l'art consiste à lever les besoins de l'état sur le peuple de la manière qui lui est le moins à charge ; qu'un homme laborieux , au fait des régies des fermes , d'un esprit de calcul , méditatif et profond , est préférable à un homme d'un esprit serré , contentieux et formaliste ; que les Anglois sont les seuls peuples de l'Europe dont le gouvernement doive entreprendre l'abaissement et la ruine , sans se départir de ce plan qu'après qu'ils auront été entièrement subjugués et réduits à ne pouvoir plus jouer aucun rôle dans l'Europe ; ce qui arrivera avant peu d'an-

264 **L E F I N A N C I E R**
nées, si la guerre avec eux se réalise, et
qu'elle se fasse avec vigueur (1).

Conclusions.

J'en conclus de ce qui a été dit en cette seconde partie, que la gloire du roi, son opulence constante, la félicité des peuples, la puissance, la force et la richesse permanente du royaume, dépendent uniquement du choix que sa majesté fait d'un contrôleur-général. Ce choix est difficile, j'en conviens, parce que les contrôleurs-généraux se prennent constamment, depuis M. Law, dans les intendants des finances et des provinces, et ceux-ci parmi les maîtres des requêtes, dont les charges se vendent à prix d'argent, sans choix ni acception de mérite : souvent même le crédit et la protection font tout, à l'exclusion et sans égard au plus ou au moins de mérite des contendans.

La difficulté de trouver un homme capable du ministère des finances procède plutôt de l'usage où la cour a été de ne les

(1) La guerre n'étoit point déclarée lorsque cet article a été fait.

prendre , depuis près de quarante ans , que dans un nombre de trente-cinq à quarante hommes qui n'ont pas été suffisamment éprouvés que de la rareté des hommes ; car s'il plaisoit au roi de choisir un contrôleur-général de ses finances parmi les plus éclairés de ses sujets en cette matiere , il n'est pas douteux que le royaume de France produiroit d'aussi grands ministres que ceux que j'ai cités. L'esprit des François est naturellement vif et pénétrant ; ceux qui ont été accoutumés de bonne heure à plier leurs idées à des principes , à des combinaisons et à des opérations suivies et compliquées , seroient très - propres pour une pareille place.

M. de Sully fut pris dans le service , pour être mis à la tête des finances , dont il fit l'administration supérieurement ; aucun de ses prédécesseurs ne pouvoit lui servir de guide : il n'a pas encore été surpassé ni même atteint par aucun de ses successeurs depuis cent cinquante ans.

M. Colbert n'avoit jamais été ni intendant , ni maître des requêtes ; cependant , après M. le duc de Sully , c'est le plus grand contrôleur-général que l'on puisse citer. Il auroit bien été d'une autre supériorité , s'il

eût connu la nécessité d'une économie en temps de paix, et qu'il se fût rendu certain de la somme à laquelle on en pouvoit porter l'épargne.

M. Desmarets a été sans contredit un grand contrôleur-général : je sais qu'il a été formé par M. Colbert son oncle : j'ignore qu'il ait été intendant, ni même maître des requêtes. M. Law étoit un étranger rempli de calculs et de combinaisons très-profondes sur le crédit et la circulation ; il n'avoit jamais eu aucun emploi en France : aussi a-t-il donné dans le ridicule d'un projet monstrueux. On doit croire que s'il eût mieux connu les principes du gouvernement, le génie des peuples et les ressources du royaume, il auroit rectifié son projet, ou ne l'auroit point proposé ; mais à ces connoissances près, quoiqu'elles soient indispensables, on peut dire que M. Law avoit un génie supérieur auquel il ne manquoit que d'avoir été préparé au ministère des finances par un travail de plusieurs années dans des postes inférieurs.

Si depuis 160 ans les quatre ministres des finances qui se sont le plus distingués n'ont point été pris parmi les intendants des finances, ni parmi ceux des provin-

ces , pourquoi objecteroit-on que le roi ne peut les prendre plus sûrement ailleurs ? Sa majesté ne fait-elle pas d'un homme de mérite tout ce qu'il lui plaît ? N'a-t-on pas vu , à la tête des troupes , des hommes sortis du sein de la bourgeoisie commander à cette fiere et belliqueuse noblesse qui se faisoit un honneur et un devoir d'obéir au mérite , et de confirmer , par ses éloges et ses soumissions aux ordres de ces généraux formés par la nature , le choix du roi ? L'histoire ne nous présente-t-elle pas un maréchal Faber dédaigner le cordon bleu , parce que le feu roi exigeoit qu'il lui écrivît qu'il étoit gentilhomme ? ce que ce grand homme ne voulut point faire , de crainte de perdre par un mensonge innocent l'estime qu'il s'étoit acquise par sa vertu. Enfin , combien de grands hommes de mer dont les commencemens ont été fort obscurs !

Après tant d'exemples dont je pouvois me dispenser , puisque l'argent et le crédit procurent les magistratures financières , et non les preuves de noblesse , je ne pense pas que le roi trouvât le moindre obstacle à prendre un contrôleur-général

ailleurs que dans les intendans des finances et des provinces ; et sa majesté et tout le royaume se ressentiroient en peu de temps glorieusement et utilement d'un pareil choix.

Un homme distingué pour l'administration des finances , qui seroit connu pour supérieur en cette partie importante , mais qui ne pourroit parvenir au ministère , tant par l'obscurité de son état que par la médiocrité de sa fortune présente , pourroit être placé dans un poste plus honorable que celui qu'il occupe actuellement , prendre des degrés , et de proche en proche entrer dans le cercle des concurrens , sans exciter aucune plainte fondée.

Partant , si le roi parvient à connoître les hommes de son royaume les plus capables de bien administrer ses finances , et que sa majesté se détermine à prendre parmi eux le plus éclairé , le plus affectionné à son service , et le meilleur citoyen , pour le faire contrôleur - général de ses finances , sa majesté acquerra un degré de richesses et de puissance capable d'étonner tous les souverains de l'Europe. Les peuples jouiront d'une félicité parfaite par

l'abondance constante de toutes choses ,
et le royaume prendra des accroissemens
prompts et considérables qui le rendront
le plus florissant et le plus formidable du
monde connu.

*Fin du Tome huitieme de la seconde
année.*

T A B L E
DES MATIERES
DU SEPTIEME VOLUME,
S E C O N D E A N N É E.

Les Éléments du Citoyen , par Thomas
Hobbes,

P R É C I S de la vie de l'auteur, pag. 3
Division de l'ouvrage, 4

P R E M I E R E P A R T I E.

Origine de la société, 6
Des loix naturelles à l'égard des conven-
tions, 8

S E C O N D E P A R T I E.

De l'autorité, 13
De la démocratie, de l'aristocratie et de
la monarchie, 18

TABLE DES MATIERES. 271

Du droit des peres et meres sur leurs enfans, pag. 22

Comparaison des constitutions démocratique , aristocratique , monarchique. Examen de leurs avantages et de leurs inconvéniens , 29

Des causes de dissolution des sociétés, 60

Considérations et recherches sur la politique , extraites des ouvrages de Bayle.

Précis de la vie et notice des principaux ouvrages de l'auteur, 71

Si la tenue des états-généraux est avantageuse à la France , 75

Quelle est la force d'une premiere révolution , et combien cet exemple est contagieux , 78

Ressort des révolutions , 80

Si les François sont aussi amoureux de la monarchie que leurs voisins le prétendent , 81

Pourquoi on permet dans les états monarchiques la lecture des auteurs républicains, et dans les républiques celle des auteurs qui favorisent la monarchie , côté hideux de ce dernier gouvernement , 85

Anecdote du parlement de Paris, 88

<i>Qu'un prince trop débonnaire court plus de risques qu'un tyran ,</i>	pag. 93
<i>Que le gouvernement républicain ne convient pas à toutes sortes de peuples ,</i>	94
<i>Que cette maxime : rangez - vous toujours au parti le plus fort , est quelquefois fausse ,</i>	95
<i>Examen de quelques loix de Lycurgue ,</i>	96
<i>Avarice des traitans de l'ancienne Rome.</i>	
<i>Projet d'imposition très-lucratif ,</i>	109
<i>Esprit mercenaire de ceux qui servent le public ,</i>	111
<i>Parallèle de l'ancienne et de la nouvelle Rome. Réflexions sur la puissance à laquelle les PAPES sont parvenus ,</i>	116
<i>Apologie des François sur leurs alliances avec le Turc ,</i>	125
<i>Défaut de la plupart des généraux ,</i>	127
<i>Influence des femmes galantes dans le gouvernement des états ,</i>	130
<i>Religion du Souverain ,</i>	134
<i>Tableau de l'intérieur d'une république ,</i>	139
<i>Du pouvoir absolu ,</i>	143
<i>Utilité des fausses nouvelles ,</i>	146
<i>Réflexions sur les guerres sacrées du seizieme siecle ,</i>	153
<i>Fraude</i>	

DES MATIÈRES. 173

Fraude insigne des mages. Combien les rois sont esclaves de la religion dominante, pag. 159

Endroit foible du gouvernement monarchique, 161

La monarchie est préférable au gouvernement démocratique, 163

Du mariage des sœurs avec les frères, 169

Maximes de guerre relatives à la guerre de campagne et à celle des sièges.

Jugement sur l'ouvrage. Qualités d'un bon général, 167

PREMIERE PARTIE.

GUERRE DE CAMPAGNE.

Maximes générales, 171

ARRANGEMENTS, PRÉCAUTIONS ET PRÉPARATIFS.

I. *Quant à l'armée,* 172

II. *Quant aux provisions,* 173

III. *Quant aux opérations,* 176

2^e année. Tome VIII.

OPÉRATIONS ET ACTIONS DE GUERRE.

*Savoir : marches , campemens , logemens ,
batailles , combats , manœuvres.*

MARCHES.

I. Quant à l'ordre ,	pag. 178
II. Quant au temps ,	179
III. Quant au lieu ,	182
IV. Quant à la manière ,	184

CAMPS ET LOGEMENTS.

I. Manière de camper et de loger les troupes ,	186
II. Camps stables ,	192
III. Quartiers d'hiver ,	194

BATAILLES.

I. Maximes générales ,	195
II. Raisons pour donner bataille ,	196
III. Raisons pour éviter les batailles ,	ibid.
IV. Moyens d'engager l'ennemi à une bataille ,	197
V. Disposition ,	198
VI. Action ,	201

DES MATIÈRES. 275

COMBATS.

I. <i>Surprises</i> ,	pag. 204
II. <i>Embuscades</i> ,	207
III. <i>Retraites</i> ,	209
IV. <i>Rencontres</i> ,	210
V. <i>Escarmouches</i> ,	211
VI. <i>Après les combats</i> ,	ibid.

MANŒUVRES.

I. <i>Offensives</i> ,	212
II. <i>Défensives</i> ,	214

SECONDE PARTIE.

GUERRE DES SIEGES.

FORTERESSES.

I. <i>Places</i> ,	214
II. <i>Citadelles</i> ,	215

APPROVISIONNEMENTS DES PLACES DE GUERRE.

I. <i>Troupes</i> ,	216
II. <i>Munitions</i> ,	217
III. <i>Vivres</i> ,	ibid.
IV. <i>Outils</i> ,	218

276 TABLE DES MATIÈRES.

PRÉCAUTIONS POUR LA SÛRETÉ DES PLACES
DE GUERRE.

I. Corps - de - garde ,	pag. 219
II. Fermeture et ouverture des portes ,	222
III. Ordres , rondes et patrouilles ,	223
IV. Cas d'alarme ,	225

ATTAQUE DES PLACES.

I. Attaque de vive force ,	226
II. Blocus ,	227
III. Surprise ,	228
IV. Siège en forme ,	232

DÉFENSE DES PLACES.

I. Contre l'attaque de vive force ,	237
II. Contre le blocus ,	ibid.
III. Contre les surprises ,	ibid.
IV. Contre un siège en forme ,	240
V. Secours .	247
Notices d'ouvrages nouveaux ,	249

572

T A B L E
DES MATIERES
DU HUITIEME VOLUME.

S E C O N D E A N N É E.

Le Financier-Citoyen.

P*réface de l'ouvrage,* pag. 3

*Examen des sentimens et des opérations
des Ministres les plus connus, ainsi
que des principes et des opinions des
Écrivains les plus judicieux sur le fait
des finances.*

M I N I S T R E S.

CHAP. Ier. *M. le duc de Sully,* 7

CHAP. II. *M. le cardinal de Richelieu,* 10

CHAP. III. <i>M. Colbert,</i>	pag. 25
CHAP. IV. <i>M. Desmarets,</i>	37
CHAP. V. <i>M. Law,</i>	63

ÉCRIVAINS POLITIQUES.

CHAP. VI. <i>M. le maréchal de Vauban,</i>	87
CHAP. VII. <i>M. le comte de Boullainvilliers,</i>	119
CHAP. VIII. <i>M. de la Jonchere,</i>	156
CHAP. IX. <i>M. l'abbé de Saint - Pierre,</i>	161
CHAP. X. <i>M. Melon,</i>	180
CHAP. XI. <i>M. Durot,</i>	193
CHAP. XII. <i>M. de Montesquieu,</i>	198
<i>Réflexions sur les observations tirées de l'esprit des loix,</i>	199
CHAP. XIII. <i>Conclusions,</i>	209
CHAP. XIV. <i>Combinaisons des rapports qui se trouvent entre les sentimens et les opérations des ministres et les opinions des écrivains politiques, avec les consé- quences qui en résultent,</i>	212

SECONDE PARTIE, RELATIVE AUX OPÉRATIONS
DU MINISTÈRE.

<i>Établissement des principes,</i>	220
-------------------------------------	-----

DES MATIÈRES. 279	
<i>Deux classes d'hommes ,</i>	pag. 226
<i>Évaluation des consommations du royaume ,</i>	229
<i>Calcul sur lequel l'auteur établit les fondemens de son épargne annuelle ,</i>	234
<i>Tableau de la libération de l'état à 40 millions de livres d'économie par an , et les intérêts joints par accroissement ,</i>	239
<i>Le crédit des financiers funeste au crédit public ,</i>	242
<i>Égards dus à la noblesse dans l'assiette de l'imposition ,</i>	244

R É S U L T A T S.

CHAP. I. <i>Des hommes ,</i>	246
II. <i>Des terres ,</i>	247
III. <i>Du commerce ,</i>	ibid.
IV. <i>Des consommations .</i>	248
V. <i>Des impôts et de leur relation avec la consommation du royaume, comparés aux mêmes objets du royaume d'Angleterre ,</i>	249
VI. <i>Des especes ,</i>	250
VII. <i>De la circulation et de l'économie sur les revenus du roi ,</i>	251
VIII. <i>Du crédit public ,</i>	252
IX. <i>Des fermes , et de la maniere de re-</i>	

180 TABLE DES MATIÈRES:

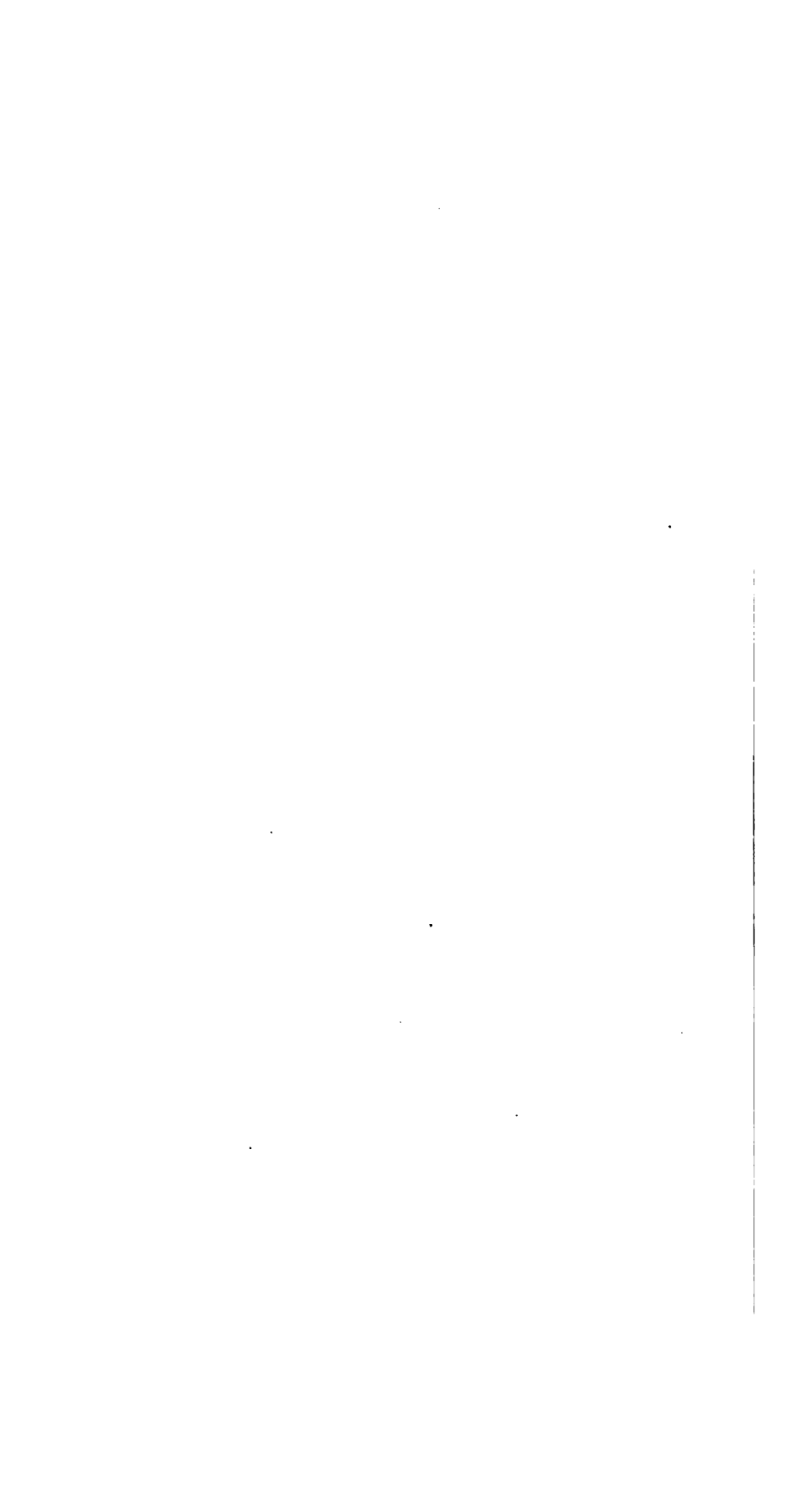
nouveller les baux,	pag. 252
X. Précautions à prendre pour connoître les vrais produits des fermes et sous-fermes, et pour empêcher que les peuples ne soient vexés,	254
XI. Qu'il est important d'établir plus d'égalité entre Paris et les provinces, pour procurer au roi une opulence constante, et au peuple une aisance continue et permanente,	255
XII. Le clergé,	256
XIII. La noblesse et le militaire,	257
XIV. La magistrature et tous les officiers de judicature,	258
XV. Des financiers, de la nécessité de modérer leurs bénéfices pour l'égalité des balances, et de l'avantage qui résulteroit à régir le tabac en finance-commerce,	259
XVI. Provinces d'état,	260
XVII. Du ministère des finances dans sa relation avec les autres ministères,	261
Conclusions,	264

Fin de la Table des septieme et huitieme
Volumes de la seconde année.

SM

2.21.1125

1



APR 7 1964

